

CONSTRUCTION POLITIQUE ET SOCIALE DES TERRITOIRES

CAHIER n°4

*La Mouraria à Lisbonne :
les usages du patrimoine et de
la mémoire dans les quartiers
populaires centraux*



– Octobre 2015 –

Ces Cahiers ont pour objectif de diffuser les résultats de travaux de recherche et d'activités scientifiques réalisés au sein de l'équipe Construction politique et sociale des territoires de l'UMR 7324 CITERES (CNRS-Université de Tours).

Cette équipe pluridisciplinaire regroupe une vingtaine d'enseignants-chercheurs : anthropologues, géographes, sociologues, spécialistes de l'aménagement et de l'analyse des politiques publiques, des sciences de l'information et de la communication. Ses travaux interrogent l'apparent paradoxe entre les tendances à la « déterritorialisation » et l'importance renouvelée du territoire pour les pratiques sociales, pour l'action politique, collective et publique.

Responsable de l'équipe CoST

Alain THALINEAU

Comité de rédaction

Hélène BERTHELEU, Julie GARNIER, Marie-Pierre LEFEUVRE,
Héloïse NEZ, Françoise SITNIKOFF, Hovig TER MINASSIAN

Coordination du numéro

Jacques GALHARDO

Conception, réalisation et mise en ligne

Muriel HOURLIER (UMR 7324 CITERES)

Disponible en ligne : <http://citeres.univ-tours.fr>

ISBN : 979-10-95552-00-0

Photos de couverture :

- Photo en haut à gauche : Vue sur le quartier depuis le quartier de la Graça (©M. Corte Real)
- Photo en haut à droite : Danses indiennes dans la Mouraria (©B. Padilla)
- Photo en bas à gauche : Animations de la Place Martim Moniz (©M. Menezes)
- Photo en bas à droite : Visites chantées sur le Largo da Severa (©I. Sánchez Fuarros)

TABLE DES MATIÈRES

<u>AVANT-PROPOS</u>	5
Jacques GALHARDO	
<u>INTRODUÇÃO : Os usos do património e das memórias nos bairros 'populares' centrais</u>	7
João Pedro SILVA NUNES ET Luís Vicente BAPTISTA	
<u>A génese traumática do património em Lisboa: símbolos e representações urbanas nos bairros típicos depois do terremoto de 1755</u>	13
Daniel MALET CALVO	
<u>A tematização sonora do lugar. Intervenções no espaço sonoro e requalificação urbana no bairro da Mouraria (Lisboa)</u>	31
Iñigo SÁNCHEZ	
<u>Des images dans la ville : une chronotopie de la place d'Intendente à Lisbonne</u>	45
Hélène VEIGA GOMES	
<u>Les usages et les effets de la mise en récit de la mémoire arabe dans le quartier de la Mouraria (Lisbonne)</u>	69
Jacques GALHARDO	
<u>Revitalizar como e para quem no contexto das intervenções territoriais na cidade interior – o estudo de caso da Mouraria</u>	83
Madalena CORTE-REAL	
<u>Celebrando a diversidade? Políticas culturais locais e convivência em bairros multiétnicos</u>	101
Beatriz PADILLA et Francisco José CUBEROS GALLARDO	
<u>La diversité des résolutions d'aménagements d'espace public dans un quartier populaire central à Lyon : les cas des places Djebraïl Bahadourian et Gabriel Péri</u> ..	119
Pedro GOMES	
<u>Mouraria: onde mora o quotidiano na invenção do património urbano?</u>	139
Marluci MENEZES	

AVANT-PROPOS

Le numéro 4 des *Cahiers de CoST* est tout entier consacré à la Mouraria : l'un des cinq quartiers du centre ancien de Lisbonne, définis comme « populaires » et « typiques » dans les premiers travaux sur son centre ancien (à la fin des années 1980) et dont les termes sont régulièrement repris jusqu'à aujourd'hui par la municipalité et les associations. Depuis lors, de nombreux scientifiques se sont penchés sur ce territoire de 6 000 habitants et de 27 ha environ, mais c'est la première fois que des chercheurs issus de disciplines¹ et de nationalités² différentes croisent leurs regards sur ce quartier. Le point de départ (9 et 10 juillet 2014, à Lisbonne) a été l'organisation d'un séminaire de terrain où ces derniers ont rencontré des acteurs publics locaux, puis participé à un colloque à l'initiative de CITERES (CNRS-Université de Tours) et de CESNOVA (Université Nouvelle de Lisbonne). Cette rencontre comportait, en plus de l'objet d'étude, deux autres intérêts : le premier a été la construction d'un espace

de réflexion qui prétendait échapper aux usages systématiques des communications scientifiques internationales en anglais. De fait, les échanges se sont déroulés dans les principales langues latines (français, portugais et espagnol), révélant au passage la richesse conceptuelle, l'originalité des perspectives et la qualité des réflexions. Le second intérêt a trait à une volonté de rendre compte de ces réflexions sans que celles-ci accompagnent les sollicitations institutionnelles très nombreuses pour ce quartier au cours du programme municipal de réhabilitation. Questionner les « usages du patrimoine et de la mémoire » marque l'intention de cette prise de distance et d'objectivité dont le lecteur devrait facilement récolter les fruits dans les articles proposés³. Ce numéro témoigne de cette rencontre à Lisbonne et des intentions qui s'y sont exprimées. A ce titre, les articles qui suivent, sont rédigés dans la langue d'usage des chercheurs concernés. Enfin, ce *Cahier de CoST* est l'occasion pour des doctorants

1 Géographes, anthropologues, historiens, politologues, urbanistes, aménageurs et sociologues.

2 Français, Portugais, Espagnols et Argentins.

3 Les textes proposés ont tous donné lieu à un processus de relecture anonyme et de validation avec deux chercheurs français et/ou portugais.

ou post-doctorants européens de mettre en lumière leurs travaux grâce au soutien des chercheurs et des responsables des laboratoires français et portugais.

Le premier texte proposé cherche à comprendre l'origine des clivages socio-spatiaux à Lisbonne depuis le tremblement de terre de 1755. Daniel Malet-Calvo explique que la reconstruction de la capitale portugaise trace de nouvelles frontières entre les quartiers « populaires » et les quartiers « bourgeois ». Cette reconstruction s'accompagne d'une sorte de deuil de l'urbain que des fêtes rituelles contemporaines continuent d'exorciser. C'est dans ce processus complexe que s'est construite, selon l'auteur, la définition d'une « authenticité » territoriale des quartiers du centre ancien de Lisbonne.

Les trois contributions suivantes permettent d'identifier des processus de mise en visibilité⁴ d'un territoire, longtemps absent ou en marge des politiques publiques municipales. Iñigo Sanchez analyse l'évolution du champ sonore, mais surtout ses usages, et montre ainsi que les sons façonnent un territoire. Ils apparaissent comme un matériau essentiel pour comprendre les interactions entre les acteurs locaux. Hélène Veiga Gomes se penche, quant à elle, sur la partie septentrionale du périmètre de la Mouraria : la place d'Intendente. Elle analyse ce qu'elle appelle des « marqueurs de visibilité », dont l'abordage chronotopique révèle les polarités d'un territoire sous tension. Enfin, la mise en récit du passé maure du quartier – particulier par le sujet, et significatif par le processus – laisse entrevoir, avec le troisième texte (Jacques Galhardo), la place essentielle des acteurs publics et associatifs dans ces processus de « désoccultation ».

La deuxième partie de ce numéro s'attache, en conséquence, à poser des regards sur les politiques publiques en centre ancien et le rôle des acteurs publics locaux. Madalena Corto Real nous rappelle l'importance des crises pour mettre en

lumière les « contradictions » socio-spatiales, « les conflits, les superpositions, les opportunités et les résistances ». C'est à ce prix que l'auteure peut repérer dans un territoire ce qui s'inscrit dans la continuité et ce qui relève de la rupture. Beatriz Padilla et Francisco José Cuberos Gallardo comparent les politiques publiques municipales dans la Mouraria et dans El Cerezo (quartier périphérique de Séville). Ils notent que ces politiques sont inclusives et culturelles à Lisbonne, et plutôt de type « hygiénistes » à Séville. Les premiers (pré)tendent rapprocher les usagers de la Mouraria, tandis que les seconds maintiennent la ségrégation et la marginalité. Enfin, Pedro Gomes nous invite à regarder ailleurs, dans le centre ancien de Lyon. Loin d'être dogmatiques, les politiques publiques municipales sont le résultat de tâtonnements et d'adaptations régulières. Elles s'inscrivent dans des négociations qui transgressent les échelles pour trouver des accords. Reste à éprouver une telle grille d'analyse dans le cas de la Mouraria à Lisbonne.

Si nous comprenons bien que l'un des enjeux de la transformation d'un territoire passe par la maîtrise d'outils et la mise en place de processus complexes de « désoccultation » ; Marlucci Menezes nous rappelle aussi que c'est au prix d'une « occultation » du quotidien des résidents. Ainsi, les usages du patrimoine placent en tension le regard des acteurs publics (les chercheurs y compris...) entre un authentique façonné (le passé) et un horizon projeté (le futur) des territoires, qui rend abstrait et théorique la question de l'action. L'auteure pose alors de nombreuses questions liées à la conjugaison des échelles temporelles, sociales et spatiales, et à leurs effets.

Jacques Galhardo

⁴ Ou de « désoccultation » pour reprendre le terme employé par João Pedro Nunes et Luis Vicente Baptista dans un article intitulé "Lisboa invisível" qui s'appuie sur le cas de la Mouraria, in Dornelas A. Et alii. : *Portugal Invisível*, éd. Mundos Sociais, 2010.

INTRODUÇÃO

Os usos do património e das memórias nos bairros 'populares' centrais

João Pedro SILVA NUNES et Luís Vicente BAPTISTA

CICS.NOVA – Centro Interdisciplinar de Ciências Sociais

Faculdade de Ciências Sociais e Humanas – Universidade Nova de Lisboa

O conjunto de artigos que agora se publica dá a conhecer o conteúdo de um seminário organizado pelo *Construction politique et sociale des territoires - CoST* de L'UMR CITERES (Université François Rabelais, Tours), e a equipa do à época *CESNOVA – Centro de Estudos de Sociologia da Universidade Nova de Lisboa*, hoje denominado *CICS.NOVA – Centro Interdisciplinar de Ciências Sociais* (Faculdade de Ciências Sociais e Humanas da Universidade Nova de Lisboa). O evento reuniu em Lisboa a 9/10 de Julho de 2014, investigadores lusófonos e francófonos trabalhando em antropologia, história, geografia, sociologia e urbanismo, com experiência de pesquisa em diversos terrenos urbanos. Oportunidade para refletir, de forma interdisciplinar, acerca dos usos do património e das memórias em bairros 'populares' centrais e para apresentar e discutir resultados de investigação recente levada a cabo em três cidades europeias – Lisboa, Sevilha e Lyon.

Hoje, a inscrição territorial dos bairros 'populares' centrais é um tópico de investigação e reflexão particularmente relevante nas ciências sociais e é um tema crítico no domínio da ação pública. Por um

lado, nas cidades europeias, estes bairros mantêm um conjunto de relações com as dinâmicas dos espaços centrais das cidades: apesar de as formas de ocupação do espaço típicas atividades centrais se terem vindo a deslocar e a recompor ao longo de vastas aglomerações metropolitanas, as morfologias e as simbólicas dos centros históricos ainda se impõem. Por outro lado, estes bairros são tocados por uma multiplicidade de processos, entre os quais, o de patrimonialização, não perdendo, ainda assim, completamente as suas qualidades de «bairro popular».

As ações públicas sobre os centros antigos ou históricos das cidades ultrapassam a simples construção e generalização de prescrições protegendo monumentos ou espaços urbanos. Em geral, a ação pública suscita, entre uma grande diversidade de atores, leituras pormenorizada de certas dinâmicas sócio-espaciais. Estas interpretações são diversificadas no seus objetos e já não se limitam, como outrora, às intervenções sobre as condições de alojamento. Com efeito, diferentes ações de valorização dos espaços públicos, de promoção das memórias dos lugares e das populações encenam uma requalificação

dos bairros centrais. Ora, numerosas pesquisas estabelecem que a promoção ou a valorização dos bairros «populares» centrais corre o risco de destruir o que ela elogia. Porquê?

Porque ao contribuir para canalizar interesses turísticos e (re) valorizar os alojamentos, estas ações tornam possíveis processos de gentrificação e a chegada de novas populações. Este tema tem já longa e volumosa tradição na antropologia e na geografia, na sociologia e nos estudos urbanos, e começa a ser objeto de pesquisas em história urbana. São bem conhecidos os processos através dos quais diversas entidades locais implementam alternativas aos efeitos da gentrificação ou se opõem às intervenções públicas que a podem engendrar. Para certos grupos ou indivíduos as ações patrimoniais ou memoriais são recursos e contribuem para forjar identidades de ação. No entanto, as dinâmicas anunciadas ou temidas pela gentrificação, ou pela renovação suscitada ou enquadrada na ação pública, são frequentemente lentas e incompletas. Novos e antigos habitantes enfrentam situações de coexistência, marcadas pela tensão pela e conflitualidade. À escala dos bairros, com facilidade se observam espaços valorizados e aqueles que se constituem, e são constituídos, como os sinais da «degradação». Entre uns e outros, é possível, ou mesmo necessário, compreender e explicar as dinâmicas da invisibilidade urbana de espaços, atividades e populações – bem exemplificada na relativa visibilidade dos lugares que se apresentam como formas «alternativas»/ «não institucionais» de valorização cultural, face à relativa invisibilidade de espaços de vida precários e populações vulneráveis e estigmatizadas.

No contexto de crise generalizada que se verifica nas cidades europeias assiste-se à redução em simultâneo dos recursos públicos e da intensidade dos investimentos privados, não raro, alterando os seus fundos para novos domínios da economia urbana. Esta condição impende sobre os territórios e sobre as populações, contribuindo para manter certos bairros num estado de transição patrimonial. Os atores locais não deixam de se encontrar num regime de relações do qual resultam combinatórias

e alternativas que incluem resistências e convivências, negociações e escapatórias, indiferença e aceitação, mas enfrentam sobretudo uma considerável dose de incerteza.

As investigações agora publicadas convocam, sem exceção, uma dimensão histórica. Tanto na atenção dedicada à temporalidade das cidades – Lisboa, de Sevilha e de Lyon – como nas leituras dos cursos históricos e sociais dos bairros. O contributo de Daniel Malet Calvo tem precisamente na temporalidade longa da cidade de Lisboa o seu principal eixo de análise. Recuando até meados do século XVIII, e em especial, ao traumático acontecimento que foi o terramoto de 1755, o autor argumenta que a reorganização racionalista e iluminista de Lisboa, iniciada pelo Marquês de Pombal, conduziu à disjunção, então emergente, entre os bairros populares e os novos espaços da reconstrução. Os novos espaços da Lisboa setecentista, argumenta Calvo, referindo-se à leitura de David Harvey sobre a história urbana de Paris, configuram uma futura e secular ocupação burguesa. A partir deste acontecimento traumático na cidade de Lisboa, Daniel Malet Calvo passa, em seguida, revista algumas representações dos bairros populares lisboetas, associando-as à configuração espacial resultante da intervenção ocorrida no século XVIII e à geografia das classes populares. Situado no domínio da história das representações do popular, o argumento tem como horizonte de leitura as descrições eruditas do espaço urbano e da sociabilidade populares, presentes na tradição olissipográfica, e a sua inscrição nas estratégias de classe e de legitimação política do poder urbano na capital portuguesa, ao longo do século XVIII, XIX e XX.

Outros contributos oferecem recortes temporais fortemente significativos para a compreensão e explicação dos usos do património e do fabrico das memórias nos bairros ‘populares’ centrais. É o caso do artigo de Madalena Corte-Real, acerca da reabilitação do bairro da Mouraria. Por um lado, a autora estabelece as principais malhas cronológicas do processo – das intenções e projectos, imaginados na década de 1980, até à sua realização nos primeiros anos do século XXI – e, por outro, coloca em

evidência o facto de a população do bairro ter adquirido maior grau de heterogeneidade. Corte-real dá então conta da cronologia das políticas e acções destinadas à renovação do edificado do bairro da Mouraria. Para além de situar a ação pública no seu contexto urbano, esta é igualmente discutida à luz das lógicas de obtenção de vantagens competitivas entre cidades e territórios. Os novos regimes de estruturação do espaço e do tempo associados ao turismo, ao lazer urbano cosmopolita e aos consumos culturais das camadas médias urbanas são convocados para a uma interpretação mais fina da pluralidade de usos do território e de imagens da sua transformação.

Ainda no plano da temporalidade, merece particular relevo o artigo assinado por Jacques Galhardo, também acerca do bairro da Mouraria. Situando com clareza e precisão os programas e os projetos de ação pública naquele bairro Lisboa, Galhardo propõe-se analisar da emergência de uma influente narrativa acerca das origens árabes da Mouraria, mostrando como no domínio da construção social e política dos territórios, os actores em situação, neste caso, uma associação local, recorrem à temporalidade – e por conseguinte aos efeitos que podem e esperam obter do uso de imagens míticas do passado. Estabelecendo a génese e a difusão do discurso contemporâneo sobre as origens árabes da Mouraria, Galhardo mostra como a oposição *ghetto* medieval vs. bairro de imigração, bem com a analogia estabelecida no discurso entre segregação medieval e segregação metropolitana contemporânea, suporta a construção de quadro social de memória influente na leitura da condição política e urbana do bairro. A enunciação deste discurso tem efeitos nas relações entretidas as entre associações de bairro e, resultado de pesquisa significativo, os usos do espaço e do património. Neste domínio, o contributo de Galhardo é bem elucidativo da diversidade tanto de usos políticos da história e do espaço como dos quadros de memória social urbana em jogo na Mouraria, e por extensão na cidade de Lisboa.

Relevo também para artigo de Pedro Gomes que se fixando no bairro Moncey (Lyon 3^e) analisa de forma fina e sofisticada como naquele território, duas praças – Place Djebraïl Bahadourian e Place Gabriel Péri –

são intervencionadas, ao mesmo tempo, de maneira significativa e notoriamente diferente e constante. Uma sintética contextualização histórica do bairro e das políticas urbanísticas até finais da década de 1990 vai permitir ao autor reconstituir o lugar cidadão do bairro e das suas praças no fluxo de povoamento popular e migrante de Lyon. Das marcas passadas desse povoamento às atuais condições de acessibilidade, das procuras deliberadas dos dois espaços às condutas indesejáveis e às tensões de coexistência, da pequena delinquência ao sentimento de insegurança, o autor traça um quadro de propriedades típicas de um bairro “popular” entre centralidades da cidade Lyon e situa o domínio da ação pública projetada. No entanto, um importante alerta é desde logo realizado pelo autor: tal ação é tributária da passagem da ideia de ‘espaço público’ à de ‘espaços públicos’. Esta intrigante pluralização no domínio da intervenção é o ponto de partida para uma análise fina às sequências e consequências (ambas indeterminadas *a priori*, sublinha Gomes) dos projetos urbanos. Ao estabelecer com precisão os tempos, as formas e os conteúdos das duas intervenções, Pedro Gomes coloca em evidência o carácter construído dos problemas e das soluções. A diferença entre o tratamento das praças, por parte dos peritos e técnicos em urbanismo, revela-se assim como uma resultante: por um lado, de propriedades territoriais – usos, formas de ocupação do espaço e quadro edificado contrastantes – sobre o qual um ‘ethos de respeito’, na expressão de Gomes, por uma identidade do lugar e por valores presentes é projetado; por outro, de outros projetos urbanos que transcendem o perímetro da intervenção, como o tramway; e ainda, por fim, de imposições relativas às questões securitárias que incidem nas modalidades de articulação entre o que os peritos conhecem como procura pública dos espaços públicos e as tensões relativas à intervenção do político no espaço público de Lyon.

Se as temporalidades jogam um papel decisivo no fabrico dos argumentos dos autores dos artigos, é de salientar que as suas pesquisas recorrem em grande medida às dinâmicas de povoamento para compreender e explicar os usos sociais do território e os complexos, e por vezes paradoxais, processos

de construção de memórias de bairro. Estabelecendo uma comparação entre o bairro da Mouraria (Lisboa) e o bairro de El Cerezo (Sevilha), Beatriz Padilla e Francisco Cuberos apreendem como é que é gerida a diversidade cultural no quotidiano dos dois bairros. Recorrendo à etnografia comparada, o seu artigo oferece detalhada análise dos processos de construção do povoamento dos dois bairros e às condições residenciais de recepção de diversos grupos de migrantes. Entre o bairro ‘popular’ central, no artigo representado pela Mouraria, e o bairro ‘popular’ periférico, El Cerezo em Sevilha, são recortadas e interpretadas as distinções na gestão da diferença. Por intermédio dos desenhos e de contrastantes orientações de política pública, a explicação das diferenças é enunciada. Assim, como concluem Padilla e Cuberos, na Mouraria a visível diversidade étnico-cultural é um valor positivo da política pública municipal e é sistematicamente explorado pelos atores, ao passo que em El Cerezo, a diversidade é episodicamente tratada pela estrutura de gestão daquele território e esta prática não permite tornar visível a considerável diversidade cultural presente naquele território. Se no caso da Mouraria, a relação entre gestão da diversidade e história do povoamento se inscreve claramente no plano dos usos do património e reconstrução de memórias em contexto popular urbano marcado pela imigração, pode colocar-se a questão de em El Cerezo se estar perante o problema de se poder ou não patrimonializar territórios originários das políticas sociais de habitação do século XX – os *grands ensembles* franceses, as *new towns* britânicas ou escandinavas, ou os *polígonos* espanhóis, por exemplo.

Como bem mostra Hélène Veiga Gomes, a compreensão dos diversos processos de constituição do povoamento das grandes cidades é uma dimensão crítica para a compreensão das imagens negativas e ultra-estigmatizadas que sobre certos territórios se formam e se difundem. A autora argumenta que tais imagens são obstáculos ao conhecimento e à valorização da vida dos lugares. Com efeito, Veiga Gomes constrói uma escala de observação ao nível da “invenção do quotidiano” – no sentido conferido por Michel de Certeau – e coloca em questão o significado das acções que têm

por objectivo alterar a imagem, degradada, excusado é dizer, do bairro do Intendente (Lisboa). Fá-lo por via do confronto, crítico, entre as imagens originárias da esfera da ação pública e aquelas elaboradas e difundidas na prática quotidiana dos habitantes. Através destas últimas, e da elaboração de retratos da vida diária, a autora reconstitui parte da *ethnoscape* e da *mediascape* do Intendente, acedendo assim ao sentido da *chegada à cidade* e da *relação com um espaço mínimo de vida* por parte dos mais vulneráveis dos seus residentes.

A recomposição populacional dos bairros ‘populares’ centrais, e em particular a chegada e permanência de populações migrantes e das suas atividades, é uma condição estrutural e conjuntural que favorece outras interrogações e análises, sobretudo relativas à coexistência tensa entre habitantes, autóctones ou não, e turistas, por exemplo. Ora, neste sentido, os usos do património e a construção de memórias nos bairros “populares” centrais podem ser entendidos à luz dos modos e das formas como as disjunções nos fluxos globais incidem nos espaços, no fabrico dos lugares e na elaboração de comunidades. É precisamente face a este problema que o artigo de Iñigo Sanchez Fuarros se situa. Na sua análise ao bairro da Mouraria, o autor recorre a uma abordagem situacional, enquadrada por uma problemática que combina a etno-musicologia com os estudos culturais. Uma reconstituição da *soundscape* da Mouraria é oferecida – quer através da situação de escuta musical de fado por parte de turistas num quadro de proximidade física aos residentes, quer na forma como é gerida, por parte de comerciantes e de clientes, uma nova atmosfera musical noturna que estabelece novos protagonistas e novos públicos, não apenas lisboetas, que frequentam as antigas casas de diversão noturna do bairro. Sanchez Fuarros aborda ainda, por via da sonoridade, adstrita agora à gastronomia, uma outra disjunção de fluxos globais na Praça do Martim Moniz, adjacente ao Bairro da Mouraria: a presença de quiosques de restauração que compõem uma oferta gastronómica de tradições variadas e a bom preço é uma marca da tomada de oportunidade de investimento económico favorecida pelas construções

sociais e políticas, de cariz multi-étnico e multi-cultural, que revestem o bairro da Mouraria e modelam a sua imagem.

Numa reflexão sustentada por uma longa série de pesquisas acerca de bairros populares lisboetas, e em particular acerca da Mouraria, Marluce Menezes chama a atenção para a ocultação do quotidiano deste bairro entre duas ordens temporais e representacionais que se impõem no decurso das práticas de renovação – a do passado idealizado, não necessariamente consensual entre habitantes, e a do futuro promissor, cujo acesso está longe de ser igualitário. Ao tipificar as intervenções destinadas à renovação dos bairros populares em Lisboa, a autora vai aduzindo camadas de leitura e problematização que lhe permitem colocar a questão do direito à visibilidade do quotidiano das camadas populacionais, plurais, que habitam o bairro. O facto de o bairro da Mouraria ser objeto de prolongada intervenção urbanística, tanto em termos de renovação como de reabilitação, conduz Menezes a questionar as mais recentes práticas de transformação do espaço público – exemplificadas pelo apoio às atividades e acontecimentos associados à música, à dança ou às festividades organizadas localmente, amiúde enquadradas pelos poderes municipais. A questão que Marluce Menezes coloca é de se saber a que património se referem as intervenções, sabendo-se que, como bem argumentam os autores dos artigos, os patrimónios são social e politicamente construídos.

De forma bem detalhada, os artigos que compõem este número dão a conhecer as diferenças históricas e culturais, territoriais ou políticas que envolvem os atores e os bairros “populares” centrais – residentes e turistas, ONGs e estruturas da administração pública central e local, programas e agentes de política urbana europeus e nacionais e grandes e pequenos interesses económicos e imobiliários, comunidades em diáspora e uma variedade considerável de agrupamentos e de movimentos políticos, económicos ou culturais. Tais diferenças, e as ações que elas estruturam, são centrais para a compreensão e explicação das complexas construções políticas e sociais que dão forma e sentido aos usos do território e a construção de memórias.



A génese traumática do património em Lisboa: símbolos e representações urbanas nos bairros típicos depois do terremoto de 1755

Daniel MALET CALVO

*Investigador de Pós-Doutoramento (BPD-FCT) em Antropologia
Centro de Investigação e Estudos de Sociologia (CIES-IUL)
FCT- Fundação para a Ciência e a Tecnologia*

Resumo : A cidade de Lisboa nasceu no que hoje conhecemos como os bairros orientais, aqueles que povoam as encostas da Colina de São Jorge (Castelo, Alfama, Mouraria). Durante a Idade Média e depois com o Renascimento e a crescente importância do império marítimo português a cidade cresce e se espalha pelos vales dos arredores e sobretudo pela orla marítima. Nesta nova cidade que desceu da sua colina originária forma-se uma bipolarização urbana entre dos espaços centrais: O Rossio (que representa a cidade medieval e popular ligada ao mundo rural imediatamente adjacente) e o Terreiro do Paço (que representa o poder da Coroa e das instituições no nascente império marítimo). Depois do terremoto de 1755 o Marquês de Pombal, responsável pela reconstrução da cidade, altera este antigo ordem sócio-urbanístico desnaturalizando o espaço de representação popular da cidade, o Rossio. O crescimento da cidade de Lisboa os séculos XVIII e XIX vai ser assim organizado por uma nova bipolarização em duas grandes avenidas, marcadas ao mesmo tempo pelas novas categorias sociais da época: Avenida da Liberdade como espaço burguês e Avenida Almirante Reis como artéria operária. Nesta cidade moderna que cresce e se urbanizava para o seu interior os autores românticos começam a imaginar a autenticidade perdida

desde a reforma pombalina nos bairros antigos, aqueles que se situam nas encostas da colina do Castelo. Neles, as antigas estruturas urbanísticas medievais (muitas vezes reconstruídas) e o florescimento de práticas e géneros de raiz popular (muitas vezes estimulados pela presença de camadas populacionais procedentes do interior de país) alimentarão esta imagem dos bairros antigos como lugares transbordantes de autenticidade. De forma crescente desde o Estado Cultural do novecentos, as instituições e as administrações tentaram aproveitar a vitalidade destas manifestações populares para legitimar a sua governabilidade. Dois exemplos são bem manifestos deste intento de manipulação dos materiais simbólicos da cidade pelo proveito das autoridades: 1. A natureza inatingível do Fado como canto popular gerado nas margens da cidade e desde a marginalidade das camadas mais desfavorecidas. 2. As Marchas Populares como manifestação domesticada da singularidade dos bairros que compõem a cidade. Assim, Fado e Marchas Populares serão manifestações ligadas à criatividade popular dos bairros antigos, e desta maneira constituirão materiais simbólicos desejados pelas autoridades desde que o urbanismo pós-pombalino gerou o imaginário de duas cidades separadas: A cidade nova – moderna - centro marcada pela reforma

Pombalina e as suas evoluções oitocentistas (racional, ordenada, cosmopolita, autoritária) e o seu oposto, a cidade antiga – bairro (caótica, familiar, comunitária, popular).

Palavras chaves: Terremoto de 1755, Baixa Pombalina, Bairros Antigos e Típicos, Fado, Patrimonialização

Résumé : *La ville de Lisbonne est née dans ce qui est désigné aujourd’hui comme les quartiers orientaux, ceux qui s’étalent sur les pentes de la Colline de S. Jorge (Castelo, Alfama et Mouraria). Durant le Moyen âge, et après la Renaissance avec la croissance importante de l’empire maritime portugais, la ville croît et s’étend à travers les vallées voisines et surtout le long du rivage maritime. Dans cette nouvelle ville se forme - à partir de sa colline originel - une bipolarisation urbaine entre deux espaces centraux : le Rossio (qui représente la ville médiévale et populaire liée au monde rural immédiatement adjacent) et le Terreiro do Paço (qui représente le pouvoir de la couronne et celui des institutions naissantes de l’empire maritime). Après le tremblement de terre de 1755, le Marquis de Pombal, responsable de la reconstruction de la ville, altère cet ancien ordre socio-urbain et dénature l’espace de la représentation populaire de la ville : le Rossio. La croissance de la ville de Lisbonne aux 18^e et 19^e siècles va donc être organisée à travers cette nouvelle bipolarisation entre deux grandes avenues, marquées en même temps par les nouvelles catégories sociales de l’époque : l’avenue de la Liberté, comme espace bourgeois et l’avenue Almirante Reis, comme artère ouvrière. Dans cette ville moderne qui croissait et s’urbanisait vers son intérieur, les auteurs romantiques commencent à imaginer l’authenticité perdue depuis la réforme pombaline dans les quartiers anciens, ceux qui se situent sur les pentes de la colline du Château. Là, les anciennes structures urbaines médiévales (le plus souvent reconstruites) et le fleurissement de pratiques et genres aux racines populaires (souvent stimulées par la présence de couches de peuplement venant de l’intérieur du pays) ont alimenté cette image de quartiers anciens avec des lieux débordant d’authenticité. De forme croissante depuis l’Etat Culturel dix-neuviémiste, les institutions et les administrations ont tenté de profiter de la vitalité de ces manifestations populaires pour légitimer sa gouvernabilité. Deux exemples sont manifestes de cette volonté de manipulation des matériaux symboliques de la ville au profit des autorités : 1/ la nature intangible du Fado comme chant populaire géré dans les*

marges de la ville et à partir de la marginalité des couches les plus défavorisées. 2/ Les Marches Populaires comme manifestation domestique de la singularité des quartiers qui composent la ville. Ainsi les Fado et les Marches Populaires vont devenir des manifestations liées à la créativité populaire des quartiers anciens, et par voie de conséquence ils vont constituer les matériaux symboliques souhaités par les autorités depuis que l’urbanisme post-pombalien a entrepris de gérer l’imaginaire des deux villes séparées : la ville neuve-moderne-centre marquée par la réforme Pombaline et ses évolutions dix-huitiémistes (rationnelle, ordonnée, cosmopolite, autoritaire) et son opposée, la ville ancienne-quartier (chaotique, familial, communautaire, populaire).

Mots clés : Tremblement de terre de 1755, Baixa Pombalina, quartiers anciens et typiques, Fado, patrimonialisation.

Contrariamente a outras áreas centrais da cidade de Lisboa, a Mouraria construiu-se historicamente como uma área sócio-espacialmente segregada, marcada pela estigmatização territorial e a marginalização das suas populações. No decurso desta exposição, serão apresentados os recentes e importantes processos de “revitalização” desta área da cidade, invadida pelo propósito urbanizador da Câmara Municipal de Lisboa. Esta revitalização, baseia-se essencialmente na manipulação dos materiais simbólicos associados aos chamados “bairros típicos”. Neste sentido, os processos de patrimonialização no bairro lisboeta da Mouraria, estão a ser articulados, em grande medida, pelos discursos institucionais centrados na evocação historicista. Estes discursos, têm servido como justificação para acelerar as dinâmicas de abertura desta área da cidade, como consequência dos processos de gentrificação e turistificação que está a viver atualmente a cidade de Lisboa. O elemento do Fado, está no eixo destes processos de imaginação urbana que encenam tradições e memórias, num processo de simbolização circunscrito a um território urbano específico: os Bairros “antigos”, “típicos” ou “tradicional” de Lisboa (o bairro da

Mouraria conjuntamente com o de Alfama, Graça, Bica e Madragoa). As suas densas malhas urbanas, com as suas modalidades de socialização “bairristas”, marcadas pela extrema familiaridade entre vizinhos e pelo orgulho da identidade microlocal, explicam a “genuinidade” e a “autenticidade” atribuída às suas práticas e produções culturais. O reconhecimento do Fado como património imaterial pela UNESCO e a sua utilização nos processos de transformação urbana, como é o caso da Mouraria, são um fenómeno bastante visível de uma longa história de caracterização simbólica dos bairros antigos. A semiótica que sustenta o imaginário social da bipolarização entre Bairros Antigos e Novos, entre a Lisboa Moderna e a Lisboa Tradicional ou Típica, teve a sua origem na evolução da forma urbana da cidade que antecedeu o Terramoto de 1755. Apenas após a reconstrução do centro da cidade, e posteriores abalos político-culturais do romantismo, são criadas condições para a criação de uma “Lisboa Típica”. A questão que se coloca é em ponderar que fatores estiveram envolvidos na criação e reprodução da noção de autenticidade urbana dos bairros antigos?

Introdução ao espaço urbano

lisboeta

As primeiras evidências arqueológicas, indicam que entre os séculos VIII e VI a. C., os primeiros grupos humanos ibéricos e indo-europeus se situam já no alto da colina, onde atualmente se localiza o Castelo de São Jorge. No passado, Fenícios, Lusitanos, Romanos, Alanos, Vândalos, Suevos, Visigodos e Árabes passavam pela cidade, sempre orbitando ao redor da fortificação da colina de São Jorge. Era este, centro dum aglomerado habitacional denso e intrincado, estendido sobretudo, pelas encostas meridional e ocidental da colina do Castelo, no que hoje conhecemos por *Bairros Antigos*. Aos pés da colina encontrava-se um vale central alagadiço (a futura *Baixa*), produzido pela confluência de duas correntes de água, que desembocavam no rio Tejo. Nos arredores desta cidade amuralhada, inúmeros pequenos assentamentos (quintas

e campos), proviam de Lisboa dos seus recursos básicos. Nos finais do século XII, após conquista Cristã, a extensão do edificado já ultrapassava os limites da muralha Islâmica (que encerrava os atuais bairros do Castelo e de Alfama), construindo uma trama medieval mais aberta e penetrável, mostrando duas dinâmicas urbanas que marcaram os próximos séculos. A primeira, apelidada “*O Rossio*”, surgiu com a aparição de um espaço de encontro e apropriação coletiva, na zona limítrofe exterior da muralha, junto à zona norte do vale alagadiço. A segunda, consistia numa urbanização nos arrabaldes ribeirinhos da cidade, constituída por conventos, casas nobres e edificados que acompanhavam o desenvolvimento marítimo do Reino Português.

Estas duas dinâmicas marcaram a organização social, espacial e simbólica da cidade de Lisboa desde o período medieval até o terramoto de 1755. Este período, foi caracterizado por uma bipolarização entre dois grandes espaços urbanos, que surgiram com as construções das novas muralhas em 1375 (Cerca Fernandina) e que estavam separados, por uma densa malha de ruas e becos estreitos, no interior do antigo vale alagadiço da *Baixa*. O mais antigo deles, o Rossio, foi um espaço urbano inicialmente externo à antiga muralha e adjacente à mesma, que desde sempre representou, a porta de entrada do mundo agrícola circundante (os seus produtos, pessoas, rituais e culturas) para o interior da cidade. O Rossio, funcionou secularmente como um espaço de reunião, convívio e socialização, de intercâmbio comercial e de tradições comunais ligadas à vida popular, política e festiva da cidade. Por isso mesmo, durante 500 anos foi palco coletivo para as cerimónias, celebrações, protestos e revoluções dos lisboetas. Em segundo lugar, o *Terreiro do Paço*, um espaço ribeirinho aberto para o rio no limite sul da Baixa, foi convertido a partir do século XVI no centro político da cidade com a instalação do Palácio Real em 1498 (em tempos do rei D. Manuel I). Este movimento de poder, desde a colina do Castelo até a orla marítima junto ao rio Tejo (também ele acompanhado pelos palácios e residências das grandes famílias lisboetas) está relacionado com a Era dos Descobrimientos que conduziu à expansão

colonial. Neste período, Portugal transforma-se numa poderosa nação marítima levando a que a zona ribeirinha de Lisboa, se enchesse de navios, armazéns e estaleiros (Guardado da Silva, 2008).

Observando as particularidades do Rossio, nos primeiros documentos é descrito um mosteiro, que estava a ser construído em 1242 pela ordem dos Dominicanos num grande espaço em processo de drenagem. Era considerado pelos habitantes da cidade, como um lugar de apropriação coletiva: *“eram terras devolutas, de que o povo se servia sem haver dono particular d’ellas”* (Castilho, 1937)¹. Descrito como um espaço fronteiro entre dois mundos, porta de entrada da cidade para o mundo rural, era também considerado como área de tolerância para os socialmente marginalizados: estrangeiros, despojados, vendedores, vagabundos e pedintes. Sabemos que Rossio não é um nome próprio, na medida em que existem muitos rossios em Portugal, e o nosso era só um dos muitos rossios que existiam na cidade (Rossa, Andrade, 1998). Rossio, é um nome comum que provém da substantivação do adjetivo *ressio* que serve para aludir terras “abandonadas”, “gastadas”, “inúteis”, situadas no exterior ou na imediata adjacência de áreas bem determinadas. Assim, *o resso é o resíduo*, um terreno não agrícola, sem limites externos bem definidos relativamente aos lugares privados (uma casa, um muro, um jardim ou uma aldeia). O adjetivo aparece substantivado já no século XII, para descrever aqueles espaços que não tem um proprietário particular, sendo sinonimizado como um espaço para a apropriação coletiva e o uso comunitário (Vasconcelos, 1982, 342-345). Depois de séculos de pleitos entre as autoridades da cidade e a coroa, discutindo o estatuto daquele terreno “do povo” - o nosso Rossio - nos finais do século XV duas instituições emblemáticas são construídas neste espaço. Uma destas instituições, O Paço dos Estáus, consistia em um pequeno palácio que alojava convidados da Coroa e que em 1570 seria convertido na sede da Inquisição. A segunda instituição construída no Rossio, teve por nome o magnífico “Hospital de Todos-Os-Santos”, também conhecido pelo

1 A cita original é de Frei Luis de Sousa, História de São Domingos (1623).

nome de “Hospital dos Pobres”, pelo facto de ser frequentado pelos despojados da cidade e das legiões de vendedores ambulantes, bem como, por pessoas do mundo rural nele se reuniam diariamente. Todo este ambiente, era bastante distinto daquele que caracterizava o espaço alterno do Terreiro do Paço, ligado às autoridades, e onde foi inaugurada uma Casa da Ópera, no mesmo ano em que o terramoto abalou a cidade.

Lisboa, nascida na colina do Castelo e povoada nas suas encostas (nos bairro de Alfama e Mouraria), descera finalmente para o vale da Baixa, onde no século XVI, um clara dicotomia espacial entre o Terreiro do Paço (centro político, marítimo e administrativo) e o Rossio (centralidade popular, interior e festiva) eram já evidentes (Ilustração 1). Contudo, em 1502, é inaugurada a Rua Nova d’El-Rei, que representava uma abertura direita que unia o núcleo medieval do Rossio, com o novo centro do Renascimento Português, simbolizado pelo Terreiro do Paço. Nos reinados de D. Manuel I (1492-1521) e de D. Filipe II (1580-1596), foram realizadas algumas reformas urbanísticas, especialmente direcionadas para a circulação das carruagens e para a abertura e saneamento das estreitas ruas medievais, sendo o paradigma a construção da Vila Nova de Andrade (o futuro Bairro Alto de São Roque). As suas quadrículas retangulares e trapezoidais, marcam a chegada de uma nova conceção socio-urbana, que pretende afastar-se da influência das tramas antigas de que a cidade estava a fugir. José-Augusto França assinala que, *“O Bairro Alto marca a passagem do século XVI para o XVII na vida urbana de Lisboa, e a aquisição de uma consciência urbanística e arquitectónica que ao longo de Seiscentos se processou, a partir e em grande parte graças à ocupação espanhola que trouxe à capital portuguesa a influência da civilização castelhana no momento em que nela se desenvolvia a grande arquitectura do Siglo d’Oro”* (França, 1980, 24). Assim, a construção do Bairro Alto foi a manifestação morfológica da hegemonia ideológica da coroa castelhana, indistinguível da expulsão dos judeus, da chegada da Inquisição em Portugal e da instalação jesuítica em São Roque. São eventos concomitantes da construção exemplar duma nova Lisboa, que se quer

oposta às insalubres estruturas mouriscas dos bairros antigos orientais: uma Lisboa saneada, transparente e devota: “Neste sentido, a nova área urbana deverá ser considerada como um produto da Contra-Reforma” (Dinis da Gama, 2005, 132). É relevante destacar este processo político-morfológico no Bairro Alto, para explicar ao longo desta exposição, como a reforma pombalina depois do terremoto de 1755 foi também uma intervenção integral de elementos indissociáveis: uma nova ordem política e ideológica (o despotismo ilustrado), uma expulsão (a dos jesuítas) e um novo marco socio-urbano (a Baixa Pombalina).



Ilustração 1

Apesar das transformações políticas, económicas e urbanas de Lisboa, no século XVII ainda é possível observar claramente a bipolarização da cidade em dois espaços abertos, diferenciados e separados por este conjunto denso de ruas e becos estreitos, perfeitamente visível no primeiro plano de Lisboa de João Nunes Tinoco (1647) (Ilustração 2).



Ilustração 2

O terremoto de 1755 e a reconstrução pombalina

A cidade de Lisboa prosperara notavelmente, durante a ocupação Filipina da coroa castelhana e como consequência da restauração da coroa portuguesa a partir de 1640. Durante este período, Lisboa enchera-se de conventos, palácios e igrejas não isentas de luxo e sumptuosidade (Rodrigues, 1997). Este perfil urbano, desapareceu quase por completo no dia 1 de Novembro de 1755 (conhecido atualmente como, o dia de “Todos os Santos”), quando um sismo monstruoso destruiu a cidade de Lisboa quase na totalidade, levando imensas riquezas e vidas humanas, e agitando as águas da filosofia iluminista durante muitos anos, numa forte polémica sobre as causas divinas dos desastres naturais. As 9:30 horas do dia 1 de Novembro de 1755, um terramoto que se calcula em 9 na escala de Richter, fez tremer Lisboa durante 7 minutos (com duas pausas). Foi seguido de réplicas constantes durante todo o dia, nas semanas seguintes e pontualmente, durante o resto do ano. Um *tsunami* de entre 6 e 12 metros, entrara pelo porto de Lisboa 40 minutos depois, tendo invadido a Baixa até 3 vezes e destruído tudo na sua passagem, deixando inúmeros incêndios que se propagaram pela cidade devido às lâmpadas e candeeiros caídos com o tremor. Durante os 5 dias seguintes, Lisboa esteve a arder o que causou enormes perdas com graves impactos económicos. Foram perdidos nesta tragédia inúmeros metais e pedras preciosas, obras de arte, tesouros e antiguidades, moedas de ouro e de prata, livros e arquivos antigos, documentação

administrativa, contratos comerciais e de crédito. Mas o maior sofrimento não foi o das classes dirigentes e proprietárias (coroa, aristocracia, burguesia e comerciantes estrangeiros), foi pelo povo e os pequenos proprietários, que perderam tudo com o desastre e sofreram a maior perda humana. Dois terços do edificado total ficou inutilizado, incluindo a maior parte dos edifícios do Estado, palácios, igrejas, mosteiros, hospitais e prisões, tendo ficado os poucos edifícios que não foram destruídos para refúgio para a população sobrevivente. Ruas, pontes, estradas e infraestruturas portuárias foram muito afetadas pelo fogo e pela água, sendo que algumas simplesmente desapareceram nas ruínas. Dados que as réplicas do sismo, se manifestaram nos meses seguintes a população receava habitar as casas, incluindo as classes dirigentes, que foram habitar luxuosas tendas e cabanas importadas da Holanda e instaladas fora da cidade (incluía a famosa Barraca Real do Rei D. José I no Alto da Ajuda). A população de Lisboa instalou-se nos campos dos arrabaldes de Lisboa, onde foram construídas cerca de 9000 cabanas durante os primeiros 6 meses após o sismo, pois a Baixa era um cemitério imenso com milhares de corpos presos por debaixo as ruínas. Estima-se que o número de vítimas ronde as 20.000 - 40.000, da população de Lisboa que ao momento estava estimada entre 137.000 - 154.000 (Serrão, 2007).

A situação de emergência é quase imediatamente defrontada pelas autoridades da coroa e da cidade, com uma menção especial para Sebastião José de Carvalho e Melo, que iria coordenar uma série de ações de ordem e planificação, desde o dia seguinte ao desastre até à reconstrução da ordem política e urbanística da cidade segundo princípios racionalistas e ilustrados. Sebastião, foi um astuto diplomata e homem de Estado que soube situar-se no governo apesar de ser originário da baixa nobreza, graças às suas boas relações com a mãe do rei, que o levaram até a Secretaria dos Negócios Estrangeiros. Mas foi a sua determinação para controlar o desastre de 1755, que perante a inatividade do rei D. José I que o conduziria, primeiro até a Secretaria do Reino e mais tarde à nomeação como Conde de Oeiras e Marquês de Pombal, título pelo qual, é atualmente mais conhecido. Como

político ilustrado e autoritário, aplicou o pensamento prático e racional em todos os domínios com mão de ferro, começando pelas ordens imediatas para gerir o desastre. Determinou a sepultura imediata dos corpos em fossa comum para evitar epidemias; a organização da ajuda médica, religiosa e alimentar para os sobreviventes; o envio de cereais de todo o país para ser cozido em fornos improvisados; a execução sem juízo para ladrões, surpreendidos roubando, conjuntamente com a sua exibição como advertência; a fixação de preços para os produtos básicos para evitar a especulação; a destruição dos destroços dos edifícios que ficaram em pé, por perigo de desprendimentos, bem como a proibição de reconstruir sem autorização; a inventariação da destruição pelo inquérito nacional; e por último as medidas das propriedades nas zonas destruídas para poder projetar a nova cidade.

Paralelamente, o arquiteto e engenheiro militar do reino, Manuel da Maia, publicava as suas famosas Dissertações onde apresentava 5 possibilidades para a reconstrução da cidade (Ribeiro dos Santos, 2000, 55 e ss.). Em 3 delas propunha-se refazer a cidade segundo a antiga distribuição e estrutura urbana, introduzindo aspetos modernos como a ampliação das ruas e a canalização das águas. Numa outra proposta, propunha abandonar as ruínas e reconstruir a cidade no oeste, em Belém. No final, a opção foi a construção de uma nova e moderna grelha sobre os restos da antiga Baixa. De entre 6 projetos, a equipa dirigida por Eugénio dos Santos, foi a escolhida tendo sido feita a aprovação no projeto no dia 12 de Maio de 1758. O projeto em questão, incorporava já elementos de grande modernidade, como por exemplo, o sistema antissísmico “à gaiola” e a standardização dos materiais de construção para os edifícios, produzidos em cadeia.

Assim, o vale central de Lisboa seria organizado por uma estrutura geométrica e retilínea, própria do gosto modernizador do Marquês, e por uma disciplina visual e arquitetónica fortemente influenciada pela profissão militar dos seus engenheiros. Eugénio dos Santos e Carlos Mardel deixam como legado, uma intervenção urbanística marcada pela hierarquia e a funcionalidade,

com uma série de pormenores técnicos e de ordenamento que constituem uma mostra avant la lettre do urbanismo racionalista do oitocentos (Ferreira, 2004, 287). Mas a natureza militar da intervenção sobre a Baixa vai além dos seus elementos morfológicos: o processo arquitetónico e urbanístico pombalino, fazia *tábua rasa* com a zona destruída, não só no nível físico (foi preciso seguir destruindo os restos que ficavam em pé), senão numa firme contribuição para o esquecimento das povoações, das dinâmicas e das práticas populares da antiga Baixa. Tudo isto provoca um afastamento dos seus antigos moradores, impedindo-os de reconstruir. À medida que os fogos se extinguíam, as pessoas retornavam para a Baixa com a intenção de reconstruir as suas casas. Contudo, o Marquês de Pombal estava determinado a refazer a cidade baixando a sua direção. Neste sentido, ordenou o despejo e destruição daqueles primeiros acampamentos e estruturas em Dezembro de 1755, novamente em Fevereiro de 1756 e finalmente legislando em 1760. Aliás, chegou a utilizar de forças militares para bloquear as pessoas que queriam voltar para a Baixa, e também para deter aquelas que queriam fugir dos acampamentos nos arredores e cuja força de trabalho era bem necessária para a reconstrução. Ainda assim, a finalização completa da Baixa levou um século e meio. Morrar em barracas e estruturas temporárias foi um cenário em muitos espaços urbanos até o fim do século XIX, tornando-se muitos dos acampamentos temporários em novos bairros periféricos.

A verdade é que o Marquês de Pombal implementa uma mudança radical de paradigma, no que respeita ao modelo de governação urbana, introduzindo modificações legislativas e transformações financeiras para custear o projeto. Neste sentido, é elaborado um plano de ocupação do solo que promovia a abertura de gabinetes técnicos. Segundo as palavras de Teresa Barata Salgueiro: *“A reconstrução da Baixa apresenta aspectos de extrema modernidade, pois constitui o que hoje se chamaria de uma operação integrada”* (Barata Salgueiro, 2001, 37). Isto não é nada estranho se for considerada a ação política do Marquês de Pombal durante os 22 anos em que controlou os instrumentos efetivos do

país, tirando partido do “estado de exceção” criado pelo período que seguiu o terramoto (ilustração 3). O Marquês de Pombal, exibiu um estilo pragmático e autoritário típico dos regimes do despotismo ilustrado, perseguindo os seus inimigos políticos com mão de ferro. Após o assassinato do rei D. José I em 1759, decreta a expulsão dos Jesuítas e inicia um juízo contra a família aristocrática mais importante do país, os Távoras. Mas o Marquês de Pombal não foi simplesmente um déspota em tempos de crise. Pode afirmar-se que foi o primeiro governante capitalista moderno em Portugal, visando a transformação das relações de produção para uma sociedade de classes: criou força de trabalho com a libertação dos escravos no país (mas não no Brasil e nas colónias), modernizou a sociedade com a abolição de antigas distinções entre velhos e novos Cristãos ou entre Cristãos portugueses e índios, introduziu a retórica moderna das “razões de estado” (“necessidade pública”, “bem comum”) e legislou sobre os direitos de propriedade para facilitar a circulação do mercado. Assim, o Marquês de Pombal, reformou em poucos anos, as estruturas do Estado (especialmente económicas e educacionais) transformando Portugal numa monarquia despótica ilustrada, liberal e secular, que tinha como protegidos a alta burguesia dos negócios, aliados de Pombal.



Ilustração 3

Neste sentido, foi muitas vezes assinalado o carácter de “oportunidade” que a total destruição do centro de Lisboa criou para a resolução do desconforto, que tradicionalmente despertava a malha antiga entre as classes dirigentes. Depois do Marquês de Pombal, a densa e emaranhada estrutura urbana de aspeto medieval que existira até ao terramoto, ficaria só nos bairros da colina do

castelo (Castelo, Alfama e Mouraria). No seu lúcido exame do processo de reconstrução Pombalina, Henrique Dinis da Gama exprime no carácter “colonizador” do novo centro, a morfologia da qual permitia expulsar algumas dinâmicas populares enquistadas na desordem urbanística anterior. A cidade central projetada para a burguesia, como uma trama cartesiana, modular e reticulada sobre as ruínas da cidade “*implantou-se com propósitos dominantes de afirmação política*” (Dinis da Gama, 2005, 33) (Ilustração 4). Tal medida extrema, é confirmada pela comparação com a mudança radical da estrutura urbana de Lisboa frente a outro grande desastre como foi o Great Fire de Londres de 1666 (McKellar, 1999). Assim como, as autoridades inglesas observaram estritamente os direitos individuais dos proprietários no momento de planificar a reconstrução de Londres (1.500 casos foram julgados no especialmente criado Fire Court), em Lisboa, os pretextos baseados no “bem comum” (como a necessária ampliação do espaço para prevenir futuros desastres), foram usados para impor a nova estrutura sobre a antiga distribuição da propriedade. O Marquês de Pombal, teve assim a oportunidade de reconfigurar desde zero a organização social, económica e espacial do centro urbano de Lisboa (Monteiro, 2008), o que foi resultado de 4 mecanismos: 1. Os inimigos aristocráticos do Marquês de Pombal foram expropriados das suas propriedades na Baixa, depois do intento de assassinato do Rei; 2. Os proprietários que não começavam a reconstrução dos novos edifícios Pombalinos depois de cinco anos (muitos estavam economicamente falidos), eram também expropriados; 3. Os ricos aliados burgueses do Marquês de Pombal (comerciantes e negociantes com ou sem origens nobiliários mas com muito dinheiro) investiram no seguro e lucrativo negócio da propriedade na nova Baixa Pombalina; 4. As classes populares deslocadas do centro na altura do terramoto, já não iriam regressar para o bairro que estava sendo muito lentamente reconstruído e cujo preço depois de renovado, era desaconselhável perante os novos bairros periféricos. Contudo, este exercício de nobilitação centrado em converter a Baixa Pombalina no coração comercial e residencial das elites urbanas falhou parcialmente, enquanto as classes

altas preferiam ainda viver no Chiado (que foi também uma zona de intervenção pombalina) e em outras áreas ocidentais da cidade, com um maior valor simbólico (Cunha Leal, 2007). A propósito do valor do espaço e das mudanças (e permanências), na composição sócio-demográfica da cidade, não seria excessivo traçar uma comparação entre este processo Pombalino e os fenómenos de urbanização tratados desde o início na literatura da gentrification (Glass, 1964; Smith, 1979). Com base neste ponto de vista, estaríamos perante um processo de urbanização dirigido pelo estado (state-led), baseado na re-construção física de uma zona (new-development) e que cumpriria com todas as condições necessárias para ser considerado gentrification: 1. Re-inversão de capital; 2. Entrada de população com maior capital cultural ou económico; 3. Mudança na paisagem urbana; 4. Expulsão mais ou menos forçada das pessoas com menos recursos (Davidson e Lees, 2005).



Ilustração 4

Independentemente de todos estes fatores, podemos considerar que a reconstrução da Baixa, teve por base um plano moderno de intervenção urbana capitalista, dirigido à dominação política sobre a cidade e as suas populações, mediante o ênfase na circulação e da transparência urbanas, cujo exemplo mais conhecido e estudado é a reforma de Paris (1852-1872) pelo Baron Haussmann (Harvey, 2008). Uma esclarecimento a propósito deste tipo de reformas: A realidade da composição sócio-demográfica antes e depois do terramoto na Baixa pode ser considerada frequentemente, como uma realidade de diversidade populacional - ate poderíamos

achar resistentes nos bulevares parisienses. Mas o que é inegável, é que após o terramoto, se produz um processo de segregação sócio-espacial entre as populações urbanas de Lisboa, que tem como fatores de dispersão para fora da Baixa, os seguintes: 1. A perda do Rossio como ponto de referência central para as classes populares, que perdem um “palco” que se encontrava inserido no meio da trama urbana da Baixa; 2. Os campos de refugiados depois do terramoto, foram progressivamente convertidos em bairros periféricos, ficando neles as classes mais desfavorecidas; 3. O retorno para a Baixa reconstruída foi só a realidade de quem podia pagar um edificado novo e pensado inicialmente para a burguesia.

Apesar da mudança política e ideológica imediata depois da queda em desgraça do Marquês de Pombal (conhecida como “viradeira”), o programa de sanitização urbanística segue nas mãos do tradicionalista e anti-moderno Intendente Geral da Polícia, Diogo Pina Manique, que iria suceder o Marquês de Pombal na “governança” da cidade. Em 1777, só um terço da Baixa foi construída. Lisboa é ainda uma cidade cheia de ruínas e barracas, lugares em construção, desordem e confusão. Mas novos e modernos costumes e formas de sociabilidade, provenientes de uma Europa que cedo começaria uma forte transição societária, já se instalaram na sociedade lisboeta: receber amigos em casa, ir para o teatro, vestir com mais liberdade ou frequentar cafetarias. Ainda assim, estas novidades coexistem ainda com a tradicional e beata ordem social do antigo regime, representada pelo Intendente Pina Manique, quem vai perseguir a prostituição, o jogo e o vício em nome da decência e da virtude religiosa. O Intendente declarará guerra às ideias liberais e progressistas vindas de recente Revolução Francesa, proíbe o Carnaval, ordena iluminar as ruas e policiar as costumes e os escândalos (Lousada, 2005). Este controle do espaço urbano em termos morais e higienistas aproxima de alguma forma o iluminismo burguês do Marquês de Pombal, com o tradicionalismo raivoso do Intendente Pina Manique: ambos são mestres da reconfiguração disciplinar da cidade de Lisboa.

As consequências do terramoto

Podemos assinalar duas grandes consequências do terramoto na organização urbanística da cidade: as consequências articuladas pelos processos de dominação moral e morfológicos inaugurados pela intervenção Pombalina com a desnaturalização do Rossio, como eixo simbólico das classes populares e a aparição duma nova bipolarização, que articularia o crescimento da cidade para o seu interior.

A propósito da desnaturalização do Rossio, é preciso entender como é que foram reconstruídos os dois grandes espaços centrais que ordenavam Lisboa antes de 1755. O Terreiro do Paço vai continuar a ser concebido como espaço central de representação do Poder, com o edifício da Bolsa e uma estátua do monarca, a modo de substituição da sua presença real no antigo Palácio. O nome oficial do espaço, parece concentrar o desejo Pombalino de uma nova ordem política de tipo burguês capitalista: Praça do Comércio. Assim, *“Pombal pretendia fazer da Baixa a capital de Lisboa, isto é, ousava dominar a cidade pela centralização política, económica e simbólica, a partir da Praça do Comércio, procurando assim neutralizar a territorialidade da Lisboa histórica”* (Dinis da Gama, 2005:65). Os alardes urbano-arquitetónicos Pombalinos, duplicavam o espaço do antigo Terreiro do Paço, numa praça monstruosa aberta ao rio e que parecia querer centralizar todas as funções cerimoniais e simbólicas do reino, antes repartidas nas duas praças. É verdade, que aparentemente o Rossio era desprovido de representatividade: *“Se o Rossio tem falta de monumentalidade, é que, no quadro do urbanismo Pombalino, um grande conjunto seria suficiente: o papel do Rossio, dentro da nova categoria urbanística “praça”, devia ser agora menos importante que o da Praça do Comércio, lugar de eleição da nação nova (...) O Rossio, lugar do povo, da sua alegria, da sua preguiça e da sua cólera, numa sociedade que se tornava ordenada, se não “iluminada”, estava destinado a ser um lugar secundário, detido numa espécie de tranquilidade provinciana (...)”* (França, 1983, 128-129). Porém, esta interpretação parece ignorar o carácter calculado e forçado

desta mudança nos atributos espaciais que o urbanismo Pombalino outrora atribuíra aos antigos espaços centrais de Lisboa. Em outras palavras, qualquer governante poderia ter monumentalizado o que já era de facto o centro do poder, o Terreiro de Paço, aquilo era fácil: foi o Rossio o espaço que sofreu a radical transformação, no que respeita às suas instituições urbano-arquitetónicas. O Rossio é o verdadeiro espaço de intervenção Pombalina, o campo de batalha onde atenuar a influência das classes populares sobre a nova cidade burguesa. Em primeiro lugar, o Rossio perde o grande Hospital de Todos-os-Santos (chamado Hospital dos Pobres, que vai para o oriente da cidade no 1775) e todas as atividades populares que o Hospital gerava no seu redor, inclusive as vendedoras, que serão deslocadas para a nova Praça da Figueira, que nasce das ruínas do próprio Hospital. A venda de frutas, legumes e outros artigos -num dos lugares de outrora, passa a ser proibida no Rossio deixando o espaço privado duma das suas mais características atividades. Este duplo movimento consistente no deslocamento para fora do Rossio das atividades e das instituições próprias das classes urbanas populares, representa claramente uma vontade de domesticação sobre o Rossio que aliás vai ser progressivamente colonizado pelo poder simbólico das elites burguesas. Ano após ano, o Rossio vai receber elementos e edifícios que o transformarão no espaço predileto da representação burguesa na cidade: o Teatro Nacional, o monumento ao rei cartista D. Pedro IV, duas fontes monumentais, e contínuos editos para controlar e disciplinar o espaço e a remoção de pedintes e indigentes. Neste sentido, a sanitização urbana, na ação arquitetónica Pombalina será, como já anunciámos, continuada e complementada pelas operações de vigilância e controle espacial que caracterizarão o período imediatamente posterior dominado pelo Intendente Pina Manique (Lousada, 2005). Aliás, constantes paradas militares vêm substituir os Autos de Fé, como uma afirmação espacial intimidatória do poder das autoridades, no palco das classes populares urbanas.

Por outro lado, com a antiga bipolarização entre o Terreiro do Paço e o Rossio, que desaparecera com as ruínas do terramoto

é esquecida pela ação urbanizadora do Marquês de Pombal, com uma nova tendência que vai articular o crescimento da cidade de Lisboa. Desde o século XIX até hoje duas grandes Avenidas que seguem o curso natural de dois ribeiros que seguem para o rio Tejo, e que convergem no norte da Baixa (no conjunto Rossio-Figueira), substituirão progressivamente a antiga oposição (ilustração 5). A Avenida da Liberdade e Avenida Almirante Reis constituirão dos eixos de crescimento urbano-diferenciados, representativos de classes sociais desiguais e até marcados por trajetórias divergentes nas linhas de metro. Elas simbolizarão as contradições, qualidades e tensões entre os dois mundos presentes na cidade contemporânea capitalista, da mesma maneira que Terreiro do Paço e o Rossio, encenavam as do Antigo Regime. Na origem da primeira delas, Avenida da Liberdade, está um projeto da época Pombalina que visava encarnar urbanisticamente as novas categorias burguesas: o Passeio Público. No lado noroeste do Rossio, por cima de antigas hortas que avançavam para o norte da cidade seguindo a antiga corrente de Valverde, é inaugurado em 1771 um jardim reservado para o desfrute da alta sociedade. Apesar do seu nome, o Passeio Público encontrava-se rodeado por altos muros e por uma porta que protegia o espaço das classes populares, dos mendigos e dos vendedores, ainda acostumados a vender, vadiar e pedir esmola próximo do Rossio. Mas o espaço predileto da burguesia lisboeta para o lazer, seria o Chiado. O Passeio Público nunca teve muito sucesso até se converter numa artéria circulatória no eixo dos Restauradores – conhecida como, Avenida da Liberdade já no XIX. Este espaço representará a avenida burguesa por excelência, com as sedes dos bancos e das empresas, as lojas mais caras, e os melhores hotéis de Lisboa. A sua proximidade com o Chiado e o Príncipe Real - onde se encontravam palácios e residências luxuosas e hoje elegantes artérias comerciais - permitiram finalmente encaixar este eixo urbano nos gostos das classes altas. Aliás, o crescimento da cidade no século XIX vai decorrer na continuidade deste eixo, pelas Avenidas Novas na época em que a parte oeste da cidade se enche de jardins públicos e miradouros.



Ilustração 5

Do outro lado, a nordeste do conjunto Rossio-Figueira, cresce o eixo popular Martim Moniz - Avenida Almirante Reis, que tem umas origens e umas dinâmicas muito diferentes. O seu nascimento está associado por adjacência com um dos bairros populares de mais antiga - e estigmatizada - memória: a Mouraria, cujo derrube parcial durante a ditadura Salazarista é a origem da atual praça Martim Moniz que está no início do eixo. Desde o século XIX, que a Avenida foi o corredor habitacional popular por excelência da cidade de Lisboa, acolhendo tradicionalmente as concentrações e comícios republicanos e operários, desde a primeira manifestação do Primeiro de Maio e até hoje. Depois do movimento que leva à Primeira República Portuguesa em 1910, a toponímia da Avenida e de toda a zona envolvente ganhará um carácter revolucionário, evocando os nomes dos seus líderes e mártires. Ainda hoje representa a artéria operária mais central da cidade, núcleo residencial de trabalhadores originários sobretudo das antigas colónias, que conferiram à zona um carácter "multicultural" e de classe. A sua parte mais central, pegada à Mouraria, ao Largo do Intendente e à Praça Martim Moniz está a experimentar processos de transformação muito acelerados, facilitados pela gentrificação institucional dirigida a expulsar algumas dinâmicas de marginalidade que a caracterizavam, com o objetivo de converter a zona num espaço atrativo para as chamadas "classes criativas".

O processo de simbolização sobre os Bairros: o caso do Fado

Que relação existe entre estas transformações sócio-morfológicas que têm lugar na Baixa Pombalina - e que explicam o crescimento da cidade depois do terramoto com - o património e os bairros antigos? A introdução de novas conceções urbanísticas na cidade de Lisboa depois do terramoto, levou as administrações locais a tratar as malhas antigas (e as suas ruelas e becos de difícil policiamento), como focos de infeção e crime. Era a época da chegada massiva de migrantes do resto do país, que ficavam estabelecidos nestes distritos centrais da cidade, gerando problemas sociais derivados da exploração e da marginalidade a que eram expostos. Durante o Romantismo, com a cidade Pombalina já consolidada, começa-se a imaginar a "autenticidade" de Lisboa nas estreitas ruas dos antigos e originários bairros orientais. Localizados nas encostas do castelo estes bairros ainda preservavam malhas estruturadas, como antes do terremoto (muitas vezes restauradas) e estilos de vida tradicionais (muitas vezes introduzidos pelos migrantes rurais vindos do resto de Portugal). Assim, Alfama, Graça, Mouraria (mas também bairros ocidentais como a Bica ou Madragoa), estarão desde então ligadas no imaginário e nas representações da cidade com a vida marginal (jogo, prostituição, vício e violência), mas também com as relações apaixonadas dos vizinhos entre eles, o carácter da vida social partilhada em comunidade e uma intensa religiosidade popular, entre outras práticas urbanas dos fregueses. Este processo de simbolização que categoriza os bairros como centros de "autenticidade popular" é em grande parte causado pela influência da olisipografia: "*Género composto de apontamentos históricos e míticos, arquitectónicos e urbanísticos, etnográficos e jornalísticos acerca da cidade de Lisboa, muito em especial os seus aspectos mais antigos ou considerados tradicionais*" (Cordeiro e Costa, 1999, 79). Os seus autores, os primeiros olisipógrafos - intelectuais oitocentistas originários de classes altas e bem-educadas - foram atores sociais decisivos para estabelecer

a conexão narrativa entre a reminiscência de autenticidade anterior ao terramoto, e a atmosfera típica e popular dos bairros depois do Marquês de Pombal (Castelo Branco, 1980). Assim, a terceira e mais inesperada consequência da reconstrução foi o deslocamento das representações imaginárias associadas as práticas populares e as formas de vida tradicionais desde o Rossio para os Bairros Antigos, sempre em contraposição com a cidade moderna que surge na segunda metade do século XVIII e se desenvolve durante todo o século XIX.

A segregação imaginada pelo romantismo entre estas duas cidades (a cidade antiga antes do terremoto e a nova Lisboa de Pombal), permite a alguns autores interpretar as origens e o legado patrimonial do Fado, como o encontro entre as classes populares e a aristocracia pós-Pombalina nestes velhos bairros das encostas do castelo (Brito, 1994). O Fado, considerado desde 2011 Património Oral e Imaterial pela UNESCO - tem origem nos processos de miscigenação musical do universo colonial luso-afro-brasileiro, uma mistura histórica de instrumentos e registos musicais que deixará num dos seus portos de circulação – Lisboa - um produto particular durante o século XVIII, quando é identificado como tradição. De qualquer das formas, existe uma relação muito íntima entre o reconhecimento do Fado como um género musical urbano determinado, e a contraposição de escalas vivenciais, que existiu na cidade desde a aparição da trama racionalista ortogonal do Marquês de Pombal no meio dos antigos e densos bairros históricos: *“a empresa pombalina, na sua brutal operação cirúrgica, marca uma etapa fundamental, separando duas Lisboas - a medieval e barroca e a moderna, que o século XIX desenvolverá”* (França, 1980, 53). Disto resulta, que a reconstrução Pombalina e o posterior processo de perseguição moral do Intendente Pina Manique, empurram progressivamente a vida marginal ligada às origens do Fado e dos espaços de lazer das classes populares, cada vez mais longe dos espaços centrais da Baixa, deslocando-se para a estrutura dos Bairros antigos, mais íntima e apropriada para tais atividades. Não é casual que as classes populares e a aristocracia ociosa, resíduos da nova sociedade burguesa imaginada pelo Marquês

de Pombal, sejam os representantes do mito da aliança fundadora do Fado, encarnada pela relação entre a prostituta Severa e o Conde de Vimioso. O Fado seria assim o lamento musical destas classes sobrantes, expulsas pela nova ordem social da posição de centralidade que possuíam nas representações sociais do Antigo Regime (Dinis da Gama, 2005), refugiadas agora na Lisboa premoderna dos becos e das escadas. A radicalidade desta imagem, que funde aristocratas e populares nas representações sociais sobre o nascimento do Fado é exclusiva do seu momento fundador - marcado fortemente pela intervenção pombalina. Porém, a evolução iconográfica, os conteúdos e os registos do Fado mudarão muito além desta imagem fundadora, acompanhando os processos político-sociais da história portuguesa.

As políticas culturais desenvolvidas desde a Primeira República instituíram a patrimonialização de variadas manifestações populares (Ramos, 2003), no seu empenho por legitimar-se como novo governo patriótico da nação, um empenho institucionalizado e fixado definitivamente em cânones pela apoteose identitária do Estado Novo. Nestas políticas institucionais, encontramos sempre a contraposição entre as duas cidades, assim como uma necessidade institucional de corrigir a distância que há entre elas, mediante a “absorção” da autenticidade que os Bairros Antigos desprendem. Vejamos o exemplo do Fado através do filme “Fado”. Centra-se na história de uma cantadeira (1947) de Perdigão Queiroga. A famosa diva do Fado, Amália Rodríguez, encarna a personagem de Ana Maria, uma rapariga simples que chegará a atingir grande fama nos cenários teatrais cantando Fado, depois de um progressivo afastamento das suas origens humildes no bairro de Alfama. De facto, o filme postula que os eventos funestos do destino da cantadeira e a sua perda de Alma para cantar Fado, são consequências do seu afastamento físico e social do bairro de Alfama: quanto maior a distância do bairro, maiores as calamidades e a má reputação que acumula Ana Maria. Os falatórios sobre ela iniciam-se quando Ana Maria traslada a sua residência para a as Avenidas Novas, nas antípodas de Alfama em urbanismo e sociabilidade,

provocando no bairro um sentimento de abandono e consternação. A morte da pequena Luisinha - de cuja paralisa Ana Maria era já responsável por um acidente ligado à ambição de sucesso - acontece enquanto a cantadeira se encontra na Embaixada Espanhola rodeada de autoridades e homens poderosos. Finalmente, a sua saída para o Brasil, provoca a queda de Júlio - seu antigo amor e guitarrista - no alcoolismo, e a perda da sua honra no bairro. Só penetrando outra vez com humildade na coletividade do bairro - e salvando a Júlio do alcoolismo - a ordem é reestabelecida e se dissipa a maldição da comunidade sobre a cantadeira.

Aliás, em todo o filme desenha-se uma clara contraposição entre o profundo calor e humildade humana das personagens do bairro e a frívola vanidade dos empresários do mundo teatral (da Cidade Moderna), onde podemos reconhecer os produtores do filme e a sua própria condição patrimonializadora: são os agentes exógenos que recriam e mitificam Alfama tratando de subtrair-lhe valor para os seus próprios interesses. A produção cinematográfica usa decorações para potenciar a imagem de bairro pitoresco, algo que fazem também os empresários do filme, que colocam a Ana Maria em cenários “com muito sabor a Alfama” replicando o bairro em várias capas semânticas: Amália Rodrigues encontra-se, representando-se a si própria numa representação no interior de uma representação que tem Alfama (e os bairros antigos) como objeto discursivo para a apropriação. A cidade moderna parece requerer com ânsia aqueles fluídos vitais que correm pelas veias de Alfama: desejam, “compram” o seu Fado para se saciarem de um poder simbólico que num tempo passado tinham rejeitado. É o que adverte o Pai Damião, fabricante de guitarras, tomando o papel de chamam da comunidade que alerta da fatalidade próxima. Mas a comunidade tem os seus mecanismos para controlar, frente ao poder extrator das autoridades: quando a artista é corrompida pelas tentações do público e da fama e a Cidade Moderna está prestes a sorver o seu poder simbólico para apropriar-se definitivamente dele, encontra nos seus braços uma pele jacente sem Alma. O afastamento além do circuito local, conduz à extinção progressiva da Alma do Fado em Ana Maria, a maldição da sua

comunidade, o arrefecimento das relações de proximidade, a morte. Só regressando para o seu templo de origem (a associação do Bairro), enfeitada nos seus humildes vestidos e mexendo-se entre os fregueses da sua comunidade, poderá a cantadeira fazer vibrar o Fado com o poder evocador que a Cidade Moderna queria para si. Claro que o filme pode - e deve - ser interpretado como o típico elogio patriótico salazarista à “vida portuguesa”, em contraposição dos “estrangeirismos”, no contexto da migração massiva dos portugueses sobretudo para França, e do perigo da sua reconversão para as ideias comunistas. Mas além desta interpretação – aplicável a toda a produção cinematografia da época - existe neste filme uma caracterização concreta e descritiva dum processo existente na cidade de Lisboa nessa altura: o intento de absorção das políticas culturais salazaristas da manifestação musical popular, que era o Fado, mediante processos de patrimonialização. A mercantilização do Fado e a saída de alguns artistas dos seus circuitos tradicionais é um processo que, obviamente aconteceu, implicando a oposição entre dois modelos de habitar a cidade, entre duas carreiras vitais bem diferentes. Este processo, enfrenta duas cidades que existem paralelamente: 1. os bairros antigos marcados pela sua composição sócio-demográfica em redes de familiares e conhecidos, os seus sistemas de reciprocidade e representação próprios; 2. uma cidade moderna onde o poder económico mas também o tradicionalismo do governo central salazarista, tenta absorver para a sua legitimação política, o poder iconográfico do Fado popular.

A sutura de duas cidades: o caso das Marchas dos Santos Populares

Outra manifestação da necessidade das autoridades em legitimar-se mediante a absorção das práticas populares - sempre imaginadas no nascente dos bairros - é oferecido pelo ciclo anual das Festas de Lisboa, especialmente na sua cerimónia central (Costa, 1991): as Marchas dos Santos Populares. É preciso dizer que o formato atual das Marchas Populares difere muito da sua origem, ainda que sempre teve uma forte

ligação com o culto a Santo António em Lisboa, uma devoção muito presente também entre as sucessivas camadas populacionais vindas do interior do país para os bairros antigos da cidade. Desde que temos notícia delas na segunda metade do século XIX até os anos 30 do século XX (quando serão “domesticadas” pelas políticas culturais do Estado Novo), as Marchas Populares, consistiam numa noite em que especialmente os jovens das classes populares ocupavam o centro da cidade: “*A festa, com os seus excessos inevitáveis invade as ruas e largos da cidade com enfeites, iluminações, fogueiras, bailes, música e grupos de jovens a percorrerem as suas artérias em ranchadas barulhentas. A ida às fontes e chafarizes, as visitas aos jornais sediados no Bairro Alto, as visitas entre colectividades e bairros, a peregrinação inevitável ao Rossio e Praça da Figueira, representados como o coração simbólico da cidade, misturam-se*” (Cordeiro, 1995, 133). Os Ranchos e as Marchas Populares, aux Flambeaux, foram os precedentes das Marchas Populares atuais: grupos de rapazes e raparigas saíam dos bairros acompanhados de pequenas orquestras ambulantes, que iam em peregrinação noturna para o centro da cidade, passando sempre pelas fontes e os chafarizes, as feiras e mercados, as sedes dos diários republicanos e, sobretudo, Rossio e Figueira, onde se dançava até o amanhecer.

Durante os períodos tumultuosos da República e do início do Estado Novo, houve variados intentos das autoridades da cidade para domesticar os desvarios daquelas noites (muito ligados as classes populares), tratando de oferecer a Lisboa, uma festa institucionalizada e patriótica de grande magnitude para o desfrute de estrangeiros e portugueses. Em 1932, celebraram-se pela primeira vez Marchas Populares como hoje as conhecemos: um concurso entre bairros, que consiste em um desfile - cortejo com componentes teatralizados que contraria totalmente o modelo anterior das Marchas Populares (autónomo, sem regulamentos, “espontâneo”). Criadas e organizadas pela iniciativa privada com a colaboração do mundo da revista e do espetáculo (José Leitão de Barros, Parque Mayer), da olisipografia oficial (Norberto de Araújo) e de alguns jornais da cidade (Notícias Ilustrado, Diário de Lisboa), as novas Marchas Populares têm

a bênção do projeto patrimonial da ditadura fascista do Estado Novo, que bem cedo se apropriaria delas: em 1934 as autoridades militares já regulavam o evento e em 1935 proibem qualquer outra Marcha ou concentração além da oficial. O conteúdo da encenação litúrgica das Marchas, criado nessa época, baseava-se no que Daniel Melo chamou “o cruzamento entre as identidades de bairro e de aldeia” (2003): tentaram-se fixar os elementos folclóricos de origem regional no eco que tinham nas práticas populares urbanas, efeito causado pela realidade migratória na capital. O resultado vai ser a evocação sintética de elementos folclóricos e historicistas procedentes do imaginário da olisipografia romântica: uma Lisboa “popular, bairrista e pitoresca” (Cordeiro, 2007), passada pelo nacionalismo ruralista do Estado Novo e cruzada com o mundo do espetáculo da revista. Assim, os diferentes bairros competiam desfilando com indumentárias regionais de evocação camponesa, com elementos alegóricos de expressões urbanas como o Fado, ou representando-se como classes trabalhadoras urbanas do passado (como as ovarinas, vendedoras ambulantes de peixe). Esta última categoria dos tipos populares urbanos realizando atividades laborais específicas foi sempre central nas representações das Marchas, no que Graça I. Cordeiro chamou “grupos etno-profissionais”: “*Os vendedores, peixeiras, criados, condutores, costureiras, lavadeiras, artífices, guardas, polícias e militares, moços de fretes, prostitutas, vadios e mendigos, associados ou não a pertenças étnicas -galegos, saloias, varinas, minhotas, negros e negras- que aparecem, com grande relevo, na literatura oitocentista e novecentista, acabaram por levar à criação de uma categoria ampla de tipos urbanos, designados como «populares», relacionados, na sua maioria, com o exercício de um ou vários trabalhos específicos*” (Cordeiro, 1995, 82 e 2001). Desta maneira, os vizinhos dos bairros típicos acabavam por representar figuras idealizadas portadoras de autenticidade, projetando um passado mítico que destila aquele convívio e humanidade imaginadas nos bairros de Lisboa. O propósito foi sempre duplo nesta operação de patrimonialização nacional: misturar os imaginários sociais sobre a ruralidade e a modernidade, mas

também misturar as classes sociais, fingindo a sua inexistência real sobre o ideal da “unidade nacional” (ilustração 6).



Ilustração 6

Mas, além dos conteúdos, como é que poderíamos interpretar o que acontece formalmente neste desfile? As Marchas dos Santos Populares na noite do 12 de Junho são a apoteose do período das festas em Lisboa, um ato cerimonial que precede à ocupação massiva e caótica do espaço lisboeta durante toda a noite (enquanto as pessoas esperam o resultado do concurso). As Marchas Populares, são um ritual de deslocamento coletivo (como as procissões religiosas, os desfiles de Carnaval ou as paradas militares), consistente na exibição para o exterior de um elemento que normalmente se encontra no seu recinto sagrado (ou altamente regulado). No nosso caso os marchantes incorporam (eles mesmos pertencem aos bairros), dramatizam (são treinados durante meses por prestigiosos Ensaiaadores) e sustentam (levam arcos alegóricos), o “bairrismo”, objeto sagrado que é trazido desde os bairros até o centro da cidade². A energia emocional do ritual liberta-se na

2 O Bairrismo consistiria num sentimento individual e coletivo de grande afeição e identificação com o bairro próprio, geralmente em detrimento dos outros. É contemplado como um atributo negativo enquanto oposto ao “cosmopolitismo”, mas em Lisboa representa um elemento central na categorização e representação de muitos processos e tradições urbanas. Ver Cordeiro e Costa, 1999.

explosão das festividades, que acaba com a separação entre interior e exterior, quando a presença estranha do bairrismo chega ao centro da cidade e desfila como uma energia positiva e desejável para nutrir o corpo frio e impessoal da cidade moderna. Aliás, a chegada dos marchantes ao centro da cidade, parece deixar para trás o seu canal aberto, uma abertura extraordinária, um portal que só naquela noite fica aberto e que comunica a cidade com os seus bairros: os lisboetas acudirão massivamente para os bairros típicos depois das Marchas para beber, cantar, dançar e ficar embebidos da “autenticidade” dos lisboetas bairristas. Assim, parece como se a possessão dramatizada da cidade central pelos arquétipos do bairrismo efetuara uma sutura temporal entre duas cidades consideradas antagónicas nas representações imaginárias desde o romantismo olisipográfico. A cidade nova – moderna - marcada pela reforma Pombalina e as suas evoluções oitocentistas (racional, ordenada, cosmopolita, autoritária) e o seu oposto, a cidade antiga – bairro (caótica, familiar, comunitária, popular), ficam conectadas durante umas horas anualmente, renovando neste ritual urbano a sua separação, mas também a sua dependência mútua. Neste sentido, é muito ilustrativo este fragmento do jornal *O Século* de 1952: “Na noite de Santo António os bairros populares dominam e encantam Lisboa. Saem marchas dos bairros, a bailar, a cantar, e o mesmo sentimento de prazer empolga ricos e pobres, grandes e pequenos, como se alegria nivelasse todas as classes e gente de todas as condições. Os bairros entram no coração da cidade com glóbulos vermelhos de sangue de que as amplas e ruidosas artérias principais tanto precisavam. Trazem consigo a alegria maior que a humanidade pode alcançar: a alegria de viver a reconciliação com a vida (...) Já não são os bairros que passam: é uma cidade inteira, um povo, uma nação! (...) «Lá vai Lisboa!...»... Vai e fica - porque na noite de Santo António, quando passam as marchas bairristas, vamos todos com elas, presos e deslumbrados, como elas ficam - por uma noite que seja – nos nossos olhos e nas nossas almas” (Cordeiro, 1995, 125). O lirismo do relato não poderia ser mais fiel às operações simbólicas que tinham lugar nessa noite: 1. A função renovadora da presença

dos bairros no centro da cidade, “*inundando de glóbulos vermelhos as suas artérias*”; 2. A evocação duma “unidade nacional” que estaria no fundo da identidade lisboeta “*como se alegria nivelasse todas as classes e gente de todas as condições*”.

É importante recordar que tradicionalmente, antes da domesticação folclorista do ritual durante o Estado Novo, era no Rossio e na Figueira que se concentravam as coletividades dos bairros e acabavam os festejos, lugares sempre considerados como o núcleo do povo apesar dos desejos das autoridades: “*O Rossio, como lugar tradicional do povo, que tão importante foi na fase das festas espontâneas, vai, nesta outra fase, perdendo importância em favor de lugares simbolicamente mais associados ao poder estatal -Terreiro do Paço- ou do governo racionalizador -Marquês de Pombal*” (Cordeiro, 1995, 143). Culminasse assim em um processo de redução e confinamento das Marchas Populares, que acabam por desfilar na Avenida da Liberdade e Restauradores, onde a paisagem de avenida aberta é mais pertinente pela lógica de desfile militar e mais tarde pelas necessidades da retransmissão televisiva. As autoridades e a população, desde este palco aberto, consomem coletivamente as mesmas imagens patrimoniais, legitimadas pela olisipografia, invocando, produzindo e encenando a cidade “autêntica” que se encontra escondida nos bairros. A excecionalidade festiva, caracterizada pela manipulação do espaço-tempo (todas as Lisboas são representadas duma vez, os bairros e o centro se cruzam) tem como finalidade executar uma tarefa simbólica, consistente em colocar em conexão o real e o imaginário. A peculiaridade do espaço-tempo festivo facilita a emergência daquelas forças emocionais e potencialidades sociais características dum período ritual, onde o sagrado passa a presidir exclusivamente o ato comunicativo quotidiano. A identidade cidadã lisboeta é o resultado desta operação ritual.

Conclusão

A conhecida reconstrução de Lisboa, depois do terramoto de 1755 inaugura uma nova era urbana: a era da cidade burguesa, que reconfigurará a organização contemporânea do espaço urbano, no seu aspeto físico, na sua composição social e na sua produção de imaginários. O Marquês de Pombal, aproveitando um grande desastre natural, abriu uma fissura na lógica semântica bipolarizada da cidade antiga entre o Rossio e o Terreiro do Paço, entre a cidade popular e a cidade do poder, criando as condições para uma segregação sócio-espacial caracterizada pela erosão do elemento popular no centro da cidade. O Rossio foi descarregado dos seus atributos populares, recebendo tanta atenção da nova ordem do social burguês como o Terreiro do Paço: as classes populares perdiam um território de referência para o seu encontro, lazer e representação pública. Paralelamente, os padrões de habitação popular ficaram dispersos pelos acampamentos depois do terramoto (futuros bairros periféricos) e pelos bairros ainda habitáveis fora da Baixa. Esta decomposição do antigo ordenamento sócio-espacial favoreceria o progressivo reconhecimento dos conflitos e as contradições da Era Burguesa numa nova dialética espacial, imaginada entre dois segmentos: a cidade nova burguesa e os bairros tradicionais. Segundo esta espacialização urbana narrada e praticada pelo romantismo olisipográfico, era possível localizar a “autenticidade” em áreas precisas da cidade: os bairros viriam a substituir o Rossio na representação simbólica da cidade antiga, típica e popular (ou seja, dos migrantes do mundo rural, dos despojados, e dos marginais desta nova era). Assim, desde oitocentos, manifestações populares como o Fado ou como as Marchas Populares - sempre originados na “autenticidade” dos bairros - enchem de conteúdos e significado os imaginários da cidade. As autoridades trataram de capturar constantemente estes atributos patrimoniais de raiz popular (imaginados nos Bairros), para legitimar os seus governos (sem dúvida habitantes da Cidade Moderna) já desde o Estado Cultural da Primeira República, mas sobretudo no regime fascista e nacionalista do Estado Novo. O propósito sempre foi o mesmo:

imaginar juntas as classes trabalhadoras e os burgueses, os despojados e os proprietários, numa “unidade nacional” que fingisse a inexistência de conflitualidade social, exploração e repressão. Assim, esta dialética sócio-espacial entre os bairros antigos e a cidade moderna contém no seu interior - e invisibilizada pelos detalhes folklóricos- a dialética de classes. Ainda hoje, uma festa (os Santos Populares) organiza anualmente a separação retórica entre os bairros e a cidade moderna com uma sutura temporal, reunindo todos os lisboetas numa celebração coletiva da sua identidade: Lisboa será uma cidade única por uma noite, evocando a lembrança impossível duma unidade orgânica perdida na noite dos tempos.

TEXTO DAS ILUSTRAÇÕES

Ilustração 1 : Detalhe da gravura de Georgius Braunius da cidade de Lisboa (*Civitatis Orbis Terrarum*, c. 1593) mostrando o Rossio (acima) e o Terreiro do Paço (em baixo).

Ilustração 2 : Primeira planta de Lisboa por João Nunes Tinoco (1647) onde aparece marcada com uma linha preta a Rua Nova d’El-Rey. No extremo esquerdo da imagem aparece a estrutura ortogonal do Bairro Alto.

Ilustração 3 : Plano da reconstrução de Lisboa por Eugénio dos Santos Carvalho e Carlos Mardel (1758).

Ilustração 4 : Estrutura da Baixa antes do terremoto (esquerda); Nova Baixa Pombalina sobreposta à antiga estrutura medieval (Ribeiro dos Santos, 2000).

Ilustração 5 : Espaços urbanos centrais no início da nova bipolarização (produção própria)

Ilustração 6 : Vizinhos da Mouraria encenando o tema “Fado” nas Marchas de 1996 (Carlos Caseiro, 2003. *A Marcha é Linda*. Lisboa: Ideas & Rumos).

BIBLIOGRAFIA

Barata Salgueiro Teresa, 2001, *Lisboa, Periferia e Centralidades*, Oeiras, Celta Editora.

Brito Joaquim Pais de, 1994, (coord.), *Fado (Vozes e Sombras)*. Lisboa, Electa.

Castelo Branco Fernando, 1980, *Breve História da Oisipografia*, Amadora, Instituto de Cultura Portuguesa.

Castilho Júlio de, 1937, *Lisboa Antiga. Bairros Orientais*, Vol. X, Lisboa, Câmara Municipal de Lisboa.

Cordeiro Graça Índias, Costa António Firmino da, 1999, “Bairros: contexto e intersecção”, in Velho, Gilberto (org.), *Antropologia Urbana. Cultura e sociedade no Brasil e em Portugal*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar Editor.

Cordeiro Graça Índias, 1995, *Um bairro no coração da cidade. Um estudo antropológico sobre a construção social de um bairro típico de Lisboa*. Tese de Doutoramento em Antropologia Social. Lisboa, Instituto de Ciências do Trabalho e da Empresa (ISCTE).

Cordeiro Graça Índias, 2001, “Trabalho e profissões no imaginário de uma cidade: sobre os tipos populares de Lisboa”, in *Etnográfica. Revista do Centro de Estudos de Antropologia Social*, Vol. V, 1, Lisboa, ISCTE.

Cordeiro Graça Índias, 2007, “Entre a rua e a paisagem. Reflexões em torno da urbanidade de Lisboa”, in *Ler História, Dossier: Descrever a Cidade*, 52. Lisboa, ISCTE-IUL.

Costa António Firmino da, 1991, “O ritual das marchas populares nas festas de Lisboa”, in AAVV, *Festas de Lisboa. Comissão Consultiva das festas de 1990*, Lisboa, Livros Horizonte. Coleção Cidade de Lisboa.

Cunha Leal Joana, 2007, “Habitar a cidade nova: expectativas e apropriações de primeiro grau”, in Araújo, Ana Cristina; Cardoso, José Luís; Monteiro, Nuno Gonçalo; Rossa, Walter & Serrão, José Vicente (eds), *O Terramoto de 1755: Impactos Históricos*, Lisboa, Livros Horizonte.

Davidson Mark e Lees, Loretta, 2005, “New-build ‘gentrification’ and London’s riverside renaissance”, *Environmental and Planning A*, 37(7): 1165-1190.

- Dinis da Gama Henrique, 2005, *Baixa Pombalina. A luz obscura do iluminismo*, Lisboa, Editorial Caminho.
- Ferreira Vítor Matias, 2004, *Fascínio da Cidade. Memória e projecto da urbanidade*. Lisboa, Centro de Estudos Territoriais (ISCTE-IUL) e Ler Devagar.
- França José-Augusto, 1980, *Lisboa: Urbanismo e arquitectura*, Lisboa, Instituto de Cultura e Língua Portuguesa. Biblioteca Breve.
- França José-Augusto, 1962, *Lisboa pombalina e o iluminismo*, Lisboa, Bertrand Editora.
- Glass Ruth, 1964, *London: Aspects of Change*, London, Center for Urban Studies. MacGibbon and Knee.
- Guardado da Silva Carlos, 2008, *Lisboa Medieval. A organização e a estruturação do espaço urbano*, Lisboa, Edições Colibri.
- Harvey David, 2008, *París, capital de la modernidad*, Madrid, Ediciones Akal.
- Lousada Maria Alexandre, 2005, “Espacialidade em debate: práticas sociais e representações em Lisboa nos finais do Antigo Regime”, in *Ler História, Dossier: Cidades e espaços urbanos*, 48. Lisboa, ISCTE-IUL.
- McKellar Elizabeth, 1999, *The birth of modern London: the development and design of the city. 1660-1720*, Manchester, Manchester University Press.
- Malet Calvo Daniel, 2011, “A ver quem passa”. *O Rossio. Processo social y dinámicas interactivas en una plaza del centro de Lisboa*, Tese de Doutoramento em Antropologia Social, Barcelona, Universitat de Barcelona. <http://www.tdx.cat/handle/10803/80644>.
- Melo Daniel, 2003, “As Marchas Populares. A encenação da cidade de Lisboa”, in Castelo Branco, Salwa El-Shawan e Freitas Branco, Jorge, (orgs.), *Vozes do Povo. A folclorização em Portugal*, Oeiras, Celta Editora.
- Monteiro Claudio, 2008, “Escrever direito por linhas rectas”, in Tostões, Ana & Rossa, Walter (coord), *Lisboa 1758. O Plano da Baixa hoje*, Lisboa, Câmara Municipal de Lisboa.
- Ramos Rui, 2003, “A ciência do povo e as origens do estado cultural”, in Castelo Branco, Salwa El-Shawan e Freitas Branco, Jorge, (orgs.), *Vozes do Povo. A folclorização em Portugal*, Oeiras, Celta Editora.
- Ribeiro dos Santos Maria Helena, 2000, *A Baixa Pombalina. Passado e futuro*, Lisboa, Livros Horizonte.
- Rodrigues Teresa, 1997, *Cinco séculos de quotidiano. A vida em Lisboa do século XVI aos nossos dias*, Lisboa, Edições Cosmos.
- Rossa Walter, Andrae Amélia, 1998, “La plaza Portuguesa. Acerca de una continuidad de estructuras y funciones”, in Priego Fernández del Campo, Carmen (dir.), *La plaza en España e Iberoamérica: el escenario de la ciudad*, Madrid, Museo Municipal de Madrid.
- Serrão José Vicente, 2007, “Os impactos económicos do Terremoto”, in Araújo, Ana Cristina; Cardoso, José Luís; Monteiro, Nuno Gonçalo; Rossa, Walter & Serrão, José Vicente (eds), *O Terramoto de 1755: Impactos Históricos*, Lisboa, Livros Horizonte.
- Smith Neil, 1979, “Towards a theory of gentrification: a back to the city movement by capital not people”, *Journal of the American Planning Association*, 45, 538-548.
- Vasconcelos José Leite de, 1982, [1936], *Etnografia Portuguesa- Tentame de sistematização*, Vol. II, Lisboa, Imprensa Nacional- Casa da Moeda.



A tematização sonora do lugar. Intervenções no espaço sonoro e requalificação urbana no bairro da Mouraria (Lisboa)¹

Iñigo SÁNCHEZ

INET-MD/FCSH-UNL

Resumo : *A que soa um bairro em transformação? Qual é o impacto das mudanças no tecido urbano e social de um bairro no seu ambiente sonoro? Em que medida as intervenções no ambiente sonoro podem constituir um catalisador de mudanças mais amplas nas dinâmicas urbanas de um local? Este artigo tentará oferecer algumas respostas a estas e outras perguntas a partir de uma investigação em curso sobre o bairro da Mouraria e o processo de transformação urbana que o bairro está a experimentar nos últimos anos. Usando alguns exemplos do meu trabalho de terreno no bairro (o revival do fado como senha de identidade do bairro, a transformação da Praça de Martim Moniz num “mercado multicultural” ou a revitalização da zona de Intendente como destino de lazer), este artigo discute como as mudanças que podemos observar ao nível do ambiente sonoro podem ser considerados ao mesmo tempo causa e efeito do processo de requalificação urbana ao que está submetido o bairro. Neste sentido, a transformação do ambiente sonoro pode ser analisada como um meio para regular e estruturar a experiência de alguns espaços públicos urbanos do bairro, contribuindo ao mesmo tempo à produção de uma nova sensibilidade sonora e/o aural.*

Palavras chave: Mouraria; transformações urbanas; ambiente sonoro.

Résumé : *Quel est le son d'un quartier en transformation ? Quel est l'impact des changements du tissu urbain et social d'un quartier dans son environnement sonore ? Dans quelle mesure les interventions dans l'environnement sonore peuvent constituer un catalyseur de changements plus vastes dans les dynamiques urbaines d'un lieu ? Cet article tentera d'apporter certaines réponses à ces questions et à d'autres, à partir d'une recherche en cours sur le quartier de la Mouraria (Lisbonne) et les transformations urbaines qui s'y déroulent ces dernières années. Utilisant certains exemples de notre travail de terrain dans le quartier (le revival du fado comme carte d'identité du quartier, la transformation de la Place Martim Moniz en un « marché multiculturel » ou la revitalisation de la zone de l'Intendente vouée au loisir), nous discutons la manière dont les changements observables dans l'environnement sonore peuvent être considérés simultanément comme cause et effet du processus de requalification urbaine auquel est soumis le quartier. En ce sens, la transformation de l'environnement sonore peut être analysée comme un médium pour réguler et structurer l'expérience de certains espaces publics urbains du quartier, contribuant en même temps à la production d'une nouvelle sensibilité sonore et/ou orale.*

Mots clés : Mouraria, transformations urbaines, environnement sonore.

¹ Este artigo é um dos primeiros resultados de um projecto de investigação em curso sobre o impacto da requalificação urbana da Mouraria sob o entorno sonoro do bairro. Este projecto está associado a uma bolsa de pós-doutoramento da Fundação para a Ciência e a Tecnologia (FCT) com referência (SFRH/BDP/70411/2010). Agradeço a Jacques Galhardo o convite para participar no encontro *Os usos do património e das memórias nos bairros “populares” centrais*, organizado pelo

CITERES e o CICS-NOVA na Universidade Nova de Lisboa no mês de Julho de 2014, e ao restante dos participantes pelo *feedback* recebido sobre a minha apresentação. Gostaria também de mostrar o meu agradecimento aos avaliadores anónimos deste artigo pelos seus comentários sobre o manuscrito. Finalmente agradeço a Leonor Losa por sua generosidade para rever o meu Português.

A Mouraria é um bairro densamente povoado, de ruas estreitas e ar decadente, que arrasta consigo uma longa história de marginalização. Apesar da sua localização no centro da cidade de Lisboa, perto da baixa lisboeta e só a alguns passos duma das principais atrações turísticas da cidade - o Castelo de São Jorge-, a Mouraria te sido concebida desde as suas origens como um território nas “margens” da cidade: primeiro, como um espaço segregado para os Mouros que, no século XII, foram expulsos da cidade; depois, como um bairro pobre e desprestigiado; mais tarde como um lugar perigoso e insalubre ; e, finalmente, como um bairro multi-étnico alvo da requalificação urbana (Menezes, 2004, 23-70). A zona é hoje habitada por uma população heterogénea que abrange residentes de longa temporada, migrantes, e uma recente vaga de novos moradores que, o geógrafo Jorge Malheiros, tem caracterizado como “marginal gentrifiers” (Malheiros, Carvalho e Mendes, 2012). Associado a imagens de exotismo e multiculturalismo, o bairro da Mouraria retém atualmente a atmosfera duma “vila urbana”, repositório de história, tradições populares e memórias associadas a uma cultura popular vernácula lisboeta. Simultaneamente, o bairro possui a aura dum lugar sórdido, perigoso e decadente, desprovido do charme de outros bairros históricos da cidade. Estas múltiplas imagens coexistem no imaginário público do bairro na cidade, e projetam-se tanto para dentro quanto para fora (Menezes, 2004).

Após décadas de esquecimento e de tentativas de enfrentar as pobres condições físicas e sociais do bairro, a Mouraria voltou a ser alvo de atenção no ano de 2009, quando o presidente da Câmara Municipal de Lisboa, António Costa, anunciou um plano de 12 milhões de euros para revitalizar a zona. Assim, entre 2011 e 2013 a Mouraria foi alvo de um ambicioso programa de requalificação urbana denominado “Plano de Acção QREN-Mouraria”, o qual, além de outras coisas, redefiniu as fronteiras e os limites do bairro. Seguindo a lógica de outros projetos contemporâneos de renovação urbana, os objetivos principais deste plano eram, nas palavras do próprio Costa, “abrir o bairro à cidade” e “criar as condições para atrair

investimento, novos moradores, visitantes e turistas”¹. Assim, aquela Mouraria *mal-afamada* transformou-se num espaço de “inovação social” segundo o responsável do Gabinete de Apoio ao Bairro de Intervenção Prioritária (GABIP) da Mouraria e, assim, o bairro passou a estar na moda².

Três anos após a chegada dos primeiros guindastes e escavadoras ao bairro, as mudanças no espaço edificado de algumas zonas do bairro –edifícios, ruas e outros espaços públicos– são visíveis: um novo percurso turístico atravessa o bairro desde o Largo do Caldas até o Largo do Intendente, novas infra-estruturas foram criadas e algumas praças e espaços públicos foram reabilitadas. Além da requalificação do espaço público, a Câmara Municipal de Lisboa desenvolveu um Plano de Desenvolvimento Comunitário (o chamado PDCM) com um conjunto alargado de parceiros e instituições locais para, nas palavras do seu responsável “melhorar as condições de vida dos seus habitantes e comunidades”³. Este programa traduziu-se numa série de iniciativas orientadas para o combate à exclusão social e à pobreza, ao desenvolvimento da economia local, à promoção do fado como senha de identidade do bairro, e outra série de actividades dirigidas a atrair visitantes ao bairro.

Este artigo explora o impacto deste programa de requalificação urbana no ambiente sonoro da Mouraria. Tomo emprestado o conceito de “ambiente urbano” dos trabalhos desenvolvidos pelo *Centre de Recherche sur l’Espace Sonore et l’Environnement Urbain* (CRESSON) da Universidade de Grenoble (Thibaud, 2011a). Segundo Jean Paul Thibaud, o ambiente urbano pode ser definido como “espaço-tempo qualificado desde um ponto de vista sensorial” (Thibaud, 2011b). O conceito

1 Palavras de Antonio Costa, presidente da Câmara Municipal de Lisboa, durante a apresentação pública do Plano de Acção QREN-Mouraria “As cidades dentro das Cidades” (Largo do Intendente, Lisboa. 3 de Setembro de 2011).

2 <http://www.theguardian.com/social-enterprise-network/2013/aug/05/social-enterprises-aid-economic-regeneration>, acessado 10 de Novembro de 2013.

3 <http://www.aimouraria.cm-lisboa.pt/pdcm.html>, acessado 20 de outubro de 2014.

remete tanto à percepção sensorial (*sensing*) quanto ao *feeling* dum lugar. Cada ambiente envolve à experiência das pessoas que o praticam assim como o entorno edificado. Em outras palavras, um ambiente “envolve um estado de ânimo (*mood*) que expressa-se na presença material das coisas e que incorpora-se na forma de ser dos moradores da cidade (Thibaud, 2011b). Para Sharon Zukin (2010) o carácter próprio dos bairros na cidade contemporânea descansa numa combinação específica de processos demográficos, sociais e culturais, os quais seriam os responsáveis, em última instância, do “carácter distintivo” das ruas e dos espaços urbanos (Zukin, 2010, 10). A socióloga norte-americana assinala o cheiro, os sons, os rostos e as vozes dos moradores e dos usuários dos espaços urbanos da cidade como a elementos que conferem “tangibilidade” a esta diversidade urbana.

As páginas que se seguem centram-se justamente na importância da dimensão sonora do espaço urbano no processo de (re)definição da identidade urbana dum bairro como a Mouraria. Esta contribuição apresenta alguns dos novos territórios sonoros e sonoridades mutantes deste bairro em transformação, compreendendo o som como meio para “explorar aqueles elementos mais efémeros e mutáveis do urbanismo” (Atkinson, 2007, 1905), nomeadamente aquelas qualidades do ambiente – como, por exemplo, sua dimensão sonora – que conferem aos lugares urbanos o seu carácter único e distintivo (Degen, 2008). Neste sentido, a recente requalificação urbana e a reinvenção cultural da Mouraria implicou mudanças significativas nas qualidades sensíveis do bairro. A reabilitação dos seus espaços urbanos remodelou o ambiente sonoro. Além disso, o som e a música foram usados de forma ativa como catalisadores da própria transformação urbana do bairro. Sons novos, como o rodar constante das malas dos turistas pelas ruas estreitas, passaram a fazer parte das paisagens sonoras quotidianas da Mouraria. Entretanto, outras marcas sonoras distintivas têm mudado ou desaparecido como resultado do processo de revitalização em curso. Se algumas destas mudanças no ambiente sonoro são comuns a outros programas de renovação urbana, como a redução do ruído do tráfico, os incómodos

ocasionados por bares e restaurantes, outras intervenções na sonoridade do lugar são específicas a este estudo de caso. Assim acontece com os três exemplos etnográficos que apresento em seguida. Cada um destes casos oferece uma aproximação às mudanças no ambiente sonoro de três espaços urbanos icónicos da Mouraria: o Largo da Severa, a Praça do Martim Moniz e o Largo do Intendente. Em conjunto, estes três exemplos oferecem diferentes pontos de escuta à nova territorialização acústica de um bairro em transformação. Ao mesmo tempo, e em termos mais gerais, estes três estudos de caso invitam a refletir sobre a forma em que a reorganização sensorial dos espaços urbanos exclui ou inclui expressões e práticas culturais concretas do espaço público urbano.

O primeiro estudo de caso examina o uso do fado como um agente relevante na transformação da Mouraria, sobretudo no que se refere à abertura do bairro para o exterior. Após décadas de ausência, o fado voltou a ressoar nas ruas que a mitologia deste género musical considera ser o seu “berço”, reconfigurando a experiência e a percepção sensorial do bairro tanto para os seus moradores, quanto para os visitantes. O segundo exemplo descreve a transformação do ambiente sonoro nebuloso e confuso de uma praça, a Praça do Martim Moniz, num enclave acústico controlado, onde uma cuidada selecção musical estrutura e regula os tempos e os usos deste espaço público, agora privatizado. Por último, examino a controvérsia em torno de um conjunto de bares tradicionais localizados numa zona caracterizada pelo tráfico de drogas e a prática da prostituição, que estão no centro das atenções da Câmara Municipal de Lisboa pela sua associação com comportamentos “marginais”, “não cívicos” e “barulhentos”.

Este capítulo tem como base o trabalho de campo etnográfico levado a cabo na Mouraria desde finais de 2011, trabalho que incluiu observação participante, conversas informais, entrevistas e participação na vida quotidiana do bairro. Além do mais, realizei observação participante em reuniões oficiais e outros eventos institucionais. A investigação incluiu também a consulta de blogues, *redes sociais online* e jornais.

A reparação do fado no espaço público da mouraria

Um grupo compacto e heterogéneo de pessoas avança pela estreita Rua do Capelão em direcção ao Largo da Severa. Para a maioria delas, esta é a sua primeira visita à Mouraria. Assim, por exemplo, a D. Ana, nascida em Lisboa há mais de sete décadas e que nunca antes pisou estas ruas, mostra-se surpreendida pelo pitoresco do bairro. No grupo também há turistas estrangeiros, alguns casais jovens com filhos e outros lisboetas que aproveitaram esta agradável tarde de verão para descobrir “o bairro mais surpreendente de Lisboa”, tal e como da revista *Time Out* caracterizou a Mouraria numa das suas capas mais recentes⁴. O grupo pára em frente à porta da tasca do senhor António, também conhecida como Os Amigos da Severa. O guia de uma associação local explica aos participantes na visita a importância desta rua e o seu significado na história e no imaginário do fado. Segundo o seu relato, foi aqui, no labirinto de ruelas e becos da Mouraria, nas suas tabernas e bordéis, entre prostitutas, aristocratas e rufias, que apareceu o fado em meados do século XIX. De facto, no início da Rua do Capelão, uma escultura adverte o visitante que está a entrar no “berço” deste género musical, património imaterial da humanidade da UNESCO desde finais de 2011.

A voz metálica produzida pelo megafone – um som incomum que dá conta da recente incorporação da Mouraria nas rotas turísticas da cidade – atravessa o burburinho constante do público, mais concentrado em tirar fotografias dos arredores do que em escutar as explicações do guia. Amplificado pela configuração espacial do lugar, este baixo contínuo de sons indeterminados rompe a tranquilidade da rua onde, segundo se diz, viveu a legendária fadista Maria Severa. Nunca antes a presença de visitantes foi tão visível e audível nas ruas da Mouraria.

Entretanto, um grupo de vizinhos reúne-se ao redor dos bancos do Largo da Severa, uma praça pequena localizada no final

⁴ *Time Out*, nº 251 (18-24 de Julho de 2012).

da Rua do Capelão. Em dias como este a praça converte-se num centro de intensa actividade social. Um grupo de vizinhos assiste religiosamente às actuações de fado ao ar livre organizadas pelo Museu do Fado e uma associação local nos fins-de-semana de verão desde 2012. Estas atuações são parte das Visitas Cantadas à Mouraria, uma série de visitas turísticas gratuitas desenhadas para atrair visitantes e turistas ao bairro, combinando uma passeio a pé com actuações de fado em certos espaços públicos do bairro, como o Largo da Severa.



Fotografia 1: Visitas cantadas na Mouraria.
Largo da Severa
(Ilñigo Sánchez Fuarros, 1/9/2012)

Enquanto os visitantes vêem estas visitas guiadas como uma oportunidade para “descobrir” esta parte esquecida da cidade e escutar o fado no seu meio “natural”, para os vizinhos estes momentos de fado abrem novos espaços de “sociabilidade mediada pela música” (*music sociality*) (Holt e Wergin, 2013) onde as interações entre forasteiros e residentes são negociadas.

À medida que o ruidoso grupo de participantes na visita cantada se aproxima do Largo da Severa, uma vizinha exclama: “aí chegam os turistas!”, e pouco depois o largo é ocupado por um tumulto de gente, a maioria lisboetas que visitam a Mouraria pela primeira vez, mas também turistas e aficionados ao fado. Os músicos e fadistas ocupam o seu lugar em frente à Casa da Severa.

A *mise-en-scène* é sóbria. Apenas umas cadeiras dobráveis e uma mesa redonda de plástico com uma toalha de mesa vermelha. Uma tela negra cobre a cerca metálica que protege as obras de remodelação da antiga

Casa da Severa. O público rapidamente forma um semicírculo em torno dos músicos. Alguns vizinhos seguem a acção desde as janelas dos seus apartamentos. Assim que o fadista começa a cantar irrompe uma discussão entre uma vizinha que estava sentada num dos bancos e outra mulher que lhe tapava a vista dos músicos. Outros participantes pedem silêncio e a discussão desvanece-se por baixo do tom grave de um fado que canta a desaparecida Mouraria.

[Exemplo 1: [Chegada dum grupo de participantes nas Visitas cantadas ao Largo da Severa](#)]

A música não está amplificada. O Largo da Severa é uma praça de pequenas dimensões, rodeada de edifícios de três a cinco andares que funcionam como uma caixa de ressonância natural. As ruas pedonais, a ausência de tráfico e a aura de «autenticidade» que emanam os edifícios envelhecidos reforçam a sensação de tempo parado. A ausência de amplificação reforça a percepção de imediatismo e a sensação do real da música. As actuações são dominadas pelo silêncio que normalmente acompanha as *performances* de fado. Contudo, este silêncio ritual é interrompido com frequência por todo o tipo de sons mundanos que fazem parte do meio sonoro da praça: sons que procedem do interior das casas, pássaros cantando ou as interjeições de um conhecido idoso embriagado. Também quando os fadistas fazem alguma referência à Mouraria, os vizinhos explodem de alegria, encarnando um sonoro sentimento de pertença e de comunidade através de exclamações como “Ié, ié, ié. Mouraria é que é !” ou “A Mouraria é linda !”. A música, deste modo, aparece incorporada na textura sonora do lugar da mesma maneira que os sons da vida quotidiana fazem parte integral da música.

Embora a Mouraria seja um bairro rico em histórias e memórias associadas ao seu passado lendário como bairro *fadista* (Viera Neri, 2010 ; Colvin, 2009 ; Elliot, 2010), quase não existiam vestígios sonoros ou materiais daquele período antes da intervenção da CML, além de algumas placas que assinalam as casas de alguns fadistas célebres que nasceram ou viveram no bairro, as matinés de fado ocasionais no Grupo Desportivo da Mouraria, ou o permanente som amplificado

de *Rádio Amália* na tasca do senhor António. Concluída a intervenção camarária no bairro, o panorama é bem diferente. O *status* do fado como “uma marca identitária incontornável no bairro da Mouraria” fez desta sonoridade e das práticas sociais e culturais associadas o agente fundamental do processo de regeneração urbana. A inauguração em maio de 2013 de uma exposição permanente de fotografias de fadistas nas paredes de algumas ruas do bairro é reveladora dos esforços para criar uma nova imagem urbana da Mouraria como bairro fadista que seja facilmente reconhecível, exportável e consumível tanto para dentro como para fora do bairro. Mas esta não foi a única iniciativa no sentido de promover a Mouraria a partir da sua identificação com o fado. No verão desse mesmo ano abriu a primeira casa de fados no local onde se diz que viveu Maria Severa ; as sessões de fados multiplicaram-se nestes últimos anos pelas tascas, restaurantes e espaços públicos; criou-se uma escola de fado gerida pelo Grupo Desportivo da Mouraria, e, por último, o fado esteve presente nos momentos marcantes deste processo de intervenção urbana, como a visita do Presidente da República ao bairro.

A multiplicação nos últimos anos de sons, imagens e símbolos que tentam fixar o carácter fadista do bairro pode converter a Mouraria noutro parque temático mais para o consumo turístico, tal como já aconteceu com o bairro de Alfama. De facto, um dos efeitos da revitalização orientada para o turismo da Mouraria, a crescente tematização do espaço sonoro, está no centro da intervenção noutros espaços públicos do bairro, a Praça do Martim Moniz, tal como veremos na seguinte secção.

Sintonizar o multicultural : a praça do Martim Moniz

Edificada em 1997, a Praça do Martim Moniz é um espaço aberto que ocupa o vazio deixado pela demolição da baixa Mouraria entre as décadas de 1930 e 1960. Uma ilha no meio da agitação que caracteriza esta parte da cidade, a praça do Martim Moniz constitui um hiato que liga a Mouraria ao centro da cidade, servindo de ponto de entrada no bairro para

aqueles que procedem da Baixa lisboeta e lugar de encontro para alguns dos colectivos de origem imigrante que trabalham ou moram nas zonas circundantes. Este enclave é dominado pela presença imponente do Hotel Mundial, construído na década de 1950. Num dos lados da praça encontramos o Centro Comercial Mouraria, cuja presença esconde a igreja de Nossa Senhora da Saúde, o único sobrevivente das demolições da baixa Mouraria. No outro lado, destaca-se um conjunto de edifícios de apartamentos à venda com o sugestivo *slogan* de «tenha uma casa com vista para o fado». A vista prometida não poderia ser mais pitoresca: a decadente e amontoada arquitetura da velha Mouraria estendendo-se por uma das ladeiras da colina do castelo de São Jorge.

A praça está rodeada de tráfego intenso, sendo apenas acessível através de várias faixas para pedestre distribuídas em cada um dos seus lados. O perímetro desta praça dura encontra-se perfilado por áreas verdes e a água constitui um elemento central do desenho: fontes interactivas atravessam a praça, coroada por uma grande fonte com forma de estrela no extremo norte da mesma. Ao sul, uma recriação da *cerca moura* e outros elementos decorativos (até faz pouco tempo a principal atração para os turistas e os visitantes) prestam homenagem à lenda de Martim Moniz.

Hoje, no entanto, o atractivo da Praça do Martim Moniz reside num mercado multicultural ao ar livre que ocupa o centro da praça e onde é possível degustar comida de diferentes partes do mundo. No contexto da requalificação da Mouraria, a CML outorgou a concessão para operar os dez quiosques pré-existentes na praça e instalar um mercado de fim de semana à NCS, uma empresa privada relacionada com outros processos bem sucedidos de revitalização urbana como LxFactory ou Cais do Sodré. Assim, o Mercado de Fusão foi inaugurado em Junho de 2012, com os meios de comunicação desempenhando um papel relevante na promoção da iniciativa e da nova imagem que se pretendia dar à praça.

A instalação do Mercado de Fusão trouxe mudanças importantes na morfologia da praça orientando-a para a sua nova função como “espaço temático”. Os dez quiosques foram

adaptados para acolher postos de comida de diferentes latitudes: desde sushi japonês a comida macrobiótica, passando por *ceviche* peruano, cachupa cabo-verdiana ou pizza italiana. Duas filas de tendas brancas foram colocadas no centro da praça para criar uma esplanada central coberta com capacidade para ca. 300 pessoas. Estas tendas acolhem também o mercado de fim de semana e a outras atividades que ali se celebram. Uma cabine de DJ permanente domina a zona central da praça onde estão instaladas redes e zonas de *chill-out*. Bandeiras coloridas, vasos com bambo, estruturas móveis pintadas com grafites por encomenda, instalações de arte urbana ou exposições de fotografia de viagens exóticas, são alguns dos elementos que fazem parte da decoração do local. A figura de um dragão confeccionado com materiais reciclados estende-se ao longo da praça, renomeada desde então como “the Dragon’s Square”. Várias câmaras de videovigilância vigiam o perímetro.

Mas a instalação do Mercado de Fusão na praça de Martim Moniz alterou também a paisagem sensorial deste espaço público urbano. Além de proporcionar um enquadramento para diferentes experiências de “turismo culinário” (Molz, 2007), o Mercado de Fusão acolhe uma programação regular de eventos e atividades culturais dirigidas a um público jovem, urbano e cosmopolita, incluindo aos turistas que frequentam a zona. A música desempenha um papel preponderante na produção desta atmosfera cosmopolita. Há sessões de DJs de quinta a domingo e aos sábados a programação do mercado inclui concertos, apresentação de bandas e performances.

[Exemplo 2 : [Paisagem sonora da Praça do Martim Moniz \(1/09/2012\)](#)].

A sonoridade que a gestão do mercado de fusão tenta imprimir na praça aparece claramente identificada num anúncio de procura de Djs que aparece de forma regular na página oficial de *Facebook*:

“Estamos novamente à procura dj’s com sonoridades Soul, Funky, Reggae, World Music, Jazz, Fusion e que pretendam dar a conhecer o seu trabalho no espaço do Mercado de Fusão ()”

A presença de música na praça não se limita, no entanto, a estes eventos especiais. Durante o horário de abertura dos negócios ali instalados, entre as onze da manhã e às dez da noite, um fluxo contínuo de sons globalizados irradiam de um par de alto-falantes localizados de ambos lados da cabine do DJ5.

Esta corrente tranquilizadora de música conjuga um conjunto de sons exóticos procedentes de diversas localidades -música lusófona, fado, música eletrónica, *world beats*, música latina ou tango, entre outras - que facilmente poderia ser categorizada sob a categoria comercial da “world music”. A música que se escuta através da aparelhagem de som do *Mercado de Fusão* não está pensada para a escuta atenta; funciona antes como música de fundo para as atividades que se realizam na praça, tais como comer, beber ou passar tempo. Estes sons, simultaneamente exóticos e acessíveis, dotam o mercado de fusão de uma identidade sonora distintiva, construindo este local como um espaço comercial. Jonathan Sterne (1997) chamou a atenção para a centralidade da música como um fator ambiental nos espaços comerciais e para o seu papel na organização e produção do espaço. Neste sentido, o ambiente musical do *Mercado de Fusão* resulta como uma forma de “turismo aural” (Cosgrove in Connell, Gibson, 2003, 155), isto é, como um dos elementos que enaltece uma experiência particular de consumir o «outro» em que a world music constitui um “nenhures omnipresente” (Earlman, 1996, 475). Assim, a banda sonora do *Mercado de Fusão* em pouco difere do uso da música programada nos shoppings descrito por Sterne.

O *Mercado de Fusão* apropria-se da diversidade étnica e cultural preexistente na zona para tecer um discurso que, por um lado, celebra essa diversidade e, por outro, serve para legitimar o próprio projeto. O empreendedor e mentor do *Mercado de Fusão* José Rebelo Pinto resume os objetivos deste projeto da seguinte forma :

“O objetivo é revitalizar aquela zona, encaixando com ou que já existe na zona

5 O Mercado de Fusão abre de segunda a domingo das 11:00h as 22:00h. Os fins de semana a hora de fechamento estende-se até a meia-noite.

envolvente. Queremos trazer sangue novo à praça. Queremos criar uma nova cidade dentro da cidade⁶”.

Oferecendo um meio agradável, reduzindo o risco de encontros «desagradáveis» e recriando as interações multi-étnicas como ideais civilizados, o *Mercado de Fusão* emerge como um «enclave» (Haje e Reijndorp 2001) ou, por outras palavras, como uma ilha artificial de calma inserida numa zona marcada por práticas de exclusão social e desigualdades sistémicas.

Do mesmo modo que os sons globalizados que animam o mercado minimizam as dissonâncias e mascaram outras nuances sonoras, poder-se-ia argumentar que o discurso multicultural bem intencionado abraçado pelo *Mercado de Fusão* oculta um processo de apropriação do capital simbólico da Mouraria como bairro multi-étnico. Mais ainda, insere-se numa longa história de tentativas de controle deste espaço público sancionando alguns comportamentos como publicamente ofensivos, muitos dos quais associados aos diferentes grupos de imigrantes que fizeram um uso intensivo da praça desde a sua construção.

O *Mercado de Fusão* não surgiu no vazio. A Mouraria é, de facto, o resultado de diferentes ondas migratórias. Desde a década de 1970 diversos grupos étnicos instalaram-se nesta zona (Malheiro, Carvalho e Mendes, 2012). Estes fluxos migratórios incrementaram-se e diversificaram-se a partir dos anos 90 com a chegada de pessoas procedentes de Bangladesh, Paquistão, China e outros países fora da zona dos PALOP. Hoje em dia, de acordo com o censo de 2011, a população de origem imigrante representa um terço do total da população residente no bairro. Ao longo destas décadas, tanto os migrantes integrados como os recém chegados se apropriaram dos espaços urbanos do bairro nos seus próprios termos, inscrevendo a sua cultura e hábitos no território que habitam. Evidência disso é, por exemplo, o desenvolvimento de um vibrante tecido comercial de revenda dirigido por empresários de diversas nacionalidades e cujo epicentro se encontra nos dois centros

6http://fugas.publico.pt/Noticias/306147_martim-moniz-e-uma-praca-do-mundo-e-um-mercado-de-fusao, acessado 10 de Outubro de 2013.

comerciais que ladeiam a Praça de Martim Moniz, ou os pequenos negócios étnicos que florescem pelo bairro (Gésero, 2012; Menezes, 2004, 91-104).

De facto, a Praça de Martim Moniz, enquanto “lugar praticado”, é em si mesmo o resultado deste tipo de apropriações. Menezes (2009) chama a atenção para como pouco tempo depois da sua inauguração em 1997 o extremo norte da praça se transformou num local de reunião de diferentes grupos de imigrantes de origem africana e sul-asiática. Antes da construção da praça, estes mesmos grupos, compostos principalmente por homens, reuniam-se habitualmente nas ruas adjacentes da Mouraria. A presença destes grupos na praça e o número a cada vez maior de sem-abrigo e toxicod dependentes dissuadiram os vizinhos do bairro de usar a praça, rapidamente *racializada* como o “espaço dos outros” (Menezes, 2004, 310). Com a finalidade de reverter esta situação, a CML instalou em 1998 quarenta e quatro quiosques de aço inoxidável que acolheriam um mercado especializado de antiguidades, artesanato e produtos regionais. A experiência fracassou e a praça convertia-se num paraíso para todo o tipo de atividades informais e ilegais que implicavam, entre outros, grupos de chineses, africanos e sul-asiáticos (Reginensi, Menezes, 2011). Nesse momento a praça começou a ser percebida como um local “perigoso”. Depois de uma segunda tentativa de revitalizar a zona cedendo os quiosques a empresários chineses, a CML retirou a maior parte deles no final do ano 2000. A retirada dos quiosques abriu o espaço e, de acordo com Menezes, (2004, 182-185), intensificou o uso e as apropriações do mesmo, não só por parte daqueles que já estavam ali, como também pelos clientes dos centros comerciais circundantes e por alguns turistas⁷. Os principais locais de sociabilidade eram três quiosques que serviam bebidas e comidas. Um deles era dirigido por chineses, o outro por cabo-verdianos (*Criola do Martim Moniz*) e o terceiro por imigrantes ucranianos (*A Fava Rica*). Cada um destes quiosques tinha a sua própria clientela e o seu próprio

7 Menezes sublinha também a conexão da praça com protesto de carácter político, sendo esta palco habitual de manifestações pelos direitos dos imigrantes e ponto de início tradicional de uma das manifestações do primeiro de Maio em Lisboa (2004, 316-319).

estilo Enquanto o *Fava Rica* beneficiava da sua proximidade com o Hotel Mundial, e contava com alguns turistas entre a sua clientela, a *Criola do Martim Moniz* atendia principalmente uma clientela composta por africanos. Por sua vez, o quiosque chinês contava com uma clientela mais diversa. A música tinha um papel importante na produção da atmosfera da cada local. O caso mais emblemático neste sentido era o da *Criola*, cujos clientes se reuniam a beber e a escutar música angolana e cabo-verdiana até de madrugada.

Estes três quiosques étnicos fecharam no inverno de 2001, poucos meses antes da Praça do Martim Moniz ter sido fechada ao público para reabilitação. As diversas paisagens sonoras produzidas por estes três estabelecimentos foram substituídas pelo fluxo contínuo de sons exóticos descontextualizados do *Mercado de Fusão*. Da mesma maneira, a diversidade étnica e cultural pré-existente na praça, a complexidade das interações interétnicas, e as apropriações insolentes do espaço público dissolveram-se no consumo privado da diversidade multi-cultural em permanente exibição⁸.

Largo do Intendente : entre a mudança e a resiliência

As atuações musicais e sessões de DJ que acontecem regularmente na renovada Praça do Martim Moniz não só contribuíram para a transformação deste espaço público num mercado multicultural, como tiveram um papel relevante no processo de introdução do *Mercado de Fusão* e da Mouraria nas rotas de lazer da cidade de Lisboa. Ocasionalmente alguns destes músicos e DJs atuam também em alguns dos novos bares e locais que abriram as suas portas no bairro nos últimos anos. Um dos efeitos da revitalização da Mouraria foi precisamente o aparecimento de novos negócios vinculados ao setor de serviços e à noite (restaurantes, bares, etc.). Não obstante, a Mouraria como um destino de lazer noturno não é algo novo. O bairro ocupou um lugar destacado na geografia

8 Para uma crítica da intervenção na praça na lógica da privatização do espaço público, ver Guterres 2012

da boémia lisboeta no final do século XIX e princípios do século XX, associado às paisagens do fado, da malandragem e do perigo (Menezes, 2004, 43-46 ; Machado Pais, 1983). Em 2013, no entanto, a Mouraria oferece aos visitantes noturnos o atrativo de risco “controlado” : uma próspera economia do lazer noturno que inclui restaurantes chineses clandestinos, novos cafés, bares abertos até de madrugada, restaurantes temáticos, ou salas de concerto. Negócios todos eles frequentados por um grupo eclético de estudantes Erasmus, jovens urbanos, gentrificadores, turistas e novos vizinhos.

O “epicentro” da noite nesta nova Mouraria encontra-se no primeiro andar de um antigo palacete localizado no Largo do Intendente. A *Casa Independente* abriu as suas portas em Outubro de 2012. Este local funciona como café, sala de concertos, *nightclub* e espaço para atividades culturais “ao espírito dos grémios, às associações e a outras formas de participação cívica, a partir de um diálogo contemporâneo e cosmopolita com vos estilos de vida, a música e as artes visuais”⁹. Esta filosofia traduz-se num local *chic* de ar *hipster*, decorado ao estilo retro, onde servem “honest and home-made food” e se escuta música independente. Principal motor da elitização da noite no Intendente, a *Casa Independente* tem-se convertido desde a sua abertura num local para o consumo de certas formas culturais “cool”, atraindo um público maioritariamente jovem, vinculado às profissões criativas, que não correspondem ao tipo de utente que habitualmente frequenta ou frequentava esta zona pela noite.

Descrito como “um ponto negro, caracterizado pela prostituição, a insegurança, o tráfico e consumo de droga e um parque habitacional deteriorado”¹⁰, o Largo do Intendente e as ruas de Benfornoso e dos Anjos são de facto conhecidas como

lugares mal-afamados¹¹. Trata-se de uma zona tradicional de prostituição (Gomes Alfonso, 1984), que absorveu no final dos anos 90 os toxicod dependentes que foram deslocados depois da demolição do Casal Ventoso. Por outro lado, a perda gradual de população, o encerramento de muitos negócios tradicionais, ou a sujidade e degradação do espaço público contribuíram a uma percepção acentuada de decadência e insegurança. Alguns vizinhos e comerciantes chegaram a pedir às autoridades locais a mudança de nome do Largo do Intendente “para afastar ‘má fama’ da droga”¹².

A remodelação da praça, contemplada no plano de atuação QREN-Mouraria, transformou este espaço público de forma radical. O objetivo era criar “um ambiente tranquilo, seguro e diurno”¹³ no Largo do Intendente. O antigo estacionamento é agora uma praça aberta com pouco carácter, nova iluminação e bancos debetão. Além do gabinete do presidente da CML e a Casa Independente, encontramos uma antiga pensão transformada num hotel com um programa de residências artísticas, uma loja de bicicletas urbanas, ou um café que anuncia o seu menu do dia na sua página de *Facebook*. Uma instalação da célebre artista portuguesa Joana Vasconcelos ocupa o centro da praça. Recentemente, *A Vida Portuguesa*, uma loja que comercializa produtos vintage portugueses, abriu a sua loja no que dantes foi a fábrica de azulejos Viúva Lamego. Do outro lado da praça está planeada a construção de uma residência para estudantes Erasmus como parte de uma estratégia de inundar a zona com estudantes universitários.

[Exemplo 3 : [Paisagem sonora noturno no Largo do Intendente \(11/4/2014\)](#)]

9 <https://www.facebook.com/CasaIndependente>, acessado 20 de Outubro de 2013.

10 <http://www.publico.pt/Local/mudanca-do-gabinete-de-antonio-costa-para-ou-intendente-adiada-por-alguns-dias-1487500>, acessado 4 de Outubro de 2013.

11 Um interessante trabalho sobre as mudanças recentes nesta zona desde a perspectiva da antropologia visual pode encontrar-se em Veiga Gomes (2011).

12 http://www.dn.pt/inicio/portugal/interior.aspx?content_vão=1467446&seccao=Sul, acessado 4 de Novembro de 2013.

13 <http://fugas.publico.pt/Noticias/307495-revolucao-do-intendente-passa-pela-musica-e-artistas-esplanadas-e-turistas>, acessado, 4 de Novembro de 2013.

“A revolução do Intendente passa pela música e artistas, esplanadas e turistas” foi o título da notícia que anunciava a inauguração do novo Largo do Intendente em Junho de 2012¹⁴. Sob o lema “renasce um largo para a cidade”, a nova vida da praça celebrou-se com um festival de verão que incluiu concertos, teatro, ópera, exposições, performances e outras atividades ao ar livre¹⁵.

No entanto, tanto o Largo do Intendente como as ruas ao seu redor estavam “vivas” antes da decisão de revitalização da CML, embora nem a população nem as atividades que ali se desenvolviam fossem do agrado da CML ou dos moradores. Como já mencionei anteriormente, a zona era (ainda o é) um contentor de atividades marginais como a prostituição de rua, o tráfico e consumo de drogas ou a pequena delinquência, que coexistiam com uma vida de bairro em decadência. Central para o dinamismo da zona era um conjunto de bares localizados na Rua do Benfornoso e na Rua dos Anjos, conhecidos como os “bares de alterne” ou os “bares do Intendente”. Estes estabelecimentos eram frequentados pelas populações presentes na zona: vizinhos, prostitutas, clientes, chulos, etc. A decoração atemporal e a música ambiente destes espaços, revelam a capacidade de resiliência destes negócios, alguns dos quais operam desde há três décadas, adaptando-se às mudanças que a zona experimentou ao longo deste tempo, incluindo o *boom* do consumo de heroína no final da década de 1990. A associação destes bares à prática da prostituição e a atividades relacionadas com o negócio da droga converteram-nos, em bode expiatório da revitalização urbana da zona e em alvo da luta pela proibição de comportamentos pouco decorosos no espaço

14 <http://fugas.publico.pt/Noticias/307495-revolucao-do-intendente-passa-pela-musica-e-artistas-esplanadas-e-turistas?pagina=2>, acessado 10 de Outubro de 2013.

15 O festival incluiu vários concertos de bandas e músicos de primer nível, como a banda de rock Xutos e Pontapés, o raper Boss AC, ou os fadistas Camané e Ricardo Ribero. Também teve espaço para a ópera e a música sinfónica, bem como para o jazz. Embora os concertos e o resto de atividades atraíram um grande número de público ao Intendente, o impacto destes eventos a nível local foi escasso. Como o dono de um dos bares da Rua de Benfornoso comentou de maneira informal, «com estes eventos nós não ganhamos nada. Eles [a câmara municipal] são os que ganham» (Notas de campo, 23/07/2012).

público. No enquadramento do PDCM foram apresentadas diferentes iniciativas para intervir na zona que finalmente não foram aprovadas.

A poucas semanas da conclusão das obras do Largo do Intendente, os donos destes bares receberam uma notificação da câmara municipal onde se restringia o horário de abertura dos estabelecimentos. Esta medida tinha como motor uma queixa de um grupo de vizinhos não identificado que “vieram a solicitar a tomada de medidas com vista a limitação da produção de ruído e de incômodos na Rua dos Anjos, solicitando designadamente a redução do horário de funcionamento dos estabelecimentos”¹⁶. A notificação, com data do 10 de julho, justifica a medida destacando que “os efeitos nefastos na qualidade de vida desta zona poem em causa o esforço de revitalização desta zona da cidade”. O documento oficial conclui que os “estigmas de degradação urbana e social são limitadores do potencial da Mouraria/Intendente para atrair novos investidores, visitantes e habitantes”, estabelecendo uma conexão direta entre a degradação da zona e “os bares de alterne”.

A resposta dos donos dos bares não se fez esperar. Após uma tensa reunião com representantes do GABIP-Mouraria decidiram colocar nas mãos de um advogado a decisão da CML de limitar o horário de abertura dos bares¹⁷. Nessa mesma reunião, o representante do GABIP, informou-os que as possibilidades de que a denúncia fosse bem-sucedida eram mínimas e convidou-os a “aproveitar o carro das mudanças” e não resistir. Por sua vez os donos dos bares argumentaram que o problema do ruído não tinha que ver com os bares mas com as populações que frequentam o Largo do Intendente. Apesar da reabilitação da zona e da presença de patrulhas da polícia, prostitutas, traficantes, toxicodependentes e homens ociosos apoiados nos cantos das ruas continuam a ser parte da paisagem humana a qualquer hora do dia. Os descatos continuam a acontecer e a sensação de insegurança e de degradação humana persistem.

16 Notificação da Câmara Municipal de Lisboa dirigida aos donos dos bares com a nova regulamentação dos horários de abertura e fechamento dos estabelecimentos.

17 A reunião celebrou-se no Sport Clube Intendente o 23 de julho de 2012. A análise está baseada nas notas de campo daquele dia.

Se tanto a CML como alguns dos novos negócios recorreram a atividades em torno da música para capitalizar a renovação do Largo do Intendente e atrair novos públicos para zona, a música foi também instrumental em diversas iniciativas de dentro para adaptar os bares pré-existentes ao novo cenário¹⁸. Estas iniciativas partiram de um grupo informal composto pelos próprios donos dos bares, vizinhos, clientes e simpatizantes¹⁹. A primeira ação foi um dia de portas abertas para criar consciência da existência desta zona como um local alternativo de lazer noturno. O *Dia(i)* consistiu em vários eventos celebrados ao longo de todo o dia nos nove bares das Rua dos Anjos e da Rua do Benfornoso²⁰. As ruas foram decoradas para a ocasião com roupas penduradas de um extremo ao outro da calçada. Na Rua dos Anjos, a parede de um edifício em ruínas foi pintada com *graffitis* e uma banda desfilou de bar em bar ao começo da noite. Houve danças de Bollywood pela tarde e um workshop de desenho erótico pela noite. Contudo, o prato forte do *Dia(i)* foi a programação musical, que consistiu em sessões de DJ nos diversos bares, desde música africana a música dos anos 70, passando por música dos filmes de Almodovar, *groove* ou *hits* atuais.

Este uso da música para criar e promover uma imagem positiva dos bares e da zona teve resultados evidentes dias antes da celebração do *Dia(i)*. A página de Facebook criada para promover o evento foi-se enchendo de ligações a vídeos musicais no Youtube que ofereciam um adiantamento do ambiente musical daquele dia²¹. A eclética seleção desde incluía música samba e funk, artistas como Madonna ou Letta Mbulufunk, grupos como Abba, à música de Madagascar,

18 Em diferentes momentos os donos dos bares mostraram-se receptivos a realizar pequenas mudanças nos seus estabelecimentos com o objetivo de atrair clientes menos problemáticos. Para alguns destes bares a falta de clientes estava a levar os negócios a uma situação de falência

19 O grupo chamou-se “Grupo informal de bares e amigos do Intendente”

20 The *Dia(i)* celebrou-se no 11 de Maio de 2013. Os bares que participaram no evento foram o Cantinho do Benfornoso, o Tominho, o Sarriá, o Bar Palma, os Anjos Bar, o New Times, o bar Ferro Velho, o Trinitá e o Securas.

21 https://www.facebook.com/pages/Diai/500322180033560?ref=br_tf, acessado 15 de Outubro de 2013.

Brasil o Senegal, entre outros. Esta seria a semente da Rádio(i), uma emissora de rádio on-line que começou a funcionar algumas semanas antes do evento²². Alguns meses depois e, seguindo a mesma lógica do *Dia(i)*, este mesmo grupo organizou um segundo evento mais ambicioso, as Noites(i), onde a programação especial nos bares de alterne do Intendente estender-se-iam ao longo de todo o mês de julho. Nesta ocasião, a iniciativa integrou-se no festival “Largos da Mouraria” promovido pela CML e que teve como palco diferentes praças do bairro, entre elas o Largo do Intendente.

De modo distinto da Praça do Martim Moniz ou do *cluster* do fado criado ao redor da casa da Severa, zonas que foram dotadas de uma identidade sonora identificável e vendável, a sonoridade da zona do Largo do Intendente ainda está por definir-se. A música, no entanto, desempenhou e desempenha um papel fundamental na revitalização desta parte da Mouraria. Para aqueles agentes implicados na transformação do local a música é um ingrediente ativo no momento de contornar a má reputação da zona e também de importar novos estilos de vida e padrões de consumo. No entanto, para aquelas pessoas que já ali estavam, como os donos e trabalhadores destes bairros, abraçar a mudança e estas novas sonoridades é uma questão de mera sobrevivência.

Conclusões

A qualidade efémera do som faz com que o ambiente sonoro urbano seja particularmente sensível aos processos de mudança e, ao mesmo tempo, converte-o num espaço aberto à análise multidisciplinar. Na última década assistimos a um interesse crescente dentro do campo dos *sound studies* por pesquisar de que maneira os processos de transformação da cidade afetam e modificam a sonoridade da paisagem urbana. Este artigo representa assim uma tentativa por restaurar a centralidade da música na experiência sonora individual e coletiva nos debates atuais sobre a sonoridade mutante dos espaços públicos urbanos da cidade.

22 http://mixlr.com/radio_i/, acessado 6 de Novembro de 2013.

Que a música é um elemento central nos processos contemporâneos de transformação urbana, sendo parte integrante do ambiente sonoro de certas áreas da cidade, é algo evidente no caso da Mouraria. Por um lado, a música é central nos discursos que estão por trás da manufatura desta nova Mouraria como “mercadoria”. Por outro, a música produz esta mesma Mouraria renovada oferecendo uma banda sonora particular para a cada um dos seus espaços públicos.

“Ai Mouraria. Onde um dia, tudo mudou” (Carneiro, 2012, 8). Este título de uma notícia aparecida na revista da Câmara Municipal de Lisboa apresenta a requalificação da Mouraria como se se tratasse de um conto de fadas. Como na história de Cinderela, temos a impressão, ao ler notícias como esta, de que a intervenção autárquica no bairro foi como um toque de varinha mágica após o qual o sonho de uma regeneração civilizada com resultados homogêneos se tornou realidade. Contudo, longe de ser um processo homogêneo e unidirecional, a transformação da Mouraria é um processo complexo que mobilizou e mobiliza diferentes atores, agendas e interesses que não cantam com uma só voz. Uma aproximação etnográfica bem refinada que situa a música e a dimensão sonora do social no centro da análise resultou especialmente útil para desvelar a polifonia de vozes que participam na requalificação urbana da Mouraria.

Nos três estudos de caso descritos neste artigo, vemos como diferentes discursos musicais, que envolvem diferentes atores (associações locais, moradores, empreendedores, instituições, etc.), tradições (fado, *world music*, música independente) e discursos (a invenção da tradição, cosmopolitismo, resiliência, etc.) enchem os espaços públicos urbanos do bairro com certos sons musicais. Paradoxalmente e apesar das diferenças, a tematização musical dos três espaços analisados sugere aqui um processo de equalização em andamento que com o tempo acalmará as dissonâncias e a aspereza original do lugar.

Referências

- Atkinson Rowland, 2007, “Ecology of Sound: The Sonic Order of Urban Space”, *Urban Studies*, 44(10), 1905-1917.
- Carneiro Luis Miguel, 2012, “Ai Mouraria. Onde um dia, tudo mudou,” *Lisboa. Revista Municipal*, 1, 8-9.
- Colvin Michael, 2008, *The Reconstruction of Lisbon: Severa’s Legacy and the Fado’s Rewriting of Urban History*. Lewisburg: Bucknell University Press
- Connell John e Chris Gibson, 2003, *Soundtracks. Popular Music, Identity and Place*, London: Routledge.
- Degen Monica, 2008, *Sensing cities: regenerating public life in Barcelona and Manchester*. London: Routledge
- Elliott Richard, 2010, *Fado and the Place of Longing: Loss, Memory and the City*. Aldershot: Ashgate Publishing
- Erlmann Veit, 1996, “The aesthetics of the global imagination: reflections on world music in the 1990s”, *Public Culture*, 8, 467–87.
- Gemann Molz Jennie, 2007, “Eating Diference. The Cosmopolitan Mobilities of Coulinary Tourism”, *Space and Culture*, 10, 77–93.
- Gésero Paula, 2012, “O Espaço é o Lugar: O Martim Moniz na Migrantscape de Lisboa”, *Sociologia. Numero temático*, 1, 159-180.
- Gomes Afonso Maria G., 1984, *Estudos de casos: prostituição e espaço social : o caso do Intendente*, Lisbon: UNL-Faculdade de Ciências Sociais e Humanas.
- Guterres Antonio B., 2012, “Interações reflexivas sobre o novo plano Martim Moniz”, Buala <http://www.buala.org/pt/cidade/interacoes-reflexivas-sobre-o-novo-plano-martim-moniz>, accessed October 20, 2013.
- Hajer Maartin e Arnold Reijndorp, 2001, *In Search Of The New Public Domain*. Rotterdam: NAi Publishers.
- Holt Fabian e Carsten Wergin (eds), 2013, *Musical Performance and the Changing City: Post-Industrial Contexts in Europe and the United States*. New York: Routledge.

- Machado Pais José, 1983, "A prostituição na Lisboa boémia dos inícios do século XX," *Análise Social*, 19, 939-960.
- Malheiro Jorge, Rui Carvalho e Luis Mendes, 2012, "Etnicização residencial e nobilitação urbana marginal: processo de ajustamento ou prática emancipatória num bairro do centro histórico de Lisboa?" *Sociologia*, Numero temático 1, 93-124
- Menezes Marluzi, 2004, *Mouraria, Retalhos de um imaginário. Significados urbanos de um bairro de Lisboa*, Oeiras: Celta.
- , 2009, "Praça do Martim Moniz: Etnografando Lógicas Socioculturais de Inscrição da Praça no Mapa Social de Lisboa", *Horizontes Antropológicos*, 15, 301-328.
- Reginensi Catherine Odile et Marluzi Menezes, 2011, "Pratiques, entre formel et informel, dans les espaces urbains: Lisbonne - Portugal et Rio de Janeiro - Brésil" <http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00605013>, accessed October 10, 2013.
- Sterne, Jonathan, 1997, "Sounds Like the Mall of America: Programmed Music and the Architectonics of Commercial Space", *Ethnomusicology*, 4, 22–50.
- Thibaud Jean Paul, 2011a, "The sensory fabric of urban ambiances", *The Senses & Society*, 6(2): 203-215,
- , 2011b, "A Sonic Paradigm for Urban Studies" *Journal of Sonic Studies* 1(1) <http://journal.sonicstudies.org/vol01/nr01/a02> (Date of Access: 15/04/2012)
- Veiga Gomes Hélène, 2011, "Le visuel dans la ville : croisements et perspectives à partir do Largo do Intendente", *Proceedings of the Second International Conference of Young Urban Researchers*, <http://conferencias.cies.iscte.pt/index.php/icyurb/sicyurb/paper/viewFile/219/133>, accessed November 8, 2013.
- Viera Nery Rui, 2010, *Para una história do fado*, Lisboa: Público.
- Zukin Sharon, 2010, *Naked City: The Death and Life of Authentic Urban Places*. Oxford: Oxford University Press.



Des images dans la ville : une chronotopie de la place d'Intendente à Lisbonne¹

Hélène VEIGA GOMES

Doctorante en Anthropologie
Université Paris Ouest Nanterre la Défense (ED 395)
Laboratoire Architecture Anthropologie (UMR 7218 LAVUE)

Résumé : *En 2010, le projet urbain AiMouraria se déclenche dans le centre historique de Lisbonne, recouvrant en priorité le quartier de la Mouraria qui lui donne son nom. Or, ce périmètre inclut par synecdoque un ensemble de territoires voisins, dont celui d'Intendente*

¹ Cet article constitue une prémisse de la thèse De l'image de la ville aux imaginaires urbains : représenter la transformation du paysage d'Intendente à Lisbonne (2015). Partant d'une anthropologie du contemporain, cette recherche appréhende la récente transformation urbaine d'une place de Lisbonne nommée Intendente. Entre 2010 et 2014, un grand projet urbain y impulse une véritable métamorphose, passant de zone mal famée à quartier en vogue de la capitale. Face à l'incontournable présence des images au sein de ce processus, notre thèse part de photographies, photogrammes et captures d'écran pour restituer les petits et les grands événements de la transformation, dessiner le mouvement de ses principaux acteurs et interroger les régimes visuels et esthétiques partagés au sein de ce paysage. Tout cela n'aurait pas été possible sans la Fundação para a Ciência e a Tecnologia de Lisbonne (bourse de doctorat SFRH/BD/69449/2010), notre directrice de thèse Alessia de Biase et nos collègues du Laboratoire Architecture Anthropologie de Paris, Marlucci Menezes et les chercheurs rencontrés sur ce terrain, ainsi que les habitants d'Intendente que nous remercions vivement. L'expression de notre gratitude s'adresse enfin à Jacques Galhardo, à l'initiative de cette belle rencontre.

auquel nous nous intéressons spécifiquement. Place anthroponymique, Intendente désigne par extension l'étendue de l'aire environnante, creusée dans un val incliné entre une large avenue et le versant d'une colline. Sachant que l'imaginaire qui s'y accolait auparavant était particulièrement négatif, force est de constater que, en quelques années, le processus de transformation urbaine est parvenu à en faire un espace de visibilité incontournable. À l'aune de cette métamorphose inédite, cet article opère un retour sur l'histoire qui a façonné ce territoire, à la recherche des indicateurs visuels qui soutiennent une telle inversion de l'imaginaire. Dans ses articulations temporelles, ce mouvement rétrospectif se révèle d'autant plus crucial que la mémoire du lieu semble avoir disparue. Depuis l'apparition de la place dans la ville jusqu'à la borne temporelle du projet de 2010, la mise en récit d'une possible chronotopie d'Intendente nous renvoie ainsi à la nécessaire approche archéologique qui soutient l'appréhension de tout objet urbain.

Resumo : *Em 2010, o projecto urbano AiMouraria inicia-se no centro histórico de Lisboa, cobrindo prioritariamente o bairro da Mouraria que lhe dá o nome. Porém, este perímetro inclui por sinédoque um conjunto de territórios vizinhos, sendo o do Intendente aquele que nos interessa especificamente. Largo antroponímico, o*

[Retour sommaire](#)

Intendente designa por extensão toda a área envolvente, entalada entre uma larga avenida e a encosta de uma colina. Sabendo quão particularmente negativo era o imaginário a ele anteriormente associado, constata-se que, em poucos anos, o processo de transformação urbana conseguiu aí implementar uma visibilidade incontornável. A partir desta metamorfose inédita, este artigo reflecte sobre a história que moldou este território, pesquisando os indicadores visuais que apoiam uma tal inversão do imaginário. Nas suas articulações temporais, este movimento retrospectivo revela-se ainda mais crucial na medida em que a memória do lugar parece ter desaparecido. Desde o surgir do largo na cidade que cresce até ao início do projecto em 2010, a narração de uma possível cronotopia do Intendente remete assim para a necessária abordagem arqueológica que sustenta a apreensão de qualquer objecto urbano.

Introduction

Afin de retrouver les éléments fondateurs qui permettent à la « mémoire collective » (Halbwachs, 1925) de s'ancrer dans un lieu, nous faisons le pari d'une re-connaissance du passé par l'image. Ce parti-pris, que nous pourrions qualifier d'historiographie visuelle, est d'autant plus problématique que la question de l'« image de la ville » est devenue un argument marketing indispensable à tout projet urbain et que l'intérêt qui se répercute dans la production scientifique sur une esthétique urbaine ne semble pas pour autant « faire école ». Face à la fausse simplicité ou au peu de consensus établi à ce sujet, il semblerait que la question est plus complexe qu'il n'en paraît au premier abord. Au-delà de la typologie des formes (Lynch, 1960 ; Cullen, 1971) et des signes (Barthes, 1985) qui émanent du paysage urbain comme espace structuré, nous proposons ici d'interroger le rôle des images dans les différentes dimensions de la « production de l'espace » (Lefebvre, 1974) et de l'« imaginaire urbain » (Soja, 1996) d'Intendente. Mais qu'entendons-nous par « images » de la ville ?

Revenir sur le passé des lieux comme nous allons le faire à Intendente relève d'un travail d'historiographie, à la recherche

de sources de différentes natures. Dans le sens des « conditions photographiques de la visibilité de l'histoire » que suggère G. Didi-Huberman (2009, 46), nous constatons que la photographie apparaît comme l'une des formes les plus évidentes de manier la relation entre espace/temps et image : l'étendue du spectre qu'elle recouvre depuis son invention (Rouillé, 2005), les conditions de sa reproductibilité (Benjamin, 1939), la démocratisation du moyen technique (Bourdieu, 1965) en sont de possibles raisons. Mais au-delà de l'impact de ce qui finit par former un certain « atlas photographique », nous verrons que d'autres médiums participent à la visibilité de l'urbain et s'offrent comme registres de la « ville sensible » (Frias, 2011).

En termes de figurations, rappelons que l'écrit est source première d'images, à l'instar de l'*hypotypose*, cette figure rhétorique de l'« exagération de l'écriture » qui qualifie l'expérience visuelle que certaines descriptions peuvent provoquer (Eco, 2011). Appliquant ce procédé à l'espace urbain, de nombreux chercheurs ont légué de véritables récits visuels de villes, qu'il s'agisse d'« analyse esthétique » chez G. Simmel (Remy, 1995), de « *Denkbilder* » (« images de pensée ») pour W. Benjamin (1998) ou encore de « poésie de la ville » selon P. Sansot (1996). Il est donc légitime de penser non seulement la diversité des modes de restitution visuelle comme constitutifs d'une esthétique urbaine, comme d'affirmer l'évidence du lien entre approche visuelle et changement urbain (Krase, 2007). Dans ce contexte, si la question des supports se présente comme point de départ, nous croyons avec H. Belting (2004, 8) que « la vraie question n'est pas celle du dualisme entre images extérieures et images intérieures, mais plutôt l'interaction de ce que nous voyons et ce que nous imaginons ou dont nous nous souvenons ». Pour percer ce rapport entre appréhension visuelle, mémoire et imaginaire, voyons donc quelles images le passé d'Intendente nous apporte-t-il et, avant d'y arriver spécifiquement, comment la question des images de la ville se caractérise-t-elle à Lisbonne.

À Lisbonne, il existe une discipline vernaculaire à cet égard : l'olisipographie, du grec ancien *graphein*, l'écriture et

d'*olisipo*, l'ancien nom de la ville. Sous ce nom sont regroupés l'ensemble des écrits en lien avec cette ville, depuis le 16^e siècle où il s'agissait d'assurer sa reconnaissance et sa gloire auprès de ses rivales européennes (Castelo Branco, 1979). Progressivement, la discipline bascule vers le recensement et la caractérisation des formes urbaines, dépeignant sur un ton subjectif les grands axes de l'évolution de la ville comme ses menus événements. L'olisipographie atteint son rayonnement majeur au 19^e siècle, époque à laquelle sont éditées de nombreuses chroniques de la ville.

L'apogée des études olisiponiennes est ainsi marquée par le point de vue du marcheur, dans le sens de la figure archétypale du « flâneur » : le besoin d'être témoin et de retenir les vestiges urbains que la modernité s'empresse de décomposer. Certains auteurs allient à leur récit photographies, poèmes et illustrations, participant à la cristallisation d'éléments typiques qui deviennent de véritables leitmotifs visuels : les ruelles et escaliers tortueux, le linge qui sèche aux fenêtres, le chat noir dans la rue, les *miradouros*, ces points de vues sur la ville, la pêche et le fleuve, etc.

Sous le gouvernement de Salazar, l'idéologie de l'*Estado Novo* participe durant quatre décennies consécutives (1933-1974) à renforcer cette palette de symboles, faisant de la valorisation des traditions populaires l'un des piliers de la politique nationale (Melo, 2010). Au-delà de la réification d'éléments ruraux dans les grandes villes portugaises et notamment dans la capitale, la littérature et le cinéma participent activement à la diffusion internationale d'une image de Lisbonne, après la rétentio n induite par le régime fasciste. Par cercles d'influences traversant les lieux, les temps et les supports, l'image de la ville s'étend progressivement en dehors des frontières du pays.

À ce propos, un seul exemple de filiation artistique suffit pour saisir les multiples connexions entre observateurs, spectateurs, lecteurs et auteurs : Lisbonne apparaît dans de nombreux poèmes de F. Pessoa, l'un des écrivains portugais les plus reconnus dont la lecture détermine la vie de l'auteur italien A. Tabbuchi, qui fait de cette ville le personnage

central de son livre *Requiem* (1991), adapté au cinéma par le réalisateur suisse A. Tanner quelques années après y avoir déjà tourné *Dans la ville blanche* (1983). Pour clore ce cercle dans lequel les images de Lisbonne s'étendent par contamination, F. Laplantine commente justement ce film et rend compte de la sédimentation que représente cet héritage : « Au début du film d'Alain Tanner [...], Bruno Ganz, penché sur le comptoir d'un bistrot à Lisbonne, remarque que les aiguilles de l'horloge tournent à l'envers. C'est peu dire en effet que la ville est tournée vers le passé » (2001, 354).

Alors que les relais textuels et visuels de la ville toute entière sont incommensurables et que l'image de Lisbonne se projette par effets de miroir, les principaux vecteurs que sont les artistes, les écrivains, les olisipographes et les anthropologues² semblent avoir oublié l'intendante, comme si les lieux avaient été effacés du « conservatoire de l'espace » (Verret, 1995 in Veschambre, 2010). Il faut fouiller avec insistance pour retrouver quelques rares images ou écrits qui s'y réfèrent, s'agissant soit de documents qui ne circulent pas ou peu, soit de sources qui évoquent l'intendante de manière elliptique, au détour de l'étude d'un de ses quartiers voisins.

Se souvenant qu'Intendante est aujourd'hui l'objet d'une pléthore d'images, qu'est-ce que l'écart entre un passé *a priori* occulté et un présent saturé peut bien signifier ? Si les lieux existaient déjà auparavant mais qu'ils n'apparaissent quasiment nulle part, peut-on parler

2 Dans la mesure où de nombreux chercheurs se sont répartis les aires géographiques de la ville de Lisbonne en s'en faisant des « spécialistes », la monographie de quartier semble presque correspondre à un exercice de style, voire à un rite de passage de la tradition académique lisboète. À titre d'exemples : la Bica a été étudiée par Graça Índias Cordeiro, publiant une thèse de doctorat en 1995 intitulée *Um bairro no coração da cidade. Um estudo antropológico sobre a construção social de um bairro típico de Lisboa* ; Alfama a été, pendant dix ans, le terrain de António Firmino da Costa, donnant lieu à une référence incontournable de la sociologie urbaine, *Sociedade de Bairro. Dinâmicas sociais da identidade cultural* ; Marluce Menezes fait également de son doctorat l'occasion d'étudier un autre quartier du centre-ville, la Mouraria, publiant en 2004 *Mouraria, retalhos de um Imaginário. Significados urbanos de um bairro de Lisboa* et continuant par la suite à publier de nombreux articles sur le sujet.

d'« invisibilité » du lieu ? Selon la révision épistémique qu'en fait Júlia Tomás (2010), l'invisibilité désigne avant tout l'exclusion et la non-reconnaissance d'individus sur lesquels on manque de données ou que la société ne daigne pas considérer. En extrapolant l'invisibilité supposée des groupes sociaux à celle d'un espace dans la ville, nous souhaitons interroger l'extensibilité et les limites de cet outil conceptuel : cherchant à révéler l'invisible ou, au choix, à dévoiler sa visibilité, qu'est-ce que les « traces » (Veschambre, 2008) d'Intendente nous disent de sa place dans la ville ?

1. Le temps long de l'Histoire

1.1. De l'origine d'Intendente

Découverte par les Phéniciens au 12^e siècle avant J.-C. et habitée successivement par les Romains et par les Wisigoths, Lisbonne est ensuite occupée par les Maures, qui s'y installent en 719. Quatre siècles plus tard, en 1147, une nouvelle rupture interrompt ce dernier cycle : suite à plusieurs mois de siège, les troupes du roi Dom Afonso Henriques, le premier roi du Portugal, finissent par conquérir la ville. Afin de mieux contrôler leur présence, on assigne une place dans la ville aux maures, qui se regroupent désormais en contrebas du château de São Jorge, du flanc de la colline jusque dans la plaine basse. En 1170, on formalise l'existence de leur quartier (Menezes, 2012, 72), intitulant en toute logique « Mouraria » (du portugais *mouros*, les maures) le lieu où vivent les maures vaincus. La Cerca Moura, une impressionnante muraille édifiée entre 1373 et 1375 autour du château afin de délimiter la ville et protéger le nouveau fief, atteste de cette exclusion : la Mouraria, construite au fil du temps en un entrelacs de ruelles tortueuses, se trouve désormais au-delà de l'enceinte³.

Au-delà de cette maille labyrinthique, le « val des vaincus » (Menezes, 2012) laisse place à une nature semi-cultivée : des champs bordés d'oliviers et d'arbres

3 Elle s'étend en effet entre deux des portes de la nouvelle muraille, l'une en haut de la *Calçada de Santo André* et l'autre, du même nom que le quartier, dans la plaine du bas.

fruitiers s'étendent à perte de vue. À partir de 1545, l'homme politique Pastor de Macedo (Menezes, 2004, 52) recense sur les terrains les plus proches de la Mouraria la présence de moulins à traction animale, dont le nom commun portugais promeut le premier toponyme des lieux qui nous concernent : les Atafonas. Afin d'observer de plus près la toponymie⁴ environnante, il est important de souligner que ces terrains remontent doucement un val encaissé en direction du nord. De chaque côté, une colline : à l'ouest, Pena, dont la partie basse se nomme le Desterro tandis qu'une longue crête borde le côté est, reliant Graça à Penha de França, dont la descente à pic creuse la vallée. Tournant le dos au mont d'Arroios qui fait suite au Desterro, on clôt le cercle de notre panoramique en contre-plongée et l'on revient face au château et à la Mouraria⁵. Placé en hauteur, le domaine royal affirme sa fonction principale : en contrôlant sa position face à de potentiels ennemis⁶. Au-delà se trouve le Tage, ce large fleuve dans lequel vont justement se jeter les deux cours d'eau qui traversent longitudinalement la vallée encore inhabitée des Atafonas.

Pour saisir la portée symbolique de ces quelques éléments topographiques, rappelons que Lisbonne toute entière se caractérise par ses reliefs et perspectives. L'emplacement du bâti revêt ainsi toujours une dimension hautement stratégique, que ce soit par rapport aux éléments naturels – la distance avec le fleuve et le port, l'orientation par rapport au soleil – ou bien à la hauteur d'une situation et ce que celle-ci révèle des valeurs d'un habitat – la vue sur la ville comme apport tactique et/ou esthétique, l'humidité potentielle comme facteur d'insalubrité. Cette vallée fertile des Atafonas qui ne donnera lieu que bien plus

4 On entend ici par toponymie le discours produit sur les lieux et l'étude non seulement des noms des lieux et de leur étymologie, mais encore de leur emplacement et de la description de leur topographie.

5 Durant toute la période médiévale, celle-ci a la malchance d'être vulgairement considérée comme la « poubelle » du château, au sens propre de ce qui, potentiellement, se déverse du haut vers le bas, comme au sens figuré qui désigne les basses classes accolées à la cour du roi.

6 On dit d'ailleurs que c'est en provenance d'Arroios que les troupes du roi seraient entrées dans la ville avant de mener leur siège final.

tard à Intendente, est un endroit encaissé, sans vue aucune et ne bénéficiant que de peu d'ensoleillement : a priori, un lieu difficilement désirable.

L'histoire médiévale de Lisbonne, centrée autour du château et de la Baixa, la ville basse, se délite au fil des grandes découvertes, qui concentrent l'effort d'expansion du pays vers l'extérieur plutôt qu'en l'intérieur des terres. Fort de ces conquêtes extra-territoriales, le 16^e siècle est directement marqué par l'expression de la gloire du catholicisme. L'affirmation du pouvoir religieux se concrétise à travers la construction de nombreuses églises, qui constituent des points de références locales par constellations. Le périmètre de la paroisse que chacune recouvre originellement supporte d'ailleurs la première division administrative de la ville de Lisbonne, formant les dénommées *Juntas de Freguesia*⁷.

Autour de la future aire d'Intendente, retenons la constitution de la Junta dos Anjos en 1563 par Henrique I de Portugal. En 1568, l'église des Anjos qui rassemble la nouvelle paroisse est érigée, le long d'une des deux rivières déjà annoncées que l'on nomme le Regueirão dos Anjos⁸. En contrebas, la situation évolue également. En 1591 est édifié le Couvent du Desterro puis, en 1596, instaurée la Junta do Socorro, suite au démembrement de celle de Santa Justa qui ralliait jusqu'alors les aires des différentes places du centre-ville. La chapelle de Nossa Senhora da Saúde, située au cœur

7 Venant substituer au début du XX^e s. les divisions paroissiales qui encadraient le territoire relatif à une église matrice donnée, les *Juntas de Freguesias* désignent les plus petites unités de l'administration territoriale du pays, dans la progressive fusion entre catholicisme et laïcisme que F. Vidal (in Topalov, 2005) synthétise par l'idée de « paroisse civile ».

8 Au long des siècles, ce cours d'eau cause d'ailleurs plusieurs débordements, entraînant des problèmes de santé publique : les égouts n'étant pas encore canalisés, la rivière devient un « authentique nid d'infections », selon les mots de l'olisipographe Mariana Tavares Dias (1987, 165). Le problème ne se résorbera qu'au 19^e siècle, à travers le remplissage du lit par des tas de gravats à hauteur de deux mètres : la rivière disparaît et devient la rue du Regueirão dos Anjos. Pour être précis, il est toutefois signalé que de nombreuses portes situées en rez-de-chaussée devront continuer à s'équiper de portes métalliques pour faire barrière aux suivantes inondations.

de la Mouraria, est d'abord choisit comme centre paroissial, avant d'être substituée par l'imposante église du Socorro, construite en 1646 à mètres de là. Au regard de la dense l'histoire des édifices religieux, il faut en fait lire le l'expansion de l'aire urbaine : l'église du Socorro, mais aussi le couvent du Desterro et l'église de Anjos deviennent trois pôles démographiques centraux.

L'hypoténuse de ce triangle, reliant l'église de Anjos à celle du Socorro, prend alors la fonction d'axe majeur⁹ : lier les terrains cultivés d'Arroios et de Campo Pequeno au marché de la Praça da Figueira, l'un des plus importants du centre-ville. Bien qu'une grande partie de la capitale s'effondre lors du tremblement de terre de 1755, nous savons¹⁰ qu'auparavant existait déjà le long de cet axe une maille hétérogène de bâti, constituée de petites maisons et de champs semi-cultivés. Norberto Araújo (1949, 11) évoque la possibilité d'un premier toponyme de ces lieux : Benfica ou, autrement dit, « là où l'on se trouve bien ».

Si le télescopage de la *micro-histoire* (Ginzburg, 2010) à travers le temps introduit nécessairement une dimension fictionnelle, toutes les sources s'accordent toutefois à reconnaître la vocation commerciale de cette rue : mules et carrosses vaquent en permanence d'un sens à l'autre, dans un chassé croisé ininterrompu de personnes, d'objets et de vivres. Telle que la décrit Mariana Tavares Dias (1987, 165), il s'agit d'une « sortie naturelle de la ville, (...) en son temps local d'une grande animation et d'aspect pittoresque. ».

1.2. Les premières traces du passé

À partir de la seconde moitié du 18^e siècle, les terrains champêtres des environs sont investis par plusieurs représentants de la noblesse lisboète, qui y font construire de petits palais à l'échelle de leur pouvoir

9 Comme on le verra plus tard, cet axe correspond à deux rues essentielles dans la topographie locale : la rua dos Anjos et la rua do Benfornoso.

10 C'est ce que rapporte l'olisipographe Norberto Araújo, commentant l'architecture des édifices situés au niveau de la fourche de la rua do Benfornoso avec la rua do Terreirinho (1949:12), ainsi que ceux des quatre ruelles qui jouxtent perpendiculairement la rua dos Anjos – Travessas da Cruz, do Maldonado, do Forno et da Bica (1949:15).

économique et symbolique : la Vicomtesse de Graça s'installe à l'angle de l'actuelle Travessa do Maldonado et le marquis d'Alegrete fait édifier le sien en 1694 contre la porte de la Mouraria.

C'est ainsi que nous parvient l'origine du lieu : à travers l'arrivée la plus emblématique de toutes, celle de l'Intendant Diogo Ignácio de Pina Manique. Durant la seconde moitié du 18^e siècle, celui-ci fait construire un palais haut de quatre étages à mi-chemin de la Mouraria et d'Anjos, à emplacement de l'interruption supposée de l'axe que nous venons de décrire : sur la place même. Pina Manique est alors un homme politique renommé, l'équivalent d'un ministre de l'Intérieur pour l'époque¹¹. Proche du marquis de Pombal¹² dont il était en quelque sorte le « bras droit », il devient Chef Général de la Police en 1780 et gouverne sans relâche jusqu'à sa mort en 1805. De sa présence dans les lieux, on se souvient qu'il a ordonné la construction d'une fontaine, complétant l'usage de l'abreuvoir préexistant¹³. Mais au delà de cette anecdote, le plus important est à venir : léguant son nom aux lieux de sa résidence, la place adopte définitivement l'anthroponyme de son illustre résident et apparaît comme Largo do Intendente dans un plan de Filipe Folque éditée en 1858 (fig. 1).

11 Défenseur de la monarchie et de l'Église (Gonçalves Marques, 2013), il est le fondateur de la Casa Pia (Brilhante Rodrigues, 2008), une institution scolaire toujours active aujourd'hui, dont la fonction était alors d'assurer la « tranquillité publique » (Gonçalves Marques, 2013:21) à travers la formation et l'éducation de jeunes gens.

12 Même si son rôle au gouvernement était des plus importants, le marquis de Pombal est connu pour avoir pris en charge la reconstruction du centre-ville de Lisbonne après les ravages causés par le tremblement de terre. C'est ainsi qu'il en reste aujourd'hui ce style pombalino, marquant par son architecture normée de nombreux quartiers lisboètes du centre-ville historique.

13 Cette fontaine néo-classique est construite en 1823 mais sera déplacée sur l'avenue Almirante Reis en 1917, devenue gênante pour le trafic des tramways qui apparaissent alors sur la place et dans le cadre de la valorisation de la nouvelle avenue. L'édifice sera alors démantelé pièce par pièce et reconstitué à l'identique à quelques mètres seulement de son emplacement originel. L'abreuvoir d'Intendente fait toujours parti du mobilier de la place telle qu'elle se présente actuellement. Il sera néanmoins désactivé en 1940, suite à l'alcalinisation de l'eau devenue entre temps imbuvable. Il sera réactivé à des fins décoratives en 2012.



Figure 1 : Plan n°28 de Filipe Folque (1858)

© Arquivo Municipal de Lisboa. [violet : Largo do Intendente ; vert : palais de l'Intendant Pina Manique ; bleu : axe Benfornoso-Anjos ; rose : axe Olarias-Tijolo]

Ce document est le premier à nommer enfin les lieux. Dans le même mouvement, l'axe commerçant que nous évoquons plus haut adopte le nom de Rua Direita dos Anjos, dont le tracé s'arrête au niveau du Largo de Santa Bárbara à Arroios¹⁴. À travers le décret du 1^{er} Septembre 1859, l'on apprend que la partie première de l'axe qui relie le Socorro au Largo do Intendente revêt elle aussi son nom officiel : ce sera la rua do Benfornoso, dont l'origine se justifie par le souvenir en les lieux d'un bœuf - *boi*, particulièrement agréable à regarder – *formoso* (Araujo, 1949).

Ce plan ne nous permet pas de dire à quelle époque exactement est ce que les lieux adoptent leur nom, mais de savoir à quelle date est-ce qu'ils sont reconnus comme tels. Si l'architecture du bâti vernaculaire et la monumentalité des espaces religieux témoignent, en tant que vestiges visibles, d'un passé des lieux, l'inscription officielle des toponymes dans la ville conjugue à la production cartographique systématique sont les deux premiers actes officiels des images d'Intendente, telles que fabriqués par les instances du pouvoir politique.

Au cours du 19^e siècle, un nouveau tournant s'opère, renforçant les liens entre les deux parcelles urbaines voisines : la Mouraria et ses terres fertiles en matières

14 Sous la ferveur républicaine, la rua Direita dos Anjos sera nommée rua do Registo Civil en 1911, du nom de l'association fondée en 1895 qui se situe dans un des bâtiments attenant au Largo do Intendente, plus tard connu comme la Casa de Figueiró dos Vinhos. Cette appellation sera néanmoins temporaire, puisque la rue retrouve peu de temps après son nom original et définitif, la rua dos Anjos.

premières – oliviers dans la zone des Lagares et terre glaise dans celle des Olarias¹⁵ – et les espaces vacants d’Intendente, sur lesquels plusieurs petites manufactures voient le jour. La pratique artisanale s’adapte à présent aux nouveaux moyens de production et à l’industrialisation naissante.

Pour faciliter l’acheminement des matières premières aux lieux de fabrication, un flux parallèle à l’axe Benfornoso-Anjos se développe le long de la colline de Graça : l’axe Olarias-Tijolo. Passant par la rua da Lombarda – devenue depuis rua da Bombarda – et par la Calçada do Forno do Tijolo - aujourd’hui rua Maria da Fonte (Araújo, 1939, 30), cette trajectoire¹⁶ établit un lien direct entre les Olarias et le nouveau four à brique posté au dessus du Largo, le Forno do Tijolo. Sur la place d’Intendente située en contrebas apparaissent des manufactures, de charbon, de sucre ou de vaisselle en poterie. Créée en 1849, la veuve de son fondateur, António da Costa Lâmega, donne à l’usine son nom dont on l’identifie encore aujourd’hui : la Viúva Lamêgo.

L’une des premières photographies du lieu est prise depuis les hauteurs d’Arroios (fig. 2). De ce point de vue, on aperçoit nettement l’ensemble édifié de l’axe Benfornoso-Anjos qui traverse Intendente. De loin, la fonction principale des lieux surgit clairement : marqués par le mouvement et le passage, ils prennent la forme d’un véritable couloir urbain.

Sur cette image, on ne devine qu’à peine le tracé de la rua Nova da Palma, apparue en 1870. Comme le rappelle M. Tavares Dias (1987, 143), la rua Nova da Palma représente à l’époque une « étroite langue coincée entre la Mouraria et Intendente, qui ne donnait accès à aucun autre point de la ville ». Partant de l’église du Socorro et menant jusqu’à la

15 D’après Norberto Araújo (1949:31), ce nom qui désigne les Olarias correspond à « l’agglomérat des fabricants de vaisselle en terre ». Selon les archéologues, les premiers signes de cette exploitation datent du 15^e siècle. À ce propos, des fouilles réalisées récemment dans la rua do Benfornoso permettent de déclarer que le remblai de la rue, dans le flanc qui l’adosse à la rua da Bombarda, aurait été constitué par des amas de pièces de poterie inutilisées.

16 La fonction de cet axe perdurera justement jusqu’à l’agonie des fabriques de poterie, au début du 20^e siècle.

place d’Intendente, ce nouvel axe bouleverse la dynamique de ce qui prend déjà la forme d’un quartier. Selon N. Araújo (1949, 13), « la rua nova da Palma a tué le Benfornoso. Elle lui a tiré son trafic, son vacarme, sa vie locale, son privilège de « Rue Droite ». Mais elle ne lui a pas dérobé son histoire, ni ne lui a enlevé son expression ».



Figure 2 : photographie plongée d’Arroios et des immeubles longeant l’axe Anjos/Benfornoso. Face à l’objectif, on aperçoit la façade de l’église de Anjos, qui disparaît peu de temps après. Collection de António de Novais, 1880. ©Arquivo Fotográfico de Lisboa

Parallèlement, la Mouraria voisine se caractérise elle aussi par une activité incessante. M. Tavares Dias (1987, 27) s’y réfère en ces termes : « On pourrait passer une vie entière sans sortir de la Mouraria, non pas que ce soit un quartier agréable, mais plutôt parce qu’il s’agit sans aucun doute de l’une des zones les plus diversifiées et auto-suffisantes de la ville ». Entre autres barbiers, cordonniers, forgerons ou orfèvreries, on y trouve de nombreux lieux de restauration et d’établissements nocturnes. Paysans originaires de Galicie, tsiganes, tavernes et prostituées étoffent le paysage social de la Mouraria (Galhardo, 2014, 2), dans une vie « bohème » telle que la qualifie M. Menezes (2004).

1.3. L’inclusion d’Intendente dans la ville

Entre 1890 et 1910, le nombre d’habitants de Lisbonne augmente de 20% à chacune des deux décennies (França, 2005, 72), ce qui densifie considérablement les flux de circulation et stimule de nouveaux modes d’urbanités. La trilogie de la modernité se révèle alors au tournant du 20^e siècle :

transports, habitations et loisirs forment les lignes directrices des changements à venir. L'un des grands bouleversements d'Intendente se situe justement en 1900, alors que commence un premier chantier de grande envergure : la récente rua da Palma a désormais vocation à devenir une grande avenue. En 1903, alors que les travaux sont encore en cours, celle-ci est inaugurée sous le nom d'Avenida Dona Amélia.

Pour dégager cette artère, tout ce qui se trouve sur son passage est abattu. La manufacture de la Viúva Lamêgo perd ainsi les terrains qui composaient son arrière-cour (fig. 3)¹⁷. Un peu plus haut, c'est l'ancienne église des Anjos¹⁸ qui est perpendiculairement perforée (Tavares Dias, 1987). On se souvient également d'une fontaine située dans une alcôve en demi-cercle de la rua dos Anjos, au-devant de la Travessa da Bica dos Anjos, qui disparaît elle aussi dans les travaux (Ribeiro, 2000).



Figure 3 : Tracé de la future avenue correspondante au tronçon d'Intendente, dont les parties grisées sont destinées à être détruites. Édition du Service Général des Travaux Publics, 1902
©Arquivo Municipal de Lisboa

Bien que dans un versant populaire, l'Avenida Dona Amélia s'érige à l'échelle de la ville en une symétrie inversée et populaire de l'élégante Avenida da Liberdade, construite une vingtaine d'années auparavant¹⁹.

17 Dans le même temps, la manufacture s'agrandit en construisant de nouveaux étages et redéfinit ses modes de production. De l'art populaire en poterie, elle se réoriente vers l'industrie de la faïence et devient l'une des maisons-mères d'azulejos les plus prisées de Lisbonne

18 Les habitants de la Junta de Anjos ne retrouvent un lieu de culte qu'en 1911, lorsqu'est inaugurée la nouvelle église, repositionnée 300 mètres plus haut et entourée d'un petit jardin qui porte le nom du diplomate et poète António Feijó.

19 À elles deux, elles forment topographiquement une espèce de « V », cerclant la colline de la Pena de part et d'autre.

Toutefois, l'architecture notoire de certains de ses bâtiments contribue à la légitimer à l'échelle de la ville. C'est le cas de l'immeuble qui, marquant l'ouverture de la bouche du Largo pour qui vient de l'avenue, reçoit en 1908 le Prémio Valmor, un prix d'architecture institué peu avant par la Mairie destiné à récompenser les édifices privés les plus remarquables de la capitale. Si cette occasion lui confère une certaine visibilité publique, un autre événement va en accroître l'accessibilité et donc la place au sein de la ville : une ligne de tramway remonte dorénavant le long la nouvelle avenue et termine au milieu même de la place²⁰.

En remontant la nouvelle avenue, des parcelles encore vierges servent maintenant de décor à l'organisation de comices (fig. 4), dans lesquels se fomentent la future transition politique du pays. À partir de 1910, le changement de régime devient effectif et s'inscrit dans la ville : toute référence à la monarchie est dorénavant bannie par les républicains, qui s'empressent de remplacer le souvenir de la reine Dona Amélia par un hommage posthume à l'Amiral Carlos Cândido dos Reis, qui s'était impliqué dans la lutte contre l'ancien gouvernement. L'Avenida Almirante Reis est désormais nommée²¹.



Figure 4 : Photographie d'archives d'un comice républicain sur l'avenue Almirante Reis.
Photographe inconnu, Juin 1908
©Arquivo Municipal de Lisboa

20 Le tramway arrive à Intendente quelques temps seulement après sa première apparition dans la ville en 1901.

21 De par sa place centrale dans ce terrain et parce qu'il n'existe pas d'autres comparaisons locales, on s'y réfère à partir de maintenant par l'« avenue ».

Intendente a donc intégralement surgit dans l'histoire urbaine de Lisbonne. Les modes de cette apparition sont révélateurs des modes de production urbaine, mais le sont-ils pour autant des processus de visibilité de la ville ? D'après ce que nous avons mis au jour, deux sources favorisent l'émergence progressive de la visibilité du quartier.

Si les plans ne permettent la reconnaissance de l'espace qu'au sein des producteurs de l'urbain, le toponyme s'affirme bien comme le premier facteur premier de visibilité urbaine du point de vue des habitants : on nomme le lieu et, en le nommant, on le reconnaît physiquement et symboliquement. À ce propos, J. Gracq (1985, 204) disait ainsi : « C'est la toponymie, ordonnée comme une litanie, ce sont les enchaînements sonores auxquels procède à partir d'elle la mémoire, qui dessinent sans doute le plus expressivement sur notre écran intérieur l'idée que nous nous faisons, loin d'elle, d'une ville ». À travers son enceinte toponymique, les quatre temporalités de la construction d'Intendente sont représentées : le religieux (Anjos), l'agriculture (Benfornoso), la noblesse (Intendente) et la politique (Almirante Reis). Le choix de ces appellations permet ainsi de comprendre la bipartition symbolique du lieu, entre références populaires (Benfornoso et Anjos) et figures de prestige (Intendente et Almirante Reis).

Bien que l'ancrage populaire soit à Intendente proportionnellement plus important que la présence d'éléments nobles, ce sont pourtant ces derniers qui en assurent la reconnaissance : la résidence officielle de l'Intendant ou l'immeuble Valmor se posent du point de vue exogène comme des emblèmes des lieux. D'un point de vue visuel, ce fonctionnement se rapporte au mécanisme de la *synecdoque*²², dans la mesure où les signes de la spatialisation du pouvoir politique et économique, s'ils sont peu nombreux, suffisent à caractériser le lieu et à assurer la diffusion de son image à l'échelle de la ville.

22 En rhétorique, la synecdoque permet d'exprimer une métonymie de manière qualitative, désignant par un rapport d'inclusion ou de dépendance la partie pour le tout.

C'est sans doute grâce à ce nouveau capital symbolique que de grands propriétaires fonciers viennent investir sur place. Le premier exemple de construction massive d'habitations de la zone voit le jour à la sortie nord d'Intendente : le Bairro Andrade, du nom de son commanditaire²³. Dans le prolongement de cette « grande première note d'urbanisme » (Araújo, 1949, 15) qui s'étend jusqu'à Anjos, l'édification du Bairro das Colónias conclut dès la fin des années 1920 la densification de la maille urbaine avoisinante. Cet ensemble édifié est lui l'œuvre des architectes Pardal et Cristiano, qui se chargent d'insuffler au quartier une esthétique située entre Art Déco et Modernisme (França, 2005, 87)²⁴.

Venant offrir de possibles distractions à la nouvelle population des environs apparaissent les premiers lieux de loisirs. L'expansion urbaine coïncide justement avec la grande nouveauté de l'époque : plusieurs cinémas s'installent autour du quartier. Le Real Coliseu de Lisboa²⁵, jusque là destiné au théâtre et au cirque et situé à la toute fin de la rua Nova da Palma, accueille en 1896 la première session de cinéma jamais réalisée au Portugal. En 1929, le Rex²⁶ s'érige à un immeuble de distance et un an seulement

23 Manuel Gonçalves Pereira d'Andrade ordonne alors l'édification de plusieurs blocs de bâtiments et d'une série de rues nouvelles sur une parcelle de terrain dont il est propriétaire. Chacune va être baptisée du nom des femmes de sa famille – rua Maria, rua Maria Andrade, Rua Antónia Andrade.

24 Les rues sont prénommées du nom des différents pays colonisés par le Portugal – rua de Moçambique, rua do Zaire, rua da Guiné, rua de Angola, rua Cabo Verde, etc.

25 Ne résistant pas aux futurs concurrents locaux, les lieux ferment en 1933 et se transforment en garage. L'Auto-Lys est encore en activité à ce jour.

26 Le Rex prend place dans les locaux d'un bâtiment autrefois occupé par la Federação Espírita Portuguesa, une ramification de l'Église chrétienne versée dans le spiritisme. Fermé dans les années 1960, il sera plus tard réhabilité comme théâtre puis transformé en centre commercial. En 2012, un incendie le détruit et met fin à ce qui était entre temps devenu une pension de prostitution, les Noites Cristalinas.

après surgit le Lys (fig. 5)²⁷, au coin de la rua dos Anjos et de l'Avenida Almirante Reis.



Figure 5 : Photographie d'archives du Cinema Lys, entre la rua dos Anjos et l'Avenida Almirante Reis. Photographe inconnu, 1937 ©Arquivo Municipal de Lisboa

Les premières décennies du 20^e siècle se caractérisent ainsi par l'édification de nouveaux ensembles d'immeubles, accélérant le processus de densification du quartier et ses alentours. Deux conséquences s'en dégagent : d'une part, l'Intendente ne compte plus aucune parcelle de terrain vierge et se trouve désormais inclus dans la ville ; d'autre part, la diversité du paysage reflète différentes strates de constructions architecturales et confère au quartier un aspect contrasté et hétérogène. On comprend bien à présent comment l'Intendente, qui se trouvait depuis longtemps en lisière de la ville, a fini par y être englobé.

1.4. Des paradigmes en tension

Avec l'arrivée en 1926 du régime fasciste de l'Estado Novo qui entend conserver et uniformiser l'esthétique urbaine, la mairie de Lisbonne instaure en 1933 un Conseil de l'Esthétique Citadine visant à « éviter tout attentat à l'art, à la tradition ou à l'histoire

²⁷ Fort de ses installations modernes, le Lys devient rapidement le cinéma le plus couru des environs. Ce dernier va avoir une durée de vie relativement importante, durant laquelle les intérieurs vont être totalement remodelés, à la fin des années 1940. En 1973, le nouveau propriétaire décide de renommer la salle, qui devient alors le Roxi. Le succès est moindre, et en 1988, le cinéma ferme définitivement. Le rez-de-chaussée se transforme alors en boutique et des bureaux sont installés au premier étage. Tandis que ceux-là se voient plus tard substitués par une église évangélique, un commerce de restauration rapide ouvre en 2014, à la place de l'ancienne entrée du cinéma.

de la capitale »²⁸. Dans le même temps, le ministre des Travaux Publics et de la Communication, Duarte Pacheco, révisé la loi des expropriations de façon à municipaliser un quart du conseil de Lisbonne (Mendes, 1990) et à gagner du terrain pour réaliser les futures opérations urbaines²⁹. À cet égard, on décide la même année de moderniser l'Avenue Almirante Reis, face à la nécessité de faciliter les déplacements entre le centre-ville et le futur aéroport qui ouvrira en 1942. Favorisant le transport automobile au profit du mode de vie piéton (Carvalho, 2014), l'avenue est alors prolongée jusqu'à la Praça do Chile en même temps qu'on en modernise les installations³⁰.

À l'instar de ce chantier, le besoin croissant de main d'œuvre qu'induisent les grands chantiers de Pacheco déclenche alors une vague d'exode rural, notamment depuis le nord – Minho – ou l'intérieur du pays – Beiras. L'idéologie du gouvernement de Salazar entend valoriser la culture rurale, considérée comme un « trésor national », jusque dans les villes. Pour éviter la perte des « traditions » rurales, des collectivités régionales s'établissent dans toute la ville. Ces grands espaces fonctionnent sur la base d'un réseau associés, qui se rencontrent régulièrement pour continuer à cultiver la gastronomie, la musique, les chants, les costumes, les danses et les jeux de la région d'origine. Ce mouvement social articulé par les fondements d'une idéologie politique a donc favorisé la reproduction d'un héritage culturel populaire. À l'Intendente, on dénombre trois de ces collectivités : la Casa dos Amigos do Minho, la Casa da Covilhã et la Casa de Figueiró dos Vinhos apparaissent de part et d'autre de la place.

²⁸ Citation extraite de l'Anuário da Câmara Municipal de Lisboa, n° 1, Ano I, 1935, pp. 241-242. Traduction de l'auteur.

²⁹ Ingénieur de formation, Duarte Pacheco est à deux reprises en charge de ce ministère, d'abord entre 1932 et 1936, puis entre 1938 et 1943. Dès son premier mandat, il met en place un Plan Directeur (De Groër) qui repose sur le développement de l'infrastructure urbaine et notamment des transports.

³⁰ Un article relativement exhaustif de ces travaux se trouve dans la Revista Municipal n°1, de 1939. On y détaille notamment le contenu des travaux : élargissement de la voirie, redistribution des voies, suppression du terre-plein central arborisé, installation de blocs d'électricité destinés à l'illumination nocturne et de canalisations d'égouts.

À travers ces lieux, ces pratiques et ces biens matériels et immatériels, une sédimentation de l'« expérience paysanne » (de Certeau, 1994:194) se crée en ville. D'après notre analyse, ce genre de processus s'insère dans deux rouages indispensables de l'« emblématisation » (Menezes, 2004) de la culture nationale et, à travers elle, des valeurs locales reliées à la perception du quartier. Ces deux ressorts s'expriment d'ailleurs à travers des mots du vocabulaire portugais qui ne se traduisent pas littéralement : c'est toute la force d'un concept idiosyncratique. D'une part, il s'agit du *saudosismo*, qui est le fait de cultiver une certaine nostalgie des temps passés, la *saudade*. D'autre part existe le *bairrismo*, du portugais *bairro* le quartier, qui exprime la force du sentiment d'appartenance à un quartier.

Parce qu'ils s'appuient sur des visées antagoniques, les deux systèmes de valeurs présentement explicités créent une tension manifeste dans la pratique de la ville des années 1950. Afin de développer les industries et les moyens de transports, les politiques publiques promeuvent une vision futuriste, liée à de nouveaux courants architecturaux impulsés dans d'autres villes européennes et à l'application de théories hygiénistes toujours légitimées par la réputation d'un centre-ville insalubre. À rebours, l'idéologie populiste qui se déploie dans les pratiques locales induit *a fortiori* un discours emphatique et conservateur.

Dans la Mouraria, une phase de destruction massive s'amorce alors : malgré les réticences exprimées par certains habitants, une grande partie du quartier de la Mouraria et du Socorro va être irréversiblement démolie. Le Palais du Marquis d'Alegrete en 1946, le marché de la place de la Figueira à l'été 1949, l'imposante église du Socorro, le fameux théâtre Apolo ainsi que toute une série d'immeubles pombalinos, aux alentours de 1957. C'est une grande partie du patrimoine local qui s'effondre alors en une décennie.

D'un point de vue urbanistique, aucun plan ne vient combler ce vide : au début des années 1960 gît ainsi un grand terrain béant (fig. 6). Bien que surgissent de nombreuses propositions et maquettes pour repenser les lieux, aucun n'est adopté et vingt-

cinq ans s'écoulent dans ce que l'on peut qualifier de « longue agonie du Socorro » (Tavares Dias, 1987, 29). Jusqu'en 1975, on installe au milieu de l'espace vacant plusieurs pavillons préfabriqués à vocation commerciale et le reste est utilisé comme périmètre de stationnement. Le gigantesque Hôtel Mundial apparaît entre temps au coin de la place, façade virée vers un chantier manifestement interrompu. Enfin, la construction du métro permet d'inaugurer au sein de notre périmètre la station du Socorro et celle d'Intendente, en 1966, consacrant l'importance du lieu et de son nom³¹.



Figure 6 : photographie d'archives de la place vacante et sans nom, suite aux démolitions du Socorro et de la basse Mouraria. Photographie de Eduardo Portugal, 1951 ©Arquivo Municipal de Lisboa

2. L'histoire récente d'Intendente

2.1. La mémoire des archives

Au-delà de la contribution de l'olisipographie à l'écriture de la ville, la municipalité de Lisbonne dispose également de ses propres archives. Afin de résumer cette histoire forte en rebondissements (Caessa et Matos, 1999), rappelons seulement que la nécessité de préserver la production administrative de la ville surgit au 13^e siècle mais ne trouve sa forme actuelle qu'au cours de la première moitié du 20^e siècle, alors que

31 Une cérémonie en présence du ministre des Travaux Publics, Duarte Pacheco a d'ailleurs été organisée en 1955, le jour du 150^e anniversaire de la mort de l'Intendant. En cette occasion, on y appose une plaque de pierre confirmant le nom du Largo do Intendente Pina Manique.

l'augmentation du volume des documents ainsi que l'exiguïté des Paços do Conselho, le bâtiment dans lequel ils étaient conservés jusque là, mènent à une division physique de l'archive en différents espaces de la ville.

C'est ainsi qu'émerge en 1942 la division de l'Archive Photographique, qui nous intéresse ici pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parmi les autres départements, sa dynamique en fait aujourd'hui l'un des plus actifs. Ensuite, ce sont eux qui possèdent la plus importante collection de photographies de Lisbonne, si ce n'est du pays entier³². Enfin, et ce depuis 1994, leur local se situe précisément dans la rua da Palma, à quelques mètres du Largo d'Intendente.

S'il a originellement vocation à réunir et conserver le registre des altérations de la ville et des cérémonies gouvernementales et municipales, son corpus s'est progressivement enrichi par l'acquisition et le don d'importantes collections. Depuis 1950, l'étendue du corpus est donc pluriel, composé de photographies officielles mais aussi d'albums qui évoluent dans le sens d'un registre documentaire, presque ethnographique – travail de recensement de l'architecture et du patrimoine, voire d'une dimension artistique prononcée – vues sur le paysage, la mer ou les toits de la ville (Pavão, 2009, 246). Grâce à l'étendue et à la méticulosité de cet archivage, il nous est enfin possible de rehausser les traces d'un héritage amalgamé par le temps : ces photographies donnent enfin à voir les habitants d'Intendente et les relatifs modes d'occupation de l'espace.

En ce qui concerne l'accès à ces photographies, le bâtiment dispose d'une bibliothèque dans laquelle sont installés des postes de travail. Ceux-ci donnent accès à une base de données qui regroupe l'ensemble du corpus sous sa forme digitalisée. À présent, celui-ci est également disponible sur Internet³³ : une simple recherche par mots-clés permet d'avoir accès aux nombreuses images produites par les photographes reconnus – parmi lesquels figurent en bonne position des noms comme ceux de Joshua Benoliel ou Eduardo Portugal – ou anonymes de l'époque.

Et ce n'est pas tout. Leur apport s'étend encore au-delà de la fastidieuse compilation et organisation de données : dès la fin des années 1990 sont édités les Cadernos do Arquivo Municipal³⁴, dont les articles cherchent conjointement à mettre en valeur les images et l'histoire de la ville, mais réfléchissent également à l'archivage d'un point de vue réflexif. Grâce à un module statistique qui offre une analyse quantitative sur la fréquentation du site internet de l'Archive, L. Pica (2007) met en valeur l'apport inégalé des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la diffusion de ce patrimoine. Ses conclusions révèlent deux points importants : d'une part, ce sont les images liées à la thématique « Architecture et Urbanisme » qui sont le plus recherchées (2007, 260) et, d'autre part, la majeure partie de ces utilisateurs correspondent à une classe d'âge située entre 26 et 35 ans (2007, 261). Peut-on déduire un regain d'intérêt des nouvelles générations pour les images d'Intendente ?



Figure 7 : Photographies d'archives du Largo do Intendente (Crédits respectifs en fin d'article)

32 Plus de 400 000 photographies y sont aujourd'hui conservées.

33 URL : <http://arquivomunicipal2.cm-lisboa.pt/sala/online/ui/SearchBasic.aspx>

34 Disponibles en ligne. URL : <http://arquivomunicipal.cm-lisboa.pt/pt/investigacao/cadernos-do-arquivo-municipal/1-serie/>

Arrivé en 1989 à l'Archive, le photographe Luís Pavão oeuvre justement dans ce sens. Sa proximité avec le quartier, qu'il traverse tous les jours pour se rendre à son lieu de travail, l'enjoint à y développer différents projets photographiques, attaché notamment à l'exploration des modes de vie collectifs – les bals de la Casa de Figueiró dos Vinhos, les jeux traditionnels – et de l'architecture locale. Sur ce dernier thème, il organise à l'Archive en Juillet 2011 une exposition individuelle : *Lisboa, da Avenida Dona Amélia à Almirante Reis*.

Il s'agit d'une série de binômes (fig. 8) représentant différents points de vue de l'avenue Almirante Reis, plaçant côte à côte la photographie d'archive et la sienne, prise du même angle que l'image d'époque correspondante. Comme il l'écrit dans la feuille de salle, il a cherché ces lieux « où il existait autrefois de beaux bâtiments, pour photographier ce qui reste d'eux ou ce qui a été postérieurement construit », ajoutant que « la comparaison est inévitable et parfois même douloureuse. ». Qu'elle soit inévitable, on le comprend bien : une cinquantaine d'années séparent les deux époques. En revanche, on peut se demander à quoi l'adjectif « douloureux » fait référence. Aucun des clichés exposés ne semble pourtant montrer de scène dégradante ou provocante, relativement à la supposée douleur. Au contraire, le visiteur est stimulé par un jeu d'observation des différences, dans un avant/après permanent entre le noir et blanc et la couleur.



Figure 8 : Montage de photographies prises sur le lieu d'exposition
©Hélène Veiga Gomes, 2011

À bien y regarder, cette exposition ne dit pas grand chose du changement : l'avenue et son architecture, dans ses différentes perspectives, se présente comme un décor immuable. Les habitants sont figurés dans leur passage, comme habités par la ville et relayés au deuxième plan. Par contrepoint, notons seulement que certaines photographies d'époque apparaissent sans leur double contemporain. Montrant les travaux à hauteur du sol ou de la grue, elles rappellent l'époque où l'avenue était ouverte par tranchées afin d'y installer les premières canalisations d'eau et d'électricité ou, plus tard, de permettre la construction souterraine du métro.

Si nous choisissons de décrire l'événement avec autant de minutie, c'est que cette exposition représente la première initiative d'*auto-photographie* du quartier dans le quartier, du moins depuis les prémices de l'enquête³⁵. Habituellement, on utilise le terme d'*auto-photographie* en alternative à son équivalent anglo-saxon plus commun, le *selfie*. Transcrit à l'échelle de la ville, l'*auto-photographie* serait donc l'image d'une parcelle de ville exposée sur cette même parcelle, dans la mesure de la mise en abyme que suppose ce geste. De la même manière qu'une personne qui se prend elle-même en photo se retrouve en présence d'un dédoublement bidimensionnel de sa forme corporelle, on peut déjà imaginer que, bien que le processus ne soit pas aussi instantané, l'affichage de la ville sur la ville et, plus précisément, du quartier dans le quartier, est un événement hautement significatif pour l'étude des images dans la ville.

Au-delà du caractère inaugural du registre de cette monstration, le corpus à l'épreuve devient d'autant plus intéressant qu'on le compare aux images véhiculées par les médias sur Intendente à la même époque. Pour introduire la dialectique qui existe entre ces deux types de narrations visuelles, nous reproduisons ici les mots de R. Bertho :

« Face à ce débordement, à ce « trop plein », on observe l'apparition d'une nouvelle posture dans le champ de la photographie contemporaine. Comme « en creux » du

35 Soit en Septembre 2010. Il faudra attendre d'ailleurs plusieurs mois avant qu'une autre initiative similaire ne se reproduise.

phénomène médiatique, elles travaillent à l'évocation des grands événements contemporains tout en étant vides de leur représentation explicite. (...) L'évènement n'investit pas l'image elle-même, mais reste dans une présence latente. Elles ne sont donc pas « creuses », au sens de l'absence de sens, mais leur signification est perceptible en « creux », en filigrane. »

(Bertho, 2008, 2)

Dans ce sens, cette exposition pose un regard distancé de l'actualité, désignant indirectement les événements, pointant un contexte et une temporalité plutôt que des formes immédiatement visibles. Au regard du « creux » supposé que manifestent les images de Luís Pavão, nous saisissons déjà mieux l'origine de la « douleur » à laquelle il se réfère : non pas une douleur personnelle, mais une douleur de l'ordre de l'imaginaire collectif. Mais de quel phénomène social et de quelle extension médiatique son exposition serait-elle le témoin « en creux » ? Nous y venons : Intendente est devenu au long de ces dernières décennies le « red-light district » (Weitzer, 2014) du centre historique de Lisbonne. Comment cela s'est-il produit et de quel phénomène s'agit-il exactement ?

2.2. Le virage des années 1980

Pour comprendre les modalités du changement qui s'y prépare, il faut reprendre la chronotopie où nous l'avions laissé au précédent chapitre : au trou béant du val de la Mouraria. L'entreprise de démolition massive qui relevait alors d'un « urbanisme civilisateur » (Menezes, 2004, 54) a non seulement détruit une grande partie du quartier mais en aussi chassé de nombreux habitants. « En seulement une décennie (30-40), la Freguesia du Socorro perd autour de trois mille cinq cent habitants et celle de São Cristovão/São Lourenço, mille cinq cent », d'après les recensements officiels (Guterres, 2012). Dans l'indécision générée par ce laps temporel et face à la nécessité de poursuivre leurs activités économiques, de nombreux habitants se dirigent vers Intendente. Mais de quels habitants parlons-nous ? D'après les mots de M. Menezes (2009, 306), la « tentative de « nettoyage » social d'une Mouraria si « insalubre » et « malfamée » a repoussé les prostituées, les « voyous », les proxénètes et les tavernes (...) en direction du Largo do Intendente ».

Pour quelles raisons ceux-ci se dirigent-ils à Intendente ? Au-delà de la proximité géographique, les représentations urbaines qui lui sont associées sous-tendent deux intérêts majeurs. Premièrement, il y existe déjà une tradition commerçante historiquement prouvée, notamment le long de la rua do Benfornoso. Deuxièmement, le manque de « noblesse » dont souffre le quartier a pour conséquence d'y laisser un grand nombre de locaux et de logements vacants. Ce glissement de territoire est décisif pour le paysage local d'Intendente : s'adaptant à l'ère du temps des années 1980, les nouveaux occupants reconvertissent leurs anciennes maisons de fado et autres tavernes de la Mouraria en discothèques et en salles de jeux. Le Lindoso, le Kanguru, le Cantinho, le Galáctico, le Beiras, le Crazy Times, le Mouro, l'Istanbul, le Chafariz, le Tominho, le Beira de Ouro, le Sarriá, le Palma, le Primavera, le G.T. sont les noms des nouveaux établissements qui apparaissent alors le long de l'axe Benfornoso-Anjos, dans un atlas toponymique qui donne à voir non seulement leur quantité mais également la portée de l'imaginaire qui s'y accole, à mi-chemin entre régionalisme et exotisme.

Dans ce contexte, le phénomène de la prostitution trouve des conditions relativement idéales à son développement : immeubles vacants et appartements spacieux et bon marché, facilité de stationnement et de l'accessibilité au Largo, diversité et proximité des lieux de restauration. Les femmes se postent dans la rue ou à l'intérieur des bars, dans un chassé-croisé permanent entre les portes et la rue. Le bar est donc un « couloir » idéal, au sens propre comme au figuré, pour travailler à l'abri des regards et du contrôle. Les patrons ouvrent des pensions aux alentours ou à l'étage de leur établissement. Avec le temps, ils s'inscrivent comme les nouveaux proxénètes, dans la mesure où les prostituées leur reversent une partie de leurs gains.

Dans un foisonnement de lieux, de flux et de transactions économiques informelles, l'âge d'or des bars et de la prostitution à Intendente s'étend ainsi entre 1980 et 2000. « À l'époque, tout le monde travaillait, et

travaillait bien... », se souvient Madame D.³⁶, anciennement serveuse à l'Aristof, la plus grande des discothèques (fig. 9). « On était plus de trente à y travailler, on aurait dit Los Angeles ».



Figure 9 : Photographie de la main de Madame D. tenant une photographie de la façade de l'Aristof
©Hélène Veiga Gomes, 2013

Madame D. parle au passé, car il s'agit bien d'une époque révolue. Comme bien d'autres à la même époque, l'Aristof ferme ses portes en 2005. Depuis quelques années, la cadence qui rythme la fréquentation des lieux a progressivement ralenti. Dès la fin des années 1990, une nouvelle phase balaye les enseignes lumineuses et autres constructions en néons fluorescents, ces irremplaçables *outdoors* de l'esthétique urbaine des années 1980, autrefois célébrés, à Las Vegas ou dans ses reproductions outre-Atlantique, comme « icônes » suprêmes (Venturi et autres, 1977).

D'après de nombreux habitants du quartier et de l'extérieur, tout se joue en 1996. « Lisbonne, table rase au quartier toxico » est le titre choc d'un article qui paraît à ce sujet dans le quotidien français Libération³⁷ :

« Severiano Oliveira ne cache pas sa fierté. Il montre des édifices type HLM flambant neufs, une route en construction, des pelleuses en activité : « Voyez ce qu'on a fait de Casal Ventoso! On en a éventré la moitié. Avant, c'était une casbah d'Alger, un fortin labyrinthique imprenable, où les dealers œuvraient en toute tranquillité. Les choses vont se corser pour eux ! » »

36 Nous rencontrons Madame D. dans un des bars de la rue du Benfornoso, qu'elle gère avec son associé, Monsieur L. Leur établissement se situe face au pressing de Madame R., à quelques mètres de la place (extrait d'entretien, mars 2013).

37 François Musseau, « Lisbonne, table rase au quartier toxico », *Libération*, 10/10/2010

Comme de nombreux résidents le soulignent, la drogue circulait déjà, et ce depuis les années 1980, dans la Mouraria et à Intendente. Mais l'ampleur et la visibilité du phénomène augmentent considérablement à la fin des années 1990, lorsque les pouvoirs publics manifestent une volonté de réagir à ce phénomène, considéré comme la priorité du gouvernement. Alors que se met bientôt en place une politique de santé publique volontairement non-répressive et que le Casal Ventoso est démantelé, héroïne et crack, principalement, sont redistribués massivement sur divers points de la ville. Le Largo do Intendente représente alors une topographie idéale pour les dealers : encaissé entre une large avenue – centralité et accessibilité – et des ruelles étroites – invisibilité et clandestinité.

Mais au-delà de son intérêt spatial, Intendente manifeste également une forte concentration de populations précarisées – qui constituent de potentiels clients – et un socle d'activités économiques déjà enracinées dans l'informel. Ces conditions permettent ainsi aux trafiquants de se répartir le quartier et de trouver rapidement caches et passeurs pour y développer leur commerce. Venant souvent d'autres points de la ville, mais touchant évidemment les propres habitants du quartier, les consommateurs s'y pressent désormais à heures fixes et, finissent souvent par y rester pour prendre leur dose, assis le long des trottoirs et sur les perrons ou bien à l'abri dans des appartements squattés.

Pendant que le trafic continue à se déployer sur le Largo et alentours, les pratiques de la prostitution continuent à évoluer, sous l'impulsion des flux migratoires et des nouvelles recrues qu'ils proportionnent³⁸. Venant concurrencer les travailleuses du sexe d'origine portugaise, Cap-Verdienne ou Angolaise qui y officient déjà depuis longtemps entre la rua dos Anjos, le Largo do Intendente et la rua do Benfornoso, arrivent maintenant de jeunes femmes d'origine roumaine, qui se placent auprès des Noites Cristalinas, leur pension

38 Afin de développer la compréhension de ce phénomène et des pratiques locales qui s'y greffent, se référer à Gomes Afonso (1984), ainsi qu'à Correia dos Santos (2007) et Costa Saraiva (2008).

attirée³⁹ et des Nigérianes, assises le long des rideaux de fer de hangars désaffectés de la place d'Intendente ou au coin de l'entrée de la rua do Benfornoso.

Mais la passe la moins chère d'Intendente est celle que demandent, parfois même de manière insistante, les toxicodépendantes. Prostitution et toxicodépendance se conjuguent alors sous l'impulsion de l'arrivée massive des réseaux auxquels nous venons de nous référer. Dans un statut équivoque entre la représentation des deux stigmates, préférant, d'un cas à l'autre, se voir comme dépendante ou comme prostituée (Saraiva, 2008), ces dernières se font généralement exploiter par des dealers, qui leur lâchent parfois une ou deux doses en échange d'une relation, négociée et parfois même consommée au coin d'une rue.

Au-delà de la prise de conscience croissante du risque liées aux diverses maladies sexuellement transmissibles et de la fermeture d'un certain nombre de bars sous la pression de contrôles fiscaux à répétition dans le quartier⁴⁰, le trafic de drogue finit par faire fuir une partie des clients de la prostitution. Paradoxalement, ce sont elles qui sont la cible des descentes policières, les *rusgas*, qui visent les prostituées sans documents légaux (Saraiva, 2008). Mais les femmes savent s'avertir entre elles avant l'arrivée du camion de police et parviennent parfois à leur échapper en courant se réfugier dans les pensions et autres lieux protégés.

Depuis les années 1990⁴¹, le Largo est d'ailleurs occupée par les camions d'une entreprise de déménagement (fig. 10), proportionnant entre les rangées de véhicules des interstices idéaux au déroulement d'une

petite criminalité. Pendant que certains s'affairent, d'autres veillent et se divertissent en pratiquant, à l'air libre, des jeux d'argent avec dés ou cartes tirées à même le sol. En se vidant doucement de la présence finalement rassurante des clients et des travailleuses du sexe et en perdant la constellation de bars, de pensions, de salles de jeu et de discothèques qui animaient auparavant les lieux, la place se transforme progressivement en lieu « hostile » et « décadent », selon les mots les plus souvent reportés par mes interlocuteurs.



Figure 10 : Capture d'écran (5'23) du reportage sur Anjos, vue sur les camions de déménagement stationnés sur le Largo do Intendente ©Rtp2, URL : https://www.youtube.com/watch?v=boe28R7_4sU&feature=youtu.be

La décrépitude des bâtiments de la place finit d'imprimer le cadre d'un imaginaire « destroy » (Duarte, 2000, 30), qui revoit en premier lieu à la dégradation physique de la ville et dont l'apparent laisser-aller produit des représentations négatives « tenaces ». Le parterre de la place en goudron est marqué par de gros cratères, les revêtements de petites pierres blanches comme on en voit tant à Lisbonne sont en mauvais état et les bâtiments alentours, quand ils ne sont pas à moitié en ruine, n'ont pas été rafraîchis depuis plusieurs décennies. Si l'insalubrité s'imprime dès lors de manière résiduelle à l'imaginaire d'Intendente, c'est pour compléter la constellation de problématiques sociales qui le structuraient déjà : immigration, prostitution, trafic de drogue et dégradation du bâti rassemblent ainsi tous les éléments qui composent ce que l'on désigne avec L. Wacquant (2014) de « territoire stigmatisé ».

39 L'immeuble qui abrite cette pension était autrefois l'enceinte du cinéma Rex.

40 Le 10/4/2008, une brève parue dans le quotidien Público titre ainsi : « Mega-opération de fiscalisation a déployé 300 effectifs de la Place de la Figueira jusqu'à l'Almirante Reis ».

41 Voir à ce propos le document audiovisuel réalisé par la chaîne nationale rtp2, au sein d'une série sur les « quartiers historiques » de Lisbonne produite entre 1989 et 1991. Sous le titre de « Anjos », l'un des épisodes filme la place et les environs d'Intendente, décrits par le commentaire d'une voix-off qui retrace l'histoire du patrimoine local. URL : https://www.youtube.com/watch?v=boe28R7_4sU&feature=youtu.be

2.3. Le traitement médiatico-politique de l'« aire critique »

C'est en effet la notion de *stigma* qui caractérise le mieux Intendente à cette époque. Puisque nous avons perçu à quel point est-ce qu'Intendente se présente comme une plateforme urbaine contrastée, il est impossible de définir le quartier comme un « ghetto » ou un taudis urbain. En revanche, il s'agit bien d'un « lieu d'infamie » (Wacquant, 2005), dans la mesure de ce que cela suppose d'une réputation (*infamis* vient de *fama*, la réputation en latin) honteuse ou déshonorante. Avant de s'appliquer au lieu dans son ensemble par montée en généralisation, le stigma trouve son origine dans les caractéristiques physiques des acteurs sociaux qui occupent l'espace public d'Intendente. E. Goffman (1975) nous explique comment l'identifier, en distinguant trois dimensions du discrédit social : les « monstruosité du corps », les « tares de caractère » et les « stigmates tribaux ». De fait, ceux-ci répondent à ces trois caractéristiques, conjuguant malformations physiques, effets de l'alcool et de la drogue et origines extra-européennes, provoquant un « effet de rebondissement des stigmates d'un groupe à l'autre » (Morovich, 2014, 4).

Aucune représentation plastique ne vient pour autant relayer cet amalgame d'images négatives. Ceci s'explique *a priori* par deux raisons : ou bien la peur du risque empêche les agents externes au quartier de s'y rendre, alimentant la rumeur d'une « no-go zone », ou bien, de manière explicite ou pas, les acteurs de la clandestinité des lieux refusent d'être photographiés ou filmés. Intendente est donc doublement résistant à sa mise en images : tant à ses représentations plastiques qu'à sa perception directe.

Disproportionnellement, le manque d'images d'Intendente se compense par le déploiement d'un vaste imaginaire. Son relai le plus efficace se trouve à l'échelle médiatique : alimentant la rumeur d'infamie qui pèse sur le quartier, de nombreux articles sont édités à ce sujet. Rien qu'au choix des titres, on comprend que les journalistes se posent comme vecteurs de l'opinion publique des lisboètes : « Intendente est vu comme un point noir de

la criminalité lisboète » ou encore « vivre à Intendente, c'est vivre en otage »⁴². À travers le développement d'Internet, des lisboètes s'emparent eux aussi de l'espace médiatique et endossent également ce rôle de vigie, cette fois-ci à l'intention des touristes. On peut lire leurs posts en anglais sur des forums de voyageurs, dont un seul exemple donne le ton : « Intendente, une place à bannir » avertit de la présence de consommateurs de drogues dans les lieux et déconseille vivement le passage par la place.

C'est là toute la force du stigma : moins l'« identité sociale réelle » des acteurs est dévoilée et plus l'« identité sociale virtuelle » (Goffman, 1975, 12) peut se développer. C'est ainsi que le lien entre images et imaginaires peut se distendre complètement, au point de n'avoir plus de connexion concrète. Ce phénomène donne lieu à ce que l'on appelle l'« image négative » : une image qui n'existe pas plastiquement mais qui monte inversement « en puissance » (Goffman, 1975, 12) dans l'imaginaire collectif, recouvrant un large panorama d'éléments moralement discrédités et rejetés par la société.

Face à cette situation, la classification d'« Aire Critique »⁴³ est attribuée à Intendente, englobé dans un périmètre plus vaste qui s'étend de la Mouraria historique jusqu'à São Cristóvão (fig. 11). Cet ensemble est placé sous la responsabilité d'un cabinet de politique urbaine délégué par la Mairie de Lisbonne, le Gabinete de Reabilitação Urbana da Mouraria, qui s'installe à cet effet en 1992 dans des locaux situés sur la place de Martim Moniz⁴⁴.

42 Telma Roque, « Morar no Intendente é viver como refém », Jornal das Notícias, 05/10/2007. URL : http://www.jn.pt/paginainicial/pais/concelho.aspxDistrito=Lisboa&Concelho=Lisboa&Option=Interior&content_id=1610390

43 Cette dénomination est le critère commun aux différentes aires urbaines qui se trouvent encadrées par le plan urbain du maire socialiste Jorge Sampaio. Le PEL - *Plano Estratégico de Lisboa* / Plan Stratégique de Lisbonne - est prévu sur les dix ans à venir et répond à quatre grands objectifs : faire de Lisbonne une ville attractive pour vivre et travailler ; rendre Lisbonne compétitive avec les autres villes européennes ; réaffirmer Lisbonne comme capitale et métropole ; créer une administration moderne, efficace et participante.

44 Leurs bureaux se situent dans le bâtiment de l'EPUL.



Figure 11 : Capture d'écran du plan de l'aire édifiée correspondant au périmètre d'action du Gabinete de Reabilitação Urbana da Mouraria – Éléments cartographiques du Plano de Urbanização do Núcleo Histórico da Mouraria, Volume 2, 1997 ©Câmara Municipal de Lisboa

Durant les dix années de son activité, ce « cabinet de réhabilitation urbaine » centre davantage son action sur la récupération de l'habitat que sur la rénovation de l'espace public ou le développement social. Alors en stage de fin d'études au sein de ce cabinet, António Guterres⁴⁵ est chargé d'effectuer le recensement des foyers de la zone d'Intendente. Dans son compte-rendu de fin de stage, il exprime l'analyse suivante :

« L'aire respective à Intendente, au-delà des problèmes amplement connus comme la mauvaise gestion des espaces publics, la dégradation du bâti, la carence des espaces piétonniers, la prostitution, la drogue et autres activités économiques parallèles, à cause du retard de sa classification comme aire protégée, est elle-même en retard en relation aux généralités de l'Aire Critique [encadrée par le Gabinete de Reabilitação Urbana] et dans ce que cela implique non seulement de la récupération du bâti mais aussi de l'accompagnement social indiqué ».

(Guterres, 2002)

L'action de ce cabinet aura eu davantage d'intérêt à recenser les différentes variables infra structurelles, topographiques et sociales de l'aire concernée que d'y implanter un réel changement. Intendente représente, encore

45 Acteur insatiable de la sphère urbaine et périurbaine lisboète, la démultiplication de ses activités professionnelles se retrouve tant dans le versant appliqué de ce que l'on nomme en français les « éducateurs de rue », que dans son versant académique qui le relie aujourd'hui en tant que membre au laboratoire DINAMIA de l'ISCTE de Lisbonne.

une fois, la partie la moins prise en compte par le projet. L'étiquette de cette zone rebute donc même les politiques publiques, qui ne savent pas par où se saisir du problème ou n'en n'ont pas encore les moyens.

À l'échelle de la Junta de Freguesia du quartier, d'autres tentatives vont bientôt voir le jour. Dans le virage du 21^e siècle, l'adjoint à la Junta de Freguesia de Anjos Júlio Sequeira, représentant d'une droite conservatrice (CDS-PP), préconise une solution qu'il va parvenir à mettre en place : installer des caméras de vidéosurveillance autour du Largo.

À cette occasion, des tracts sont distribués dans les boîtes aux lettres du quartier pour convaincre les résidents : « Plus de surveillance, moins de peur », dit le slogan (fig. 12). Peu après l'installation des caméras, réparties dans les angles des places d'Intendente,



Figure 12 : Tract du CDS-PP pour l'installation des caméras à Intendente

le site de la Junta diffuse un message écrit qui confirme le cadre idéologique de la mesure : « Le jeu clandestin, la prostitution et le trafic de drogue maintiennent la population recluse, interfèrent sur la tranquillité des résidents et menacent leur intégrité physique et leurs biens. Le bruit à toute heure, les agressions et la violence sont chaque fois plus présents dans le quotidien du quartier »⁴⁶. Du point de vue de la dialectique de l'invisibilité, l'installation des caméras de vidéosurveillance représente une tentative d'inversement de l'état de fait : à ne pouvoir les regarder en face, le dispositif de contrôle humain se dédouane en installant de machines. Face à l'expectative du risque, le supposé danger va-t-il véritablement disparaître ?

46 Message de l'adjoint au Maire de Anjos, disponible sur le site internet de la Junta de Freguesia dos Anjos, consulté le 29/04/2011.

Conclusion

Pour saisir le va-et-vient qui se tisse au fil du temps entre imagerie, iconographie et imaginaire d'Intendente, nous avons dû prendre appui sur les différents *medias* sans lesquels les images n'auraient pas de visibilité. Que cela nous a appris sur la supposée invisibilité du passé d'Intendente ?

Dès le départ, la reconstitution de l'histoire du lieu a fait surgir le lien insécable entre image et pouvoir : comptant sur une géographie sociale résolument populaire, le manque de représentation d'instances locales du pouvoir a préjudicié la mise en image d'Intendente dans la ville. C'est là le lien que L. Marin (1983) élabore de la manière suivante : dans la mesure du double impact de la représentation du pouvoir et du pouvoir de la représentation, on en arrive à la conclusion suivante : sans pouvoir, pas d'images. En effet, *re-présenter* (rendre présent, en latin) suppose des moyens de production qui ne sont alors employés qu'à des fins spécifiques et non systématiques. La première image d'Intendente dans la ville est donc une image *toponymique*, grâce à l'Intendant qui donne son nom au lieu et permet l'inscription de cet espace dans la cartographie de la ville. L'apposition du nom et l'apparition d'un plan sont donc les deux moyens premiers de l'expression de l'image de la ville, qui l'un comme l'autre révèlent l'expression verticale du pouvoir.

Avec la valorisation urbaine surgissent les *synecdoques visuelles*. Celles-ci désignent ces « morceaux » de paysage, qui, transformés en emblèmes du quartier, permettent de le faire circuler dans l'imaginaire collectif de la ville. Éléments uniques ou novateurs, celles-ci portent soit une forte charge visuelle qui provoque un impact durable – c'est le cas du monument ou du bâtiment à l'architecture atypique, soit sont eux-mêmes des vecteurs de mouvement urbain – comme le tramway ou la station de métro, pérennisant la présence du lieu au-delà de son enceinte. Toutefois, le principe de la synecdoque est révélateur de l'opération en jeu : si l'on montre la partie comme représentative du tout, l'« envers du décor » n'est pas encore apparent. Si ces vecteurs

autochtones représentent donc d'abord la ville sur un mode partiel, c'est l'arrivée de la photographie qui permet subitement et massivement à la ville de changer de régime visuel.

C'est ainsi que l'on passe de la représentation parcellisée à un travail d'inventaire des divers éléments du quartier, perçu à présent dans son rythme quotidien. À propos de cette transition historique, R. Barthes (1980, 146) nous dit comment, en termes d'inscription de la mémoire du temps dans le lieu, la photographie est venue substituer le monument : « les anciennes sociétés s'arrangeaient pour que le souvenir, substitut de la vie, fût éternel et qu'au moins la chose qui disait la Mort fût elle-même immortelle : c'était le Monument. Mais en faisant de la Photographie, mortelle, le témoin général et comme naturel de « ce qui a été », la société moderne a renoncé au Monument ». Alors qu'ils sont pourtant constitutifs de la naissance démographique du lieu, ce n'est donc que tardivement que les passants et les animaux, qui apparaissent toujours devant les fontaines de la place ou à l'entrée de leur commerce, ne commencent à être reconnus dans l'imaginaire urbain.

D'après nos fouilles, il est intéressant de remarquer que le temps de l'histoire d'Intendente est en tout point inverse au temps de sa « mise en images ». Les trois mouvements que cette dernière révèle progressivement marquent, dans l'ordre : l'apparition du pouvoir politique, celle des formes matérielles et, en dernier lieu, celle du capital humain. L'analyse des conditions de la production de l'espace visuel invite donc à une lecture inversée de l'ordre de la production de l'espace social telle que l'a explicité H. Lefebvre (1975) : l'espace de représentation précède la représentation de l'espace qui est elle-même suivie de l'intérêt pour les pratiques spatiales.

Quelle que soit sa forme, l'image nous a jusqu'alors permis de *re-connaître*, comme nous en faisons le pari au début de cet article : en cela elle est fondatrice de mémoire et outil indispensable d'une archéologie de l'urbain. Elle dévoile à travers le temps les modalités de légitimation de ce qui est constitutif de l'urbain : l'image place l'objet en exergue ou, pourrait-on le dire d'après

son procédé physique, en lumière. À travers ses marqueurs de visibilité, nous avons pu restituer au lieu sa fonction fondatrice. Ce n'est finalement pas un hasard si l'on trouve toujours Intendente dans la littérature urbaine par « détour », aux confins d'un de ses quartiers voisins : c'est que le sens du lieu se définit toujours en relation à ceux qui l'entourent, que ce soit avec la Mouraria pour des raisons économiques, avec l'Avenida Almirante Reis et la question du transport ou avec Anjos d'un point de vue résidentiel. Ainsi résumé, Intendente est à l'échelle locale ce que la ville contemporaine représente d'un point de vue global : à l'intersection de plusieurs couches sociales, architecturales et urbanistiques, le quartier recouvre historiquement une logique de « plateforme », en tant qu'espace propice à l'inclusion et au renvoi de dynamiques urbaines matérielles et immatérielles.

De par les différents facteurs que nous avons précédemment convoqués, Intendente atteint à l'orée de 2010 le climat d'un processus de mise à l'écart symbolique du lieu et de ses acteurs. En termes de représentations urbaines, l'ampleur du stigma coupe court à tout ce qui pouvait auparavant caractériser le lieu. Ce processus d'exclusion l'enceint alors d'une barrière invisible, défendue par un imaginaire amalgamé que l'on a défini comme *image négative*. Alors que ses tentatives de visibilité semblaient prometteuses et que le territoire était enfin intégré au tissu urbain de la capitale, le *tabou visuel* qui s'appose sur les marques de la déviance empêche la production d'une iconographie locale et proportionne une attention politico-médiatique qui, dans la mesure des plans et slogans qui paraissent, ne fait qu'aggraver son cas.

Le paradoxe qui existe entre sa nature d'espace-relai et son récent rejet du reste de la ville renvoi aux deux temporalités qui soutiennent la mémoire oubliée du lieu : un temps long, le temps de l'histoire et un temps récent, qui repose sur le fil médiatico-politique. Explorant conjointement l'histoire du lieu et celle de ses images, nous avons ainsi défendu une approche anthropologique des usages réels des images. L'étude détaillée des modes de visibilité de ce territoire a ainsi permis de faire surgir la portée symbolique

des enjeux sociaux et politiques qui s'y expriment, articulant par métamorphoses les paradigmes temporels de la production spatiale d'Intendente.

FIGURES

Couverture, de gauche à droite : Largo do Intendente Pina Manique. Eduardo Portugal, 1944 ©Arquivo Fotográfico Municipal de Lisboa ; Largo do Intendente ©Hélène Veiga Gomes, 2011

Figure 7 (2.1), de gauche à droite : Abreuvoir d'Intendente. Photographe inconnu, avant 1917 ; Fontaine d'Intendente avant d'être déplacée sur l'Avenue Almirante Reis. Photographe inconnu, entre 1849 et 1917 ; Place d'Intendente. Joshua Benoliel, début du 20e s. ; Place d'Intendente. Photographe inconnu, entre 1898 et 1908 © Arquivo Fotográfico Municipal de Lisboa

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Afonso Maria Graziela, 1984, *Estudo de casos: prostituição e espaço social - o caso do Intendente*, Lisboa, Universidade Nova.
- Araújo Norberto de, 1949, *Peregrinações em Lisboa*, VIII Volume, Lisboa, Câmara Municipal de Lisboa.
- Barthes Roland, 1980, *La Chambre claire*, notes sur la photographie, Paris, Le Seuil
- Barthes Roland, 1985, "Sémiologie et urbanisme", in *L'Aventure sémiologique*, Éditions du Seuil, Paris, p. 261-271.
- Belting Hans, 2004 [2011], *Pour une anthropologie des images*, Le Temps de Images, Paris, Gallimard
- Benjamin Walter, 1939 [2000], *L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique*, in « Œuvres III », Paris, Gallimard
- Benjamin Walter, 2001 [1998], *Images de pensée*, France, Christian Bourgois
- Bertho Raphaële, 2008, « Retour sur les lieux de l'évènement : l'image « en creux » », *Images Re-vues en ligne* 5 | 2008, mis en ligne le 01 septembre 2008. URL : <http://imagesrevues.revues.org/336> (Consulté le 10 Avril 2012)

- Biase Alessia de, 2014, *Hériter de la ville. Vers une anthropologie de la transformation urbaine, Paris, Donner Lieu*
- Bourdieu Pierre, 1965, *Un Art moyen. Essai sur les usages sociaux de la photographie*, Paris, Les Éditions de Minuit
- Brilhante Rodrigues Neuma, 2008, « Para a utilidade do estado e « gloria à nação » : a real casa pia de Lisboa nos tempos de Pina Manique (1780-1805) », *Revista Territórios e Fronteiras* V.1 N.2 – Jul/Dez 2008. URL : <http://www.ppghis.com/territorios&fronteiras/index.php/v03n02/article/view/15> (Consulté le 15 Avril 2015)
- Caessa Ana et Matos Francisco, « O Arquivo Histórico da Câmara Municipal de Lisboa : percurso e estrutura », *Cadernos do Arquivo Municipal*, 1ª Série, nº 3, Lisboa, Câmara Municipal de Lisboa, pp. 111-132. URL : <http://arquivomunicipal.cm-lisboa.pt/fotos/editor2/Cadernos/cad3/34.pdf> (Consulté le 10 Décembre 2014)
- Cardoso Pires José, 1998, *Lisbonne : livre de bord ; voix, regards, ressouvenances*, Gallimard, Paris
- Carvalho Tiago Mesquita, 2014, « Errar é urbano. Para uma hodologia de Lisboa », In *Pós* v.21 n.36, pp. 102-123, São Paulo
- Castelo Branco Fernando, 1979, *Breve História da Orlisipografia*, Biblioteca Breve, Volume 47, Lisboa, Instituto de Cultura Portuguesa
- Castilho Júlio de, 1937- 1939, *Lisboa antiga: bairros orientais*, III, IX e XI Volume, Lisboa, Câmara Municipal de Lisboa
- Castro Teresa, 2009, « Les 'Atlas photographiques' : un mécanisme de pensée commun à l'anthropologie et à l'histoire de l'art », in *Histoire de l'art et anthropologie*, Paris, coédition INHA / musée du quai Branly (« Les actes »), 2009, [En ligne], mis en ligne le 27 juillet 2009, Consulté le 12 novembre 2012. URL : <http://actesbranly.revues.org/290> (Consulté le 12 Novembre 2012)
- Certeau Michel de, 1994, *L'invention du quotidien, Tome 2 Habiter, cuisiner*, Paris, Gallimard
- Correia Dos Santos Joana, 2007, « Pelas ruas da cidade: a prostituição na Baixa Lisboa », CIES e-WORKING PAPER N° 21. URL : http://www.cies.iscte.pt/destaques/documents/CIES-WP21_Santos_.pdf
- Cullen Gordon, 1971 [2008], *Paisagem Urbana*, Lisboa, Edições 70
- Didi-Huberman Georges, 2009, *Quand les images prennent position. L'œil de l'histoire*, 1., Paris, Éditions de Minuit
- Duarte Paulette, 2000, « Les représentations de la dévalorisation urbaine », *Les Annales de la recherche urbaine* N°88, Des métiers qui font la ville – Puca, pp. 30-38
- Eco Umberto, 2011, *L'expérience des images*, Paris, Ena Éditions
- França José Augusto, 2005 [2000], *Lisboa : Urbanismo e Arquitectura, Coleção Cidade de Lisboa*, Lisboa, Livros Horizonte
- Frias Anibal, 2001, « Une introduction à la ville sensible », *Recherches en anthropologie au Portugal*, n°7, La ville sensible, pp. 11-36
- Galhardo Jacques, 2014, « Le mythe du ghetto de la Mouraria à Lisbonne: la mise en récit d'un territoire plastique », in *Articulo - Journal of Urban Research*, Special issue 5. URL : <https://articulo.revues.org/2430> (Consulté le 5 Octobre 2014)
- Ginzburg Carlo, 2010 [1989], *Mythes, emblèmes, traces. Morphologie et histoire*, Paris, Verdier
- Goffman Erving, 1975 [1963], *Stigmaté. Les Usages sociaux des handicaps*, Paris, Éditions de Minuit
- Gonçalves Marques Cátia, 2013, « A Vila Iluminista de Manique do Intendente: um outro olhar », Dissertação de Mestrado Integrado em Arquitectura, Faculdade de Ciências e Tecnologia da Universidade de Coimbra, Departamento de Arquitectura. URL : https://estudogeral.sib.uc.pt/bitstream/10316/24309/1/Manique_CMarques.pdf (Consulté le 25 Novembre 2014)
- Gracq Julien, 1985, *La Forme d'une ville*, Paris, Ed. José Corti
- Guterres António, 2012, « Interações reflexivas sobre o novo plano MARTIM MONIZ », *Buala*. URL : <http://www.buala.org/pt/cidade/interacoes-reflexivas-sobre-o-novo-plano-martim-moniz> (Consulté le 7 Octobre 2012)
- Halbwachs Maurice, 1925 [1994], *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Alban Michel

- Krase Jerome, 2007, « Visualisation du changement urbain », *Sociétés*, 2007/1 no 95. URL : <https://www.cairn.info/revue-societes-2007-1-page-65.htm> (Consulté le 16 Février 2013)
- Laplantine François, 2001, *Métissages d'Arcimboldo à Zombi* (en collaboration avec Alexis Nouss), Paris, Éd. J.J. Pauvert
- Lefebvre Henri, 1974, *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos
- Lisboa Manuel (dir.), 2010, *Relatório « Tráfico de Seres Humanos »*, Lisboa, FCSH-UNL. URL : http://www.cig.gov.pt/siic/pdf/2014/siic-20110628_SIIC_TSH.pdf (Consulté le 22 Avril 2015)
- Lynch Kevin, 1999 [1960], *L'image de la cité*, Paris, Dunod
- Marin Louis, 1981, *Le Portrait du Roi*, Paris, Éditions de Minuit
- Mendes Maria Clara, 1990, *O Planeamento urbano na comunidade europeia, Evolução e Tendências*, Lisboa, Universidade Moderna, Publicações Dom Quichote
- Melo Daniel, 2010, *A Cultura Popular no Estado Novo*, Lisboa, Angelus Novus
- Menezes Marlucci, 2004, *Mouraria, Retalhos de um Imaginário: significados urbanos de um bairro de Lisboa*, Oeiras, Celta Editora
- Menezes Marlucci, 2009, « A Praça do Martim Moniz : etnografando lógicas socioculturais de inscrição da praça no mapa social de Lisboa », *Horizontes Antropológicos*, Porto Alegre, ano 15, n. 32, jul./dez. 2009, pp. 301-328. URL : <http://www.scielo.br/pdf/ha/v15n32/v15n32a13.pdf> (Consulté le 4 Octobre 2011)
- Morovich Barbara, 2014, « Entre stigmates et mémoires : dynamiques paradoxales de la rénovation urbaine », *Articulo - Journal of Urban Research* [Online], Special issue 5 | 2014, Online since 10 juillet 2014, connection on 06 octobre 2014. URL : <http://articulo.revues.org/2529> (Consulté le 7 Octobre 2014)
- Park Robert Ezra, 1979 [1929], « La ville comme laboratoire social », in GRAFMEYER Yves et JOESPH Isaac, *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris
- Pavão Luís et autres, « O Arquivo Fotográfico Municipal : Lisboa na imagem », *Cadernos do Arquivo Municipal*, 1^a Série n° 1, pp. 25 – 41. URL : <http://arquivomunicipal.cm-lisboa.pt/fotos/editor2/Cadernos/13.pdf> (Consulté le 16 Avril 2015)
- Pica Luís, 2007, « Comunicar o Arquivo Municipal de Lisboa », *Cadernos do Arquivo Municipal*, 1^a Série n° 9, p. 253 – 262. URL : <http://arquivomunicipal.cm-lisboa.pt/fotos/editor2/912.pdf> (Consulté le 18 Avril 2015)
- Rémy Jean (dir.), 1995, *Georg Simmel : ville et modernité*, Paris, L'Harmattan
- Ribeiro Maria de Lurdes, 2000, « As vésperas da modernidade : do Intendente à Rua dos Anjos (1898-1908) », *Cadernos do Arquivo Municipal*, n°4, Lisboa, Câmara Municipal de Lisboa. URL : <http://arquivomunicipal.cm-lisboa.pt/fotos/editor2/Cadernos/cad4/45.pdf> (Consulté le 10 Décembre 2014)
- Rouillé André, 2005, *La Photographie*, Paris, Folio Essais
- Saraiva Luis Junior Costa, 2008, « «Se ele pagar mais eu faço sem camisinha»: HIV/AIDS e ampliação da vulnerabilidade em contexto de prostituição de rua », in *Anais da 26ª Reunião Brasileira de Antropologia - Desigualdade na diversidade - Porto Seguro-Bahia*. URL : http://www.abant.org.br/conteudo/ANAIS/CD_Virtual_26_RBA/grupos_de_trabalho/trabalhos/GT%2032/luis%20junior%20costa%20saraiva.pdf (Consulté le 22 Avril 2015)
- Sansot Pierre, 2004 [1996], *Poétique de la ville*, Petite Bibliothèque Payot, Éditions Payot et Rivages, Paris
- Soja Edward, 1996, *Thirdspace : Journeys to Los Angeles and Other Real-and-Imagined Places*, Oxford, Basil Blackwell
- Tabucchi Antonio, 1991, *Requiem. Une Hallucination*, Paris, Gallimard
- Tavares Dias Mariana, 1987, *Lisboa Desaparecida*, Lisboa, Quimera Editores
- Tomàs Julia, 2010, « La notion d'invisibilité sociale », in *Cultures & sociétés*, Sciences de l'Homme n°16 [En ligne], consulté le 16 octobre 2014. URL : http://www.researchgate.net/publication/228333139_La_notion_d%27invisibilit_sociale (Consulté le 14 Avril 2015-

- Venturi Robert, Scott Brown Denise et Izenour Steven, 1977, *Learning from Las Vegas*, Cambridge, The MIT Press
- Veschambre Vincent, 2008. *Traces et mémoires urbaines, enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes, Presses universitaires de Rennes
- Veschambre Vincent, 2010. *Appréhender la dimension spatiale des inégalités : l'accès au « conservatoire de l'espace »* in : *Justice et injustices spatiales*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest.
- Vidal Frédéric, 2010, "Freguesia", in Christian Topalov, Laurent Coudroy de Lille, Jean-Charles Depaule, Brigitte Marin (org.), *L'Aventure des Mots de la Ville à Travers le Temps, les Langues et les Sociétés*, Paris, Robert Laffont/Bouquins: 498-502
- Wacquant Loïc, 2005, « Les deux visages du ghetto. Construire un concept sociologique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005/5 n° 160. URL : <http://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2005-5-page-4.htm> (Consulté le 4 Mai 2015)
- Wacquant Loïc et autres, 2014, « Territorial stigmatization in action », In *Environment and Planning A* 2014, volume 46. URL : <http://www.loicwacquant.net/assets/Papers/Recent-Papers/TERRITORIALSTIGMAINACTION-final-proofs.pdf> (Consulté le 4 Mai 2015)
- Weitzer Ronald, 2014, « The Social Ecology of Red-Light Districts: A Comparison of Antwerp and Brussels », In *Urban Affairs Review*, Vol. 50(5). URL : <http://uar.sagepub.com/content/early/2013/10/07/1078087413504081.abstract> (Consulté le 11 Janvier 2015)



Les usages et les effets de la mise en récit de la mémoire arabe dans le quartier de la Mouraria (Lisbonne)

Jacques GALHARDO

Doctorant en géographie,
UMR 7324 CITERES, Équipe CoST
CNRS-Université François Rabelais

Resumo : *Envolvido num projeto para atualizar o centro antigo de Lisboa, o município procura integrar a Mouraria, que muito tempo permaneceu à margem das políticas públicas. Esta marginalidade tem estimulado o desenvolvimento de uma comunidade portuguesa solidaria, relativamente autônoma, que construiu, ao longo do tempo, formas de resistência eficaz contra a acção pública municipal. Ele leva a memória do fado e uma cultura marcada pela fé cristã. Na década de 2000, um novo grupo de habitantes se instalaram no bairro. Eles reivindicam uma intervenção municipal e a participação no processo de reabilitação da Mouraria. Este grupo molda, por fims, uma narrativa a cerca da memoria do passado mouro. Esta história que acompanha a ação pública local, desaparece no final do programa de reabilitação em favor de uma expressão ostensiva da memória do fado.*

Palavras chave: memoria mourisca, memoria do fado, acção pública, reabilitação, Mouraria.

Résumé : *Engagée dans un projet de valorisation du centre ancien de Lisbonne, la municipalité cherche à y intégrer le quartier de la Mouraria, resté longtemps à l'écart des politiques publiques. Cette marginalité a favorisé le développement d'une communauté portugaise solidaire, relativement autonome qui a su construire, au cours du temps, des formes de résistances efficaces face à l'action publique municipale. Elle porte la mémoire du fado et une culture marquée par la foi chrétienne. Dans les années 2000 un nouveau groupe d'habitants s'installe dans le quartier, revendique une intervention municipale et une participation aux processus de réhabilitation de la Mouraria. Ce groupe façonne, pour cela, un nouveau récit mémoriel autour du passé maure du quartier. Ce récit qui accompagne l'action publique locale, disparaît au terme du programme de réhabilitation au profit d'une expression ostentatoire de la mémoire du fado.*

Mots clés : mémoire maure, mémoire du fado, action publique, réhabilitation, Mouraria.

[Retour sommaire](#)

Introduction

Entre le milieu des années 1970 et la fin des années 1980, Lisbonne passe de statut de capitale d'un empire colonial, repliée sur lui-même, à celui de capitale des marges européennes, objet de la mise en concurrence des hommes et des territoires. Loin de subir les effets de ces mutations, les acteurs publics locaux et nationaux définissent très vite de nouveaux dispositifs d'aménagement des territoires qui leur permettent non seulement de s'adapter, mais aussi de définir des caractéristiques et un profil urbain susceptible d'attirer les capitaux internationaux et les flux touristiques. Les différents Plans Directeurs Municipaux¹ (noté PDM) élaborés à partir du début des années 1990 précisent progressivement l'importance accordée au centre ancien dans les politiques de la ville. La municipalité engage alors la réhabilitation de plusieurs quartiers historiques (Alfama et Bairro Alto) qu'elle définit comme « typiques ». Ces réhabilitations définissent les contours d'un centre ancien qui apparaît ainsi aux yeux des usagers, et les points d'encrages patrimoniaux susceptibles de valoriser économiquement le territoire. Deux quartiers restent à l'écart : la Baixa dont le PDM rend difficile toute intervention et qui se trouve prisonnière de conflits juridiques après l'incendie de 1988 ; et la Mouraria présenté comme le « val des vaincus » (Menezes, 2003), entachée de mauvaise réputation, située à la marge septentrionale et à l'écart du centre ancien.

A partir de 2005, les élus et les services municipaux font de la Mouraria un objet majeur de l'aménagement du territoire. En effet, le quartier est devenu l'un des principaux points de passage entre le centre ancien et le reste de la ville ; il offre les axes qui peuvent conduire les flux touristiques – depuis l'aéroport et des hôtels proches – jusqu'au château S. Jorge et au quartier de l'Alfama ; enfin, il constitue une plateforme de redistribution des flux de transports à toutes les échelles du territoire. L'importance du quartier n'est pas seulement révélée par

les intentions municipales (CML, 2009a), elle se manifeste également par l'arrivée de nouveaux habitants dans le quartier. Les uns et les autres apparaissent néanmoins comme des intrus aux yeux des « fils du quartier » (Menezes, 2004 ; Laranjeiro, Vasconcelos, 2012). Ces derniers bénéficient du soutien d'une ancienne association (*Grupo Desportivo da Mouraria*) qui porte la mémoire du fado et organise les *Marchas Populares*. Les nouveaux résidents font le choix de créer une nouvelle association dont l'objectif est de capter les moyens mobilisés par la municipalité, puis de participer aux politiques publiques de réhabilitation de la Mouraria. Ils vont façonner et introduire assez rapidement une nouvelle mémoire : celle des origines maures du quartier (Galhardo, 2014a). Durant près de trois ans, ce récit mémoriel occupe l'arène publique dans les discours, l'animation culturelle du quartier et permet la production de quelques « marques » physiques sur le territoire. Puis, il s'efface progressivement au profit de la mémoire des origines du fado et des mythes ancrés dans le quartier et portés par les « fils du quartier ». Ce texte a pour objectif d'essayer d'analyser et de comprendre les usages qui procèdent du récit maure et d'en mesurer les effets sur le territoire et sur les acteurs locaux. Le caractère éphémère de ce récit nous invite également à comprendre le rôle joué par la mémoire arabe et sa réception auprès des usagers de la Mouraria.

Nous nous appuyons sur un travail de terrain réalisé entre 2010 et 2014, dans le cadre d'une thèse de géographie. En plus des sources institutionnelles et associatives, nous avons procédé à des entretiens (semi-directifs) auprès des élus, des associations et des résidents. Pour diversifier le matériau de recherche nous avons adopté dans certains cas l'observation participante en nous insérant dans la vie quotidienne du quartier ou en participant aux actions publiques des acteurs locaux.

¹ Le premier plan d'urbanisation de l'ère démocratique date de 1992. Le précédent avait été adopté en 1967.

La Mouraria : un quartier « typique » et pas seulement...

A partir des années 1990 (PEL, 1992), la municipalité de Lisbonne s'engage dans un nouveau cycle de réhabilitations pour son « centre historique » compris entre le quartier de l'Alcantara (à l'ouest) et la freguesia (unité administrative municipale) de Penha de França (à l'Est), le long du Tage. A ce moment-là les centres anciens deviennent des lieux stratégiques de la promotion de la ville dans les politiques urbaines portugaises. Les acteurs locaux se saisissent des cadres normatifs promus par l'UNESCO en matière de patrimoine pour s'assurer une visibilité nationale et internationale : centres historiques d'Evora (1986), celui de Porto (1996), de Guimarães (2001). Ils sont aidés en cela par l'Etat qui apporte une aide financière, mais qui favorise également une certaine décentralisation des responsabilités en matière de réhabilitation et de patrimoine (décret-loi n°69, du 2 mars 1990), puis renforce le partenariat Etat-villes-Régions (loi n°107, du 8 septembre 2001). A Lisbonne, les services municipaux tirent de la réhabilitation de l'Alfama et du Bairro Alto une solide expérience en matière d'aménagement du territoire, mais aussi une bonne connaissance du terrain grâce, notamment, à la création de deux GTL (*Gabinete Técnico Local* – l'un pour l'Alfama et l'autre pour la Mouraria) ; puis, au gré des évolutions des plans d'intervention et des stratégies municipales, d'UP (*Unidades de Projectos*), avant la création du GABIP-Mouraria.

C'est ici que la Mouraria apparaîtrait plutôt comme un quartier atypique dans la mesure où les politiques publiques qui ont été initiées ou projetées depuis la seconde moitié du XVIII^e siècle ont rarement abouti. Catarina Camarinhas (2006) explique, par exemple, que « seules les insuffisances financières du gouvernement et de la mairie ont évité la destruction des quartiers populaires de Alfama et Mouraria, pour lesquels était proposées des cités ouvrières modernes ». Tandis que Marluce Menezes (2009) rappelle la destruction de la place Martim Moniz à la fin des années 1940, puis l'abandon du projet initial suite à la

mort du promoteur. En 1967, un nouveau plan d'urbanisation destine la place au stationnement et à l'accessibilité automobile. Mais la Révolution des Œillets formule de nouvelles propositions qui ne seront pas plus suivies d'effets. Lors de divers entretiens, nos interlocuteurs ont souvent imputés ces difficultés aux stratégies des acteurs privés qui joueraient en contradiction avec les politiques de réhabilitation (Melé, 2011). Or non seulement la municipalité utilise l'ensemble des moyens juridiques, fiscaux ou financiers mis à sa disposition, mais elle est également la principale propriétaire du foncier dans le quartier de la Mouraria. Si l'objectif n'est pas d'analyser, ici, les raisons de ces échecs, en revanche, les abandons périodiques des projets ont fait naître une certaine fatalité chez les résidents les plus anciens et favorisé ce que nous pourrions qualifier aujourd'hui d'« empowerment » ou de « capacitation » (Allain, 2008). De nombreux exemples illustrent ce processus : usages domestiques et entretien de l'espace public (ou privatisations de ce dernier), détournement ou altération du mobilier urbain, transformation de l'habitat sans réelles autorisations, auxquels il faudrait ajouter les usages plus ou moins ostentatoires et variés de la musique et des graffitis dans l'espace public...

Cefaçonnage duterritoireparlesrésidents, à l'écart des normes et des cadres juridiques municipaux, n'est pas que le résultat d'une histoire du quartier : les anthropologues et les sociologues (Menezes, 2003 ; Mendes et Padilla, 2013) ont étudié attentivement la complexité de l'organisation sociale des habitants de la Mouraria en mettant en relief l'articulation de réseaux de voisinage résidentiel, de travail voire de formes de consommations. Les petits commerces et les bistrot « typiques » constituent les carrefours de micro-communautés dont des figures, des personnalités, plus ou moins mobiles, garantissent la souplesse et la cohésion. La plupart de ces figures sont toutes liées au *Grupo Desportivo da Mouraria* (noté GDM), association née en 1936 et qui est chargée de la bienfaisance et de l'animation socioculturelle du quartier. Ces structures qui existent dans la plupart des quartiers de la ville, avaient été imaginées à l'époque du salazarisme pour encadrer les

populations modestes qui affluaient des campagnes, mais aussi pour répondre aux objectifs idéologiques de la promotion du modèle ouvrier.

Finalement, il nous semble que la municipalité a régulièrement délégué aux habitants du quartier la responsabilité de la prise en charge plus ou moins complète du lieu, depuis au moins la deuxième moitié du XIX^e siècle. Elle tire ainsi plusieurs avantages puisque les résidents participent à l'entretien de l'espace public, en assurent la sécurité et l'animation sans devoir recourir à des dispositifs municipaux trop lourds ou coûteux. La contrepartie est un ancrage fort des populations et la construction de ce que les Lisboètes appellent le « *bairrismo* ». Le terme est difficile à traduire en français² ; il désigne la qualité de quartier (« *bairro* ») en ce sens que nous pourrions lui prêter des caractéristiques originales qui en feraient sa typicité. Le « *bairrismo* » peut alors constituer la principale explication des résistances à tout corps étranger au quartier (individus ou politiques publiques municipales) dans la mesure où il incarne une certaine forme de privatisation spatiale par un groupe qui se présente comme une « communauté »³. Dès le début de son intervention (CML, 2009a, 7 ; CML, 2009b, 21), la municipalité a qualifié la Mouraria de quartier « *tipico e popular* ». Elle a ainsi valorisé ce qui faisait résistance à la ville et qui peut alors apparaître comme suffisamment remarquable pour qu'on s'y intéresse, que l'on soit investisseur ou touriste. La singularité du lieu, éclairée de la sorte, perd son immunité et ses capacités de résistances pour devenir paradoxalement un lieu « atypique » au regard de ce qui est

2 Nous aurions pu rapprocher le « *bairrismo* » de « l'esprit de quartier », si ce dernier n'était pas connoté par l'idée de folklore. La « *bairrismo* » n'est pas un folklore dans la mesure où les formes qui s'expriment à travers le quotidien du quartier ne sont pas codifiées par tout ou partie des résidents.

3 Le terme de « communauté » est régulièrement utilisé par les acteurs locaux : l'association *Renovar a Mouraria* (qui baptise son siège « Mouradia – Casa Comunitaria », avec le détournement du mot portugais « *moradia* » : « Demeure – Maison Communautaire »), les entrepreneurs de mémoires (lors des entretiens), mais aussi dans les documents de politique publique, dont le principal pour nous est le PDCM : Programa de Desenvolvimento Comunitario da Mouraria (Programme de Développement Communautaire de la Mouraria).

présenté comme original. Les portes du quartier s'ouvrent et laissent la possibilité à ceux qui entrent de produire des récits mémoriels.

Renovar a Mouraria : un syndrome “Martim Moniz”

La Mouraria est le principal lieu de destination des populations migrantes qui arrivent à Lisbonne, depuis le 19^e siècle. Elle est aujourd'hui encore, le quartier de Lisbonne dont le taux d'étrangers est le plus élevé (Galhardo, 2014a). Les processus industriels, puis ceux liés à la globalisation de l'économie n'ont eu d'effets que sur les échelles des territoires d'origine, en accroissant mécaniquement la diversité des populations. Jusqu'à la Révolution des Œillets (1974) le GDM avait joué un rôle intégrateur en mobilisant sa capacité d'entraide sociale et en animant le quartier autour de fêtes rituelles. Ces dernières favorisaient l'intégration des nouvelles populations aux précédentes⁴ avec le soutien des institutions religieuses et politiques (Cordeiro, 1997 ; Firmino da Costa, 1999 ; Menezes, 2004 ; Menezes et Galhardo, 2014). Depuis le milieu des années 1970, la mobilité des résidents, le vieillissement des cadres de l'association, mais aussi les caractéristiques culturelles et religieuses des nouvelles populations (chinois, musulmans...) ont éclipsé l'association. Par ailleurs, le GDM a façonné et mobilisé un récit qui n'est plus en phase avec les nouveaux résidents, ni avec le contexte politique et social : le mythe des origines du fado⁵ dans le quartier. Le fado a d'abord été un chant et une danse pratiqués par les prostituées. Les politiques hygiénistes l'ont fait entrer dans des maisons

4 Les Marches populaires remontent au 18^e siècle, probablement après le tremblement de terre de 1755 et les travaux de reconstruction qui ont relégué les populations en dehors du cœur de Lisbonne de l'époque (Baixa-Pombalina essentiellement). Les quartiers populaires s'affrontent lors de chorégraphies spectaculaires et défilent le long des grandes avenues bourgeoises. Puis, les Lisboètes font la fête toute la nuit dans les quartiers populaires de la ville. La procession de Nossa Senhora da Saude – la plus célèbre et la plus ancienne de la capitale – est née au 15^e siècle et avait pour objectif de conjurer la peste.

5 Et de son icône, la chanteuse Maria Onofriana Severa.

spécialisées (« casas do Fado »). L'ancrage de cette expression artistique dans les quartiers populaires de la capitale lui a fait acquérir progressivement une certaine respectabilité entre les années 1930 et 1950. Le régime fasciste, pour des raisons de propagande en a fait l'expression « authentique » et « typique » de la culture populaire des quartiers anciens. Après la Révolution de 1974, le fado entre de nouveau en disgrâce soupçonné de connivence avec le régime de Salazar, de la part d'une société qui en rejette les modèles, les récits et les symboles. C'est sans doute l'une des explications du déclin de cette association.

A partir de la fin des années 1990, à l'instar de phénomènes observés dans de nombreuses villes⁶, une nouvelle forme de migration apparaît dans le centre ancien de la Mouraria : des jeunes, principalement portugais, disposant de peu de revenus, mais au capital intellectuel important (étudiants, cadres du tertiaire, professions du secteur culturel...), profitent de la faible valeur immobilière et de l'attrait pour les centres anciens pour s'installer dans le quartier. En 2008, quelques-uns décident de créer une association qu'ils intitulent *Renovar a Mouraria* (noté RAM) et dénoncent (par des pétitions, des interventions dans les médias et des manifestations plus ou moins festives) l'abandon du quartier par la municipalité. Ils exigent alors de celle-ci qu'elle s'implique dans la Mouraria et procède à des investissements pour rénover le bâti et les équipements urbains. Mais l'association ne se contente pas de ces seules exigences puisque face à ce qu'elle considère comme un abandon⁷ de la part

6 P. Peixoto et R. Proença Leite comparent les centres anciens de Recife (Brésil) et de Porto (Portugal) dans un article de *Cadernos Métrropole* n°21 (2009) ; nous pouvons également citer les travaux de M.-H. Bacque sur la Goutte d'Or, J.-Y. Authier sur Lyon, M. Van Criekingen sur Bruxelles, H. Ter Minassian sur Barcelone, P. Melé sur Mexico etc.

7 Extrait de la pétition online du 31 mars 2009 : *Porém, e por incrível que pareça, esta pérola no centro de Lisboa está abandonada, suja, degradada, moralmente abatida, em nada contribuindo para a fotografia do turista que passa/« Malgré cela, et aussi incroyable que cela puisse paraître, cette perle du centre de Lisbonne est abandonnée, sale et dégradée, moralement abattue, n'offrant rien à la photographie du touriste qui passe ».* <http://www.PetitionOnline.com/renovar/petition.html> [consulté en octobre 2009]

des pouvoirs publics, son discours évolue et se développe progressivement pour articuler ces préoccupations matérielles, avec les problématiques socioéconomiques qui traversent le quartier. Dans la même pétition (cf. note 6) RAM étend son argumentation à l'ensemble de l'espace urbain, et même au Portugal, en adoptant un processus classique « de montée en généralité » qui s'enracine dans le patrimoine local. A ce moment-là, elle nous apparaît clairement comme une rivale du GDM en suggérant, comme alternative à une bienfaisance localisée, une solidarité municipale qui exprime manifestement la volonté de l'association de mieux intégrer le quartier à l'ensemble de l'espace urbain.

Toutefois, *Renovar a Mouraria* n'évoque jamais le *Grupo Desportivo da Mouraria* ; ce qui ne l'empêche pas de rechercher auprès des « communautés vivantes » une légitimité forgée dans la mémoire du quartier et de ses résidents. Tournant le dos à la mémoire du fado qui ne correspond pas aux valeurs que cette génération postrévolutionnaire souhaite incarner, elle va entreprendre de façonner un « souvenir ou (un) ensemble de souvenirs conscients ou non, d'une expérience vécue ou non et/ou mythifiée » (Halbwachs, 1925). RAM se tourne alors vers deux caractéristiques du territoire qui n'ont jamais été exploitées par sa rivale et qui lui semblent plus en phase avec ses propres repères : la multiculturalité et les origines maures du quartier éponyme. La première répond parfaitement aux préoccupations des institutions internationales confrontées à l'accélération des mobilités, mais aussi à la construction d'une identité globale qui transcenderait les particularismes culturels (Parsanoglu, 2004). Elle est de ce fait un outil de la gouvernance pour les pouvoirs publics locaux confrontés aux tensions et aux conflits des usages du territoire. De cette sorte, la multiculturalité est parfaitement en phase avec la Mouraria qui concentre une vingtaine de nationalités issues d'Asie, d'Europe centrale, d'Afrique et d'Amérique latine. En évoquant la multiculturalité, RAM fait également un clin d'œil à un maire dont les origines familiales se situent en Inde ; mais elle fait aussi écho aux documents de la planification qui souhaitent faire de Lisbonne « une métropole dynamique, cosmopolite et multiculturelle, à l'avant-garde des

processus de développement économique et social de l'Union européenne »⁸ (CML, 2005). La mise en récit du passé arabe nous apparaît alors comme indissociable de la promotion du multiculturalisme : le passé maure reconsidéré rend cohérent le discours des acteurs publics locaux au regard de certaines caractéristiques du territoire, et il emblématise un quartier au-delà de sa propre échelle par un processus métonymique dont la mise en œuvre est aisée pour l'acteur local considéré.

La municipalité voit dans cette démarche une réponse opportune aux exigences internationales d'associer les résidents des centres anciens aux projets de réhabilitation (UN-HABITAT et UNESCO, 2008). L'opportunité est d'autant plus intéressante que ces acteurs locaux semblent en phase avec les concepts diffusés à travers des textes internationaux qui visent à promouvoir économiquement les territoires : « multiculturalisme », « démocratie participative », « cité créative » etc. (Galhardo, 2013). Un partenariat démarre en 2009 entre RAM et la municipalité dans le cadre d'un financement du FEDER⁹ ayant pour objectif la réhabilitation de la Mouraria. *A contrario*, les résidents, qu'ils soient étrangers ou « fils du quartier » (Menezes, 2004), restent relativement distants par rapport à ces initiatives : les premiers, parce qu'ils ne recherchent pas un enracinement dans le quartier et disposent des structures efficaces au sein de leurs propres communautés ; les seconds, parce qu'ils demeurent attachés au GDM et ressentent comme une intrusion non seulement l'intervention des politiques publiques, mais aussi l'arrivée des nouveaux résidents.

Dans ce quartier lisboète, l'espace public est le prolongement de la fonction résidentielle et dans certains cas, la résidence constitue même une sorte d'arrière-cour de ce même espace. Les usages domestiques évoqués plus haut, et qui contribuent à cultiver les récits d'authenticité des

⁸ *Uma metrópole dinâmica, cosmopolita e multicultural, na vanguarda dos processos de desenvolvimento económico e social da União Europeia*, p. 6.

⁹ Le Fond Européen de Développement Economique et Régional vise à renforcer la cohésion économique et sociale au sein de l'Union Européenne. La Mouraria entre dans le programme de financement 2007-2013.

entrepreneurs de mémoire, illustrent cette fonction du territoire. Les échecs des politiques publiques et les difficultés de *Renovar a Mouraria* à se faire reconnaître par les résidents les plus anciens s'expliquent par cette relation particulière à un territoire dont les pouvoirs publics ont cédé l'usage et l'entretien aux résidents eux-mêmes. Une légende lisboète raconte que le noble Martim Moniz¹⁰, lors de l'attaque du Château S. Jorge serait entré le premier et aurait empêché que la porte ne se referme en faisant de son corps une entrave. *Renovar a Mouraria* semble jouer un rôle proche de celui de la légende en permettant aux politiques publiques de s'inviter enfin dans la Mouraria. Or, le principal vecteur de cette intrusion est la mise en récit de ce passé arabe.

Mise en récit de la mémoire maure

Les fondateurs de *Renovar a Mouraria* sont une nouvelle résidente et un « fils du quartier » qui vit à l'extérieur de la Mouraria, mais a hérité de la maison de sa grand-mère. Lorsqu'ils s'engagent dans l'arène publique, ils rédigent une pétition qui évoque l'abandon du quartier par les services municipaux, dénonce la présence d'ordures, les embouteillages ou les risques d'effondrement de plusieurs immeubles. Un blog est réalisé et ils y exposent principalement des photographies édifiantes, axées sur ces problématiques. La question patrimoniale est centrée sur quelques éléments architecturaux du quartier, présentés vaguement comme anciens : le palais de la Rosa (vendu par la municipalité à un particulier) à l'abandon, le toit de l'église São Laurenço qui s'effondre, et sur les neuf siècles d'histoire qui font référence à la « reconquête » chrétienne. De manière secondaire, l'association fait écho à l'activité folklorique du quartier et à des initiatives festives ou culturelles (fig. 1) qui lui sont plus ou moins étrangères. Assez vite pourtant, elle pilote ses propres activités en réintroduisant

¹⁰ Martim Moniz est une figure légendaire de la conquête chrétienne et plus particulièrement de la prise du château S. Jorge à Lisbonne le 1147, mettant un terme à la résistance maure dans ce qui va devenir la capitale portugaise.

*l'arraial*¹¹, en tentant d'introduire la fêtes des *Janeiras*¹² ou en créant une « rota das tascas »¹³. Il n'est pas question de mémoire arabe et, si les questions socioéconomiques surgissent, l'argument culturel est finalement assez peu mis en avant : il reste un contexte et un moyen pour rendre visible l'activité de l'association et pour en construire une image dynamique.



Figure 1 : Animation de la rue do Benfornoso, danses participatives organisées par le CEM (Centro Em Movimento), proche de RAM

Le blog va attirer un courant de sympathies chez les résidents arrivés dans la dernière décennie (et qui ont accès à Internet), mais aussi au-delà même du quartier, *via* leurs réseaux sociaux : un millier de personnes signe la pétition et ajoute des commentaires en ligne. L'une d'entre-elles va être à l'origine de la construction du mythe

11 Il s'agit de kermesses de quartier qui accompagnent les fêtes de St Antoine qui ne semblaient pas ou plus exister dans la Mouraria. Ces kermesses vont être l'occasion pour l'association de se constituer une trésorerie chaque année, tout en éclipsant le *Grupo Desportivo da Mouraria*. Elle propose un programme musical qui combine 50% de musique portugaise de variété et 50% d'une musique prisée par les jeunes générations (ethnique, rock etc.).

12 Cette tradition semble avoir été pratiquée dans les villes du nord du Portugal, comme un produit dérivé de la tradition des étrennes. En janvier, de jeunes musiciens chantent et jouent devant les portes des maisons et les habitants donnent des friandises, des gâteaux ou de l'argent. Cette initiative de *Renovar a Mouraria* disparaîtra assez vite, faute d'écho favorable chez les résidents.

13 La Route des *Tascas*. Les *tascas* sont de petits bistrotts où on peut déjeuner de manière économique. Ils servent d'abord aux résidents qui cuisinent rarement chez eux. *Renovar a Mouraria* tente ainsi d'entrer en contact avec une population installée depuis longtemps. Elle expérimente, par ailleurs, l'usage des visites guidées.

du ghetto arabe. Adalberto Alves est avocat et président du Centre des Etudes Luso-Arabs de Silves. Il est poète arabophone et arabophile, et à ce titre il a reçu le prix international Sharjah en 2008, décerné par l'UNESCO à des personnalités qui font la promotion de la culture arabe. Il n'habite pas le quartier et vit entre l'Algarve et Lisbonne. Il poste le message suivant : « C'est honteux l'état dans lequel les pouvoirs publics ont laissé un quartier qui symbolise l'une des plus anciennes mémoires culturelles et historiques du pays (...). Il pourrait être un fantastique pôle d'attraction pour le tourisme culturel. Suggérons une récupération avec le petit coup de pinceau mauresque qui s'impose, autant dans la Mouraria que pour l'Alfama. Voyez ce que les Espagnols ont fait, par exemple dans les vieux quartiers arabes de Grenade (...) »¹⁴. Par la nature de l'auteur, mais aussi par les arguments qu'il développe, l'importance de la mise en récit de la mémoire arabe va devenir une évidence pour *Renovar a Mouraria*. L'association se constitue dans les jours suivants et construit progressivement le récit des origines maures du quartier.

Ce récit est proposé par l'association de manière marginale lors des Journées Européennes du Patrimoine de septembre 2008. Le programme concocté par les responsables n'évoque pas explicitement une mémoire arabe, même s'il détourne le nom du quartier pour offrir une soirée de poésie et de chant (qui n'ont rien de maures) dans un petit cabaret sous le titre de « rencontre mauresque »¹⁵. L'association préfère mobiliser des chercheurs (anthropologues et historiens), des architectes et des porteurs de projets culturels, pour sa participation. Néanmoins, une première visite guidée sur le thème de l'histoire du quartier est confiée à l'historienne Gabriela Carvalho. L'année suivante, le récit des origines maures apparaît, cette fois-ci explicitement, dans la programmation des Journées Européennes

14 *É vergonhoso o estado a que os poderes deixaram chegar um bairro que simboliza uma das mais antigas memórias culturais e históricas do país. (...) Poderia ser um fantástico polo de atracção para o turismo cultural. Sugiro a sua recuperação com a «pincelada» mourisca que se impõe, tanto na Mouraria como em Alfama. Veja-se o que os Espanhóis fizeram, por ex., nos velhos bairros árabes de Granada (...).*

15 *Tertulia mourisca.*

du Patrimoine. Adalberto Alves, devenu membre d'honneur de *Renovar a Mouraria* conduit la deuxième visite guidée dans le quartier sous le titre : « après-midi Maure : visite imaginaire de la Mouraria islamique du 12^e au 15^e siècle, à travers des ambiances, des personnages et des costumes »¹⁶. Ce titre révèle, dès le début, un vrai défi pour les entrepreneurs de mémoires : comment construire le récit du passé maure alors qu'il n'existe pas de traces (Veschambre, 2008) de ce même passé ? Quoi qu'il en soit, ce récit est présenté systématiquement aux interlocuteurs de l'association : aux chercheurs lors des entretiens, aux journalistes lors des interventions auprès de l'opinion publique ou aux touristes au cours des visites guidées. Ces dernières s'affirment rapidement comme le principal vecteur de la diffusion du passé arabe, durant les deux ou trois ans qui suivent.

Construction du récit et ses trois principaux volets

En s'appuyant sur les explications d'Adalberto Alves et sur le travail des chercheurs, *Renovar a Mouraria* explique que le quartier s'est constitué après la victoire chrétienne sur les Arabes au 12^e siècle. Le roi aurait alors autorisé les vaincus à s'installer à l'extérieur des murailles dans la partie septentrionale de la colline du Château S. Jorge. Ils font référence à la charte (« *foro* ») conservée aux archives nationales et qui énonce des règles strictes d'usage du territoire. En effet, le quartier (enfermé par des murs et accessible par plusieurs portes gardées) est présenté comme un « ghetto » que les habitants doivent regagner avant le coucher du soleil sous peine de sanctions. Lors des visites guidées, les membres de l'association montrent l'emplacement supposé des portes du ghetto à l'emplacement de certains passages actuels : la célèbre entrée de la rue do Capelão, par exemple, ou encore le porche qui ouvre sur les escaliers qui mènent à l'église de São Cristovão. L'inscription de la Mouraria dans cette temporalité a pour vocation de la lier étroitement à l'histoire de la ville et à celle du

16 *Tarde Mourisca : visita imaginaria à Mouraria islâmica dos seculos XII a XV, atravez de ambientes, personagens e costumes.*

Portugal. La Mouraria est présentée comme une conséquence de cette histoire locale et nationale, mais aussi comme sa forme visible, dans l'espace urbain. Négliger cette forme, reviendrait alors à en faire autant avec la mémoire urbaine et nationale.

Le premier volet du récit des origines maures du quartier permet l'interpellation des élus sur leurs responsabilités et l'importance que revêt le quartier à leurs yeux. La pétition du 31 mars 2009 (citée plus haut), dans sa forme première, est d'abord une lettre adressée au Président de la République, au 1^{er} Ministre, au Maire de Lisbonne et au Président de l'Assemblée municipale. Elle y développe dès le premier paragraphe le passé maure du quartier : « Le nom de Mouraria remonte à 1170, époque d'Afonso Henriques¹⁷, quand le monarque a accordé une charte aux Maures de Lisbonne et a concédé cette zone aux Maures vaincus. Le long de la pente s'étend un enchevêtrement de rues, ruelles, traverses, allées et squares à la beauté unique, une valeur historique et une diversité culturelle inégalée »¹⁸. Les artisans de la pétition placent le récit du passé maure dans une signification ambivalente : d'un côté, ils s'identifient aux populations maures abandonnées après la conquête chrétienne ; d'un autre côté, ils invitent les élus à une réflexion sur la légitimité de leur action publique, en principe inscrite dans la genèse historique du territoire. L'ambivalence court jusque dans l'usage de l'expression : *a Mouraria continua na mesma : sem rei nem roque* ! qui signifie à la fois que le quartier est livré à lui-même, à l'anomie et au désordre ; mais aussi, littéralement : « sans roi, ni tour », où nous voyons une astuce pour désigner les acteurs politiques. Bien que dans un second temps, la lettre va être mise en ligne et servir de pétition pour mobiliser l'opinion publique autour de la défense du quartier, ce débat n'a jamais été excessivement conflictuel. En effet, cette lettre-pétition se termine par : « Conscients

17 Premier roi du Portugal et l'un des principaux artisans de la reconquête chrétienne.

18 « O nome Mouraria remonta a 1170, época de D. Afonso Henriques, quando o monarca deu foral aos mouros de Lisboa e concedeu esta zona aos mouros vencidos. Pela encosta estende-se um emaranhado de ruas, ruelas, travessas, becos e largos com uma beleza única, um valor histórico e uma diversidade cultural inigualável ».

que cette demande s'inscrit dans l'exercice d'une citoyenneté engagée et participative, les signataires espèrent de vos excellences¹⁹ des mesures pour la réhabilitation et la revitalisation de la Mouraria, avec l'urgence que la gravité de la situation commande »²⁰. D'autre part, l'appel trouve très rapidement un écho au sein de la municipalité²¹, comme le rappellent les dirigeants de *Renovar a Mouraria* dans la presse (Filipe, 2010). Enfin, lors de nos premiers entretiens en février 2010, les dirigeants de l'association ont toujours affirmé que leurs expressions publiques ne relevaient pas de critiques vis-à-vis des élus (Melé, Larrue, Rosemberg, 2003) et qu'ils n'ont jamais été en conflit avec la municipalité.

La deuxième partie du récit concerne l'urbanisme et l'architecture du quartier : ses ruelles étroites et tortueuses, les maisons hautes, chaulées et resserrées, ses fontaines, ses grilles de portes considérées comme moucharabieh et les heurtoirs devenus des mains de fatmas..., tous ces éléments seraient, selon les responsables de l'association, caractéristiques de la ville arabe, et donc de ce qu'il en reste. Ils reprennent ici les arguments d'Adalberto Alves qui évoquait dans son message posté en 2009 la structure urbaine de l'Alfama et des villes espagnoles telles que Grenade. Bien sûr, les traces mobilisées par les acteurs locaux (notamment lors des visites guidées) sont largement interprétées et discutables sur le plan historique (Galhardo, 2014b). Cependant, ces efforts témoignent de la conviction acquise par les responsables de l'association de l'importance de la matérialité patrimoniale dans l'action publique et de sa valeur, y compris pour l'économie du tourisme. Ces caractéristiques sont également à mettre

19 Formule de politesse en usage lorsqu'on s'adresse à une personne occupant une charge de pouvoir.

20 *Conscientes de que este pedido se fundamenta no exercício de uma cidadania empenhada e participativa, os signatários esperam de vossas excelências a tomada de medidas para a reabilitação e revitalização da Mouraria, com a urgência que a gravidade da situação justifica.*

21 La municipalité est sur le point de s'engager dans un nouveau plan dans le cadre des fonds structurels communautaires. Elle trouve là les partenaires locaux indispensables pour défendre son dossier auprès des instances de l'UE. L'arrêté municipal qui définit et engage la réhabilitation du quartier est construit en référence à cette pétition et aux demandes de l'association

en perspective avec la volonté municipale de proposer l'inscription de la Baixa-Pombalina auprès de l'UNESCO (UNESCO, 2005). En effet, les médias se font l'écho de cette initiative et des critères qui pourraient être retenus (ou pas) pour ce classement. RAM montre alors que la Mouraria dispose également de caractéristiques remarquables, entrant dans plusieurs des dix critères énoncés par l'UNESCO. Même si l'initiative de *Renovar a Mouraria* reste limitée (sans doute parce que le classement du fado constitue une compensation satisfaisante pour l'association), elle montre que la politique de distinction proposée par les institutions internationales favorise la concurrence entre les quartiers urbains, notamment au cœur des centres anciens.

La dernière partie du récit concerne les résidents eux-mêmes. Là, les discours sont plus complexes et dépendent à la fois des interlocuteurs, de ce (ou ceux) dont on parle et des objectifs recherchés. Par exemple, face à la municipalité qui n'intervient pas assez rapidement, *Renovar a Mouraria* se lamente qu'on oublie une population dont le quartier est étroitement lié à la naissance du territoire national ; devant la presse qui évoque la drogue, la prostitution et les activités illicites, elle argumente que depuis le 12^e siècle le quartier est stigmatisé à tort, car il ne serait pas que cela... La même idée peut être légèrement altérée pour expliquer que le confinement dans un ghetto explique la dégénération des individus et la nécessité de les exclure ou de les « soigner » socialement²² ; face aux acteurs politiques, autrement dit à une autre échelle du territoire, la cohabitation des Maures et des Chrétiens permet de valoriser deux idées majeures : la première est la « multiculturalité » qui vaut à la fois pour le creuset que constitue le quartier (une vingtaine de nationalités différentes, venues du monde entier) ; mais aussi pour de nouvelles populations de niveau socioculturel élevé, qui sont les soutiens de l'association. La deuxième idée est celle de la valorisation de politiques d'inclusion sociale. De ce point de vue, le quartier est constitué ou

22 Cette explication du vice-président est enregistrée en 2010 lors d'un entretien que nous avons effectué dans une tasca au cœur de la Mouraria et au milieu des habitués attentifs à notre échange.

traversé par différents types de populations qui sont considérées par les pouvoirs publics comme marginales : les prostituées, les toxicodépendants, les personnes âgées prises en charge par diverses structures sociales ou les personnes situées en dehors du marché du travail licite...

Avec le passé maure du quartier, les entrepreneurs de mémoire parviennent à combiner l'ensemble des enjeux qui traversent et composent une action publique territoriale en centre ancien : les aspects symboliques de l'engagement des acteurs (et leurs dimensions politiques), les caractéristiques morphologiques du territoire (et les enjeux économiques attendus) et, enfin, les problématiques socio-spatiales (avec l'ouverture du débat sur l'inclusion ou l'exclusion des usagers). Deux remarques peuvent encore être faites : d'une part, la montée en généralité n'a pas été progressive, ni même liée à des interactions complexes entre les acteurs publics (Melé, Larrue, Rosemberg, *ibid.*) : au contraire d'autres cas étudiés, l'association *Renovar a Mouraria* offre un récit achevé, pratiquement « clé en main » et le met à la disposition de partenaires municipaux potentiels qui n'ont plus qu'à s'en servir de levier. D'autre part, malgré l'achèvement structurel du récit, les termes employés sont suffisamment souples, ou plastiques pour permettre les arrangements et les négociations dans le cadre d'une politique de réhabilitation.

Quelques effets des usages du récit maure

En permettant la mobilisation, puis le partenariat des acteurs associatifs²³, le récit du passé maure a accompagné trois interventions municipales dans le quartier. La première fut la réfection du pavement de la rue du Benfornoso qui permet de relier la Place de l'Intendente et la Mouraria.

23 L'association *Renovar a Mouraria* (comme une dizaine d'autres acteurs locaux) signe un protocole avec la municipalité en 2009 et devient membre de la « comissão de parceiros » (commission de partenaires) mise en place pour le *Programa d'Acção da Mouraria*. Celle-ci, pilotée par la mairie de Lisbonne se réunit tous les 4 à 6 mois pour préparer la mise en place du plan de réhabilitation et en assurer le suivi.

Une forte communauté musulmane (pakistanaise, bangladaisienne ou africaine) y réside, autour d'une mosquée très fréquentée. Le recteur, comme les résidents musulmans, ont souvent eu les honneurs de la presse et *Renovar a Mouraria* les a mis en valeur dans les animations du quartier. Ce fut particulièrement le cas lors du festival *Todos – caminhada das culturas*²⁴ qui s'est tenu dans la Mouraria en septembre 2010. La seconde intervention a eu lieu dans la rue das Farinhas qui fut l'un des principaux axes du quartier à l'époque des Maures. Quelques maisons antérieures au tremblement de terre de 1755 permettent aux guides de *Renovar a Mouraria* de revenir sur ce passé, mais c'est également sur cet axe qu'ils mobilisent l'argument des moucharabieh et celui des mains de fatmas. La dernière intervention porte sur la Place Martim Moniz dont l'une des extrémités est marquée par la présence d'un bassin reproduisant la forme d'une étoile à huit branches²⁵ ; et l'autre, par la reconstitution des murailles du château S. Jorge et de sa prise par les chrétiens et Martim Moniz.

Nous retrouvons encore ces marqueurs du territoire, mises en scène patrimoniales, sous la place Martim Moniz, dans l'arrêt de métro éponyme qui raconte la légende de Martim Moniz et des Chrétiens qui prirent d'assaut le château. Dans tous les exemples que nous évoquons, on ne représente jamais les Musulmans. Seuls les barnums situés sur la place ont été présentés comme une évocation des tentes qui existaient dans la Mouraria à l'époque des Maures. Dans la partie la plus ancienne du quartier, la municipalité a établi un circuit touristique avec des bornes installées régulièrement et dont l'une se contente d'indiquer avec prudence : « Ce noyau de la Mouraria, entouré des rues du Capelão et de la Guia, est l'expression la plus authentique du quartier, encore très marqué par le maillage urbain accidenté, proche des racines musulmanes »²⁶.

24 « Tous – le chemin de cultures ». Le slogan est : « voyager à travers le monde sans sortir de Lisbonne »

25 Dite également étoile d'Andalousie. Motif fréquent dans les décors architecturaux arabes.

26 *Este nucleo da Mouraria, disposto em redor das ruas do Capelão e da Guia, é a expressão mais genuína do bairro, ainda muito marcado pela malha urbana acidental, próxima das raízes musulmanas...*

Le récit continue néanmoins de vivre et de s'enrichir à travers les diverses activités de *Renovar a Mouraria*. Nous pensons, par exemple, aux visites guidées dont l'une porte le titre suivant : « Mouraria : de son origine bairriste à l'actualité multiculturelle : 900 d'histoire ». Cependant, peu de circuits touristiques organisés par des tour-operators évoquent le passé maure du quartier. Quant aux guides touristiques, ils diluent ce passé dans celui de l'Alfama, bien plus connu des touristes comme un espace lié au passé arabe de la ville.

Cette difficulté à promouvoir le récit maure comme un récit original et spécifique de la Mouraria, se retrouve dans l'aventure sans lendemain du festival « Noor²⁷ » (fig. 2). Les jeunes créatifs de l'association conduit par des anthropologues qui bénéficient de budgets municipal et européen conséquents, imaginent des installations nocturnes sur le thème de la lumière dans le quartier. Ils le justifient par le fait que la Mouraria a été un ghetto situé dans la partie sombre de la colline du château, tournant le dos au Tage et au soleil. Ils font appel à des plasticiens qui réalisent des installations que les passants peuvent découvrir selon un parcours nocturne fléché. La plaquette des organisateurs explique : « l'intervention effectuée à l'aide de la lumière nous invite à de nouvelles perspectives et dialogues avec les dimensions invisibles et oubliées d'un quartier simultanément populaire, traditionnel et multiculturel, qui dans sa diversité interne rencontre son identité »²⁸. Cette manifestation attire beaucoup d'amateurs d'art contemporain, extérieurs au quartier, mais peu de résidents. Cette scénarisation de la Mouraria contribue essentiellement à façonner et à promouvoir l'image du quartier, mais de manière assez ambiguë puisqu'elle cultive simultanément la part d'ombre et la part de lumière, pour reprendre le concept avancé par les organisateurs. Cette ambiguïté dénoncée lorsqu'il s'agit de solliciter des politiques de

27 Lumière en arabe

28 *A intervenção efetuada com a luz convida a novas perspetivas e diálogos com as dimensões invisíveis e esquecidas de um bairro ao mesmo tempo popular, tradicional e multicultural, que na sua diversidade interna encontra a sua identidade.*

réhabilitation²⁹, devient une caractéristique positive du territoire lorsqu'on s'adresse aux consommateurs de loisirs et de culture.



Figure 2 : Affiche du festival « Noor/Mouraria light walk », des 18, 19 et 20 juillet 2013.

Source : <http://www.vousair.com/cartaz/gratis/event/7345-noor-mouraria-light-walk> [consulté le 11 août 2014]

Les résidents ne sont pas sensibles à ce récit ni aux manifestations qu'il accompagne. Ceux que nous avons été amenés à interroger ne remontent pas l'histoire du quartier au-delà du XIX^e siècle et le rattachent uniquement à la mémoire du fado qui dispose déjà de ses propres récits, notamment à travers les chansons populaires. Ici il faut dire que la présence de populations musulmanes dans le quartier ne facilite pas la diffusion du passé maure auprès des « fils du quartier ». En effet, ces derniers sont assez hostiles à ces populations, souvent en transit, peu intégrées et avec lesquels les conflits d'usages peuvent alimenter des préjugés. A l'opposé, lors d'un entretien avec deux Pakistanais (été 2014), dans le square de Severa, près de l'emplacement du futur buste de Fernando Mauricio³⁰, ces derniers ignoraient totalement le passé islamique du quartier et restaient indifférents à celui du fado. Seul le passé chrétien de la Mouraria était évoqué par mes interlocuteurs. L'un d'entre eux avait dans son portable la photographie du monastère de la Graça, perché sur l'une des collines, et dont les

29 Dans une interview au quotidien *O Publico* (8 février 2010), la présidente de *Renovar a Mouraria*, Inês Andrade, et le vice-président, Nuno Franco, s'efforcent de relativiser la part d'ombre du quartier : *Os responsáveis associativos consideram «um mito» a insegurança no bairro. É estigmatizante, apenas. Não me sinto mais inseguro que em qualquer outra zona de Lisboa.*

30 Chanteur de fado célèbre qui est né et a vécu dans la Mouraria.

cloches ponctuent les heures et les demi-heures de la journée.

Si le récit maure accompagne les actions publiques de réhabilitation et de promotion du quartier, en revanche, il reste très inégalement perçu par les usagers du territoire : les uns en font un signe extérieur de culture et d'identité ; les autres lui sont indifférents ; quant aux derniers, il apparaît comme un élément répulsif.

Conclusion

La mise en récit du passé maure par l'association *Renovar a Mouraria* a d'abord permis aux acteurs locaux de s'affirmer et d'apparaître dans l'arène publique : les uns pour capter les capitaux susceptibles de répondre à leur demande d'intervention dans le quartier ; les autres pour réussir à engager une réhabilitation qui avait rencontré jusqu'ici de multiples formes de résistances de la part des résidents (Giroud, 2007). Il est probable qu'une opposition plus explicite de ces derniers ait été évitée parce qu'ils ne se sont pas sentis concernés par la mise en récit de cette mémoire. Au lieu de cela, c'est l'indifférence qui a prévalu permettant ainsi l'entrée dans le territoire de nouveaux acteurs qui ont esquivé l'obstacle du sentiment d'intrusion. De ce point de vue, la légende de Martim Moniz constitue bien une sorte d'allégorie de la territorialisation. Ici, c'est l'association des nouveaux résidents qui joue le rôle du héros médiéval, et permet l'entrée de la municipalité dans la place. Mais que faire des résidents qui s'y trouvent déjà ? Dans la légende, les vainqueurs leur trouvent un territoire au pied du château, dans sa partie septentrionale. Dans la réalité, ce territoire est une Mouraria déclinée selon d'autres caractéristiques qui ne sont pas celles des « vainqueurs » (*Renovar a Mouraria*). A partir du classement du fado au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2011, le récit maure s'efface peu à peu au profit d'autres traces et marques du quartier. Les anciens résidents et le *Grupo Desportivo da Mouraria* entrent alors dans l'arène publique et mobilisent leurs propres mémoires auprès de la municipalité qui se rapproche sans complexe de ces acteurs.

Cependant, loin d'avoir été éclipsée, l'association *Renovar a Mouraria* continue d'être active dans le quartier avec l'ambition de servir de modèle pour l'ensemble du centre ancien de Lisbonne au sein d'une structure nouvelle appelée « *Bairros* ». L'expérience du récit maure lui a donné une certaine légitimité et une expertise en matière de façonnage, de valorisation et de scénarisation du patrimoine urbain. C'est donc naturellement que la municipalité et les tour-operators la sollicitent pour fournir des guides dans les visites organisées du quartier. *Renovar a Mouraria* pilote le journal de quartier (*Rosa Maria*) qui mobilise les mémoires individuelles et familiales, mais aussi de plus en plus le fado au détriment de la mémoire arabe. Dotée d'un nouveau local qui a été l'objet d'un concept de réhabilitation mené par le cabinet d'architecte *Artéria*, *Renovar a Mouraria* est devenue un bureau d'information pour les résidents, les élus et les services municipaux. La direction a changé et beaucoup de membres pionniers ont quitté l'association au fur et à mesure que *Renovar a Mouraria* se professionnalisait et s'éloignait de ses références et de ses revendications initiales. La directrice expliquait en juillet 2014 que les objectifs avaient été atteints et que *Renovar a Mouraria* se cherchait un nouvel horizon. L'idée même de changer de nom avait été évoquée.

Le récit du passé maure a accompagné la réhabilitation des axes et des principaux lieux du quartier en faisant la promotion d'une action municipale d'autant plus réussie qu'elle laissait apparaître la participation d'une partie des résidents. Ici, le récit a été le vecteur publicitaire de l'action publique. En retour, ce sont les médias qui informaient les résidents des transformations de leur propre territoire, requalifiant l'image de la Mouraria et de ses résidents. Ces axes (rues du Benfornoso et das Farinhas) et ces places (Martim Moniz et Trigueiros) ont bénéficié de l'intervention qualifiée de « hardware³¹ » (Sevilha, 2014) et constituent actuellement des éléments stratégiques dans l'articulation du centre ancien avec le

31 La référence bibliographique est également citée par Marluce Menezes. Les termes de « hardware » et « software » sont utilisés lors de la rencontre entre chercheurs et le directeur du GABIP-Mouraria le 9 juillet 2014.

reste de la ville : ils permettent l'entrée et la sortie du centre ancien, en même temps que son raccordement au reste de l'espace urbain. Cette stratégie répond à la nécessité pour les élus de faire du centre ancien « l'image de marque » (CML, 2005) de la ville dans sa compétition avec les autres villes européennes pour capter les investissements et les flux touristiques. Quant à la mémoire arabe, elle est devenue l'un des éléments parmi tant d'autres de l'offre patrimoniale du quartier.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

- Allain S., 2008, « Penser la négociation en modernité avancée », *Négociations*, Colloque de Cérisy.
- Camarinhas C., 2006, *De l'avenue-promenade au « greenway » : l'utopie de l'Urbain à Lisbonne*, communication au colloque "Cultures et Médiation", Université de Tours.
- CML, 1992, Plano Estratégico de Lisboa - PEL – 1992, 58 p.
- CML, 2005, Lisboa 2012, uma visão estratégica, 122 p.
- CML, 2009a, Caractérisação socio-urbana da Mouraria, in Dados demograficos, UPMouraria, rapport réalisé par E. Gonçalves, 42 p.
- CML, 2009b, As cidades dentro da cidade, programa d'acção, 52 p.
- Cordeiro G.Í., 1997, *Um Lugar na Cidade – Quotidiano, Memória e Representação no Bairro da Bica*. Editions Dom Quixote, Lisbonne, 414 p.
- Filipe, C., 2010, « Movimento para a renovação da Mouraria lançou bases para a desejada requalificação », in *O Publico*, 8 février.
- Firmino Da Costa A., 1999, *Sociedade de Bairro*; Celta Editora, Oeiras, 528 p.
- Galhardo, J., 2013, « Ville et mondialisation : le centre ancien de Lisbonne », in *Le Globe*, n°153, revue de l'Institut de Géographie de l'Université de Genève p. 23-28.
- Galhardo J., 2014a, « Le mythe du ghetto de la Mouraria à Lisbonne : le mise en récit d'un territoire plastique », in *Articulo – Journal of Urban research*, n° spécial, mis en ligne le 9 juillet 2014. <http://articulo.revues.org/2430> [consulté le 10 juillet 2014]
- Galhardo J., 2014b, « As desigualdades, fontes das dinâmicas urbanas no centro historico de Lisboa », in *Cadernos Metropole, Observatorio das Metropoles*, n°32, vol.16, p.513-534.
- Galhardo, J., Menezes M., 2014, *Onde mora a cultura : antes, depois, dentro ou com o planeamento ?*, communication au séminaire International du SIPCUAM (6-7 novembre), Revitalização dos Espaços Pos-Suburbanos. Almada, Lisbonne.
- Giroud M., 2007, *Résister en habitant ? Renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne)*, Thèse de géographie, 527 p.
- Glass R. (dir.), 1964, « Introduction » in Centre for Urban Studies, *London, aspects of change*, Londres, Macgibbon & Kee, p.12-41.
- Halbwachs M., 1925, *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris, édition Alcan. Réed. PUF, 1952, Coll. Bibliothèque de philosophie contemporaine.
- Laranjeiro C., Vasconcelos, C., 2012, « Imagens, memórias e histórias ou o que significa dizer "Eu sou da Mouraria" », in *Cadernos de Arte e Antropologia*, vol. 1, n°1.
- Malheiros J.M. et al., 2012, « Etnicização residencial e nobilitação urbana marginal : processo de ajustamento ou prática emancipatória num bairro do centro histórico de Lisboa ? » in Mendes M. (coord.), *Revista Sociologada FLUP, Sociologia n° thématique : Imigração, Diversidade e Convivência Cultural*, p. 93-124.
- Melé P., Larrue C., Rosemberg M. (coord.), 2003, *Conflits et Territoires*, PU François Rabelais, Tours, 324 p.
- Melé P., 2011, *Transactions territoriales, Patrimoine, environnement et actions collectives au Mexique*. PU François Rabelais, coll. "Villes et Territoires", Tours, 216 p.
- Mendes M.M. et Padilla B., 2013, « Bairro da Mouraria em Lisboa: territorio de convivência cultural e de diversidade », in *Cidade e Territorio*, revue en ligne du Centro de Estudos de Arquitectura, Universidade Autonoma de Lisboa URL :

<http://www.estudoprevio.net/artigos/22/maria-manuela-mendes-beatriz-padilla--bairro-da-mouraria-em-lisboa>, [consulté le 15 mai 2014].

- Menezes M., 2003, *Mouraria: entre o mito da Severa e o Martim Moniz. Estudo antropológico sobre o campo de significações imaginárias de um bairro típico de Lisboa*, Thèse, Lisbonne, LNEC, 450 p.
- Menezes M., 2004, *Mouraria, retalhos de um imaginário: significados urbanos de um bairro de Lisboa*. Oeiras: Celta Editora, 296 p.
- Menezes M., 2009, "A Praça Martim Moniz : etnografando logicas scioculturais de inscrição da praça no mapa social de Lisboa", in *Horizontes Antropologicos*, Porto Alegre, ano 15, n°32, juillet-décembre, p. 301-328.
- Parsanoglou D., 2004, « Multiculturalisme(S) », in *Socio-anthropologie*, n°15,, mis en ligne le 15 juillet 2006, URL : <http://socio-anthropologie.revues.org/416> [Consulté le 26 novembre 2010].
- Sevilha Ana R., 2014, « Entrevista com João Meneses, coordenador do GABIP da Mouraria », in *Traço – Caderno Especial do Jornal Quinzenário Construir*, 11^e année, n°265, 21.03.2014, Olá Mouraria, p. 32-37. Consultable : <https://flipflashpages.uniflip.com/2/7856/326484/pub/html/33.html> [Consulté le 10/6/2015].
- UNESCO, 2005, <http://whc.unesco.org/fr/criteres/> [consulté le 24 décembre 2014].
- UN-Habitat et UNESCO, 2008, *Historic Districts for all*, conférence de Séville, 36 p.
- Veschambre V., 2008, *Traces et mémoires : enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la destruction*, Rennes, PU de Rennes, 315 p.



Revitalizar como e para quem no contexto das intervenções territoriais na cidade interior – o estudo de caso da Mouraria

Madalena CORTE-REAL

CICS.NOVA - Faculdade de Ciências Sociais e Humanas da Universidade Nova de Lisboa.

O presente trabalho integra-se na tese de doutoramento em Estudos Urbanos com o apoio financeiro da Fundação para a Ciência e a Tecnologia (FCT) com a referência SFRH/BD/75760/2011

Resumo : *O presente artigo pretende apresentar uma reflexão sobre a visão relativamente aos bairros antigos tendo em conta as tendências verificadas na Europa desde a década de 80.*

No âmbito das transformações sociais cada vez mais marcadas por processos de mudanças globais com consequências locais, o presente paradigma nas políticas urbanas tende a priorizar uma visão concertada ao nível territorial. Neste sentido, através de um trabalho em parceria, este modelo pretende potenciar, estrategicamente, a competitividade das cidades e o desenvolvimento socioeconómico de territórios que são alvo de intervenção, ao apoiar iniciativas empreendedoras, melhorar o espaço público, dinamizar o mercado de habitação, atrair investimento assim como ao promover novos espaços de lazer e de consumo. Estas abordagens incidem sobre territórios enquanto bens valorativos, onde se exploram novas potencialidades tendo por base políticas culturais que elevem esteticamente a paisagem e recriem uma identidade simbólica local.

Tomando como estudo de caso o bairro da Mouraria em Lisboa e tendo em conta a dicotomia de um território cada vez mais plural e heterogéneo será feita uma reflexão de toda esta conjugação.

Conceitos: Revitalização, reabilitação, competitividade, território, cultura

Résumé : *Cet article a pour ambition de présenter une réflexion sur la vision concernant les quartiers anciens en prenant en compte les tendances vérifiées en Europe depuis les années 1980.*

Dans le cadre des transformations sociales de plus en plus marquées par les processus de changement global, avec des conséquences locales, l'actuel paradigme dans les politiques urbaines tend à donner la priorité à une vision concertée dans les territoires concernés. En ce sens, en mettant l'accent sur le partenariat, ce modèle prétend mettre en avant la compétitivité des villes et le développement socioéconomique de territoires ; mais aussi à appuyer des initiatives entrepreneuriales, à améliorer l'espace public, à dynamiser le marché de l'habitat, à attirer des investissements, tout comme à promouvoir des nouveaux espaces de loisirs et de consommation. Ces approches se concentrent sur des territoires considérés comme des biens de valeur, où de nouvelles potentialités sont explorées, à partir de politiques culturelles qui élèvent esthétiquement le paysage et recréent une identité symbolique locale.

A partir de l'étude de cas du quartier de la Mouraria, à Lisbonne, et prenant en compte la dichotomie d'un territoire chaque fois plus pluriel et hétérogène, nous mènerons une réflexion sur toute cette conjugaison.

Concepts : Revitalisation, réhabilitation, compétitivité, territoire, culture.

[Retour sommaire](#)

Introdução

Este artigo visa contribuir para a reflexão sobre os processos de revitalização na cidade interior tomando como estudo de caso a Mouraria em Lisboa, onde diferentes grupos concorrem para a ocupação do espaço. O território é marcado pela presença de populações com diferentes histórias, culturas e origens socioeconómicas, um conjunto de narrativas distintas que reflectem as forças externas do contexto global.

O conceito de revitalização urbana tem surgido ao nível do planeamento urbano e assenta numa intervenção globalizante que:

“desenvolve estratégias e promove um processo com carácter inclusivo e integrador, capaz de provocar iniciativas, projectos e actuações – de carácter transversal e sectorial, sendo um instrumento de gestão colectiva do território com capacidade para utilizar, como recursos próprios, programas urbanos muito diferenciados, de cariz mais social, económico ou cultural”

(Moura, Guerra, Seixas & Freitas, 2006, 1)

Esta definição é aqui utilizada não porque seja empregue nos programas promovidos pela Câmara Municipal de Lisboa (CML), nem porque se considere o termo particularmente adequado (uma vez que sugere uma necessidade de fazer renascer algo que estava moribundo ou decadente e nesse sentido parece uma expressão bastante pejorativa) mas porque é um conceito que designa um processo abrangente adaptado a um dado território, aproveitando diversas sinergias e tendo em conta diferentes dimensões, pressupostos que se aplicam à intervenção em análise.

O território fica situado no centro histórico da cidade de Lisboa, desce a encosta norte do Castelo e estende-se até à Praça do Martim Moniz. A delimitação física do objecto de estudo refere-se à área que foi considerada no âmbito dos dois programas de intervenção implementados e que está em conformidade com o definido no Regulamento do Plano de Urbanização do Núcleo Histórico da Mouraria publicado no Diário da República (DR), 2ª série, nº 239 de 15 de Outubro de 1997 de acordo com o Plano Director Municipal.

Em termos de dinâmicas sociais, a Mouraria recebeu, no passado, pessoas de áreas rurais que vieram para Lisboa trabalhar, tem sido local de passagem de grupos socialmente marginalizados e, especialmente nas últimas duas décadas, tem atraído população imigrante que imprime uma multiculturalidade que passou a identificar a zona. Finalmente de mencionar a presença de novos habitantes, por vezes apelidados de «imigrantes invisíveis» (Champion, 2001), profissionais e estudantes que permanecem por um período de tempo mais curto e no qual as mudanças na economia e no mercado de trabalho evidenciam consequências profundas no seu modo de vida.

Tendo presente acções desencadeadas em zonas com potenciais activos propensos a elevar uma certa delimitação espacializada na hierarquia territorial, este artigo tem como objectivo apresentar uma reflexão sobre o desenvolvimento destas estratégias políticas urbanas. Pretende-se analisar a forma como um bairro no centro da cidade foi abordado nas últimas décadas face a transformações globais que redefiniram abordagens no panorama da gestão local e os pressupostos subjacentes na intervenção junto destes contextos.

Neste sentido, foram consideradas políticas urbanas e analisados relatórios, princípios e orientações emitidos, a diferentes níveis, em torno de medidas de reabilitação e revitalização em territórios centrais alvo de exclusão social. Do ponto de vista teórico, o foco recai sobre as transformações da gestão urbana, considerando uma abordagem mais empresarial. Pretende-se focalizar a análise no estudo de caso da Mouraria cuja delimitação considerada no âmbito da intervenção ultrapassa aquilo que é considerado como pertencendo ao bairro, não obstante essa demarcação mais reduzida também não ser consensual (Menezes, 2004). O estudo incide na observação directa que ocorre de forma regular desde o segundo semestre de 2011 no sentido de acompanhar o processo de intervenção incluindo a participação nas diferentes actividades assim como o contacto com os vários actores, técnicos municipais, dirigentes de colectividades e associações, moradores e comerciantes. Complementarmente consideram-se dados quantitativos de diferentes instituições e artigos de imprensa.

No Sentido de uma Abordagem Focalizada e Multi-direccionada

Analisar a forma como a cidade se pretende planeada pelos decisores significa ter presente o contexto histórico tendo em conta variáveis predominantes que se encontram interligadas. Assim, enquanto na cidade moderna o planeamento estava focado em intervenções de grande escala, promovendo a expansão das áreas metropolitanas e ordenada de acordo com uma estrutura funcionalista, prevalece, atualmente, na Europa ocidental, uma maior preocupação em medidas localizadas onde a paisagem reflete novas realidades demográficas, diferentes estilos de vida e hábitos de consumo que moldam o desenvolvimento urbano.

No âmbito do aumento da competição no contexto internacional e da reestruturação económica, do desemprego, da necessidade de revitalizar zonas degradadas e obsoletas da cidade desencadeou-se uma tentativa, por parte do poder local, em assumir um papel mais proactivo com novas tendências assentes em medidas empreendedoras tendo em conta a preocupação em atrair investimento e capital humano (Harvey, 1989; Hall & Hubbard, 1996; Jessop, 2000; Mayer, 1991). Com a crescente importância do turismo, consumo e lazer na economia, as cidades têm vindo a publicitar os seus ativos locais e a aumentar despesas em atividades e equipamentos culturais com vista à promoção da imagem da cidade no panorama global (Zukin, 1982, 1995, 2010).

No que diz respeito às transformações ocorridas nas últimas décadas, tendo em conta intervenções em áreas socialmente carenciadas e fisicamente degradadas, as intervenções sociais distributivas anteriores são cada vez mais postas em causa quanto à sua eficácia por parte dos diferentes níveis políticos e medidas sociais tendem a ser submetidas à nova realidade económica (Jewson & MacGregor, 1997; Mayer, 1991; Short & Kim, 1999). A melhoria das redes ou do capital social entre os diferentes grupos, um maior envolvimento cívico e de parceiros privados, nomeadamente do terceiro sector, e a capacitação da comunidade,

são agora vistas como palavras de ordem para atender a tais realidades urbanas. Defende-se a necessidade do território se abrir ao exterior e a entrada de investimento privado, designadamente ao nível do sector imobiliário, passa a ser incentivado em nome de um Estado ativante, capaz de transformar os contextos adversos (Güntner & Walther, 2013; Mayer, 1991, 2007; Peck & Tickel, 2002).

Relativamente a bairros da cidade interior inseridos frequentemente nas denominadas zonas históricas (poder-se-ia questionar o que é e quando passa a estatuto de zona histórica), após um período de desatenção que se estendeu, temporalmente, de forma diferente nos vários países, foi-se assistindo a um interesse em reabilitá-los, tendo em conta, numa primeira fase, o património, a identidade cultural e a qualidade de vida dos moradores locais assente num forte financiamento por parte do Estado no apoio às intervenções no edificado. Esta viragem baseou-se no crescente reconhecimento, que se iniciou nas décadas de 60 e 70 por parte de teóricos e movimentos sociais, das qualidades urbanas dos edifícios que estavam a ser demolidos e na importância em manter quarteirões multifuncionais, nomeadamente o comércio local e o espaço público, para a interacção social aglutinando assim, uma preocupação estética e social.

Paralelamente avança-se no sentido fim de uma era nas sociedades mais avançadas, marcada por um crescimento contínuo, uma situação próxima do pleno emprego e em que o Estado-Providência intervinha de uma forma reguladora e distributiva procurando atenuar as desigualdades sociais. Güntner & Walther (2013) sublinham profundas mudanças no contexto urbano com o crescente processo de globalização, nomeadamente ao nível do mercado de trabalho e de habitação, bem como no aumento de imigração. Com os centros industriais da Grã-Bretanha e França a serem os primeiros atingidos pela crise social e económica, seguiram-se as principais cidades da Europa Ocidental. Os autores referem que face a este cenário, a administração local de muitas cidades começou, na década de 1980, a priorizar estratégias empresariais nas suas políticas urbanas preocupadas com o desenvolvimento económico em detrimento

de investimentos públicos e prestação de apoios sociais. Neste contexto, e para fazer face aos novos desafios, os países, por sua vez, têm vindo a recorrer cada vez mais a arranjos inter-Estados, intensificando a sua participação em organizações internacionais interagindo com novos actores estratégicos, globais ou supranacionais (Kazepov, 2005; Kearns & Paddison, 2000).

Harvey (1989) salienta grandes mudanças das relações sociais capitalistas e acumulação da rigidez fordista para a acumulação flexível. O período do pós-fordismo está associado a uma intensificação da interacção a um nível global, considerando o capital e a mobilidade humana. A produção passa a estar cada vez mais dominada por mercados financeiros e empresas multinacionais (em que o trabalho é marcado por uma maior flexibilização, uma intensificação de fusões entre grupos económicos com vista à maior competitividade e uma constante deslocalização para locais com mão-de-obra mais barata). Os novos modelos de ordem económica representam uma mudança significativa fora das estruturas massificadas de produção e dos mercados de trabalho rígidos que caracterizam o fordismo. Estes aspectos levantam novos desafios ao nível das políticas urbanas tendo em conta a necessidade da cidade se redefinir e encontrar novos rumos no panorama da competitividade internacional.

Em suma, vive-se numa época de profundas transformações sociais, económicas, culturais e políticas, com reflexos evidentes na definição de espaços funcionais e de espaços de identidade ao nível global, nacional, regional e local.

O desenvolvimento tecnológico vem permitir uma rápida circulação de informação, bens, serviços e pessoas. Os espaços de fluxos nas dinâmicas urbanas e territoriais da sociedade de informação e do conhecimento (Castells, 2002) provocam dinâmicas em constante mutação no mundo globalizante. O indivíduo, na Sociedade de Risco (Beck, 1992) desprende-se cada vez mais das estruturas como carreira, classe social, família e género para formas mais instáveis, fragmentadas, flexíveis e lógicas não padronizadas.

Neste contexto, os anos 80 marcam uma crescente reflexão em torno do planeamento urbano, a nível internacional, na sequência de problemas relacionados com a decadência física de alguns territórios, a desigualdade, os problemas ambientais e perda de identidades culturais locais.

Novos desafios colocam-se ao nível do planeamento urbano tanto em termos interdisciplinares como em termos de envolvimento de actores:

“... a tradição tecnocrática do ordenamento do território ou do planeamento urbanístico, baseada na concentração de poderes, na confiança, na capacidade de previsão e na visão homogeneizada da sociedade-alvo, dá necessariamente lugar a processos de cooperação, de compatibilização, de auscultação e mediação, de assunção da incerteza e consequente aceitação da adaptatividade, ou seja, de graus variáveis de regulação adequados aos níveis de conhecimento e consenso”

(Portas, Domingues & Cabral, 2003, 18).

Uma crescente perspectiva integradora implica conceber novas formas de planear o contexto urbano através da participação dos cidadãos incluindo a intenção em envolver aqueles que se mantêm mais à margem dos processos¹.

O conceito de sustentabilidade (*World Commission on Environment and Development [Brundtland] Report, 1987*), assente na satisfação das necessidades do presente sem comprometer a capacidade das gerações futuras de satisfazer as suas próprias necessidades, vem colocar a tónica na qualidade de vida e como esta pode ser melhorada nas comunidades tendo em conta uma perspectiva abrangente, no contexto de sistemas ambientais, sociais e económicos de âmbito local e global.

No panorama europeu, no final dos anos 90, num contexto em que 80% da população vive em cidades implica ter, em linha de conta, por parte da União Europeia, que a sua política tem essencialmente repercussões em contextos urbanos e, consequentemente, a premência de explicitamente resolver os

¹ Como é referido na Recommendation (81) 18 of the Committee of Ministers to member states concerning participation at municipal level.

problemas de desenvolvimento urbano. As cidades passam a ser vistas, cada vez mais, como motores, considerando a produtividade e a competitividade, mas também onde os problemas mais críticos têm que ser combatidos, designadamente as questões ambientais e de exclusão social (Comissão Europeia, 1998).

A *Urban Audit*² vem evidenciar que embora o PIB na maioria das cidades seja maior do que a média nacional é igualmente aí que os problemas sociais estão mais concentrados. Nas cidades auscultadas verifica-se, tendencialmente, uma proporção maior de população idosa quando comparada com os dados nacionais assim como uma percentagem menor do número de jovens. É identificada ainda uma maior polarização territorial, um aumento de poluição provocada pelo tráfego automóvel e uma maior taxa de criminalidade. Destacam-se igualmente alterações nas dinâmicas sociais com o acréscimo de população estrangeira, um aumento de famílias unipessoais e monoparentais, uma proporção crescente de mulheres no mercado de trabalho e uma quebra no sector da indústria parcialmente compensada por mais empregos no sector de serviços (European Commission, 2000).

Emerge assim, nesta altura, uma maior preocupação em torno de territórios de exclusão onde a população continua à margem do desenvolvimento socioeconómico da cidade e para os quais se impõe a necessidade de implementar programas de políticas sociais aplicadas espacialmente.

Ao mesmo tempo, no âmbito da concorrência internacional das cidades, torna-se cada vez mais importante promover paisagens urbanas que contribuam para a atractividade da cidade e da região e neste sentido a descoberta da cultura como importante incitador de revitalização, desenvolvimento e mudança. Cultura ganha assim um novo sentido na relação com economia e consumo (Bianchini, 1993; Featherstone, 1991; Zukin, 1995).

Através de políticas culturais, espera-

² Aplicada em 58 cidades de 15 Estados-Membros entre 1998 e 1999, com o objectivo de recolher dados sobre as condições de vida urbana na Europa

se tornar certas áreas atraentes de forma a chamar investimento, população qualificada e turismo, uma actividade cada vez mais em expansão. O desenvolvimento do marketing territorial, no âmbito da construção de uma imagem, passa a ser uma questão preponderante tendo em conta a preocupação em divulgar o processo, alegando transparência e de forma a captar o investimento privado³.

Miles & Miles sublinham a importância de estratégias de marketing para criar uma representação positiva em torno de uma cidade, sendo essa percepção essencial para atrair investimento estrangeiro (2004). O poder local segue uma posição mais pró-ativa, a fim de destacar a cidade no cenário internacional.

O Estado e o poder local, que se vão apresentando cada vez mais como sendo incapazes de financiar a reabilitação, promovem o investimento privado. À semelhança de outras transferências por parte da autarquia, as funções específicas de prestação de serviços sociais passam igualmente a estar cada vez mais nas mãos de diversas associações e iniciativas privadas que complementam ou substituem as funções públicas tradicionais (Mayer, 1991).

Implementam-se políticas transversais que resultam em iniciativas de revitalização urbana com vista ao desenvolvimento territorial devendo promover as suas características culturais e apoiar iniciativas empreendedoras. Ao mesmo tempo têm como objectivo integrar preocupações, nos bairros desfavorecidos, na melhoria das condições socioeconómicas da população local. O processo assenta numa acção compartilhada envolvendo o sector público de forma multisectorial, horizontal e vertical, com destaque para a liderança do governo local, assim como vários parceiros privados, nomeadamente investidores e terceiro sector, tudo num pretensão espírito de cooperação e abertura das políticas urbanas à sociedade civil.

Movimentos cívicos, ao invés de serem opositores e críticos, passam a ser parte integrante de um projecto. Como refere

³ *Congress of Local and Regional Authorities - Resolution 98 (2000) on historic towns in Europe.*

Mayer (2006), a partir dos anos 80 os movimentos sociais e grupos comunitários na América do Norte e na Europa Ocidental começam a fazer parte do planeamento da “cidade oficial” ao participar na resolução de conflitos e a intervir no mercado de trabalho assim como em áreas sociais. O poder local faz uso de suas capacidades, conhecimento e experiência ao integrá-los em programas municipais. Pretende-se que seja um modelo aberto na forma de captar a realidade, propenso a múltiplas soluções e dinâmicas adaptadas às especificidades dos diferentes contextos.

Quanto a processos de mudança sócio-espacial, estes territórios de exclusão social, são cada vez mais vistos pelo seu valor económico, especialmente no contexto da redescoberta das potencialidades da cidade do interior, como espaços de consumo, nomeadamente lazer e turismo, mas também para uma determinada população que quer viver no centro. Sob esta perspectiva, a cultura começa a ganhar um novo significado, não só como práticas sociais, mas como um elemento-chave para a apropriação e transformação do espaço. Os territórios são redefinidos pelos decisores locais em conjunto com as organizações sócio-culturais assim como empresários sendo as transformações legitimadas pelos meios de comunicação.

No final do século XX, as políticas urbanas são assim cada vez mais influenciadas pela competitividade entre as cidades, pela necessidade de inovação e mercantilização territorial. A preocupação em torno de territórios desfavorecidos passa a sublinhar não só as consequências socioeconómicas para a área metropolitana, mas também a enfatizar as oportunidades de revitalizar certas áreas⁴.

Territórios vistos como marginalizados e fisicamente degradados são reclassificados, a fim de definir uma nova identidade urbana. Como refere Baptista, temas da actualidade como as drogas, a pobreza, o banditismo, o racismo, alimentam a fragilização do espaço público e promovem um distanciamento da vida coletiva e um recuo para espaços

4 Ver Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD: 1998): Integrating distressed urban areas.

interiores. Estes territórios tornam-se lugares a serem entregues ao controle público e manterem-se afastados da maioria dos habitantes até serem convertidos para usufruto lúdico (2005). O que ontem era visto como um território estigmatizado transforma-se numa nova centralidade.

No século XXI, tendo em conta o conceito de paisagem histórica urbana (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization [UNESCO], 2011), património constitui-se como um recurso fundamental na melhoria da habitabilidade das áreas urbanas, do desenvolvimento económico e de forma a fomentar a coesão social num contexto global em mudança (UNESCO, 2013).

O poder da cultura vai-se destacando cada vez mais, visto como um meio para a sustentabilidade e o desenvolvimento onde Estado e poder local repensam estratégias de crescimento e procuram identificar novas fontes de dinamismo. Neste sentido, as indústrias culturais e criativas são alguns dos sectores que crescem mais rapidamente no mundo, bem como o turismo cultural⁵. Em termos competitivos, a cultura torna-se cada vez mais num negócio das cidades (Zukin, 2010), uma estratégia global difundida e rapidamente adotada por atores locais, como forma de impulsionar a economia urbana (Miles & Paddison, 2005).

Em busca de soluções para os problemas locais vestígios do passado são recuperados enraizados na ideia de um património que deve ser preservado justificando o seu resgate. A venda de um imaginário é composto em grande parte pela apropriação e promoção de aspectos positivos de elementos locais. Práticas culturais e memórias são selecionadas, reinventadas e apropriadas tendo em conta o interesse em mercantilizar lugares.

Paralelamente a cidade surge, cada vez mais, como um conjunto de territórios polarizados como nos lembram Mayer (1991) e Sassen (1994). A riqueza económica está altamente concentrada, mas considera-se que o potencial de crescimento existe em todo o tipo de territórios. Nas cidades

5 Ver UNESCO (2013): *The Power of Culture for Development*.

prósperas o nível de qualificação é alto, mas ao mesmo tempo a inclusão social continua a ser uma prioridade-chave da dimensão urbana da política de coesão. A contradição no meio urbano persiste, considerando que os trabalhos estão concentrados nas cidades, mas muitos moradores da cidade não participam no mercado de trabalho (Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung, 2010).

Comprime-se assim, ao nível da unidade territorial, uma preocupação em aglutinar a competitividade urbana e a coesão social, duas agendas aparentemente sobrepostas: a promoção de uma cidade na economia pós-industrial num contexto cada vez mais globalizado e simultaneamente desenvolver formas urbanas sustentáveis (Couch, Sykes & Börstinghaus, 2011).

As presentes perspectivas integradoras de compaginar a maximização económica do território por um lado e minimizar a privação social por outro não significa necessariamente resolver as tensões entre estes objectivos frequentemente incompatíveis (Couch, Sykes & Börstinghaus, 2011). Edwards (1995) salienta a preocupação na regeneração física e económica em detrimento da qualidade de vida das pessoas que vivem nestas zonas desfavorecidas. A mercantilização da cultura e perda de autenticidade (Zukin, 2010), a especulação imobiliária e processos de gentrificação (Smith, 2002 ; Zukin, 1982 ; 2010) e, conseqüentemente, o questionamento dos benefícios destas perspectivas empreendedoras para os antigos residentes são os principais problemas abordados.

Considerando até que ponto é possível ter regimes verdadeiramente inclusivos e promover o direito à cidade, Mayer (1994) e Harvey (1989, 1991) referem que o desafio das políticas e práticas de planeamento urbano consiste em tornar o período pós-fordista mais acessível a grupos marginalizados, a fim de evitar a polarização e na potencialidade para a transformação de um corporativismo urbano progressivo.

Reabilitação no Contexto da Cidade de Lisboa

Em Lisboa, os anos 80 foram marcados por uma queda no sector secundário na Região, um desenvolvimento de serviços de apoio às actividades económicas, principalmente no Concelho, e num aumento de comércio, alojamento e restauração na Área Metropolitana (Salgueiro, 2001). Na segunda metade dos anos 80, tendo em conta a terciarização na cidade de Lisboa, o processo de redireccionamento de edifícios para escritórios é intensificado e a construção para a habitação concentra-se na zona Oriental e Norte (CML, 2004). Este período marca uma forte queda na população de Lisboa, uma tendência que está relacionada com o desenvolvimento de suburbanização, causando um fenómeno de despovoamento na cidade interior.

A internacionalização do mercado imobiliário provoca uma forte especulação e cria novos produtos para segmentos diferentes (incluindo escritórios e condomínios). Além de muitas demolições e construções, a cidade começa, lentamente, a sofrer algumas obras de reabilitação. É um período de grandes transformações em que Portugal adere à então Comunidade Económica Europeia (1986). Como refere Salgueiro (2001), fluem apoios comunitários, adquirem-se novas necessidades e hábitos de consumo, compram-se casas (não só de primeira como de segunda habitação), florescem os empreendimentos e os primeiros grandes estabelecimentos comerciais (centros comerciais e hipermercados). A autora destaca ainda um aumento de rendimentos e habilitações literárias mas também de polarização de desigualdades. Cresce igualmente uma nova consciencialização relativamente a novas preocupações e motivações em torno de questões de cidadania, ecológicas e de qualidade de vida (Salgueiro).

Nesta fase surgem as iniciativas de reabilitação urbana dirigidas aos centros históricos degradados e que na cidade de Lisboa se iniciam com duas intervenções, em Alfama e Mouraria e a criação, em 1986, dos Gabinetes Técnicos Locais (GTL) instalados

nos próprios bairros, na sequência da criação, em 1985, do *Programa de Reabilitação Urbana* (PRU) pela Secretaria de Estado da Habitação e Urbanismo (SEHU) que visava apoiar técnica e financeiramente os municípios. Em 1988 é criado o *Programa de Recuperação de Áreas Urbanas Degradadas* (PRAUD), dá-se a implementação do GTL do Bairro Alto e a extensão da reabilitação a outras zonas da cidade. Em 1992 procedeu-se a um novo alargamento de algumas das áreas de intervenção de cada gabinete.

Estes processos são fruto de uma representação simbólica interior e exterior aos bairros que considerava estes territórios, ao mesmo tempo merecedores e necessitados de preservação como refere Firmino da Costa (1999). O autor sublinha que em Alfama se intensificou com um processo social de insatisfação generalizada por parte da população face à situação de degradação em que o bairro se encontrava à qual se veio juntar população de fora com um manifesto a exigir preservação e qualidade de vida.

Nos últimos cinco anos do século XX, surge um novo ciclo de reabilitação urbana com destaque para a zona do Castelo, Baixa/Chiado e Bairro Alto ao mesmo tempo que predomina o desenvolvimento urbano na zona norte e oriental de Lisboa (CML, 2004).

Como vem referido na *Estratégia de Reabilitação Urbana de Lisboa 2011-2024*, entre 1990 a 2001, continua a haver um esforço no sentido da consolidação da intervenção na reabilitação das áreas históricas através de um aumento dos territórios a intervir, da implementação de mais Gabinetes Técnicos Locais e da disponibilização de mais meios humanos e financeiros. O número de técnicos passa de 70 para 300 e o investimento anual cresceu de 3 milhões de euros em 1989 para cerca de 37,2 milhões de euros em 2001. Como refere ainda o documento, aos Gabinetes Locais cabia gerir, do ponto de vista urbanístico, a área de intervenção, lançar e acompanhar as empreitadas municipais e coercivas, apreciar os processos de obras comparticipadas e prestar social aos moradores. As Juntas de Freguesia, através de Protocolos de Pequenas Reparações, tinham competência para dar resposta às solicitações mais urgentes através de meios financeiros (CML, 2010a).

A reabilitação urbana foi sendo uma preocupação prioritária de diferentes executivos municipais. Ao longo dos últimos 20 anos mais de 450 milhões de euros foram investidos, 74% entre 1990 e 2001 e 26% entre 2002 e 2010 (CML, 2010a). Não obstante este esforço, o fenómeno de perda populacional em Lisboa vai-se mantendo. Entre 1981 e 2011, a população da Área Metropolitana de Lisboa (sem o concelho de Lisboa) teve um aumento de 31% (538.577 habitantes), enquanto a população residente no concelho de Lisboa sofreu uma redução percentual de magnitude quase idêntica representando uma queda de 33% (262.269 habitantes). A uma queda abrupta registada na década de 80, o último censo aponta para uma estabilização ou, possivelmente, uma tendência de inversão deste fenómeno (queda de 3%).

Neste contexto, no âmbito da *Estratégia Europa 2020* e o novo programa comunitário, as propostas para Lisboa vão no sentido de atrair habitantes, nomeadamente contribuir para o rejuvenescimento da cidade e manter a população existente; vitalizar o tecido económico, ao promover a empregabilidade, o conhecimento e o empreendedorismo; reabilitar áreas urbanas degradadas e abandonadas e contemplar, neste processo, o património e o espaço público assim como o alargamento do conceito de centro histórico. Estas medidas levam em linha de conta todas as presentes receitas: promover a cidade inclusiva e sustentável assim como a cultura e a criatividade através de um modelo participativo sempre inovador, capaz de competir, gerar riqueza, emprego e confirmar a identidade de Lisboa num mundo globalizado (CML, 2012a).

Na *Estratégia de Reabilitação Urbana de Lisboa 2011-2024*, com base no Regime Jurídico da Reabilitação Urbana, considera-se ser da responsabilidade privada a reabilitação dos edifícios que deverá ser conjugada com a responsabilidade pública de qualificar o espaço público e modernizar as infra-estruturas e equipamentos. Prevê-se um trabalho integrado entre diferentes actores e um modelo aberto com mecanismos agilizados. Refere ainda o texto que o elevado estado de degradação do edificado “não é compaginável com uma cidade coesa, amigável, acolhedora e competitiva. Na promoção desta imagem

que se pretende vender, a escassez de meios financeiros obrigou, segundo o documento, a repensar a estratégia de reabilitação ou seja, a criar as condições, que o município considera serem facilitadoras para estimular os privados a intervir na reabilitação” (CML, 2010a).

De acordo com a Câmara Municipal de Lisboa, o tipo e o número de licenças revelaram uma mudança por parte de promotores privados, tendo em conta a crise estrutural no alojamento. Desde 2005, os pedidos de licenciamento têm vindo a sofrer uma quebra, com particular ênfase no licenciamento de construção nova, e desde o segundo semestre de 2010, os processos de licenciamento em áreas históricas (cerca de um quinto da cidade) têm registado um acréscimo sendo o número de processos semelhantes ao resto da cidade (CML, 2010a). A autarquia assume a incapacidade financeira e técnica para se substituir aos privados na reabilitação do património. No entender da CML é necessário olhar a reabilitação numa óptica de mercado, não esquecendo contudo a dimensão social do problema (CML, 2010a).

Os objectivos que norteiam o planeamento da cidade de Lisboa incluem, uma forte aposta na reabilitação urbana como se pode constatar nos diferentes documentos: *Programa Nacional da Política de Ordenamento do Território*; *Carta Estratégica de Lisboa*; *Programa Local de Habitação*; *Quadro de Referência Estratégico Nacional*; *Plano Regional do Ordenamento do Território da Área Metropolitana de Lisboa*; *Revisão do Plano de Director Municipal de Lisboa de 2012*. Não é feita contudo referência, nos documentos, como é que possível coadunar a gestão espacial do ponto de vista lucrativo com a garantia do consenso social. Os documentos apontam antes no sentido da posição de alguns teóricos de que, na prática, estas intervenções estão centradas numa perspectiva que pretende, antes de mais, mercantilizar o território (Punch, 2005 ; Smith, 2002).

A Intervenção na Mouraria

Como já foi referido, a intervenção nos bairros da cidade interior, assentou, numa primeira fase, numa preocupação em torno da identidade cultural local, na qualidade de vida dos residentes e num forte apoio em termos de financiamento por parte do Estado na reabilitação física dos territórios, tanto do espaço público como do edificado.

Presentemente, as intervenções envolvem, em maior ou menor grau, inúmeras identidades públicas e privadas, de modo a impulsionar o desenvolvimento socioeconómico dos bairros, torná-los esteticamente atraentes ao olhar do visitante, dinamizar o mercado de habitação e reinventar o espaço público.

Revitalizar o centro urbano tornou-se um termo global para responder à privação e declínio a que muitos territórios foram sujeitos vistos como partes impróprias da vida urbana e que exigem uma intervenção pública de forma a redefinir a imagem e assim contribuir para posicionar a cidade no panorama da competitividade global.

É neste contexto que entra a intervenção da Mouraria, nomeadamente o *Programa de Acção da Mouraria: as cidades dentro da cidade* (CML, 2010b) onde se procura enquadrar as directrizes internacionais, as estratégias definidas para a Área Metropolitana de Lisboa e mais especificamente, inserir o território numa abordagem de conjunto em relação ao restante centro histórico. A iniciativa, cujas obras tiveram início do último trimestre de 2011, obteve financiamento no âmbito do *Fundo Europeu de Desenvolvimento Regional* (FEDER) através do *Quadro de Referência Estratégica Nacional* (QREN) e teve como objectivo intervir no espaço público, em infra-estruturas assim como apoiar algumas iniciativas de âmbito social e cultural. No âmbito de um programa de reabilitação (*Programa de Investimentos Prioritários em Acções de Reabilitação Urbana do Município* - PIPARU) foram ainda intervencionados 36 fogos em 6 edifícios.

Complementarmente foi implementado o *Programa de Desenvolvimento Comunitário da Mouraria* (PDCM), um consórcio composto por cerca de 44 parceiros, dirigido a partir do gabinete local (GABIP - Gabinete de Apoio ao Bairro de Intervenção Prioritária da Mouraria) e essencialmente movido pelo terceiro sector, com elementos das áreas das ciências sociais, de arquitectura e artísticas. As respostas a implementar incidem na promoção do fado, no âmbito do emprego e empreendedorismo (de acordo com o Censos de 2011, cerca de 17% da população estava desempregada quando no concelho de Lisboa a taxa de desemprego se encontrava nos 12%), na intervenção junto da população mais idosa (segundo o mesmo recenseamento, 23% da população tem mais 64 anos e o índice de envelhecimento é de 211%) e na intervenção junto de grupos especialmente vulneráveis (os dados apresentados no *Programa de Desenvolvimento Comunitário da Mouraria* com base em fontes das entidades parceiras, referem que em 2011 cerca de 180 mulheres exerciam prostituição na zona, 200 toxicodependentes eram contactados pela equipa de redução de riscos e 23 pessoas estavam identificados com estando numa situação de sem-abrigo (CML, 2012b).

A Mouraria faz igualmente parte dos territórios BIP/ZIP, um programa criado em 2011 pelo município de Lisboa e que tem como objectivo incentivar parcerias e pequenas intervenções locais considerando 67 Zonas de Intervenção Prioritária, que contribuam para o reforço da coesão sócio-territorial e ao qual se candidataram algumas associações. Destina-se a incentivar a participação da população na melhoria das suas condições de vida através da promoção de uma cidadania activa, contribuir para uma imagem positiva destes territórios e criar um ambiente propício ao empreendedorismo e de iniciativa local (<http://habitacao.cm-lisboa.pt/documentos/1297367449H9pYN4dv1Mg00UU8.pdf>). Mais do que o envolvimento da população, constitui-se como uma forma de trazer financiamento para as diferentes actividades das várias associações. Algumas iniciativas contaram ainda com verbas do Orçamento Participativo onde os munícipes podem apresentar propostas para a cidade e votar nos projectos que considerem prioritários.

Paralelamente foram levadas a cabo inúmeras dinâmicas, sobretudo de índole cultural promovidas e patrocinadas tanto por iniciativa pública como privada. Num contexto de habitação degradada e com cerca de um quarto dos alojamentos vagos a Câmara Municipal de Lisboa tenta atrair investidores através de medidas como o *Open Day* que pretendeu mostrar o imobiliário disponível para venda ou arrendamento na zona assim como o *Programa Reabilita Primeiro Paga Depois* que consiste na venda de edifícios municipais devolutos na cidade, com obrigação de realização de obras de reabilitação permitindo adiar o pagamento.

Uma análise na imprensa nas últimas décadas sobre a Mouraria tendo em conta intervenções desencadeadas anteriormente reflectem estratégias que foram sendo consecutivamente substituídas pelos poderes autárquicos sucessivos. A preocupação em torno da recuperação do bairro torna-se frequentemente assunto nos jornais (Diário de Notícias, 1984). Relembrar a história do bairro, as suas tradições, destacar as carências socioeconómicas (por exemplo o facto de mais de metade das residências não terem casas de banho – O Diário, 1985) assim como os projectos de reabilitação delineados são os temas mais reportados nos anos 80. Na década seguinte as questões em torno da reabilitação continuam a ter um lugar de relevo na imprensa quando se fala deste território e em que se apresentam as propostas e medidas que vão estando em cima de mesa ao sabor das mudanças políticas.

O território surgia assim, para grande parte dos lisboetas, como um espaço vazio (Bauman, 2000), um território com um traçado labiríntico (o que aumenta o sentimento de insegurança) e declive acentuado que, não obstante a sua centralidade, não obriga nem convida à sua passagem (aquando dos actuais passeios turísticos, promovidos por uma associação, era frequente ouvir residentes da Área Metropolitana de Lisboa referirem que nunca tinham vindo à Mouraria).

A Mouraria, com cerca de 5800 habitantes, tem sido atravessada por constantes mudanças e por um cruzamento de narrativas distintas: condições socioeconómicas precárias, marginalidade,

imigrações provenientes de diferentes partes do mundo, a par da entrada de novos residentes, visitantes e empreendedores que, mais uma vez, imprimem novas identidades ao lugar. Esta coabitação suscita necessariamente contradições e tensões, ou seja, a questão é sobretudo intervenção para quem?

Esta zona foi sendo, antes de mais, porta de entrada para a população portuguesa e da Galiza que vieram trabalhar para a cidade de Lisboa. Nas últimas décadas tem-se vindo a assistir à permanência de imigrantes oriundos sobretudo da Ásia que vierem marcar uma nova realidade urbana: exploram comércio de revenda, mercearias de horário alargado, restaurantes e supermercados com gastronomia e produtos dos seus locais de origem. Um estudo de Fonseca *et al.* (2010) identificou 29 nacionalidades diferentes. No início do século XXI, alastram-se actividades ilícitas, nomeadamente tráfico e consumo de substâncias psicocactivas. Por fim, sobretudo nas margens, a área foi sendo marcada por situações de prostituição assim como população em situação de sem-abrigo.

A crescente mobilidade e as novas formas de desenvolvimento de actividades profissionais no período pós-fordista tem trazido novos habitantes, sobretudo *freelancers* e estudantes levando a um rejuvenescimento dos centros urbanos e a uma redefinição de dinâmicas sociais e culturais. São frequentemente críticos do processo ao mesmo tempo que contribuem para a transformação do território e daquilo que eles próprios criticam. “Há um lado de aldeia no meio da cidade” e “Enamorei-me por esta zona” são algumas razões apontadas por moradores recentes, inquiridos relativamente à opção em viver na Mouraria.

O território intervencionado estende-se para dois largos, com especial enfoque para o do Intendente Pina Manique que, a par da requalificação do espaço físico, está a ser alvo de grandes transformações em termos de dinâmicas sociais. Situado nas traseiras de uma das principais artérias da cidade, a avenida Almirante Reis, a zona estava associada a práticas marginais como consumo e tráfico de drogas, prostituição, bem como espaços nocturnos conotados com essas actividades.

Em frente à Mouraria fica situada a Praça do Martim Moniz para onde outrora se estendia o bairro, demolido ao longo dos anos 40 e 50, de forma a permitir uma rápida circulação automóvel e no contexto em que esta arquitectura vernacular era desprezada.

A Mouraria está conotada a uma “cultura popular urbana” (Costa, 1999), na qual se destacam manifestações como a produção e reprodução do fado, a procissão da Nossa Senhora da Saúde, uma das mais importantes e antigas da cidade de Lisboa, e as festividades do Santo António, altura em que diferentes zonas da cidade, num ambiente de forte espírito bairrista, participam num desfile em que concorrem com temas alusivos aos seus territórios e realizam arraiais nas ruas e colectividades.

Enquanto zona identificada como tendo necessidade de ser intervencionada, através de um trabalho em parceria, tenta-se desenvolver o bairro economicamente, redefinir o espaço público e promover os aspectos valorativos de identidades locais com vista à atrair novos habitantes, visitantes e investidores. Para difundir a evolução de uma nova realidade social e espacial do território projecta-se assim uma imagem, contanto com a comunicação social para uma divulgação efetiva de narrativas acerca da Mouraria como espaço urbano que está a renascer.

Na mercantilização da cultura procura-se criar o ambiente adequado tendo em conta o capital simbólico e cultural e que vá ao encontro do estilo de vida e gosto dos consumidores (Featherstone, 1991; Zukin, 1998). Miles & Miles destacam a importância do consumo como um dos principais meios de promoção da identidade da cidade e, para além disso, um factor-chave para determinar os significados com os quais os consumidores vivenciam o espaço urbano. A cidade deve proporcionar uma experiência emocional e nesse sentido, como é referido pelos teóricos, os interventores investem no valor simbólico de consumo não só de bens ou serviços, mas através de uma visão mitificada da cidade dos nossos sonhos (2004).

Ashworth e Tunbridge (2004) salientam, na promoção do património, a importância de enaltecer o orgulho local considerado

como importante em si mesmo, mas também como um requisito para o sucesso da comercialização externa. Neste contexto realça-se a promoção do fado que passou pela criação de uma escola da responsabilidade de uma colectividade com tradição no fado, a colocação de um busto em memória a um fadista do bairro assim como retratos de 26 fadistas ligados à Mouraria expostos nas fachadas de prédios nas ruas do bairro e cujas inaugurações foram muito concorridas pela população portuguesa local.

Os territórios com uma população marcadamente imigrante são igualmente cada vez mais atraentes para fins lúdico-turísticos como é realçado por diferentes autores (Hoffman 2003; Hoffman, Fainstein & Judd, 2003; Shaw, Bagwell & Karmowska, 2004).

Como parte do processo de revitalização, a imagem de um território multi-cultural foi espacialmente espelhada na Praça Martim Moniz uma área aberta que liga a avenida do centro da cidade: “Todos os dias das 10h00 às 22h00 (aos fins-de-semana até às 24h00) é possível viajar de Portugal até África, Brasil, Peru, China ou Japão. Para a descolagem, basta escolher a seu gosto e levar o garfo à boca” (<http://www.ionline.pt/artigos/boa-vida/comida-ha-mundo-dentro-martim-moniz>). Esta área foi reinventada e estetizada para fins de consumo, com muita animação e esplanadas que servem comida de diferentes continentes.

Segundo o responsável da empresa, “O objectivo é revitalizar aquela zona, encaixando com o que já existe na zona envolvente. Queremos trazer sangue novo à praça.” (http://www.dn.pt/inicio/portugal/interior.aspx?content_id=2598213&seccao=Sul). O espaço é parcialmente privatizado e a segurança é assegurada através de videovigilância. Neste processo importa envolver as pessoas certas: “Ao largo [o empresário] trouxe os amigos e conhecidos da gastronomia internacional feita em território luso.” (<http://www.ionline.pt/artigos/boa-vida/comida-ha-mundo-dentro-martim-moniz>).

Essas transformações espaciais são mesmo vistas como um compromisso social que vai ao encontro das necessidades dos consumidores no sentido em que oferece à

cidade um lugar revigorado e, supostamente, cria oportunidades para os moradores locais. O responsável refere que “Na altura apeteceu-me um projecto mais humanitário. Ainda pensei ir um ano para África, mas depois vi esse potencial no Martim Moniz, um largo fantástico abandonado no centro de Lisboa, e quis fazer algo por isto.” Não perdeu tempo a apresentar à autarquia um plano para aproveitar dez dos quiosques que já existiam na praça e criar o Mercado de Fusão com barraquinhas de comida do mundo [Refere que] a tendência dos grandes centros urbanos é dinamizar sítios *trashy*, criando oportunidades para os que cá vivem e os que chegam”. (<http://www.noticiasmagazine.pt/2014/dar-musica-ao-pessoal/?print=1>).

Vários festivais têm ocorrido na pretensão de promover a multi-culturalidade existente como “Há Mundos na Mouraria”, com diversas ofertas artísticas, culturais e gastronómicas, o evento dedicado às “Cozinhas do Mundo” ou “Lisboa Mistura” que inclui uma série de iniciativas que servem para explorar as várias dimensões culturais da Área Metropolitana de Lisboa. “Falamos de música, de dança, de comida e de outras expressões artísticas que nos levam a viajar noutras cidades dentro da cidade de Lisboa.” (<https://www.facebook.com/MercadoFusao/photos/a.476217895724958.127849.472366719443409/894972043849539/?type=1&theater>).

A reconstrução física e simbólica assim como o surgimento de novas actividades e espaços leva a considerar que “não é a Mouraria que era, é outra coisa e não é para os daqui pois esses não vão para os novos espaços”, refere uma técnica da área social entrevistada que trabalha há muitos anos na Mouraria.

Tendo em conta os programas que estão a ser levados a cabo, os interventores directos são constituídos por associações financiadas para implementar diferentes projectos de índole social e cultural. Estas intervenções de desenvolvimento territorial pressupõem, actualmente, que após um apoio público inicial, exista capacidade das respostas locais prosseguirem com as diferentes actividades o que implica a necessidade de estar constantemente à procura de novas formas financiamento.

As medidas passam pela implementação de actividades lucrativas e a candidatura a programas que, presentemente, também pretendem ser apenas catalisadores de um processo ou seja, que as instituições depois tenham capacidade financeira de prosseguir os seus objectivos. Para além disso, assentam comumente em períodos de intervenção relativamente curtos, geralmente anuais e que dificilmente dão respostas a problemas que necessitariam de um trabalho continuado e aprofundado.

Em termos de envolvimento é indiscutível que ganha mais força a participação do terceiro sector que se senta à mesa na construção, tomada de decisão e implementação do processo, está perto do poder local e acaba por ganhar um crescente peso no planeamento territorial. Verifica-se que se impõem associações ligadas às indústrias criativas e empreendedores sociais de quem se espera que tragam ideias inovadoras. Têm uma boa rede de contactos dentro e fora do território, vão constituindo relações com residentes e comerciantes locais, com as colectividades e com a autarquia e possuem *know how* técnico para se candidatarem a fontes de financiamento.

A melhoria das redes entre as diferentes instituições e um maior contacto entre as mesmas, o que contribui para a agilização de procedimentos e a maximização de recursos, foram aspectos positivos apontados pelas instituições e organizações contactadas no âmbito destas intervenções.

Com a conclusão dos programas no final de 2014 e tendo em conta que a zona do Largo do Intendente pertence a uma freguesia diferente, os intervenientes, associações e empreendedores, têm vindo a desprender esta área e a promovê-la como bairro (“Bairro do Intendente”) com uma dinâmica própria. Foi criado um colectivo envolvendo espaços comerciais e projectos culturais recentes e antigos, em torno do Largo e das duas ruas laterais sendo a intenção promover toda a multiplicidade existente.

A população local residente há mais tempo no território e com menos qualificações mantém-se muito à margem destes processos enquanto participação efectiva o que constitui um dos maiores desafios no âmbito

das intervenções territoriais. “As pessoas do bairro não estão envolvidas em nada como os da classe média estão”, diz um morador recente entrevistado. Não são, no entanto, apenas espectadores passivos na medida em que tomam posições como é o caso dos carros que voltaram a estar estacionados no interior da Mouraria depois da sua proibição, nomeadamente num lugar onde foram colocados bancos e que obrigou a repensar a questão do estacionamento e a auscultar a população da zona. Vão mandando recados e fazendo queixas aos técnicos que conhecem devido à proximidade do Gabinete, a outros técnicos da CML e aos próprios Presidentes da Câmara e da Junta de Freguesia.

Considerações Finais

As cidades são constituídas por um conjunto de territórios hierarquizados e ocupados a partir de representações simbólicas tendo em conta as dinâmicas sociais presentes. Ao analisar as transformações socio-espaciais, importa ter em conta, no contexto da globalização, as repercussões socioeconómicas locais e as consequentes medidas consideradas nas políticas urbanas. Assim, na Europa ocidental, após um período de suburbanização massiva e decadência de algumas zonas da cidade a par de problemas estruturais económicos e urbanos ao nível do mercado de trabalho, dos custos energéticos e das finanças públicas, no âmbito da promoção da cidade no panorama internacional, o poder local tem vindo a reinventar e capitalizar as suas paisagens, nomeadamente alguns dos bairros antigos da cidade interior cujo contexto socioeconómico e de degradação física contribuía para que fossem considerados territórios de exclusão. Neste contexto, as políticas urbanas nestas zonas apresentam-se como distintas na medida em que a revitalização física e económica se constituem como objectivos finais. As presentes abordagens incidem sobre territórios enquanto bens valorativos, onde se exploram novas potencialidades e se criam novos espaços de lazer, de produção e de habitação tendo por base políticas culturais que elevem esteticamente a paisagem e redefinem uma identidade simbólica.

As medidas prevêem que, depois de um impulso inicial, a estabilização económica e social se desenvolva com base na iniciativa privada e com um efeito multiplicador. Nestas políticas integradas e que se dizem de desenvolvimento e participação comunitária importa indagar, que interesses prevalecem e que actores participam?

Face às actuais tendências no âmbito das políticas urbanas, a Mouraria, enquanto estudo de caso, torna-se particularmente interessante na medida em que permite constatar não apenas a permanência de formas de vida colectiva e associativa tradicionais como também outras formas vinculadas a novas realidades. Face a múltiplas especificidades culturais e económicas, discursos locais e globais assim como a presente crise com consequências ao nível da estrutura económica actual e das dinâmicas sociais, irrompe um conjunto de contradições, sobreposições, conflitos, oportunidades e resistências.

Na sequência de novas presenças, identificam-se assim, configurações sociais e estilos de vida que não só se transformam mas também que permanecem, situação que tem marcado o território ao longo dos tempos. Olhando para o Largo é indiscutível que a reabilitação do espaço físico constitui o aspecto mais visível assim como a abertura para o exterior e que... *agora está mais disfarçado com gente de fora, mas os problemas são os mesmos*, afirma um antigo residente da zona que foi entrevistado.

REFERÊNCIAS BIBLIOGRÁFICAS

- Ashworth Gregory J., Tunbridge John E., 2004, «Whose tourist-historic city? Localizing the global and globalizing the local», in Lew A. A., Hall C. M. & Williams A. M. (Eds.), *Companion to Tourism*, Malden, Oxford and Victoria, Blackwell Publishing, p. 210-222.
- Baptista Luís Vicente, 2005, «Territórios lúdicos (e o que torna lúdico um território): ensaiando um ponto de partida», *Fórum Sociológico* 13/14 (2), p. 47-58.

- Bauman Zygmunt, 2000, *Liquid Modernity*, Cambridge, Polity Press.
- Beck Ulrich, 1992, *Risk Society: Towards a New Modernity*, London, Sage.
- Bianchini Franco, 1993, *Urban Cultural Policy in Britain and Europe: Towards Cultural Planning*, Australia, Institute for Cultural Policy Studies.
- Brundtland Commission (World Commission on Environment and Development), 1987, *Our Common Future*. Oxford/New York, Oxford University Press.
- Câmara Municipal de Lisboa, 2012a, Novembro, *Lx-Europa 2020 - Lisboa no Quadro do Próximo Período de Programação Comunitário*. Retirado de http://www.fc.ul.pt/sites/default/files/fcul/investigacao/LX_EUROPA_2020.pdf.
- Câmara Municipal de Lisboa, 2012b, Abril 19, *Programa de Desenvolvimento Comunitário da Mouraria*. Retirado de <http://www.aimouraria.cm-lisboa.pt/pdcm.html>.
- Câmara Municipal de Lisboa, 2010a, *Estratégia de Reabilitação Urbana de Lisboa 2011-2024*, Lisboa, Autor.
- Câmara Municipal de Lisboa, 2010b, Junho, *Programa de Acção QREN da Mouraria*. Retirado de <http://www.aimouraria.cm-lisboa.pt/linhas-gerais-do-programa-de-accao/descricao.html>.
- Câmara Municipal de Lisboa, 2009, 29 de Março, *Programa Local de Habitação de Lisboa. Relatório da 3ª fase: Concretizar*. Lisboa: Autor. Retirado de <http://habitacao.cm-lisboa.pt/documentos/1334085131X6jRR2xj3Tg43HG4.pdf>.
- Câmara Municipal de Lisboa, 2007, *Carta Estratégica de Lisboa 2010-2020*. Lisboa: Autor. Retirado de <http://cartaestrategica.cm-lisboa.pt>.
- Câmara Municipal de Lisboa, 2004, *Diagnóstico Sócio-urbanístico da cidade de Lisboa: uma Perspectiva Censitária 2001*, Lisboa, Autor.
- Castells Manuel, 2002, *A Era da Informação: Economia, Sociedade e Cultura*. Vol. I. Lisboa: Fundação Calouste Gulbenkian.
- Champion Anthony, 2001, «A changing demographic regime and evolving

- polycentric urban regions: consequences for the size, composition and distribution of city populations», *Urban Studies*, 38 (4), p. 657-677. DOI: 10.1080/00420980120035277.
- Couch Chris, Sykes Oliver, Börstinghaus Wolfgang, 2011, «Thirty years of urban regeneration in Britain, Germany and France: The importance of context and path dependency», *Progress in Planning*, 75 (1), p. 1-52. <http://dx.doi.org/10.1016/j.progress.2010.12.001>.
- Comissão da Coordenação e Desenvolvimento Regional de Lisboa e Vale do Tejo, 2002, Abril, *Plano Regional do Ordenamento do Território da Área Metropolitana de Lisboa PROT-AML*. Lisboa: Autor.
- Comissão Europeia, 1998, *Desenvolvimento Urbano Sustentável na União Europeia: um Quadro de Acção*: Autor. Retirado de http://ec.europa.eu/environment/urban/pdf/framework_pt.pdf.
- Council of Europe, 2000, *Resolution 98 (2000) of the Congress of Local and Regional Authorities of Europe on historic towns in Europe*. Strasbourg: Author. Retirado de <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?id=837661&Site=COE>.
- Costa António Firmino da, 1999, *Sociedade de Bairro - Dinâmicas Sociais de Identidade Cultural*, Oeiras, Celta Editora.
- Council of Europe, 1981, *18 of the Committee of Ministers to member states concerning participation at municipal level*. Strasbourg: Autor.
- Diário de Notícias, 1984, Setembro 2, «Mouraria em estado de coma».
- Direcção-Geral do Ordenamento do Território e Desenvolvimento Urbano, 2007, Janeiro, *Programa Nacional da Política de Ordenamento do Território (PNPOT)*, Lisboa, Autor.
- Edwards John, 1995, «Social policy and the city: a review of recent policy developments and literature», *Urban Studies*, 32 (4-5), p. 695-712. DOI: 10.1080/0042098950012843
- European Commission (2000). *Inforegio: The results of the Urban Audit are published*. Retirado de http://ec.europa.eu/regional_policy/archive/urban2/urban/pdf/aude_en.pdf.
- Featherstone Mike, 1991, *Consumer, Culture and Postmodernism*, London, Sage.
- Fonseca Maria Lucinda, McGarrigle Jennifer, Esteves Alina, Sampaio Dora, Carvalho Rui, Malheiros Jorge, Moreno Luis, 2010, *Geitonies City Survey Report: Lisbon Executive Summary*, Lisboa, Centro de Estudos Geográficos, Universidade de Lisboa (Polic.). Retirado de <http://Geitonies.FI.UI.Pt/Publication/GEITONIES%20Executive%20Summary%20Lisbon.Pdf>.
- Güntner Simon, Walther Uwe-Jens, 2013, «Aufstieg und Fall der sozialen Stadtpolitik in Europa – das Ende einer Ära?» in Kronauer M. & Siebel W. (Hrsg.), *Polarisierte Städte – Soziale Ungleichheit als Herausforderung für die Stadtpolitik*, Frankfurt/M, Campus, p. 287-308.
- Hall Tim, Phil Hubbard, 1996, «The Entrepreneurial City: New Urban Politics, New Urban Geographies?», *Progress in Human Geography* 20 (2), p. 153-174, DOI: 10.1177/030913259602000201.
- Harvey David, 1991, *Social Justice, Postmodernism and the city*. Retirado de <https://ulkeuysal.files.wordpress.com/2012/04/social-justice-postmodernism-and-the-city-david-harvey.pdf>
- Harvey David, 1989, «From managerialism to entrepreneurialism: the transformation of governance in late capitalism», *Geografiska Annaler*, 71, p. 3-17.
- Hoffman Lily M., 2003, «The marketing of diversity in the inner city: tourism and regulation in Harlem», *International Journal of Urban and Regional Research*, 27(2), p. 286–99, DOI: 10.1111/1468-2427.00448.
- Hoffman Lily M., Fainstein Susan S. & Judd, Dennis R. (eds), 2003, «Introduction», in *Cities and Visitors: regulating people, markets, and city space*, Oxford, Blackwell, p. 1-20.
- Jessop Bob, 2000, «Globalisation, Entrepreneurial Cities and the Social Economy», in Hamel P.; M. Lustiger-Thaler M. and Mayer M. (Eds), *Urban Movements in a Global Environment*, London, Routledge, p. 81-100.
- Jewson Nick, MacGregor Susanne 1997, *Transforming Cities: Contested Governance and New Spatial Divisions*. London and New York: Routledge.

- Kazepov Yuri, 2005, «Cities of Europe: Changing Contexts, Local Arrangement and the Challenge to Urban Cohesion». in Kazepov, Y. (Editor). *Cities of Europe*, Oxford: Blackwell, p. 3-42.
- Kearns Ade, Paddison Ronan, 2000, «New Challenges for Urban Governance», *Urban Studies*, 37 (5–6), p. 845–850, DOI: 10.1080/00420980050011118.
- Mayer Margit, 2007, «Contesting Neoliberalization of Urban Governance», in Leitner H., Peck J., Sheppard E. S. (Eds), *Contesting Neoliberalism: Urban Frontiers*, New York: Guilford Press, p. 110–132.
- Mayer Margit, 2006, «Urban Social Movements in an Era of Globalization», in Brenner N., Keil R. (Eds), *The Global Cities Reader*, New York, Routledge, p. 296-303.
- Mayer Margit, 1994, «Post-Fordist City Politics», in Amin A. (Ed), *Post-Fordism – A Reader*, Cambridge, Blackwell, p. 316-337.
- Mayer Margit, 1991, «Neue Trends in der Stadtpolitik – eine Herausforderung für die lokale Politikforschung», in Blanke B. (Hrsg.), *PVS-Sonderheft: Stadt und Staat*, Opladen, Westdeutscher Verlag, p. 51-71.
- Menezes Marlucci, 2004, *Mouraria, Retalhos de um Imaginário*, Oeiras, Celta Editora.
- Miles Steven & Miles Malcon, 2004, *Consuming Cities*, Hampshire and New York, Palgrave Macmillan.
- Miles Steven, Ronan Paddison, 2005, «Introduction: the rise and rise of culture-led urban regeneration», *Urban Studies*, 42 (5-6), p. 833-839. DOI: 10.1080/00420980500107508.
- Ministério do Ambiente, do Ordenamento do Território e do Desenvolvimento Regional (Setembro, 2007). *Quadro de referência estratégico nacional - Portugal 2007-2013*, Lisboa, Autor.
- Moura Dulce, Guerra Isabel, Seixas João, Freitas Maria João, 2006, «A Revitalização Urbana. Contributos para a Definição de um Conceito Operativo», *Cidades, Comunidades e Territórios*, 12-13, p. 15-34.
- O Diário, 1985, Fevereiro 21, *Mouraria - a ruína das pedras contra a memória dos homens*.
- Organization for Economic Co-Operation and Development, 1998, *Integrating distressed urban areas*, Paris: Author, DOI: 10.1787/9789264162884-en.
- Peck Jamie, Tickel Adam, 2002, «Neoliberalizing Space», *Antipode*, 34 (3), p. 380-404, DOI: 10.1111/1467-8330.00247.
- Portas Nuno, Domingues Álvaro, Cabral João, 2003, *Políticas Urbanas – tendências, estratégias e oportunidades*, Lisboa: Fundação Calouste Gulbenkian.
- Punch Michael, 2005, «Problem drug use and the political economy of urban restructuring: heroin, class and governance in Dublin», *Antipode*, 37 (4), p. 754-774, DOI: 10.1111/j.0066-4812.2005.00524.x.
- Revisão do Plano Director Municipal de Lisboa: Aviso n.º 11622/2012. *Diário da República*, 2.ª série, nº 168, de 30/08/2012.
- Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung, 2010, *Second State of European Cities Report*, Essen, RWI. Retirado de http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/studies/pdf/urban/stateofcities_2010.pdf.
- Salgueiro Teresa Barata, 2001, *Lisboa, Periferia e Centralidades*, Oeiras, Celta Editora.
- Sassen Saskia, 1994, *Cities in a world economy* (Third Edition), Thousand Oaks, CA, Pine Forge Press.
- Shaw Stephen, Bagwell Susan, Karmowska, Joanna, 2004, «Ethnoscapes as spectacle: reimagining multicultural districts as new destinations for leisure and tourism consumption», *Urban Studies*, 41(10), p. 1983–2000, DOI: 10.1080/0042098042000256341.
- Short John R., Kim Yeong-Hyun, 1999, *Globalization and the City*, London, Longman.
- Smith Neil, 2002, «New Globalism, New Urbanism: Gentrification as Global Urban Strategy», *Antipode*, 34 (3), p. 427-450. DOI: 10.1111/1467-8330.00249
- UNESCO, 2013, *The Power of Culture for Development*. Retirado de <http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001893/189382e.pdf>

UNESCO, 2011, *Recommendation on the Historic Urban Landscape, including a glossary of definitions*. Retirado de http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=48857&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Zukin Sharon, 2010, *The Naked City*, New York, Oxford University Press.

Zukin Sharon, 1998, «Urban lifestyles: diversity and standardization in spaces of consumption», *Urban Studies*, 35 (5-6), p. 825-839. DOI: 10.1080/0042098984574.

Zukin Sharon, 1995, *The Cultures of Cities*, Cambridge, Blackwell.

Zukin Sharon, 1982, *Loft Living, Culture and Capital in Urban Change*, Baltimore and London, The Johns Hopkins University Press.



Celebrando a diversidade? Políticas culturais locais e convivência em bairros multiétnicos

Beatriz PADILLA

Socióloga e Politóloga.

*Centro Interdisciplinar em Ciências Sociais -CICS.Nova &
Centro de Investigação e Estudos de Sociologia (CIES-IUL)*

Francisco José CUBEROS GALLARDO

Antropólogo, investigador de pós-doutoramento

Centro de Investigação e Estudos de Sociologia (CIES-IUL)

Resumo : *A globalização tem implicado um aumento da imigração às cidades europeias. No entanto diferentes atores sociais locais celebram, recriam ou (des)aproveitam a superdiversidade nas suas vertentes étnica/racial/cultural recorrendo a estratégias diferentes. Neste sentido, as políticas culturais de gestão da diversidade, às vezes se cruzam-se com políticas urbanas de reabilitação e renovação do edificado que promovem diferentes imaginários e cenários de convivência intercultural. Partindo de duas etnografias multisituadas, neste artigo analisamos os repertórios institucionais, as visões das associações locais e a participação das comunidades migrantes no património intercultural em dois bairros tradicionais localizados em Lisboa (Mouraria) e em Sevilha (El Cerezo).*

Résumé : *La mondialisation a impliqué une augmentation de l'immigration dans les villes européennes. Pourtant, plusieurs acteurs sociaux célèbrent, recréent, mettent à profit ou négligent la superdiversité dans ses aspects ethniques, raciaux ou culturels, en recourant à des stratégies variées. Ainsi les politiques culturelles de gestion de la diversité croisent parfois les politiques urbaines de réhabilitation et de rénovation du bâti, et promeuvent divers imaginaires et scénarii de convivialité interculturelle. En partant de deux ethnographies multisituées, nous analysons dans cet article les répertoires institutionnels, les visions des associations locales et la participation des communautés migrantes au patrimoine intercultural, dans deux quartiers traditionnels localisés à Lisbonne (Mouraria) et à Séville (El Cerezo).*

Introdução

A globalização e as migrações internacionais têm contribuído de forma marcante a mudar a “cara” das cidades europeias, especialmente em alguns bairros. No entanto, esta mudança não se alastra de forma regular a todos os territórios, na medida em que depende da forma como os imigrantes são incorporados nos espaços urbanos, na relação com o tecido social e comunitário e em como as políticas culturais entre outras, atribuem-lhes reconhecimento e (des)valorização.

Estes fenómenos urbanos encontram-se enquadrados no que Hollinger (1995) denominou “diversificação da diversidade” e posteriormente Vertovec (2007) chamou “superdiversidade”. Susanne Wessendorf utiliza a noção de “diversidade do lugar comum” (*commonplace diversity*) definindo-a como a “diversidade étnica, religiosa e linguística que é experimentada como parte normal da vida social pelos residentes locais, e não algo particularmente especial” (2013, 407). Esta autora acrescenta que este tipo de diversidade envolve igualmente atitudes positivas pela maioria dos vizinhos e pelas associações, especialmente nos espaços públicos, embora nem sempre se traduza em “convivencialidade” nos espaços privados. Wise e Velayutham (2010) sugerem o conceito de multiculturalismo quotidiano para descrever a convivência no dia-a-dia, entre os diferentes grupos, salientando ou não as diferenças. Neste sentido, Amin sugere que a “interação habitual” (*habitual engagement*) contribui para que a interação com estranhos na realização de atividades conjuntas interferindo no processo de etiquetação (*labelling*) fácil como inimigo contribuindo também para o estabelecimentos de novas relações” (2002, 970).

A diversidade do lugar comum e/ou a interação habitual, ganham vida sob a forma de uma “relação multicultural vivida” per sé (*lived multiculturalism*), própria da diversidade racial/étnica/cultural das sociedades pós-migratórias, também chamada multiculturalidade (Lentin, 2012, 1270). No entanto, esta visão acontece como parte dum

processo ainda mais alargado de reificação da cultura, na qual tanto os discursos como as políticas são culturalizados. Assim, Lentin diferencia o “multiculturalismo prescritivo” do “multiculturalismo descritivo”, ao argumentar que enquanto o primeiro se refere às políticas e discursos multiculturais, o segundo abrange a co-existência de pessoas de diversas origens numa sociedade determinada (2012, 1277).

Estes modelos de multiculturalismos são abraçados a nível local (explícita ou implicitamente), e plasmados em políticas de convivência (inter)cultural, numa tendência generalizada que podemos denominar por “culturação das políticas”, abrangendo as áreas de reabilitação, de turismo, de desenvolvimento local, a economia, a área social e a área cultural.

Neste trabalho, iremos refletir sobre como as políticas públicas locais, neste caso as culturais e urbanísticas, que modelam o discurso público, têm um impacto na forma como a diversidade é metabolizada e incorporada no contexto do bairro, podendo a diversidade ser avaliada positivamente e aproveitada, ou negativamente e desaproveitada. Partindo de etnografias multisituadas (Marcus, 1995) realizadas no bairro da Mouraria em Lisboa, e no bairro de El Cerezo, em Sevilha, analisamos o modo como estes contextos e territórios têm reagido em relação à questão da diversidade enquanto dimensão onde se observam diferenças étnico-raciais, religiosas e culturais entre populações migrantes e as populações autóctones presentes nestes bairros.

O artigo está organizado em seções. Na primeira, apresentamos brevemente as investigações que dão origem a este texto comparado, fazendo referência à metodologia escolhida e às técnicas de investigação implementadas. A seguir, realizamos a contextualização dos bairros analisados, incluindo uma breve reconstrução das trajetórias históricas e dos perfis urbanísticos e sociodemográficos dos territórios em estudo. Na terceira seção, focamos a análise das políticas públicas culturais em cada bairro, salientando as diferenças e contrastes identificadas no relativo à quantidade e qualidade dessas políticas. Posteriormente, analisamos de forma comparada os

diferentes modos nos quais a diversidade cultural tem sido gerida quotidianamente nestes contextos, descrevendo os vínculos e relações dos grupos e instituições dos bairros em questão. E finalmente, a modo de conclusão, resumimos os resultados do trabalho, e a partir deles, arriscamos uma breve reflexão sobre o potencial das políticas públicas e as suas implicações na gestão da diversidade cultural a nível local, a partir dos bairros estudados

Metodologia

Este trabalho baseia-se em dados etnográficos extraídos de dois projetos de investigação independentes. O projeto “Culturas de convivência e superdiversidade”, financiado pela Fundação para a Ciência e a Tecnologia de Portugal (FCT), focou-se na Mouraria e o projecto “Relações interétnicas e participação democrática. Estratégias associativas dos imigrantes latino-americanos residentes em Sevilha”, financiado pelo Ministério de Educação e Ciência espanhol (MEC), no El Cerezo.

A escolha dos bairros parte do fato de ambos contextos terem acolhido recentemente uma quantidade significativa de população imigrante, que não é invisível nem passa despercebida aos moradores e frequentadores destas localidades. No entanto, além do crescimento objetivo da diversidade cultural nas suas ruas, ambos contextos tem-se convertido em alvo preferencial da ação política via intervenções de políticas públicas de corte cultural. Tanto a Mouraria como El Cerezo tem sido construídos no discurso das autoridades municipais ou locais, como espaços que condensam a diversidade e que, em consequência, precisam duma intervenção política prioritária. Não obstante, e como teremos oportunidade de demonstrar, estes discursos tem assumido formas diferentes em cada caso. Assim, enquanto na Mouraria se reconhece o valor potencial da diversidade, ao mesmo tempo, se tenta reforçar o valor deste potencial a través das políticas públicas; no caso de El Cerezo a ação institucional tem assumido um caráter higienista, limitado a intensificar a vigilância no bairro, por um lado, e a garantir o ajuste

e respeito a um padrão urbano genérico que não reconhece nem valoriza a visibilidade ou presença da diversidade cultural no espaço público. Em definitiva, e além das diferenças que separam estes bairros, a nossa aposta na comparação é uma tentativa de recolher e classificar as consequências de dois modos muito diferentes de lidar com a diversidade cultural, a qual é politicamente reconhecida como prioritária na intervenção pública local.

Para a análise do caso da Mouraria, os dados empíricos foram recolhidos entre 2010 e 2012, focando o olhar tanto nas relações e na convivência entre os residentes, comerciantes e líderes associativos autóctones e imigrantes, como nos discursos e planificação de políticas culturais a nível local, embora também se tenha acompanhado o processo de reabilitação da Mouraria após a finalização formal do projeto, ao longo dos últimos anos, especialmente no que toca às mudanças no tecido associativo, social e comunitário. No caso de El Cerezo, os dados foram recolhidos entre 2008 e 2011 e centraram-se nas relações quotidianas entre os vizinhos do bairro, olhando com particular atenção para as dinâmicas associativas e a influência das políticas públicas municipais.

As etnografias multisituadas (Marcus 1995) têm sido construídas a partir duma combinação de técnicas de recolha de dados, destacando fundamentalmente a observação participante e a entrevista em profundidade. As entrevistas foram realizadas a sujeitos com perfis diversos e com níveis desiguais de influência na vida social destes bairros, incluindo líderes das associações locais, comerciantes, autoridades políticas e técnicos municipais. A observação participante focou-se na identificação e recolha de diferentes dimensões da vida quotidiana dos vizinhos e foi desenvolvida tanto nos espaços públicos destes bairros como em espaços semi-públicos (lojas, sedes de associações) e privados. Contudo, a observação dedicou especial atenção à celebração de eventos interculturais de carácter extraordinário (embora com tendência a tornarem-se regulares) como festas e celebrações que animam e procuram a participação dos vizinhos, oferecendo a quem os visita, uma expressão condensada das relações entre eles, ressaltando a diversidade cultural.

Territórios de diversidade

Os bairros estudados da Mouraria e El Cerezo envolvem uma diversidade étnica, racial, religiosa e cultural que são apreciadas de forma diferente. Uma descrição de cada território resulta instrumental para poder acompanhar o nosso raciocínio.

A Mouraria, bairro histórico e tradicional de Lisboa, desde os seus primórdios, compreendeu as vertentes da diversidade e da estigmatização, evocando no seu nome a população moura que foi confinada a esse espaço durante a reconquista cristã, convivendo de perto com outros grupos excluídos como os judeus. As muralhas da cidade atravessavam as suas fronteiras, reforçando a visão do bairro como um espaço fronteiriço. Nesta altura, a capital portuguesa tornou-se, para alguns autores, uma cidade cosmopolita (Gaspar e Fonseca, 2005). Apesar disso, a diversidade das populações na cidade não diminuiu ao longo do tempo. Ao invés, manteve-se ou aumentou:

“Nos séculos seguintes, as viagens marítimas e o comércio ultramarino proporcionaram uma grande abertura de Lisboa aos contactos com outros povos e culturas, embora o país se fosse tornando cada vez mais periférico no contexto europeu e do mundo desenvolvido. Entre os séculos XV e XVII foi particularmente relevante a vinda para Lisboa de um elevado número de escravos africanos, estimando-se que, no período da dominação filipina, representariam cerca de 10% dos habitantes da cidade”

(Fonseca 2008, 69)

No entanto, foi só depois do brusco processo acelerado pela Revolução dos Cravos (25 de Abril de 1974), que chegaram a Portugal, especialmente a Lisboa, portugueses retornados das ex-colónias (aproximadamente 500 mil) e um número indeterminado de cidadãos provenientes de África, sobretudo de Angola, Cabo Verde e Moçambique, entre os quais indianos vindo deste último país. Ainda assim, para Fonseca (2002) “o crescimento da imigração para Lisboa começou a ganhar visibilidade apenas a partir de meados dos anos oitenta” (p. 50), após a adesão de Portugal à União Europeia que aconteceu em 1986.

Desde início do Século XXI, uma crescente diversidade cultural evidencia-se no bairro da Mouraria, por ser uma zona de oferta de habitação a baixo custo para grupos sociais imigrantes mais frágeis do ponto de vista onde se concentra um elevado número de pessoas oriundas de África e Ásia (UPMouraria, 2010), quer como moradores (maioritariamente em regime de aluguer), quer como comerciantes. Assim o antigo arrabalde tem-se tornado num espaço de consumo imigrante, cosmopolita e cidadão. No jornal online “Ponto Final” (<http://pontofinalmacau.wordpress.com/>), o bairro é anunciado como multiétnico, referindo que “no bairro lisboeta da Mouraria a China faz fronteira com Moçambique, Guiné, Nova Iorque, Ucrânia, Bangladesh, Índia ou Nepal”. Esta presença é ilustrativa da história do bairro que acolheu várias vagas de imigrantes, africanos e indianos das ex-colónias nos anos 1970s e 1980s, e tornando-se mais multicultural posteriormente.

Assim a Mouraria é sem dúvida o espaço mais diverso da cidade, incluso de Portugal, no qual estão representadas 51 nacionalidades diferentes, sendo as principais as de Bangladesh (23%), Índia (13%), China (13%), Brasil (9%), Nepal (8%), Roménia (6%), Paquistão (3.5%), Cabo Verde (3.2%), Angola (3.1%), Espanha (2.3%), Guiné Bissau (2.1%), Senegal (1.6%), Itália (1.2%), Ucrânia (1.2%), Moçambique (1.1%) e Santo Tomé e Príncipe (1.1%), entre outras (entrevista a Lucinda Fonseca no jornal Rosa Maria, nº8, 2015). A presença destes cidadãos tanto de países terceiros como de europeus, tem variado ao longo do tempo, intensificando-se nos últimos 15 anos, pelo que é possível aplicar o conceito de superdiversidade (Vertovec, 2007), sendo que esta é evidente nas ruas, nos espaços públicos, no comércio e restauração e exhibe diferentes modos de convivência e coexistência (Fonseca et al. 2012; Padilla et al., 2015). Neste sentido, a superdiversidade abrange não só os aspectos étnicos, culturais e de origem, mas também a presença de diferentes gerações, existindo uma sobre-representação de populações idosas empobrezidas.

Paralelamente, além de multiétnico, o bairro acolhe vários imaginários contraditórios. Se bem por um lado a Mouraria transita entre o tradicional e

o cosmopolita (Mendes, 2012), sendo considerado o berço de ícones nacionais, como o fado, especialmente ressaltado desde o reconhecimento do Fado como património imaterial da humanidade em 2011, por outro, tem sido identificado como um espaço de desvio, criminalidade e perigosidade, tráfico e consumo de drogas, prostituição e delinquência, embora estes problemas não estejam necessariamente associado aos imigrantes. Dai que tanto autores como vizinhos sugeriram que não existe uma Mouraria mas várias (Mendes 2012, Menezes 2004 e 2009, entrevistas a moradores realizadas durante o trabalho de campo). Por outras palavras, a Mouraria é um bairro ou território imaginado cujas fronteiras não coincidem com uma delimitação político-administrativa específica, dificultando a recolha de estatísticas oficiais. De acordo com os dados dos Censos de 2001, 6,8% dos asiáticos recenseados em Lisboa, moravam no pequeno bairro da Mouraria, sendo que 8,44% dos habitantes eram de origem estrangeira. Dez anos depois, os Censos de 2011, ilustram um maior crescimento e diversificação da população imigrante, concentrada em grupos etários mais jovens, relevando a diferença etária da população autóctone, já mais muito envelhecida. No entanto, o tecido social é bastante precário, com 18% da sua população a receber prestações sociais (Diagnóstico Social da Mouraria). A maioria dos imigrantes são arrendatários (ou sub-arrendatários), alugando os apartamentos disponíveis, geralmente em condições precárias e sobrelotados. Contudo nos últimos anos alguns imigrantes com recursos ou investidores estrangeiros, tenham comprado casas e inclusivamente prédios no bairro (aproveitando a política de “*vistos gold*” criada em 2012 para cidadãos de países terceiros e desde 2013 de isenção fiscal para europeus).

Por outro lado, mais recentemente, outros residentes e consumidores ocuparam também a Mouraria, - os denominados “*gentrifiers*” (Barata Salgueiro, 2006) ou *gentrifiers* marginais (Malheiros et al., 2013 citando Rose, 1984) encarnados nos estudantes universitários estrangeiros provenientes do Programa de intercâmbio Erasmus, artistas e jovens alternativos que

valorizam o bairro quer pelas possibilidades e proximidade dos consumos cosmopolitas e étnicos, como pelos preços dos arrendamentos bem mais baratos do que noutras zonas da cidade. Os preços acessíveis são na verdade uma consequência das más condições das moradias, pelo que tem sido um factor de atracção para os imigrantes que lá residirem como igualmente a proximidade para desenvolverem a sua vida comercial e laboral, como empregadores ou empregados, dada a localização de duas infraestruturas comerciais de dimensão considerável como são o Centro Comercial da Mouraria (CCM) e o Centro Comercial do Martim Moniz (CCMM). No entanto devemos notar que a denominação de *gentrifiers* não deixa de ser questionável ou controvertida, já que no caso da Mouraria a gentrificação vai acompanhada de um processo de etnicização, o que pode implicar processos de fragmentação e segmentação mais complexos (Malheiros et al., 2013), podendo levar a diferentes resultados nos processos de “*misturas*” (*mixing*), quer étnica, social e cultural, ainda a decorrer, e que estão influenciados quer pelas políticas quer pelo contexto macroeconómico geral no país (crise económica).

Um problema evidente no bairro, para além da degradação das geral dos arruamentos e do edificado, é a falta de espaços públicos abertos bem como a deterioração dos equipamentos sociais existentes. Esta situação deriva da génese do bairro; da forma não planificada como foi concebido, originando uma trama densa e desorganizada, que cresceu ao longo dos séculos, na encosta da muralha da cidade de Lisboa. Em consequência, a Mouraria apresenta ainda hoje uma topografia difícil, com uma malha compacta, ruas de difícil acesso, estreitas e curvas onde «a densidade construtiva limitou a criação de espaços livres, pelo que a maioria destes se encontra no interior dos quarteirões para uso exclusivamente privado, funcionando como um prolongamento das habitações e sendo muitas vezes ocupado por construções ilegais » (Rodrigues, 2012, 61). Os espaços públicos são escassos e resultam fundamentalmente da confluência de ruas, do derrube de edifícios, ou áreas criadas mais recentemente, como a Praça do Martim

Moniz, inaugurada em 1997, na qual vários e sucessivos programas têm sido ensaiados desde a sua inauguração, para dinamizar económica e culturalmente o espaço (Menezes, 2009).

Os trabalhos de requalificação realizados na Mouraria visaram reverter os imaginários negativos sobre o bairro. Com efeito, este território tem uma longa história de intervenção urbana, com vários programas implementados ao longo do tempo (Menezes, 2009). O último que está a decorrer na actualidade é conhecido como , Plano de Desenvolvimento Comunitário da Mouraria (PDCM), no qual participam várias entidades locais. O Plano é coordenado pela Câmara Municipal de Lisboa (CML) e está organizado em parcerias com as associações, as juntas de freguesia, o Alto Comissariado para as Migrações (ACM), entre outras instituições.

Dentro do conjunto de acções previstas (algumas já realizadas entretanto) relativo às políticas de renovação urbana, tem-se destacado algumas iniciativas que visam tornar os quarteirões em áreas culturais específicas vinculados a políticas turísticas, que têm como objectivo a inclusão do bairro da Mouraria no mapa e roteiro turístico da capital de Lisboa, tomando como exemplo um território que representa simultaneamente uma mistura do tradicional com o cosmopolita, tendo cativando tanto o turista como os consumidores alternativos.

Em 2011, Lisboa foi nomeada e reconhecida como cidade intercultural, integrando a partir desse momento a rede de cidades interculturais. Este reconhecimento deveu-se principalmente ao trabalho desenvolvido pelo Festival Todos de 2009, que teve lugar na Mouraria e que a partir de 2012, deslocou-se para outra zona degradada da cidade (São Bento e Poço dos Negros). Tal como fora na Mouraria e no Intendente no passado, este evento cultural teve, como objectivo celebrar a diversidade ao mesmo tempo que desenvolver o território através da realização de obras públicas e investimento sócio-comunitário.

A presença de imigrantes em El Cerezo é mais recente, enquadrando-se nas transformações demográficas

experimentadas na sociedade espanhola durante as últimas três décadas, especialmente desde fins dos anos noventa. Estas mudanças obedecem simultaneamente a um conjunto de fatores entre os que cabe destacar a aparição de novos nichos laborais, que demandam mão de obra precária nos chamados mercados secundário (Piore, 1979), num contexto de crescimento económico de base especulativa; a agudização da crise económica, política e institucional nos principais países de origem dos imigrantes, especialmente nos latino-americanos; e nas vantagens legais comparativas que alguns grupos de imigrantes, como o caso dos latino-americanos, encontraram para entrar ao Estado espanhol (isenção de visto devido a acordos bilaterais). Estas razões provocam um aumento importante no número de imigrantes residentes em Espanha, que se vê refletido em Sevilha. Se em 1996 a capital andaluza apenas contava com 3.755 habitantes de nacionalidade estrangeira, representando o 0,54% da população total da cidade, em 2010 os estrangeiros atingem 47.106 pessoas, representando o 6,70% do total de habitantes de Sevilha (INE, 2011).

No entanto, a inserção residencial destas pessoas não se distribui de forma uniforme entre os bairros da cidade, mas se concentra no distrito da Macarena, e mais especificamente no bairro El Cerezo. Este processo de concentração residencial determina a evidente visibilidade dos imigrantes no território, e por conseguinte a sua incorporação ao discurso político e dos média como “problema”.

Assim, El Cerezo é um bairro muito diferente da Mouraria, tanto pela sua localização geográfica dentro da cidade de Sevilha, como pela sua trajectória histórica recente. Falamos neste caso de um bairro periférico no físico e no simbólico, localizado nas margens geográficas da cidade e nas margens dos discursos sobre a cidade. Este pequeno bairro, localizado ao norte da cidade, conta com 2.650 habitantes, dos quais quase 1.000 eram imigrantes em 2008 (Torres et al., 2011), embora este número se tenha reduzido moderadamente, devido ao impacto da crise económica entre as famílias imigrantes, que frequentemente têm-se traduzido em novas estratégias de migração

que se traduzem na escolha de novos destinos ou no regresso ao país de origem. Trata-se do bairro que alberga a maior comunidade de imigrantes em Sevilha. Sublinhe-se que a chegada desta imigração é um fenómeno muito recente que data de 1998, facto a que não é estranho a história recente do bairro, já que foi construído há menos de cinquenta anos. Todavia, os seus residentes autóctones continuam a ser a primeira geração do bairro, estando actualmente envelhecidos, tal como acontece na Mouraria.

A imigração no El Cerezo tem experimentado um crescimento exponencial num curto espaço de tempo. As comunidades de imigrantes mais numerosas, com destaque para os latino-americanos (mais da metade dos estrangeiros registados no bairro), os marroquinos e os nigerianos, só chegaram a ter uma presença significativa no bairro durante os últimos quinze anos, numa etapa que coincidiu com a diminuição da população autóctone no bairro. De acordo com Torres et al. (2011, 87) os anos compreendidos entre 2000-2008, indicaram um aumento da população estrangeira em 820 indivíduos (33,61% do total) enquanto que se constatou uma quebra de 713 indivíduos (30%) entre a população autóctone.

Os novos vizinhos têm-se incorporado no bairro maioritariamente em regime de aluguer. Tanto os imigrantes como os autóctones, moram em blocos de apartamentos construídos nas décadas dos anos sessenta e setenta. No total, o bairro El Cerezo conta com 1.053 apartamentos¹, que representam a totalidade deste tipo de unidades residenciais existentes, os quais foram construídos pelo empresário local Gabriel Rojas, e destinados a um regime misto de venda livre e de arrendamento. Neste sentido, quando construídos, não faziam parte dos planos de habitação social do *Instituto Nacional de Vivienda* franquista (Instituto Nacional da Habitação), daí que o seu perfil arquitetónico respondia igualmente a um modelo urbanístico desenvolvimentista que pretendia acomodar em grandes blocos a amplas camadas da população que sofriam do déficit de habitação em outras partes

¹ Datos fornecidos por AAVV El Cerezo <http://www.sevilladirecto.com/andres-aranda-el-cerezo-no-es-un-barrio-con-problemas-de-seguridad-donde-se-respet-a-los-inmigrantes/>

da cidade, ou aqueles que chegavam a trabalhar à cidade procedentes do meio rural dos arredores. Este modelo de construção vertical implica um modelo habitacional de alta concentração, que se traduz numa alta densidade populacional, que pela sua vez tem derivado num problema sério de carência de espaços públicos (Cuberos e Martín, 2012). Esta escassez de áreas públicas são efectivamente uma realidade, sendo que na prática, estão limitados a estreitas aberturas entre os blocos de apartamentos e algumas praças públicas de reduzidas dimensões.

É importante ressaltar que a chegada de imigrantes ao El Cerezo não só tem contribuído para o aumento da diversidade étnica do bairro, como tem alterado profundamente a estrutura etária do mesmo. Perante uma população autóctone envelhecida, os imigrantes situam-se maioritariamente na faixa etária entre os 20 e os 40 anos. Esta heterogeneidade nas idades dos grupos traduz-se em formas diferenciadas de ocupar e utilizar os espaços do bairro. Nesse sentido, o aumento da diversidade étnica do território coincide com o aumento de outras formas de diversidade que incidem igualmente na vida quotidiana. Assim, o aumento exponencial e multidimensional da diversidade tem contribuído para que a imigração seja construída no imaginário dos moradores como um ponto de inflexão que marca o antes e o depois na vida do bairro e nas relações entre os seus habitantes.

Políticas públicas: intervenção urbana e políticas culturais

Seguindo Lahera, definimos as políticas públicas como «os cursos de acção e fluxos de informação relacionados com um objectivo público, definidos de forma democrática; desenvolvidos pelo sector público (*governo nacional, local, nossa inserção*) mas que frequentemente envolve a participação do sector privado. Em definitiva, é um assunto de poder e de astúcia quem engloba ou inclui a quem» (2008, 43). Assim, as políticas públicas envolvem decisões sobre a alocação de recursos, como e onde investir os dinheiros públicos. No exemplo aqui trazido a lume, o caso das cidades e dos bairros,

é de relevar que as câmaras municipais ou *ayuntamientos* (*instituição homóloga em Espanha*), procurem ter uma ampla participação e aceitação dos particulares (quer empresas, comerciantes, associações e vizinhos) na captação e diversificação de investimentos e compromissos. Cada vez mais, as políticas culturais são vistas como um instrumento específico das políticas públicas e sociais, devido ao potencial de intervenção social nos territórios em causa, tendo como objectivo central a diminuição da desigualdade entre a população residente. Este fenómeno é conhecido como a culturização das políticas. Neste sentido tanto Landry (2000) como Florida (2002), mencionam que é cada vez mais recorrente a utilização do património histórico-cultural como veículo de estratégia de valorização e recuperação do edificado e do espaço urbano degradado já que oferecem uma oportunidade única de converter territórios desvalorizados em áreas competitivas com potencial de desenvolvimento, ainda que as estratégias impliquem a recriação de imagens e memórias sobre os ditos espaços (Zukin, 1995).

Nos últimos tempos, as cidades através das suas câmaras ou *ayuntamientos*, e/ou os agentes locais, são «responsáveis de desenhar ferramentas de políticas específicas para dar respostas mais precisas e ajustadas a nível local, tentando mitigar as práticas de exclusão e de segregação, tanto para os recém-chegados, como para os residentes de longa data. Em consequência, é preciso reconhecer que, a nível das políticas, estamos perante uma nova realidade, na qual o transnacional, o nacional e o local se intersectam, produzindo cenários que variam consoante o encontro destas forças» (Oliveira e Padilla, 2012).

No caso de Lisboa, mais concretamente em relação ao bairro da Mouraria, a CML ao longo de várias décadas desenvolveu planos de intervenção (Mendes, 2012; Menezes, 2009) no entanto foi em 2010 que o Presidente da Câmara Municipal de Lisboa solicitou a realização de um plano de desenvolvimento específico para a Mouraria, mudando o tipo de abordagem. Enquanto as anteriores se preocuparam unicamente com os aspetos físicos e urbanos, a nova abordagem envolveu uma preocupação

social e comunitária. Assim, esta decisão implicou a determinação de investir no contexto social, convertendo a CML em mediadora e líder desta mudança, a qual pode ser interpretada como uma estratégia para ultrapassar as diferenças existentes entre as várias Juntas de Freguesia que abrangem a Mouraria (hoje é diferente dado que a Junta de Freguesia de Santa Maria Maior reúne no seu seio as juntas de freguesias de menos dimensão), e outros atores sociais com uma visão mais crítica, dando como resultado o Plano de Desenvolvimento Comunitário da Mouraria (PDCM). Para o efeito, desenhou-se um plano de intervenção que abrangeu diferentes eixos. Por um lado, a renovação/reabilitação urbana do parque habitacional, acompanhada de um plano social e comunitário com efeito no tecido social, que valorizasse a diversidade, especialmente no que concerne aos contributos dos imigrantes e de outros elementos de diversidade (casas regionais, organizações de carácter desportivo, associações locais, entre outras), procurando uma verdadeira «revitalização social» (PDCM).

A decisão e compromisso político sobre a concretização do plano desenhado para a Mouraria, é ilustrado claramente na própria decisão do Presidente da CML de instalar o seu gabinete no Largo do Intendente. O plano tem como objectivos principais o de limpar/melhorar a imagem do bairro, ao mesmo tempo que visa a promoção da economia e dos negócios a nível local, associados ao turismo e aos novos consumos. O plano apresenta metas a médio e longo prazo, nomeadamente o fomento de oportunidades de emprego, a formação e qualificação dos seus moradores, a promoção da participação e capacitação da sociedade civil o melhoramento da utilização dos espaços públicos, o acesso à saúde para todos e a valorização do bairro. O que se pretende no final é a melhoria da(s) identidade(s) do bairro, com vista a atingir uma maior coesão social, qualidade de vida, segurança, auto-estima e diversidade da população; sendo implementado através de uma série de projectos comunitários orçados globalmente num milhão de euros.

O documento Grandes Opções do Plano da Câmara Municipal de Lisboa de 2012 (atualizado em várias ocasiões inclusivamente

em 2015), define seis eixos de intervenção para a cidade: a) cidade amigável (inclui as políticas de interculturalidade); b) bons serviços urbanos; c) cidade de oportunidades; d) cidade sustentável; e) cidade competitiva, inovadora e descentralizada; e f) governo eficiente e participativo. O documento defende que «a cidade que queremos é uma cidade aberta e cosmopolita, que valoriza os bens públicos, o espaço público e a igualdade de oportunidades no acesso aos direitos sociais» (p. 4). Neste sentido a referência à cidade aberta e cosmopolita assim como a valorização do espaço público e a concretização dos direitos sociais, plasma-se diretamente na Mouraria no seu Plano de Desenvolvimento Comunitário (PDCM) como já foi referenciado. Como veremos mais a frente, as políticas de corte cultural têm um impacto importante no território.

No caso espanhol, o bairro El Cerezo destaca-se de maneira oposta ao caso português na medida em que se verifica uma ausência de qualquer interesse na valorização da diversidade cultural do espaço. Com efeito, este território tem padecido de uma falta crónica de intervenção política já desde a sua origem (Torres et al., 2011, 29). As políticas aplicadas no El Cerezo têm consistido em medidas isoladas, baseadas geralmente em princípios genéricos que não consideram a singularidade do bairro. Só a denominação das ruas tem permitido um tímido reconhecimento do impacto da imigração nesta zona de Sevilha. Neste sentido, a antiga Avenida Pedro Gual Villalbí - denominada em homenagem a um ministro franquista catalão - foi rebaptizada como *Avenida Trabajadores Inmigrantes*. Esta foi efectivamente uma intervenção pontual, sendo que posteriormente não tem existido qualquer política municipal que pretenda viabilizar a diversidade cultural local nem a sua incorporação como critério de gestão política.

As intervenções políticas no El Cerezo têm estado limitadas a medidas esporádicas sobre problemas concretos, desde uma perspectiva que pode ser considerada como inspirada no modelo «higienista» de gestão da cidade. Estas medidas aparecem geralmente como soluções de urgência perante situações problemáticas, levando a que os discursos políticos se foquem em

torno das questões conflituosas, como o consumo de álcool na rua ou os horários de abertura/encerramento do pequeno comércio local. Neste sentido, a ausência duma política específica e diferenciada sobre a diversidade cultural não deixa de ser, como afirma Muller (2000), um posicionamento político ante a gestão dessa diversidade. Ao desaproveitar a possibilidade de construir um discurso integral sobre a diversidade, que a valorize e que facilite o seu aproveitamento em diferentes níveis, a diversidade cultural local tem estado simbolicamente associada a problemas de convivência que são os que no discurso político, concentram a atenção e justificam a intervenção política.

A gestão quotidiana da diversidade cultural na Mouraria e El Cerezo: uma análise comparada

Os dois bairros estudados permitem apreciar dois modelos claramente diferenciados de gestão da diversidade cultural. No caso da Mouraria, observamos políticas que enfatizam positivamente o valor da diversidade, que apostam na sua visibilização como parte da identidade de um dos bairros do centro histórico de Lisboa. Embora esta valorização positiva implica também uma culturalização (e etnicização) das políticas que enfatizam os aspectos culturais como uma estratégia possível de promoção de políticas focadas nas dimensões económica, social e política. No caso do El Cerezo, observámos um bairro periférico de pouca visibilidade e onde as instituições locais têm aplicado algumas intervenções desconectadas, as quais não reconhecem de forma positiva a diversidade cultural. Por outro lado, quando esta é salientada, é reivindicada indirectamente como um problema que gera conflitos de convivência entre as várias comunidades de imigrantes.

Assim consideramos essencial fazer uma reflexão comparada sobre três dimensões: 1) as percepções sobre a diversidade cultural, 2) o uso do espaço e 3) os regimes de convivência (inter)cultural.

Percepções sobre a diversidade cultural entre os vizinhos do bairro

Na interação diária das populações na Mouraria, (compreendida pelos autóctones, imigrantes, jovens, idosos, *gentrifiers* e alternativos; residentes e consumidores) surgem problemas próprios da convivência. Alguns estão relacionados com a gestão quotidiana dos assuntos do bairro tais como o lixo na via pública, os maus-cheiros, o desrespeito pelos horários estabelecidos legalmente, o uso adequado do espaço público e semi-público. Nas observações efetuadas nas reuniões públicas convocadas pela CML, e em conversas informais com residentes e comerciantes, vários potenciais conflitos e desentendimentos foram salientados. Enquanto alguns vizinhos criticaram as condutas de alguns imigrantes quanto a gestão do lixo (não respeitarem os horários nem a forma de despejo), alguns comerciantes autóctones manifestaram por exemplo um mal-estar com os comerciantes estrangeiros, nomeadamente os chineses por poderem usufruir de políticas fiscais benéficas, ressaltando em simultâneo que os mesmos, são bons clientes e cumpridores.

Por outro lado, outros desacordos intergeracionais e interculturais englobam a população mais idosa que se manifesta insatisfeita com o uso do espaço público e os horários nocturnos tardios dos jovens (estudantes, alguns jovens oriundos do Programa Erasmus, etc.) e por vezes dos imigrantes.

Contudo, no que toca às políticas públicas, quer as de cariz urbanístico e de reabilitação, quer as de cariz cultural, têm incorporado elementos da diversidade cultural como um aspecto positivo de diferenciação do território. Com efeito, existem políticas culturais, sociais e económicas que procuram ganhar com a diversidade trazida pelos imigrantes, incorporando-a não só no imaginário do bairro (espaço cosmopolita, multiétnico, e multicultural) mas igualmente ao nível dos consumos: gastronomia, vida nocturna, espectáculos musicais, moda, produtos étnicos, entre outros. Ao mesmo tempo e especialmente após o reconhecimento do fado como património imaterial da humanidade, fomentaram-

se novos consumos e elementos culturais associado à cultura tradicional, popular e típica portuguesa, desde a promoção do fado até as marchas populares e arraiais que celebram anualmente os santos populares. Ainda, algumas associações locais tem mudado alguns aspetos da sua intervenção, desenhando programas que tem como alvo os imigrantes.

A programação cultural do bairro abrange desde a culinária exótica e popular (caril e sardinhas por exemplo), visitas temáticas guiadas ao bairro até noites de fado vadio e cinema ao ar livre. Nesta encruzilhada, convivem a celebração do étnico e multicultural com o tradicional e popular, numa simbiose programada e estimulada mas que não chega a reprimir a existência de estereótipos sobre os imigrantes nem desemboca em socialidades cruzadas e vínculos fortes entre imigrantes e autóctones.

Em El Cerezo, a chegada massiva de imigrantes muito concentrada no tempo, tem favorecido a formação de uma imagem traumática da imigração por parte da comunidade nativa. A inclusão destes novos moradores não tem sido experimentada como um processo gradual e controlado, mas como uma mudança abrupta e desordenada. Enquanto muitos vizinhos moradores espanhóis assumem esta mudança de maneira responsável e solidária, um sector significativo desta comunidade, associa a imigração a um processo desequilibrante, que desafia os seus próprios valores e que põe em risco a convivência no bairro. Esta visão negativa, reforça ideais pouco favoráveis sobre os imigrantes, que não reconhecem legitimidade à presença estrangeira no bairro - ou que a menospreza se comparada com os autóctones -, o que dificulta que sejam considerados como habitantes *de pleno direito*. Esta reticência em reconhecer os imigrantes como moradores iguais e legítimos residentes do bairro, foi reforçada por padrões de sociabilidade que não favorecem a formação de redes conjuntas entre imigrantes e autóctones. A explicação quanto às dificuldades de interação em El Cerezo entroncam, na nossa opinião com os diferentes perfis de ambas populações, expressas nas diferenças culturais e etárias, mas também com um contexto mais amplo de degradação geral das condições de vida e

a ausência de políticas públicas adequadas à realidade do bairro.

Neste bairro sevilhano, as intervenções políticas assentam em discursos sobre a identidade *de baixo perfil*, que não reconhece a peculiar realidade cultural do bairro, estando limitadas à aplicação de critérios genéricos de índole higienista. Neste quadro de intervenção política, as culturas dos imigrantes não são incorporadas nos critérios e desejos de intervenção no bairro. As manifestações culturais, só são abordadas como objectos sobre os quais é preciso intervir e transformar, com o objectivo de resolver os problemas de coexistência do bairro, dando como adquirido que as culturas dos outros são um problema. O resultado desta tendência é que a presença imigrante continua a ser percebida como externa e uma ameaça que não faz parte integrante da identidade do bairro que contribuindo negativamente para a vida quotidiana deste.

Usos dos espaços do bairro pelos vizinhos

Na Mouraria, o espaço público tem sido cada vez mais ocupado e usado pelas diferentes populações, variando conforme os horários e tipos de uso segundo a população em causa. Através do método da observação participante, acompanhamos a realização das obras, pelo que presenciamos as mudanças na socialização entre as suas gentes e como as possibilidades de reunião e usufruto do espaço público melhorou, sendo muito evidente o aproveitamento tem evoluído positivamente. Todavia, apesar das obras, o bairro continua a padecer alguns dos antigos problemas sociais que tinha no passado como o tráfico e consumo de drogas, a prostituição e a delinquência, apesar da sua menor escala, e em consequência algumas das novas associações, intervenções e programas vão ao encontro dessas fragilidades (Gabinete de Cidadania de Renovar a Mouraria, In-Mouraria do Grupo Português de Ativistas sobre Tratamentos de VIH-Sida, etc.).

Em qualquer caso, o melhoramento do espaço público, tem promovido novas formas de socialização entre os residentes, fomentando um diálogo no sentido lato do

termo, e a convivência entre os vizinhos, sejam eles imigrantes ou autóctones, jovens ou idosos. Mesmo que esse encontro e partilha do espaço não implique uma maior proximidade, o “outro” é usualmente um habitué do bairro e não levanta suspeitas ou desconfianças no espaço público.

Muitos dos imigrantes com quem conversamos informalmente durante o trabalho de campo, vivem e trabalham no bairro enquanto que outros imigrantes desenvolvem unicamente a sua actividade profissional no mesmo. Para alguns que vêm de “fora”, a perspectiva consumista é aquilo que os move, usando os locais de pequeno comércio para realizarem as suas compras de produtos étnicos. No caso dos autóctones (idosos e jovens), o espaço é utilizado quer nos consumos quotidianos como para os consumos culturais (jovens, estudantes, estudantes do Programa Erasmus, “alternativos”, etc.), sendo que no presente a Mouraria é também um espaço visitado não só por turistas mas também por outros públicos que consomem as “especificidades culturais próprias” da Mouraria, as tradicionais e as cosmopolitas.

A “cultura da Mouraria” é actualmente no nosso entender, fornecida pelas associações locais, pela diversidade de negócios tais como comércio de retalho, de produtos étnicos e mainstream, restaurantes e cafés, pelo Espaço Fusão localizado na Praça do Martim Moniz, pelas visitas guiadas e todo um conjunto de outras ofertas culturais que tem vindo a florescer significativamente. Em qualquer caso, existe um encontro que pode implicar maior ou menor interacção entre os diversos perfis de residentes e de visitantes, estrangeiros ou não.

No El Cerezo, os espaços públicos tem sido objecto de usos claramente diferenciados por parte dos distintos grupos presentes no bairro. A população autóctone envelhecida, faz um uso escasso de praças e largos, concentrando-se geralmente nesses locais no horário de manhã. A população imigrante, cuja média de idade é consideravelmente mais jovem, faz um uso intensivo desses espaços em horários de tarde que se prolongam até a noite, devido ao facto de que esse momento do dia não coincide com os seus horários laborais.

As praças e largos do bairro são para a maior parte da população autóctone, espaços ligados ao lazer, cujo uso deve ficar por limitado a pausas e horários restringidos. Para a população imigrante do bairro, no entanto, essas mesmas praças e largos jogam um papel estratégico em aspectos importantes e diversos de suas vidas, como na procura de emprego, no aconselhamento sobre os trâmites legais e burocráticos para a legalização ou o acesso a benefício e na sociabilidade com os co-étnicos, num contexto que é sentido como estranho. Os usos que estes imigrantes dão aos espaços públicos do bairro entroncam, numa variedade de necessidades que os obriga a ocupar de maneira intensiva e variada esses locais

Estes usos diferenciados dos espaços públicos, dificulta a co-presença entre ambas populações, dando lugar a constantes conflitos. Frente a estas tensões, as intervenções da maioria autóctone sobre os espaços públicos, tem tido geralmente um carácter de dissuasão. Por exemplo, a volta das praças por exemplo, têm sido colocadas grades com elementos cortantes para limitar o uso das mesmas. Com estas restrições nos usos dos espaços públicos, uma parte da comunidade consegue impor à outra, a sua própria forma de habitar o bairro. A partir do momento em que estas configurações se tornam padronizadas, deixam-se de observar opções culturalmente construídas por uma minoria para passarem a ser apresentadas como únicas formas racionais e legítimas de uma maioria. Enquanto todas as demais formas de utilização dos espaços públicos forem apresentadas separadamente dos seus marcos socioculturais de referência, a estigmatização passa a ser uma realidade.

Regimes de convivência entre grupos e opções de interculturalidade

Neste ponto, reflectimos até que ponto a convivência entre as populações envolve um nível de “interculturalidade” espelhada em políticas públicas inclusivas dos imigrantes, tomado como exemplo as celebrações ou eventos que promovam a convivência cultural. Os territórios analisados sugerem significativas diferenças enquanto o leque possível de formas de convivalidade,

coexistência, tolerância, indiferença e confronto que constituem os regimes de convivência. Na Mouraria verifica-se uma sobrepromoção de eventos de cariz inter ou multicultural (Festival Todos; oferta cultural do Mercado de Fusão, concertos ao ar livre, fado nas ruas, visitas guiadas, passeios de tuc-tuc, etc.) cada vez mais desenvolvidos, inclusivamente já incluídos na Agenda Cultural Lisboa. Em El Cerezo conferimos uma ausência de programação cultural ou de interesse no assunto. Embora a convivência não se esgote nos eventos culturais programados.

No entanto, na Mouraria, apesar das políticas culturais terem tido um papel importante na renovação e reabilitação do bairro, os imigrantes têm desempenhado um papel secundário enquanto agentes e sujeitos. Em todo caso, têm sido incluídos como “objetos” das políticas culturais, mas não como atores plenos e activos. Algumas organizações têm usufruído da diversidade cultural trazida pelos imigrantes, apropriando-se do protagonismo da diversidade, assumindo uma pseudo-representatividade dos imigrantes, como mediadores improvisados, que canalizam em parte os “financiamentos disponíveis” (i.e. ACM, CML) para promover ainda uma maior variedade de diversidade. Contudo, não temos os elementos necessários para avaliar se os próprios imigrantes tentaram ou tiveram intenção de se auto-organizar ou se a falta de capital social, dificulta o seu envolvimento ativo a nível local; ou ainda, se por serem atores mais recentes, ainda não avançaram nessa direção.

Por outro lado, o tecido associativo da Mouraria é muito variado, abrangendo organizações muito antigas, assim como outras de recente criação, muitas delas parceiras do Programa de Desenvolvimento Comunitário da Mouraria. Entre as antigas, destacam-se as casas regionais (Minho, Lafões, da Covilhã), o Centro Desportivo da Mouraria e o Sport Clube do Intendente. Entre as mais jovens, identificamos Renovar a Mouraria (RAM), o Centro em Movimento (CEM), o Grupo Gente Nova, a Casa da Achada, a Associação Conversas de Rua, a Associação SOU, a ConTacto Cultural entre outras, chamando a atenção que não existem neste bairro associações formais de

imigrantes activas e parceiras no programa, mesmo que alguns imigrantes participem em algumas das associações, embora sempre de forma minoritária.

Na Mouraria, o Festival Todos teve um papel importante na valorização da diversidade cultural, tanto no do ponto de vista turístico como numa perspectiva cultural, desempenhando um papel instrumental na construção inicial duma convivência intercultural promovida pelo Estado. Neste sentido, os programadores culturais assumiram um papel mediador/facilitador central e duplo. Por um lado aproximaram-se das populações (residentes e comerciantes) e por outro aproximaram as populações, promovendo a participação dos seus habitantes em sessões fotográficas e exposições, convidando-os pessoalmente para assistir aos seus eventos, etc. No caso do Festival Todos, a proximidade criada para promover a convivência entre os vizinhos e entre as instituições, foi produtiva ao gerar um espaço de encontro que mais tarde facilitou a interação. Se bem que o Festival de Todos já transitou para outros territórios, podemos afirmar que este cumpriu um papel importante no bairro, ao fazer com que algumas entidades locais levem em consideração este evento no momento em que têm que organizar celebrações e festividades deste carácter.

No El Cerezo, as comunidades de imigrantes têm desenvolvido formas de sociabilidade autónomas onde o contacto com a população autóctone é limitado. A diversidade cultural é percebida neste bairro como o resultado dum agregado de grupos autónomos que reduzem o contacto entre eles ao mínimo possível. Esta distância pode ser apreciada no tecido associativo. As associações reproduzem geralmente os limites étnicos dos seus grupos, pelo que é muito pouco frequente ver os autóctones e os imigrantes a cooperarem em iniciativas comuns. Deste modo, não é possível documentar iniciativas culturais, como observadas noutros contextos. Pelo contrário, no El Cerezo, cada associação funciona de forma exclusiva para dentro do seu grupo de referência (étnico-cultural) e o contacto com outros grupos quando acontece, rege-se frequentemente por uma atitude defensiva.

Dentro da população imigrante, os diferentes grupos étnicos têm organizado associações autónomas que concentram os seus esforços na problemática específica que afecta cada grupo de forma diferenciada. Assim, os moradores de origem senegalesa organizam-se de maneira independente, enquanto os latino-americanos e os magrebinos optam por criar as suas próprias organizações de forma coletiva. Esta tendência à fragmentação está relacionada tanto com as diferenças culturais dos grupos envolvidos como com a diversidade de situações e problemas. Por um lado, o fato de partilhar características como a língua, a religião, os costumes tem contribuído a que exista uma preferência pelo associativismo intra-grupo. Por outro lado, algumas das principais actividades que estas associações desenvolvem (aconselhamento jurídico e laboral a estrangeiros) são especializadas em termos étnicos-nacionais, e inclusivamente regionais, dado que os requisitos legais em Espanha variam conforme as comunidades imigrantes, e dada a inserção laboral em nichos específicos.

Contudo, a população autóctone do bairro, mantém seu próprio tecido associativo o qual não convida à participação da população estrangeira. A comissão de moradores do bairro, por sua vez, não tem conseguido funcionar como espaço de confluência, e de fato, durante os últimos anos tem sido controlada por uma minoria autóctone especialmente hostil com a comunidade imigrante. Esta tendência marcada por um associativismo fraturado, está relacionada diretamente com outros atores políticos da cidade, que frequentemente utilizam as associações como canais de transmissão dos seus próprios objetivos, propiciando a emergência de conflitos entre elas. O controle recente da comissão de moradores pela dita minoria hostil aos imigrantes foi reforçado pelo apoio recebido do Partido Popular local (no governo). Em todo caso, é importante notar que esta tendência à fratura poderia ser contrariada através de políticas emanadas da Câmara Municipal, que preconizassem a importância de estreitar de relações e contactos entre os grupos. No entanto, tal como apontado, a Câmara Municipal até agora nunca desenvolveu uma política específica de

promoção da convivência intercultural neste bairro não mostrando qualquer interesse numa convergência entre as associações em projectos comuns.

Conclusão

Na Mouraria, as políticas culturais têm sido implementadas no seio de políticas urbanísticas e de reabilitação conjugadas com um Plano de Desenvolvimento Comunitário (PDCM) que envolveram (e envolvem) a sociedade civil. Esta conjugação de trabalho em parcerias (CML, associações, Santa Casa da Misericórdia, ACM, etc.) tem tido um impacto que até então nunca fora conseguido com outros planos de intervenção e desenvolvimento local anteriores. Neste sentido, mesmo assumindo críticas de forma e conteúdo, a convivência entre os moradores da Mouraria, tem crescido e ganho alguma proximidade.

Os eventos se por um lado, têm fomentado o encontro físico e cultural e no seu conjunto abriram o bairro ao exterior, ao mesmo tempo têm também desmistificado a imagem negativa do mesmo. Por outro lado, a reabilitação e abertura de novos equipamentos sociais (cozinha comunitária, casa de fado, renovação da sede da RAM, parques infantis e espaços públicos de convívio como o Largo da Severa, etc.) propiciam locais de encontro e de diálogo entre os seus residentes, atraindo turistas e consumidores, levando a que as pessoas definitivamente vivam e aproveitem mais o bairro. O que tem acontecido até agora permitem apontar a identificar alguns sinais de gentrificação, a qual parece ser crescente e rápida, daí que parece adequado que o fenómeno seja acompanhado de perto na sua evolução, para determinar se é preciso no futuro alguma intervenção específica para proteger os moradores de algumas das transformações próprias dos processos de gentrificação.

Porém, pensamos que o *common place diversity* e o *habitual engagement* neste bairro, tem servido para uma aproximação do e com o «outro», já que o encontro quotidiano tem contribuído para que a diferença se torne um elemento aglutinador

e frequente nas relações do dia-a-dia. Neste sentido e embora possa ser criticável a culturalização das políticas, o resultado deve ser analisado com cuidado. O multiculturalismo prescritivo das políticas implementadas na Mouraria, tem tido o efeito de facilitar e promover o multiculturalismo descritivo, ou seja a coexistência entre os diferentes residentes do bairro. No entanto, as políticas de intervenção mesmo que culturalizadas não tem sabido potenciar nem fomentar a participação e compromisso das populações migrantes enquanto sujeitos activos e autónomos. Com efeito, os imigrantes continuam a serem observados como um público-alvo da intervenção e não como parceiros, pelo que a valorização da diferença ainda não atingiu uma dimensão significativa que faça a diferença para os residentes imigrantes. Em consequência, a culturalização dos consumos e das políticas tem trazido mais benefícios para aqueles que lucram com ela, e que colocam a Mouraria num *hot spot* da cidade e na agenda cultural de Lisboa.

No El Cerezo, a convivência entre os grupos adota uma certa frieza. Cada grupo apresenta a sua própria dinâmica isolada na qual o contacto com os outros se reduz ao mínimo indispensável. Este regime de co-presença, caracterizada por Torres como « convivência fria mas distante » (Torres, 2006, 2008), é o resultado dum conjunto diverso de factores, entre os quais a aparição recente da própria diversidade cultural como fenómeno e um ambiente urbano caracterizado pela escassez de infraestrutura e falta de equipamentos que dificultam o uso partilhado dos espaços públicos. No entanto, é importante sublinhar que as políticas públicas, longe de contribuírem para ultrapassar estas dificuldades, têm contribuído para o seu agravamento e até mesmo perpetuação. A aposta por um modelo de gestão higienista, que invisibiliza a singularidade cultural do bairro, contemplando unicamente intervenções pontuais frente aos problemas consumados, favorece a percepção que a população imigrante é um problema potencial. Longe de serem sujeitos activos na vida social do bairro e na sua gestão política, os imigrantes aparecem como um «objecto» secundário, cuja identidade cultural não

é tida em consideração salvo enquanto elemento associado aos problemas de convivência entre os seus habitantes. Consequentemente, cada grupo continua a optar por manter as suas próprias relações e por conviver separadamente uns dos outros, tornando difícil a confluência de iniciativas comuns e de formas estáveis de interacção entre os grupos.



*Promoção do multiculturalismo na Mouraria,
Fonte : B. Padilla*

Uma reflexão de natureza comparativa ao fenómeno estudado, indica que mesmo que a escala ou dimensão varie, as políticas de renovação urbana e as políticas culturais, têm potencial para fazer a diferença. Na planificação da gestão urbana e cultural, os elementos recolhidos indicam que na Mouraria um elemento central é o da localização (neste caso ser centro histórico) mesmo que se trate dum bairro degradado. A localização adquire uma importância fundamental nas possibilidades e no alcance das intervenções, especialmente no que diz respeito ao plano de desenvolvimento, proveniente das políticas culturais ou de renovação e requalificação urbana, especialmente se forem concebidas e pensadas em torno dos consumos e de outros públicos (turistas, jovens alternativos, etc.). Quando a renovação urbana é também acompanhada dum investimento no potencial cultural e turístico, e inclusivamente social, o impacte parece ser maior.

Na periferia, neste caso no El Cerezo, os elementos como a diversidade, a localização, as comunidades residentes (imigrantes,

idosos) não são valorizados, como também não são levados em consideração num plano de intervenção que possa melhorar a convivência entre os moradores. Assim, as interacções observadas, estão longe de ser interculturais, mostrando sinais pouco convincentes no relacionado com a convivência, o que é agravado pelo pouco alcance das intervenções realizadas, e não só por serem efectuadas num bairro periférico.

Neste sentido, a comparação entre contextos permite ter uma visão mais crítica, ao mesmo tempo que relativa e relativizada do fenómeno estudado. O exercício de comparar a Mouraria com El Cerezo permite identificar elementos e analisa-los à luz de cada contexto, possibilitando avaliar os aspectos positivos e negativos em cada caso, sabendo-se à partida que cada um pode ser avaliado de forma diferente se o objecto de análise for alterado.



*Coabitação das comunidades em El Cerezo
Fonte M.C. Garcia*

Dito isto, podemos afirmar que se os casos estudados mostram as vantagens comparativas da Mouraria sobre El Cerezo, ambos os contextos, ilustram o facto de que os imigrantes não têm sido considerados como sujeitos activos e ouvidos nas políticas públicas. Na Mouraria, os imigrantes têm sido na verdade «objectos» das políticas, embora a diversidade seja valorizada e promovida. Em El Cerezo, apenas têm sido objecto de intervenção enquanto problema, sem existir sequer a valorização da diversidade cultural. Finalmente, resta referir, que de futuro, a participação devia tornar-se efectivamente um elemento importante na planificação e gestão das políticas culturais (e urbanas), de forma a tornarem-se mais democráticas,e

para que a culturização destas não seja instrumental para alguns e vazia para outros.

BIBLIOGRAFIA

- Amanda Wise e Selvaraj Velayutham (eds.), 2010, *Everyday multiculturalism*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- Ash Amin, 2002, "Ethnicity and the multicultural city: Living with diversity", *Environment and Planning A*, 24, 959-80.
- Beatriz Padilla, Joana Azevedo e Antonia Olmos-Alcaraz, 2015, "Superdiversity and conviviality: exploring frameworks for doing ethnography in Southern European intercultural cities", *Ethnic and Racial Studies*, 38 (4), 621-635.
- Charles Landry, 2000, *The Creative City: A Toolkit for Urban Innovators*, London, Comedia/Earthscan.
- Dados Demográficos Mouraria, 2010, Documento de candidatura QREN Mouraria.
- Damaris Rose, 1984, "Rethinking gentrification: beyond the uneven development of Marxist urban theory". *Environment and Planning D: Society and Space*, 2(1), 47-74.
- David A. Hollinger, 1995, *Postethnic America*, New York, BasicBooks.
- Eugenio Lahera, 2008, *Introducción a las Políticas Públicas*, Fondo de Cultura Económico, Santiago do Chile.
- Francisco J. Cuberos e Emma Martín, 2012, "Conflictos identitarios en los espacios públicos: las ligas deportivas latinas en la ciudad de Sevilla", *Revista de Ciencias Sociales UNAP*, 28, 40-61.
- Francisco J. Torres et al., 2011, *El Distrito Macarena de Sevilla. Migraciones recientes y transformaciones urbanas y sociales*, Sevilla, Consejería de Empleo.
- Francisco Torres, 2006, "La inserción urbana de los inmigrantes y su participación en la ciudad", em Carles Simó y Francisco Torres (eds.) *La participación de los inmigrantes en el ámbito local*, Valencia, Tirant lo Blanch, 91-132.
- Francisco Torres, 2008, "Los nuevos vecinos en la plaza. Inmigrantes, espacios y sociabilidad pública" *AIBR. Revista de Antropología Iberoamericana*, 3(3), 366-397.
- George E. Marcus, 1995, "Ethnography of the world-system: The emergence of multi-sited ethnography", *Annual Review of Anthropology*, 24, 95-117.
- Instituto Nacional de Estadística INE, 2011, Padrón municipal: explotación estadística a 1 de enero de 2010.
- Jorge Gaspar e Maria L. Fonseca, 2005, *Cities of Promise & Cities of success: migration, cities & urban policy*, Lisboa, Centro de Estudos Geográficos (não publicado).
- Jorge Malheiros, Rui Carvalho e Luis Mendes, 2013, "Gentrification, residential ethnicization and the social production of fragmented space in two multi-ethnic neighbourhoods of Lisbon and Bilbao", *Finisterra*, XLVIII, 96, 109-135.
- Maria L. Fonseca, 2002, "Immigration and spatial change: the Lisbon experience", *Studi Emigrazione*, XXXIX, 145, 49-76.
- Maria L. Fonseca, 2008, "Imigração, Diversidade e Novas Paisagens Étnicas e Culturais", em Artur Teodoro de Matos, Mário Ferreira Lages (coord), *Portugal: percursos de interculturalidade. Contextos e Dinâmicas*, Vol. II, Lisboa, ACIDI, 49-96.
- Maria L. Fonseca, Jennifer McGarrigle, Alina Esteves, Dora Sampaio, Rui Carvalho, Jorge Malheiros e Luis Moreno, 2012, *Modes of inter-ethnic coexistence in three neighbourhoods in the Lisbon Metropolitan Area: a comparative perspective*, Edições Colibri, Lisboa.
- María M. Mendes, 2012, "Bairro da Mouraria, território de diversidade: entre a tradição e o cosmopolitismo", *Sociologia – Revista da Faculdade de Letras da Universidade do Porto*, Special issue: Imigração, Diversidade e Convivência Cultural, 15-41.
- Marluci Menezes, 2004, *Mouraria, Retalhos de um Imaginário: significados urbanos de um bairro de Lisboa*, Oeiras, Celta Editora.
- Marluci Menezes, 2009, "A Praça do Martim Moniz: Etnografando lógicas socioculturais de inscrição da Praça no mapa social de Lisboa", *Horizontes Antropológicos*, 15, 32, 301-328.

Marta S. V. Rodrigues, 2012, *A "Mouraria alargada", em favor de Babel*. Tese de Mestrado em Arquitectura, Universidade do Minho. <http://hdl.handle.net/1822/21397>

Michael J. Piore, 1979, *Birds of passage. Migrant labor and industrial societies*, Cambridge, Cambridge University Press.

Nuno Oliveira e Beatriz Padilla, 2012, "A diversidade como elemento de desenvolvimento/atração nas políticas locais urbanas: contrastes e semelhanças nos eventos de celebração intercultural", *Sociologia*, FLUP, 22, 129-162.

Pierre Muller, 2000, "L'analyse cognitive des politiques publiques. Vers une sociologie politique de l'action publique", *Revue Française de Science Politique*, 50, 189-208.

Richard L. Florida, 2002, *The rise of the creative class: and how it's transforming work, leisure, community and everyday life*, New York, NY, Basic Books.

Sharon Zukin, 1995, *The Cultures of Cities*, Cambridge, Blackwell.

Steven Vertovec, 2007, "Super-diversity and its implications", *Ethnic and Racial Studies*, 30, 1024-1054.

Susanne Wessendorf, 2013, "Commonplace diversity and the 'ethos of mixing': perceptions of difference in a London neighbourhood", *Identities*, 20 (4), 407-422.

Teresa Barata Salgueiro, 2006, "Oportunidade e Transformação na Cidade Centro", *Finisterra*, XLI, 81, 9-32.

Outras referências on-line

http://issuu.com/jornal-rosa-maria/docs/af_rosamaria_n8_web_34e16c255315ac

<https://pontofinalmacau.wordpress.com/2013/03/12/os-chineses-da-mouraria-em-lisboa/>

<http://www.aimouraria.cm-lisboa.pt/pdcm.html>

FOTOGRAFIAS DA PÁGINA 95

Fotografia esquerda: Fonte : *Diario de Sevilla*

Fotografia de direito: Representação do Festival "Todos - o caminho das culturas" que é mantido em Mouraria. Fonte: Beatriz Padilla



La diversité des résolutions d'aménagements d'espace public dans un quartier populaire central à Lyon : les cas des places Djebraïl Bahadourian et Gabriel Péri

Pedro GOMES

*Doctorant en aménagement de l'espace, urbanisme
Lab'URBA, Université Paris-Est et GOVCOPP,
Universidade de Aveiro*

Résumé : Au début des années 2000, la Communauté Urbaine de Lyon a réaménagé deux places, distantes de cent mètres entre elles : la place Bahadourian, livrée en 2002, et la place Gabriel Péri en 2004. Malgré leur contemporanéité et leur proximité géographique, les deux aménagements diffèrent dans leur rapport aux usages présents avant l'intervention. Le premier propose d'accueillir la diversité des pratiques existantes, en prévoyant plusieurs équipements, tandis que le deuxième est marqué par une volonté de supprimer toute prise pour des séjours statiques et prolongés, en recherchant la fluidité des déplacements. Cet article retrace les processus de production de ces deux espaces publics, en montrant comment les problèmes et résolutions d'aménagement ont été construits, en explorant la marge de manœuvre laissée par des contraintes de niveau supérieur, le rôle des acteurs et les discours et outils justifiant ces différences de traitement.

Mots-clés : espace public, problème public, projet urbain, Lyon, Place Bahadourian, Place Gabriel Péri

A diversidade das resoluções de requalificação de espaço público num bairro popular e central de Lyon : o caso das praças Djebraïl Bahadourian e Gabriel Péri

Resumo: No princípio dos anos 2000, a Comunidade Urbana de Lyon requalificou duas praças a cem metros uma da outra: a praça Bahadourian, terminada em 2002, e a praça Gabriel Péri em 2004. Apesar de serem contemporâneas e geograficamente próximas, as duas operações diferem na sua postura perante os usos instalados antes da intervenção. A primeira propõe-se a integrar a diversidade de práticas existente, prevendo vários equipamentos, enquanto a segunda se caracteriza por uma tentativa de suprimir todos os incentivos a uma estadia prolongada, procurando a fluidez das deslocamentos. Este artigo restitui os processos de produção dos dois espaços, mostrando como os problemas e as soluções para a requalificação foram construídos. Aborda ainda a margem de manobra permitida por constrangimentos de nível superior, o papel dos actores e os discursos e instrumentos que justificam essas diferenças de tratamento dos dois espaços.

Palavras-chave : espaço público, construção de problemas e soluções em urbanismo, Lyon, praça Bahadourian, praça Gabriel Péri.

[Retour sommaire](#)

1 - Introduction

Les politiques urbanistiques sur le quartier Moncey à Lyon (3^e arrondissement) ont connu un virage important à la fin des années 1990. Ce quartier classé en politique de la ville se localise sur la rive gauche du Rhône, entre les deux centralités majeures de l'agglomération lyonnaise, la Presqu'île et la Part-Dieu (fig. 1). Quartier où résidait une concentration d'immigrés, notamment d'origine maghrébine, il était aussi une importante centralité pour la population d'origine nord-africaine de toute l'agglomération attirée par l'offre commerciale du quartier et par la forte accessibilité en transports en commun. La face la plus visible de cette attractivité à l'échelle de l'agglomération était la concentration des « hommes debout » sur la Place Gabriel Péri, à l'entrée du quartier. Venant de partout dans l'agglomération, ceux-ci se rencontraient à plusieurs dizaines sur la place. Sur cette place, il y avait un marché à la sauvette. Les emprises de la sortie de métro et des jardinières encombraient l'espace, ne laissant que quelques étroits corridors pour le passage des gens, davantage encombrés par ces usages stationnaires. En outre, du *deal*, de la petite criminalité et des incivilités créaient un sentiment d'insécurité sur l'ensemble du quartier, sujet à des représentations négatives.



Figure 1 : Vue d'ensemble de la place Gabriel Péri et du quartier Moncey

Source : Contributeurs de OpenStreetMap

Ces représentations négatives du quartier ont été une constante tout au long de son existence, depuis le 18^e siècle. Elles avaient justifié plusieurs projets d'urbanisme qui préconisaient, avec des configurations quelque peu différentes, la démolition de deux îlots du quartier pour une harmonisation avec le tissu urbain environnant pour créer l'axe Moncey. L'existence de ces projets avait mené, d'une part, à la démolition d'immeubles au fil de l'eau, remplacés par des nouvelles constructions qui préfiguraient les espaces publics futurs, plutôt que suivre le tissu existant. Et d'une autre part, ils ont freiné des travaux de conservation du bâti au sein du quartier, ce qui a contribué à sa progressive taudisation. Toutefois, des contraintes juridiques et administratives, des manques de ressources financiers et/ou des conjonctures politiques défavorables avaient longtemps empêché l'aboutissement de ces projets urbanistiques. Cela faisait osciller le quartier entre des périodes où sa rénovation était le mot d'ordre, et d'autres où l'on cherchait plutôt sa réhabilitation (Dubief et Antona, 2012).

Dans les années 1980, la Communauté urbaine de Lyon reprend les projets pour l'axe Moncey. Un nouvel immeuble – le CLiP –, à l'esthétique contemporaine est construit à l'entrée du quartier sur la Place Gabriel Péri, dont le rôle serait de signaler Lyon en tant que métropole internationale (Berthet, 1997). Sa configuration prévoyait explicitement l'existence de cette allée plantée derrière lui. Pourtant, la difficile mise en œuvre du projet du CLiP et de la ZAC pour la construction de l'axe intensifie les problèmes socio-urbanistiques du quartier. Durant cette période d'impasse, certains techniciens de la Communauté urbaine et de l'Agence d'urbanisme, aussi bien qu'un mouvement de riverains mobilisé autour du Comité des habitants et commerçants du quartier Moncey-Péri, ont plaidé fortement pour un projet de requalification sociale et urbanistique du quartier (Olivier, 2005). En 1997, la Présidence de la Communauté urbaine a décidé de mettre en place une Commission pour repenser l'avenir du quartier, la Commission Moncey. Sur la table, deux scénarios étaient proposés : l'un dans lequel on achèverait le projet de l'axe Moncey, l'autre dans lequel un projet

de requalification à la fois urbanistique et socioéconomique du quartier serait mis en place. En 1998, le Président du Grand Lyon1 tranchait le débat pour le projet de requalification. Ce dernier prévoyait deux aménagements d'espace public importants : la création d'une grande place de quartier à son sein (la future place Bahadourian) et le réaménagement de la place Gabriel Péri, suite à l'arrivée d'une nouvelle ligne de tramway.

Pendant les discussions au sein de la Commission Moncey, des discours patrimoniaux ont été mis en avant. D'un côté, certaines études d'aide à la décision par l'Agence d'urbanisme soulignaient l'ancienneté du quartier et sa contemporanéité à d'autres quartiers patrimonialisés de la ville, et la valeur de certains de ses immeubles (Agence d'urbanisme du Grand Lyon, 1997). D'un autre côté, et retentissant plus fortement, l'on insistait sur les dimensions immatérielles du patrimoine du quartier (Antona, 2012), notamment son histoire dans l'accueil de successives vagues migratoires, son identité villageoise et méditerranéenne à l'époque, aussi bien que l'importance de l'activité commerciale y présente. Les différences entre les usages et les usagers de l'intérieur du quartier et de la place Gabriel Péri étaient aussi fortement affirmés par certains intervenants au sein de la Commission (technicien, entretien du 21/03/2014).

Les deux aménagements d'espaces publics mentionnés ont engagé cette reconnaissance de l'identité du quartier de manières virtuellement opposées. Sur la place Bahadourian (fig. 2), la recherche d'une identité méditerranéenne pour la place est explicitée et est poursuivie par les matériaux utilisés et par le dessin de la place lui-même. En outre, l'identité du quartier, liée aux usages présents, est aussi adressée par l'aménagement de sous-espaces destinés à des catégories différentes de la population : un square avec une aire de jeux, un terrain de sports, un espace libre

1 « Grand Lyon » était le nom adopté à la fin des années 1990 par la Communauté urbaine de Lyon, un établissement public de coopération intercommunale regroupant 55 communes à la période étudiée. Aujourd'hui ce nom se réfère à la Métropole de Lyon, qui a remplacé la Communauté urbaine début 2015.

pour des manifestations, dont le marché de Ramadan, un coin à palabres pour les habitudes de discussion entre les hommes, des toilettes séparées pour hommes et femmes... A son tour, l'aménagement de la place Gabriel Péri (fig. 3) a retourné la sortie du métro sur le cours Gambetta, mais est par ailleurs dénoué de tout objet au-delà de quelques arbres et de la fontainerie qui n'a jamais fonctionné proprement. Tandis que sur la place Bahadourian on a essayé de conforter les usages présents et les attentes des différents usagers, sur la place Gabriel Péri au contraire on a cherché à supprimer toute prise qui pourrait conforter, voire encourager, les usages stationnaires qui marquaient son quotidien.



Figure 2 : L'aménagement réalisé de la Place Djebraïl Bahadourian
Source Sophie Vareilles, 2006



Figure 3 : Prise de vue du projet pour la Place Gabriel Péri, avril 2002
Source Bruno Tanant, Architectes et associés

Et pourtant, une cohérence à ce niveau serait vraisemblable non seulement parce que les deux aménagements s'intègrent dans ce même projet de requalification du quartier, mais aussi parce que la Communauté urbaine de Lyon portait depuis 1989 une

forte politique d'espace public à l'échelle de l'agglomération où le confortement des usages était affiché comme une dimension importante (cf., parmi beaucoup d'autres, Azéma, 2001). Dans cet article, mon but est de comprendre cet apparent paradoxe. Concrètement, la question que je pose est comment la Communauté urbaine a pu, dans deux espaces très proches géographiquement et dans une même période de temps, adopter des positions apparemment contradictoires par rapport à un usage « intense » de l'espace public, considéré comme une partie importante de l'identité du quartier ? Le questionnement est donc analogue à celui fait par Christophe Betin par rapport à la mise en œuvre de cette politique sur la Presqu'île lyonnaise : « l'espace public fonctionne certes comme un objet de représentations consensuelles, mais il se décline sur la Presqu'île de Lyon en espaces publics. A cette occasion, chacun d'eux a fait l'objet d'une redéfinition de son statut. Quelles ont été les dynamiques de ce processus de construction socio-spatiale à l'œuvre ? » (Betin, 2001, 51, souligné d'origine).

La notion d'un projet d'aménagement comme une construction sociale était déjà présente dans la problématisation des problèmes en aménagement comme des « vilains problèmes », un problème étant « un désaccord entre l'état des choses tel qu'il l'est et leur état tel qu'il devrait l'être » (Rittel et Webber, 1973, 165). Selon ces auteurs, ces vilains problèmes seraient mal définis et dépendants de jugements politiques insaisissables pour être résolus (et non « solutionnés »). Par ailleurs, ils affirment que toute compréhension du problème dépend de l'idée envisagée pour sa résolution. La définition du problème et de la résolution seraient ainsi des processus concomitants, « puisque toute spécification du problème est une spécification de la direction dans laquelle le traitement est considéré », y compris l'explication (les liens de causalité) du problème. Sa formulation serait née d'un processus argumentatif parmi plusieurs acteurs (Rittel et Webber, 1973, 161–162). Par conséquent, tout problème en aménagement serait essentiellement unique et malgré des éventuelles similitudes entre différents problèmes, leur spécificité resterait

toujours potentiellement déterminante de la résolution à adopter. Cela suggère que l'on s'attarde dans la compréhension des modalités de co-construction de problèmes et résolutions et les liens explicatifs respectifs, ainsi qu'à la construction de la spécificité du problème d'aménagement vis-à-vis d'autres problèmes similaires.

Joël Idt (2008, 193) propose lui aussi une approche constructiviste des projets urbains, qui seraient « une forme d'action unique et singulière, réinventée à chaque fois avec les acteurs en présence qui varient en fonction du contexte et de la situation ». Cette affirmation va de pair avec une autre, celle de la co-construction entre problème politique et projet urbain : « le programme d'un projet d'aménagement sur un territoire se construit au fur et à mesure que sont stabilisés les accords entre acteurs en présence sur la perception des problèmes relatifs à ce territoire, et en même temps aussi que se stabilise la coalition des acteurs qui vont pouvoir s'engager dans le projet. Au bout du compte, le projet défendu par les élus répondra donc bien au « problème » politique, mais cette relation de causalité aura été construite au cours de l'action » (Idt, 2008, 211). Cela rejoint Betin (2001) lorsqu'il montre comment, sur la Presqu'île, la production de l'espace public explore certaines qualités intrinsèques des sites et des contextes, mais aussi reconstruit des discours sur l'usage et l'histoire des lieux en fonction d'enjeux déterminés et conformes aux pratiques et représentations de certains groupes dominants qui auraient réussi à dominer le jeu d'acteurs.

Malgré cette singularité des problèmes et des projets, des contraintes structurelles seraient toujours à l'œuvre. Au-delà de l'économie politique et des perceptions du rôle de l'Etat, ces contraintes structurelles ont aussi une dimension organisationnelle. Dans leur lecture institutionnaliste de processus de production d'espace public à Barcelone, Calderon et Chelleri (2013) soulignent, parmi d'autres, la contrainte que d'autres échelles de production de la ville y jouent, au niveau des régulations et des procédures présentes et des discours sur la trajectoire appropriée pour le territoire en question.

Cet article présentera ainsi la manière dont les problèmes et résolutions « place Bahadourian » et « Place Gabriel Péri » ont été construits, en explorant la marge de manœuvre laissée par des contraintes de niveau supérieur. Les jeux d'acteurs seront analysés dans la mesure où ils sont porteurs de visions distinctes sur problèmes et solutions. Toutefois, plutôt que rechercher les rapports de pouvoir et de domination dans les jeux d'acteurs qui *expliqueraient* un projet, ce sont surtout les discours et les outils desquels ils s'en servent pour *justifier* cette différence de traitement qui m'intéresseront pour une discussion finale.

Cet article s'appuie sur une partie du corpus construit pour une recherche doctorale en cours. En ce qui concerne le terrain d'études lyonnais, il comprend 24 entretiens semi-directifs auprès des acteurs du terrain, dont des techniciens, des concepteurs et des habitants directement impliqués dans les processus de production des places. Le corpus est complété par une recherche documentaire dans les archives communautaires et municipales de Lyon, ainsi qu'au Service de documentation de l'Agence d'urbanisme locale. Environ 13 000 pages de documents ont été reproduites et sont en cours d'analyse. Enfin, la recherche se nourrit fortement aussi de sources secondaires.

La section suivante dans cet article établira ainsi les marges de manœuvre laissées aux projets d'aménagement par la politique lyonnaise d'espace public et le plan de requalification du quartier Moncey. Ensuite, je présenterai la manière dont les problèmes et résolutions ont été construits dans chacun des cas. Sur la Place Bahadourian, qui suit de manière assez proche les consignes du projet de requalification du quartier, je soulignerai surtout cette continuité. A l'inverse, sur Gabriel Péri, j'insisterai sur les discours qui ont permis que l'aménagement ne suive pas l'esprit du plan de requalification. Dans une dernière section, j'essayerai une synthèse sur les manières dont cette différence s'est construite. Cela permettra de dégager quelques pistes de réflexion sur le rapport entre aménagements d'espace public et le façonnage de quartiers populaires centraux.

2 - Les marges de manœuvre laissées aux aménagements par des instances supérieures de politique et planification

2.1 - La politique d'espace public du Grand Lyon

La politique urbaine mise en place par la nouvelle équipe à la tête de la Ville et de la Communauté urbaine en 1989 s'est appuyée fortement sur une politique d'espace public novatrice dans le contexte français. Cette dernière cherchait à produire des espaces publics de qualité, capables de répondre aux modes de vie contemporains et d'éviter les espaces dominés par les logiques des différents services techniques y intervenant. Elle cherchait aussi à renforcer l'unité et la solidarité à l'échelle de toute la communauté urbaine, intervenant avec la même qualité et les mêmes procédures sur le centre-ville, les quartiers, les grands ensembles et les centres des communes (Azéma, 2001).

La mise en œuvre de cette politique (Gras, Jaubert et Guy, 1995 ; Magalon, 2000) a demandé le développement d'une maîtrise d'ouvrage forte et transversale aux différents secteurs techniques de la communauté urbaine et des communes, aussi bien qu'une nette séparation entre maîtrise d'ouvrage et d'œuvre. Cette dernière était désormais externalisée et le maître d'ouvrage enrichissait la construction des programmes avec plusieurs études, dont des enquêtes aux usages des espaces. Tout processus est suivi par deux comités, l'un politique, l'autre technique, et la concertation s'est développée lentement au-delà des obligations légales. Des plans thématiques pour orienter la stratégie d'intervention et la priorisation des aménagements sont créés (technicien, entretien du 07/11/2012 ; technicien, entretien du 16/03/2015). Enfin, la recherche d'unité des aménagements a impliqué la création d'un vocabulaire des espaces publics, avec un catalogue de matériaux, de mobilier et quelques règles d'écriture, pourtant pas obligatoire.

La politique d'espace public lyonnaise a ainsi donné naissance surtout à une organisation précise et assez structurée pour l'aménagement des espaces et à un style de conception marqué par une simplicité (Foret, 2008). Pourtant, il y a un refus explicite de rechercher quelque sorte de normative qui aurait pu, en amont, prédéterminer excessivement les solutions d'aménagement pour chaque espace. Et cela est justifié à la fois par l'importance majeure des contextes spécifiques d'intervention, lesquels ont besoin de (ré)solutions à la carte, et par le besoin de garder la marge de manœuvre nécessaire au choix et à la prise de décision des politiques (technicien, entretien du 16/03/2015).

La conception des aménagements d'espace public à Lyon n'est donc pas très déterminée par cet échelon supérieur de l'administration. De même pour les programmes de ces aménagements : l'effort mis dans la robustesse de cette démarche, avec plusieurs enquêtes préalables, de la concertation et des instances de suivi internes (technique et politique) révèlent aussi une claire perception de l'unicité de chaque contexte, et conséquemment de chaque problème et de chaque solution. La politique lyonnaise aurait plutôt servi à structurer l'action du Grand Lyon, à mieux justifier la programmation pluriannuelle des interventions à mener et à chercher une familiarité entre les différents aménagements, sans pour autant imposer une standardisation des solutions d'aménagement.

2.2 - Le projet de requalification du quartier Moncey

Le projet de requalification du quartier Moncey (Grand Lyon, 1999, 15) cherchait un « aménagement adapté » pour ce « quartier ancien » qui, dans le cadre précis de ce projet, était délimité par la rue Paul Bert, la place Gabriel Péri, le cours de la Liberté, la rue Chaponnay et l'avenue Maréchal de Saxe. Il était guidé par quatre grands principes : valoriser le quartier et son identité, investir fortement et rapidement, donner une place au quartier dans la ville et permettre le maintien de la population. Le projet comprenait l'aménagement de la future

place Bahadourian, la réaménagement des voiries du quartier, la réhabilitation de logements, la construction d'un nouveau bâtiment clôturant la place Bahadourian côté avenue de Saxe, le réaménagement de la place Gabriel Péri, le prolongement de la rue de l'Épée (que mènerait à la démolition de certains bâtiments) et des activités de développement social et économique.

Si le projet mentionne l'aménagement des deux places, l'importance qu'il les accorde est bien distincte. La place Bahadourian est la première action à être présentée et ceci indépendamment de toute autre mesure. L'aménagement avait pour objectifs la diversification des usages, la sécurisation et le confort de la sortie de l'école et la continuité des cheminements piétons entre les places Péri et Guichard (Grand Lyon, 1999, 16). L'aménagement de la place Gabriel Péri n'est présenté que comme quelque chose de connexe, l'on se limitant à affirmer son existence et le contexte de sa réalisation. Il n'y a aucune préconisation programmatique.

Les deux aménagements n'ont donc pas été considérés au même degré, celui de Gabriel Péri étant présenté dans un rapport d'extériorité relativement ambigu par rapport à l'ensemble du projet de requalification.

3 - La construction du problème et de la résolution d'aménagement de la place Moncey

« Une vraie place de quartier » : c'est la manière dont on affiche le dessein de la place Bahadourian dans la présentation du projet de requalification du quartier (Grand Lyon, 1999, 15). Si cette consigne a été globalement respectée, ce passage ne se fait pas automatiquement. En effet, le processus d'aménagement de la place a suivi la structuration globale dessinée par le Service espace public du Grand Lyon. Ainsi, il a été piloté par un chef de projet de ce service, travaillant de près avec le chef de projet Développement social urbain local. Les comités de suivi politique et technique étaient mis en place. La nette séparation de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre était toujours d'actualité. Pourtant,

si les préconisations de programme ont été maintenues au fil du processus, la manière dont elles allaient être spatialisées par la maîtrise d'œuvre restait en ouvert.

3.1 - L'enquête aux usages et la construction du programme

Comme pour la généralité des aménagements d'espace public à Lyon, le Service espace public a aussi passé une commande pour une étude des usages, préalable à l'aménagement de la place Bahadourian. Les partis-pris de l'aménagement sont explicités dans le cahier des charges passé aux bureaux d'études, où la notion d'une place de quartier est encore structurante (Urbanis Partenaires, 1998).

L'enquête (Urbanis Partenaires, 1998), dont le périmètre incluait la place Gabriel Péri et l'ensemble du quartier Moncey, a répertorié une pluralité d'usages dans le secteur, très codifiés et rarement sources de conflits d'usages. L'étude sépare clairement ce qui relève des pratiques des « hommes debout » et du marché à la sauvette place Gabriel Péri, où les usagers sont extérieurs au quartier, et l'ensemble des autres usages, menés par des habitants ou usagers des services du quartier, voire des individus rendant visite à des connaissances. L'on repère des discussions entre amis et voisins, les palabres, les jeux d'enfants, les rassemblements de jeunes, les vendeurs de menthe... L'on fait aussi mention aux pratiques de *deal* et à d'autres activités illicites qui existent dans le quartier. L'enquête prend un soin particulier dans la spatialisation de ces usages. S'agissant d'un aménagement *ex nihilo* dans un espace majoritairement voué au stationnement automobile, des usages y étaient presque absentes, excepté pour les quelques sous-espaces aménagés temporairement (un terrain de sports, une aire de jeux pour enfants, un espace pour palabrer). Cette description soignée de la spatialisation des usages permet que l'on spéculer sur l'intérêt et la probabilité de leur installation sur la future place. Les auteurs de l'étude sont péremptores lorsqu'ils soulignent la différence sociologique des usages sur Gabriel Péri et le reste du quartier et comment il y aurait très peu de probabilité dans leur relocalisation sur Bahadourian.

Les auteurs laissent encore quelques mots par rapport aux places Gabriel Péri et Ballanche, dont les avenir seraient étroitement liés. L'aménagement du premier pourrait influencer dans une éventuelle délocalisation du marché à la sauvette et était perçu comme fondamental pour l'ouverture du quartier. Ballanche, l'endroit où des conflits d'usage étaient répertoriés dès que le marché à sauvette s'étendait ou était expulsé de Gabriel Péri, dépendrait de l'aménagement de cette dernière pour voir confirmée sa vocation d'espace de quartier et de flux d'entrée et sortie du quartier.

Par ailleurs, l'enquête permet une première auscultation des attentes de la population, en identifiant sept demandes prioritaires : la suppression du parking², la propreté du quartier, le renforcement de la fonction de square, le maintien de jeux, le maintien et le renforcement des fonctions de repos et de détente, que l'aménagement puisse être support de l'animation du quartier et, enfin, que l'espace soit végétalisé.

L'on retrouve l'ensemble de ces préconisations dans les cahiers des charges passés aux concepteurs (Grand Lyon - DGDU - DO - SEP, 1998a, 1998b) : le privilège de la dimension locale de l'aménagement et le pari de la végétalisation, la continuité piétonnière et la sécurisation de la sortie de l'école. Pour le confortement des usages, le programme est allé un peu plus loin, en essayant de cerner l'équilibre que les propositions devraient atteindre. Ainsi, l'espace devrait permettre la mixité des usagers à travers une diversité de lieux et d'usages, tout en évitant la fragmentation en sous-espaces trop cloisonnés. Et l'on énonce l'éventail des espaces à pourvoir : un ou des lieux de rencontre et de palabre calmes et ombragés pour les adultes et de discussions pour les adolescents, un terrain de jeux pour les enfants, un terrain de sports pour enfants et adolescents et un square plus grand que l'existant. Les croisements de la voirie, l'animation commerciale, les liaisons du quartier à la ville et vice-versa devraient aussi être pris en compte. Enfin, les matériaux, végétaux et mobiliers devraient

² Le projet de requalification du parking prévoyait la construction d'un immeuble fermant le quatrième côté de la place. Un parking devrait être réaménagé à son sous-sol. Pourtant, l'immeuble n'a jamais été construit.

prendre en compte l'identité du quartier, tout en assurant leur durabilité et facilité d'entretien.

Cette première phase du processus d'aménagement ne vient donc pas questionner le bien-fondé de l'aménagement de la place ni les lignes majeures de son aménagement. L'enquête aux usages et la rédaction du programme particularisent les desseins globaux venant du projet de requalification, sans les remettre en question.

Ce projet de requalification était venu à la suite d'un renversement fort de la position de l'agglomération vis-à-vis du quartier, il faut le rappeler. Après plusieurs décennies de projets d'urbanisme qui visaient raser deux îlots et y aménager un espace public de signification à l'échelle de l'agglomération, la Commission Moncey va permettre qu'une nouvelle attitude vis-à-vis Moncey s'installe : respectant l'identité du quartier, adressant les dimensions socioéconomiques du problème. L'aménagement de la place Bahadourian était le symbole majeur de cette nouvelle attitude. Ainsi, la remettre en cause serait remettre en cause toute cette nouvelle attitude du Grand Lyon. En outre, le système d'acteurs qui avait réussi à remettre le projet de démolition des immeubles en question restait en place avec, notamment, une forte présence du comité d'habitants et commerçants du quartier, qui fonctionnait comme une instance de mobilisation et revendication importante de la part de la population locale.

Enfin, les spécifications pour les sous-espaces à inclure ne contredisent pas les grands principes du projet de requalification et ils s'appuient sur les quelques préexistences dans l'espace, ce que renforce cette perception de cohérence et continuité globales du projet.

3.2 - La conception de l'espace, la concertation et le chantier

La phase de programmation entame la phase du choix du maître d'œuvre, finalement ramené à un marché de définition disputé par quatre candidats. Pendant le processus du choix du concepteur, une exposition des quatre finalistes a été organisée, pour que

les habitants du quartier puissent connaître les différentes propositions et en donner leur avis. Le plébiscite a favorisé la proposition de Samuel et Helms.

La synthèse faite de cette concertation préalable souligne quatre aspects (Grand Lyon - DGDU - DO - SEP, 1999). En premier, que le bien fondé du projet n'est pas questionné, même si l'on souligne que la priorité doit être accordée au logement et que certains s'opposent à la construction du nouvel immeuble. Deuxièmement, est exprimé le souhait de voir la place comme un support pour des usages divers et festifs, comme une manifestation de l'ambiance méditerranéenne et de la mixité sociale. Pourtant, est souligné dans le même temps la crainte de certaines nuisances, soit du bruit, soit l'attraction des usages de Gabriel Péri. Est formulé ensuite le désir des bonnes liaisons piétonnières Péri-Guichard, y compris l'amélioration de Ballanche. La limitation du stationnement et de la circulation inquiète plusieurs résidents et commerçants, pas toujours pour les mêmes raisons. Enfin, est exprimé le souhait pour des matériaux de qualité, ce que sera bien valorisé dans le projet lauréat, et d'un bon éclairage et de l'eau, sans qu'elle n'apporte de risques.

La préférence émise lors de la concertation par le projet de Samuel et Helms fait écho à l'opinion du jury du concours (Ville de Lyon - Cabinet du Président, 1999). Le jury avait élu deux projets comme les mieux travaillés. Celui qui n'a finalement pas été retenu ne l'a pas été à cause de son caractère « un peu trop » lyonnais » et sans grande originalité par rapport à la vocation méditerranéenne du quartier ». Le projet lauréat, lui, était « bien adapté au contexte sociologique et aux différents usages ». Cette mention au caractère excessivement lyonnais de la proposition battue est importante ; elle démontre effectivement ce renversement de l'attitude des autorités vis-à-vis de cette « méditerranéité » de Moncey qui était, par ailleurs, un élément mis en avance dans l'argumentaire du projet gagnant (Eva Samuel architecte et associés, Karin Helms paysagiste, Pierre Bouillon et Sophie Gramatica assistants, Giordano Tironi architecte, & SEFCO ingénierie, consultants, 1998).

La proposition de Helms et de Samuel correspond largement à l'espace qui a été effectivement construit. Il est revêtu dans sa quasi-totalité par un dallage en calcaire clair, s'étendant de façade à façade, y compris sur les voies. Au centre de la place, un espace vide, entouré par des sous-espaces/équipements voués à des usages spécifiques : un square avec une aire des jeux et des bancs, entouré par des buissons sur quatre côtés et un muret du côté place ; des tables de ping-pong ; un terrain de sports et une aire à jeu de boules ; un coin à palabres, avec des bancs en pierre, quelques-uns sans dos, et des arbres parsemés. Et des tasses d'eau aux jets très faibles. Trois des bords de la place ont des mails plantés et des bancs. La façade commerçante est la seule à ne pas avoir de telle allée, pour faciliter l'accès aux commerces. Enfin, la place a deux toilettes publiques.

Certaines de ces caractéristiques sont explicitement présentées comme des marqueurs de l'identité du quartier et du caractère méditerranéen du futur espace. C'est le cas des sous-espaces répondant aux différents usages préconisés, aussi bien que le choix d'un calcaire pour le sol, une pierre plus méridionale vis-à-vis de Lyon, une ville de granite (concepteur, entretien du 7/2/2014). Ce traitement soigné du sol en était aussi un signe : « dans l'espace méditerranéen, le sol n'est pas seulement vécu comme un lieu pour marcher, mais aussi un lieu pour le corps : rester debout à parler, s'accroupir, s'asseoir » (Eva Samuel architecte et associés *et al.*, 1998). De même, les fontaines ont des jets très faibles, dont le but est plutôt d'en apporter la présence et le son de l'eau, comme dans les espaces méridionaux (concepteur, entretien du 7/2/2014). Enfin, les essences végétales choisies sont aussi associées à des climats plutôt méditerranéens.

La proposition des concepteurs apporte aussi des innovations au programme, en proposant la construction d'une place aussi bien de la ville que du quartier, ce qui allait au-delà des injonctions d'insertion du quartier dans la ville présentes dans le projet de quartier et dans le programme de l'aménagement. Cette assumption de la simultanéité des deux échelles s'est traduite formellement dans deux modalités de prise

en compte des usages. D'un côté, les sous-espaces déjà mentionnés qui devraient offrir « des possibilités d'appropriation plutôt que des espaces définis » (Eva Samuel architecte et associés *et al.*, 1998). L'échelle de la ville, elle, se déclinerait dans la construction d'un « paysage général » : « afin de concilier échelle urbaine et échelle du quartier, le projet propose un paysage général capable de supporter et d'induire diverses situations, diverses installations, c'est le rôle que jouent le sol unitaire et le grand couvert de tulipiers [le mail piétonnier planté] (Eva Samuel architecte et associés *et al.*, 1998). Enfin, l'introduction d'un mur clôturant le square de jeux d'enfants côté place servait à créer une démarcation entre les espaces et de l'intimité dans le square, mais aussi à marquer l'axialité liant Gabriel Péri à la Part-Dieu, dans un souhait d'orienter les parcours des piétons.

Cette valorisation de la dimension ville est claire dans l'appréciation du jury (Ville de Lyon - Cabinet du Président, 1999), malgré son absence du programme initial. Pourtant, cette identification d'une place de la ville est présente dans plusieurs documents internes au processus et assumée comme quelque-part implicite et présente dans la tête des commanditaires tout au long du processus (Olivier, 2005, 56). Néanmoins, la dimension place de quartier restait prioritaire pour les concepteurs : ainsi, l'on justifiait une apologie de la construction du nouveau immeuble côté avenue de Saxe, une densification des alignements d'arbres de grand hauteur là où les façades contrastaient le plus et l'étendue du sol unitaire de façade à façade avec un souci pour la création d'une « intériorité », sorte d'énergie centripète qu'ouvrirait les immeubles sur la place (Eva Samuel architecte et associés *et al.*, 1998).

La similitude entre l'espace livré et la proposition initiale des concepteurs se doit en partie à une bonne réponse de la maîtrise d'œuvre au cahier des charges dès le début (Vareilles, 2006, 164, volume I). En outre, pendant l'enquête publique et la permanence de médiateurs organisée pendant la phase chantier, le projet n'a jamais rencontré une forte opposition de la part des riverains, sauf pour certains objets précis, tels que les jeux d'enfants, le terrain de sport ou la demande pour deux sanitaires publics.

Ainsi, les caractéristiques de l'aménagement de la Place Bahadourian et leur capacité à traverser tout le processus de production pratiquement immuables tiennent à la force du consensus généré au sein de la Commission Moncey. Cette dernière avait aussi permis d'instituer un réseau d'acteurs stable, notamment le rapport entre le Comité d'habitants et de commerçants et la maîtrise d'ouvrage, que portait les principes du projet de requalification du quartier. En outre, le fait que ce dernier incluait déjà des préconisations programmatiques fortes pour la place ne laissait pas une grande marge de manœuvre aux phases subséquentes du processus, sans que cela ne constitue une remise en cause de l'ensemble de la requalification du quartier. La question que se pose à l'aménagement de Gabriel Péri, alors, c'est de comprendre quelles sont les conditions de cette stabilité chez Bahadourian que ne se sont pas y reproduites, et les mécanismes qui ont permis cette différence.

4 - La construction du problème et de la résolution d'aménagement de la place Gabriel Péri

4.1 - Un premier programme pour une « place publique »

L'aménagement de la place Gabriel Péri commence à être discuté lorsque la mise en œuvre de la ligne de tramway se prépare, à partir de 1998, en tant qu'aménagement connexe à ce processus. A ce moment, les principaux interlocuteurs sont le SYTRAL, l'institution responsable pour la construction de la ligne, les urbanistes territoriaux de la Direction du développement urbain du Grand Lyon, responsables pour la construction du programme pour la place et la Mission Tramway, une mission *ad hoc* créée pour coordonner les travaux du tramway et les aménagements des espaces publics connexes qui assurerai la maîtrise d'ouvrage de l'aménagement de Gabriel Péri. La Mission était rattachée à la Direction des politiques d'agglomération de la Délégation générale au développement urbain. Ainsi, la maîtrise d'ouvrage était bien au sein des services de l'urbanisme, comme le

Service espace public, mais plutôt attaché à la mission puisqu'il y avait des enveloppes budgétaires différents (technicien, entretien du 05/06/2013). Le processus était en outre accompagné par les deux comités de suivi des espaces publics et la maîtrise d'œuvre serait aussi bien externalisée.

Le projet de requalification du quartier Moncey est alors présenté comme un des objectifs politiques plus vastes encadrant ce réaménagement, au même titre que la requalification des grands axes de la rive gauche du Rhône et l'insertion urbaine de la ligne de tramway (Grand Lyon, DDU-DPU-UTC, 1998). Le programme à élaborer devrait prendre en compte ces opérations déjà programmées, ainsi que le double caractère de carrefour de la place : pôle d'échange et carrefour routier, mais aussi un lieu d'échanges économiques et sociaux, y compris par la forte présence d'une population d'origine immigré sur un domaine public « peu adapté quant au traitement et aux services offerts ». Enfin, l'on devrait aussi prendre en compte que la place constituait une entrée de ville pour les flux est-ouest et « la complexité de lieu : absence d'unité, espace très morcelé, franchissements difficiles, espace à la fois fédérateur et rupture entre la trame urbaine organisée du plan MORAND [sic] et celle du faubourg de la Guillotière ».

Ce sont, ainsi, des enjeux de trois ordres distinctes : ceux de la mobilité, ceux de la vie sociale de la place et en dernier ceux liés à la complexité spatiale et à la localisation du lieu. Par la suite, l'on verra non seulement la difficulté de conjuguer ces trois dimensions de l'aménagement, mais aussi des conflits dans la définition des orientations programmatiques à leur sein, notamment en ce qui concerne les usages convenables à la placette devant le CLiP.

N'étant pas perçu comme prioritaire (Algoé & Mission Tramway, 1999), le processus s'est ralenti et les aménagements du tramway sont faits avant l'aménagement de la place. A ce moment, les discussions ne font pas de référence au projet du quartier Moncey, mais plutôt aux études en cours qui déboucheront dans l'opération des Berges du Rhône. En effet, ce n'est qu'en fin mai 1999 que le programme et le périmètre de l'opération sont enfin précisés (Grand Lyon -

DGDU - DO - EP, 1999). Le programme prévoit « l'aménagement de la place avec maintien de la continuité routière du Cours Gambetta et libération de l'espace public des placettes Nord et Sud avec une réduction des emprises des accès métro et marquage des seuils des rues secondaires grande rue de la Guillotière et Paul Bert ». Le périmètre incluait la place Péri et s'étendait à la place de la fresque [?] et aux carrefours de l'axe Marseille-Liberté avec les rues Béchevelin et Turenne.

Le diagnostic précédant le programme (Grand Lyon - DGDU - DPA - Mission Tramway, 1999) réaffirme le double enjeu des flux automobiles et d'un espace éclaté que, en tant que « cœur de quartiers populaires centraux » accueille une pluralité d'usages dont « l'attractivité s'exerce largement au-delà des limites des quartiers environnants ». C'est ce dernier aspect qui marque le plus fortement le programme : « hors celui du carrefour routier, c'est d'abord son rôle de carrefour de rencontre et de place publique qui ne semble pas trouver sa formalisation ». L'arrivée du tramway irait intensifier les flux et les échanges sur la place, en rendant « encore plus évidente la nécessité d'organiser ce lieu de rencontre et de passage ». La suite du processus, débouchant sur la solution mise en œuvre, sera une histoire de renversement du propos : les usages présents dans la place ne correspondent pas au rôle que l'espace doit jouer.

De ce diagnostic découle un programme en six points :

- donner une « réelle ampleur à l'espace piéton » ;
- traiter l'ensemble des trottoirs, des espaces et le passage du tramway pour que les piétons y trouvent du confort et de la sécurité ;
- diminuer le plus possible l'impact routier sur l'espace en rapprochant au mieux les bords des rues convergentes ;
- modifier les accès à la station métro pour améliorer l'usage piétonnier en surface sans pénaliser l'accès au sous-sol ;
- « l'espace piétonnier agrandi et libéré au maximum, on lui apportera le

confort habituel de place publique en correspondance avec les usages spécifiques du lieu » ;

- considérer « qu'il s'agit d'un espace public majeur du Grand Lyon et que le projet devrait lui apporter la qualité correspondante ».

Toutefois, ce programme ne pose pas la question des éventuelles incompatibilités entre le statut de l'espace dans l'agglomération, les usages présents à conforter et les desseins de fluidité des déplacements piétons. En outre, il n'y a aucune mention ni aux activités illicites ni au sentiment d'insécurité ressenti par plusieurs usagers dans la place. Cette non-résolution des éventuelles conflits entre les différents objectifs et l'absence de mention aux usages illicites présents sur la place mèneront par la suite à un questionnement de la solution d'aménagement proposée, provoquant des changements à celle-ci aussi bien qu'au programme.

4.2 - L'encombrement comme problème causé aussi par les gens

Début 2000, lorsque les procédures pour la concertation préalable ont été entamées et que les travaux de conception démarrent, l'imminence de l'aménagement semble intensifier les plaintes par rapport à la sécurité dans la zone et les plaides pour que l'aménagement résout ces problèmes (Les commerçants et habitant de la place Gabriel Péri (Place du pont), 2000 ; Mairie du 3^e arrondissement de Lyon, 2000a). Des habitants et des commerçants (de rues au-delà du périmètre de mobilisation pour le quartier Moncey) et des élus d'arrondissement ont joué un rôle particulièrement fort dans cette vocalisation du problème de la sécurité. Au fur et à mesure, la question de la sécurité et des activités illicites sur la place sont explicités dans le débat autour des enjeux de la place, ce qui n'avait pas été le cas avant.

Cependant, les premières propositions de la maîtrise d'œuvre et les échanges avec la maîtrise d'ouvrage et les comités de suivi ne font pas encore part de cette montée en importance des enjeux de la sécurité. Ainsi, les premières idées des concepteurs proposaient une remise en ordre de la « confusion dans

l'espace et les usages », mais une remise en ordre « qui soit positive » (Grand Lyon - DGDU - DO - EP, 2000a). Ils recherchaient ainsi une conception unitaire de l'espace à travers un traitement du sol simple, dont le calepinage déclinerait le tracé du tramway. Le projet comportait un repositionnement des accès métro et la plantation d'arbres où le sous-sol le permettait. Ces arbres structuraient des modules avec un mobilier d'assise et de la fontainerie, dans ce que les concepteurs appelaient un « équipement de convivialité » (Grand Lyon - DGDU - DO - EP, 2000c) Le projet prévoyait aussi un gain d'espace piéton sur la rue Paul Bert, dont la chaussée serait un peu diminuée. Devant ces propositions, le groupe technique fait peu de remarques : ne pas oublier le maintien du caractère d'échange piéton de la place, ajouter un projet lumière et rechercher une échelle moins monumentale et plus délicate.

La concertation préalable, tenue de juillet à novembre, a compris la mise à disposition d'un dossier et de deux réunions publiques, et s'est faite sur les principes programmatiques ; la plupart des partis d'aménagement du maître d'œuvre ont été laissés explicitement hors le débat (Grand Lyon - DGDU - DOT - UTC, 2000). Le périmètre du projet avait été redéfini, devenant plus restreint, couvrant la place, l'arrivée Rue de Marseille et l'extension du plateau de la place devant le CLiP (rues Paul Bert, Turenne), ceci étant un pari de conception (Grand Lyon, DGDU-DPA-Mission Tramway, 2000a).

L'on présente différemment les enjeux de l'aménagement aux réunions publiques (Grand Lyon, 2000). Les usages sont réduits aux flux piétons, automobiles et aux transports en commun. Les atouts sont sa situation de porte dans Lyon, le commerce, le quartier vivant, la connexion de transports en commun et l'architecture ancienne de qualité, tandis que les points négatifs, surtout liés à l'usage sont « l'encombrement de l'espace qui empêche un flux souple et confortable de piétons » et « un espace qui est perçu comme découpé, incohérent ; ce n'est pas un espace public reconnaissable ». Les contraintes passent par le maintien des flux automobiles, la valorisation et la sécurisation des flux piétons, la valorisation des commerces (livraisons), la facilitation des connexions aux transports et le sous-

sol encombré. Les objectifs découlaient assez directement de ce portrait en ce qui concerne les pratiques liés à la mobilité, mais des éventuelles incompatibilités en termes d'usages restaient : libérer le plus d'espace public pour les piétons en essayant d'agrandir la surface, amener plus de convivialité et rechercher la plus grande mixité des usages.

Les projets du maître d'œuvre ont pris la mission du désencombrement par la diminution des emprises des sorties de métro et par l'extension de la place côté rue Paul Bert (Grand Lyon - DGDU - DO - EP, 2000b). Pourtant, à partir d'octobre, suite à une intervention d'un élu d'arrondissement³, la notion d'encombrement va être explicitement associée à la présence d'usagers « stationnaires » sur la place (Grand Lyon - DGDU - DO - EP, 2000c). Ainsi, le fait que la place « doi[ve] fédérer les différentes composantes » (rues, quartiers) et qu'elle doive « appartenir à tout le monde » lui mène à conclure qu'on est devant « un lieu de mouvement ». Par conséquent, il fallait « éviter de reconstituer des espaces restreints et de créer des émergences », y compris « du mobilier d'assise ». Cette suppression des prises pour des usages stationnaires était nécessaire pour « créer les conditions de redistribution des usages et de faire en sorte que cet espace soit utilisé par tous ». Ces objectifs étaient justifiés « en complémentarité de l'espace Moncey-St. Jacques [la place Bahadourian] qui a plus une vocation de quartier »⁴. Le comité de pilotage approuve le projet, en demandant la suppression des blocs fontaines et du mobilier d'assise. La fontainerie pourrait être envisagée au niveau du sol.

C'est donc à ce moment, pendant que les phases de conception et concertation se déroulaient, que le programme connaît un premier tranchement entre les principes éventuellement contradictoires du projet. La

3 Qui avait été, par ailleurs, un des défenseurs de la démolition des îlots du quartier Moncey, en mettant en avant des notions de dédensification, de poumon vert... (Olivier, 2005).

4 Et ce malgré l'enquête des usages du quartier qu'avait démontré les différents publics associés aux différents usages et l'improbable d'un déplacement des usages de Péri à Bahadourian. Ces arguments avaient d'ailleurs été efficaces pour contrer certains opposants au projet de la place Bahadourian (technicien, entretien du 9/12/2014).

fluidité des flux piétons et l'universalisation de l'accès à cet espace du mouvement exigent la suppression de l'encombrement de l'espace, y compris par « les hommes debout ». Toute prise éventuellement suggérant que ces usages stationnaires étaient les bienvenues a conséquemment été supprimée de l'espace. Sans que le programme soit forcément réécrit, les desseins de la convivialité et la recherche de la « place publique » sont effectivement abandonnés en profit de celui de la fluidité des déplacements piétons.

4.3 - L'avènement d'une pensée sécuritaire

En même temps que ce premier débat autour des discours de la fluidité et de l'encombrement est tranché, les questions de la sécurité vont émerger, portées à la fois par la Ville de Lyon, engagée dans la mise en place d'un dispositif d'évaluation des projets urbains par rapport aux questions de la prévention situationnelle, et par les résultats des réunions publiques de concertation.

La maîtrise d'ouvrage avait encadré la première réunion publique autour du thème de l'encombrement et de la gêne causée à la circulation, mais le débat a plutôt adressé les rassemblements et le marché sauvage devant le CLiP, ainsi que les actes de vandalisme (Grand Lyon, DGDU-DPA-Mission Tramway, 2000b). La maîtrise d'ouvrage insiste que l'inauguration de Bahadourian irait attirer des usagers de la place. De son côté, la maîtrise d'œuvre se rappelle de réunions tendues, assistés majoritairement par des riverains et où le mot d'ordre était de terminer le rassemblement des hommes debout et le marché (concepteur, entretien du 24/3/2015).

Le bilan de la concertation (Conseil de la Communauté urbaine de Lyon, 2001) fait ressortir trois thèmes. D'abord, en ce qui concerne « la dimension urbaine de la place », l'on registre des plaides pour une opération de démolition d'immeubles, pour la considération du caractère méditerranéen de la place et pour la végétalisation de la place. En ce qui concerne « la vocation de la place [...] par rapport au quartier », on constate son caractère de carrefour et

l'importance de renforcer la cohésion du quartier spatialement fragmenté. L'on se demande encore sur comment y créer une véritable place, porte sur plusieurs quartiers avec un équilibre entre la circulation des piétons et le rassemblement, la rendant accessible à tous. Enfin, « pour la sécurité et l'agrément des usages », il faudrait modérer la circulation automobile, diminuer les emprises de métro, installer des bancs et travailler l'éclairage. Ainsi, malgré les voix qui s'étaient fait entendre par rapport aux rassemblements de gens et au marché devant le CLiP, la concertation fait encore part d'une absence de consensus par rapport aux principes programmatiques de la place⁵. Cela viendra par les efforts promus par la Ville pour la prise en compte des enjeux de sécurité dans cet aménagement.

En 2000, la Ville institue un groupe réunissant différents acteurs du domaine de la sécurité, préfigurant une Commission de la prévention situationnelle qui irait constituer une instance d'évaluation de tous les projets d'aménagement (Mairie du 3^e arrondissement de Lyon, 2000b). Des premières rencontres de ce groupe émerge le constat que plutôt qu'un problème de sécurité, on est devant un phénomène culturel pouvant entraîner des incivilités et des nuisances, ainsi que l'inefficacité des tentatives pour mettre fin au marché sauvage (Ville de Lyon, DSP, 2000). Le projet n'est pas remis en cause et suit son cours.

C'est le changement politique suite aux élections municipales de mars 2001 qui va intensifier l'activité de ce groupe de travail et impulser un deuxième changement au projet et à son programme. En reconnaissant l'inexistence de corrélation entre « le phénomène d'ordre culturel » et la délinquance, l'on propose un plan d'action qui va encadrer certaines des pratiques « d'ordre culturel » et s'engager dans « un plan de reconquête du territoire » commençant par une « phase d'assainissement » (Ville de Lyon - Groupe de travail sécurité, 2001), attaquant le sentiment d'insécurité et « l'insécurité réelle » avec une forte augmentation de l'action policière dans un premier moment

⁵ Il faut tenir compte de l'échantillon réduit que la concertation pour la place constitue : deux réunions publiques et douze propos recueillis sur les dossiers tenus à disposition du public.

(Ville de Lyon - Cabinet du Maire - Le Conseiller Technique pour la Sécurité, 2001). Le ton d'urgence dans les propositions (« [le quartier] est totalement sous influence et échappe de ce fait à toutes les structures habituelles ») fait écho d'une demande habitante relayée par la presse locale et est accueilli favorablement par la nouvelle mairie d'arrondissement (Menvielle, 2001a, 2001b).

Cela aboutira à une demande pour une révision du projet d'aménagement : « la question de la qualité urbanistique du projet n'appelle pas de remarques particulières mais nécessite l'intégration des questions de sécurité » (Grand Lyon - DGDU - DPO - Mission Tramway, 2001). L'enjeu a été de faire en sorte que l'aménagement ne facilite pas les rassemblements de population tout en rendant plus aisés et plus confortables les flux de déplacements des riverains (Grand Lyon - DGDU - DPO - Mission Tramway, 2001). L'on garde l'injonction à l'évitement de tout obstacle dont l'usage serait perverti en siège ou étendoir et on interdit la mise en place des systèmes non pérennes comme des plantations. Les solutions devaient en outre permettre un entretien facile, être solides et ne pas fournir d'espaces de dissimulation ou de cache. La placette Ballanche devrait aussi être ajoutée au périmètre de l'aménagement, dont le problème était celui de l'enclavement, augmentant sentiments d'insécurité et pratiques illicites⁶. La piste du « cœur d'îlot » devait être poursuivie. A ce moment, le chantier sur la place Gabriel Péri était déjà en cours, côté 7^e arrondissement.

En janvier 2002 (Haag, 2002), un riverain propose le retournement de la sortie métro vers le cours Gambetta pour fluidifier les déplacements et pour améliorer la perception de sécurité de ceux qui sortaient du métro, en évitant les attroupements habituels sur la

⁶ La recherche archivistique et les entretiens n'ont pas permis de comprendre les raisons derrière l'abandon de l'extension de l'aménagement à cette placette, de même que pour sa non-inclusion dès le début. Elle avait pourtant été statuée par le conseil de la communauté (Conseil de la Communauté urbaine de Lyon, 2002) et des plans ont été faits par la maîtrise d'œuvre (concepteur, entretien du 24/3/2015). La placette fait à présent objet d'études de réaménagement, dont le processus semble être momentanément arrêté à cause de l'opposition habitante à la démolition de deux immeubles à l'angle de la rue Paul Bert/Gabriel Péri (habitant, entretien du 24/7/2013).

place. Il précise que l'aménagement proposé n'encourage pas les rassemblements, mais ne les décourageait pas non plus et que l'espace additionnel pourrait avoir un effet pervers à ce sujet. Il propose que les fontaines au sol présentes dans le projet soient répandues sur une superficie supérieure et avec des jets d'eau verticaux, rendant ces espaces inutilisables. Ces demandes ont été acceptées par la maîtrise d'ouvrage.

De son côté, le maître d'œuvre s'est senti contraint de suivre les injonctions de la maîtrise d'ouvrage, malgré un certain désaccord conceptuel (concepteur, entretien du 24/3/2015). Il essaye, dans ce projet revisité, de garder l'objectif que la fontainerie jouait dans son projet initial : qu'elle serve à inciter, d'une manière douce (y compris par les jeux de lumière que leur sont associés), une répartition des usagers sur l'ensemble de l'espace, sans pour autant gêner aux déplacements. Les fontaines étaient aménagés de manière à que l'on puisse les traverser.

Dans le projet enfin mis en place, les principes pour le revêtement du sol restent ceux du début, aussi bien que l'extension des superficies à l'usage piéton. Des arbres de haute tige ont été plantés là où le sous-sol l'a permis. Les fontaineries ont été installées, couvrant une partie importante de l'espace devant le CLiP. Pourtant, des problèmes techniques ont empêché leur fonctionnement (Bruno Tanant architectes, 2004) – elles n'ont jamais fonctionné de manière régulière et sont à présent désactivées. Aujourd'hui, deux terrasses de taille raisonnable se trouvent contre le CLiP.

5 - Discussion

Ce parcours par les deux processus permet d'adresser les quelques repères de départ de cet article. Il confirme le caractère construit et la simultanéité de la construction des problèmes et des solutions. L'on retrouve également l'indétermination *a priori* des projets, dont la définition politique du contenu se fait en même temps qu'un jeu d'acteurs se structure. La politique d'espaces publics de Lyon contribue à cette indétermination dans la mesure où elle veut explicitement laisser

la marge de manœuvre pour la construction du problème politique et de la réactivité au contexte lors de chaque processus.

Dans cette discussion finale, je vais dégager quelques pistes qui permettent de comprendre comment cette différence entre les deux places a pu se construire et ce que ces exemples montrent par rapport au façonnage des quartiers populaires centraux.

Une première remarque pour expliquer cette différence tient à des situations de départ non similaires des deux aménagements, notamment le fait que la place Bahadourian ait été un espace qui restait en large mesure à inventer, là où la place Gabriel Péri était un espace déjà existant et fortement marqué par certains usages. L'on peut ainsi argumenter qu'à Bahadourian le bien-fondé du projet n'est pas vraiment remis en question puisqu'il était surtout posé comme « faire une place ». A Gabriel Péri, les représentations négatives ancrées dans des pratiques spatiales très marquantes mènent à une projection dans l'avenir construite à partir de ce qui n'était pas souhaitable dans la situation présente. Ainsi, les demandes pour l'actuation sur les usages existants sont plus précises et plus énergiques que pour les usages futurs, où les termes sont formulés d'une manière plus abstraite (fluidité, confort, convivialité...).

Par ailleurs, le projet de requalification du quartier Moncey avait marqué un nouveau rapport au quartier de la part du Grand Lyon, mais aussi stabilisé un jeu d'acteurs qui reconnaissait l'identité méditerranéenne du quartier comme un atout et un certain consensus sur le devenir du quartier. La place Bahadourian constituait une des opérations phare de ce projet, par l'injonction forte à la création d'une place de quartier. Celle-ci s'est traduite dans une identification de différents segments d'une demande sociale auxquels il fallait répondre par un espace segmenté. Ainsi, la marge de manœuvre pour changer les principes de l'aménagement était réduite, sous peine de remettre en question tout le projet de requalification pour le quartier et le réseau qu'il avait institué.

Ce rapport, révélé dans un *ethos* de respect et de valorisation des usages « méditerranéens » existants, est absent

dans l'aménagement de la place Gabriel Péri. Le fait que ce réaménagement soit déclenché par la création de la ligne de tramway lui place sur une autre ligne budgétaire et instaure un jeu d'acteurs distinct de celui de Bahadourian. Si le projet de requalification de Moncey fait référence à l'aménagement de Péri, ce dernier est *de facto* dehors de ce projet d'un point de vue de sa gouvernance. L'affirmation de cette extériorité est renforcée par la localisation de la place elle-même. Si Bahadourian est au cœur du quartier et son destin est par conséquent inextricable de celui du quartier, à la place Gabriel Péri, en tant que porte de plusieurs quartiers, fragmentée par des réseaux viaires sur deux arrondissements, on détient une marge de manœuvre distincte pour construire les enjeux de son aménagement. La définition de l'échelle de la place et le langage issu de la mobilité et du transport seront dans un premier moment très importants pour opérer cette différenciation. Cela ouvre aussi l'accès de nouveaux acteurs aux discussions, issus de quartiers autres que Moncey.

L'indétermination du problème politique à Gabriel Péri est d'autant plus forte que la décision pour l'aménagement précède la construction du problème d'aménagement. Issu d'une opportunité conjoncturelle liée au tramway, l'on avance pour l'aménagement avec un programme vaste qui ne priorise pas les objectifs entre soi et qui n'explicite pas les liens de causalité derrière le diagnostic de l'espace encombré.

Cette filiation dans la construction du tramway et le conséquent emplacement de la maîtrise d'ouvrage chez la Mission Tramway peut aussi expliquer cette différence. Elle instaure un acteur puissant et nouveau dans le jeu – le SYTRAL –, dont la logique d'action est restreinte au réseau de transport, et pose automatiquement la question de l'accommodation de l'infrastructure et des nouveaux flux de passagers. Ce langage et ce cadre de pensée sont automatiquement apportés au processus : on parle de flux piétons, de leur fluidité et sécurité, de carrefour routier, de pôle d'échanges... Cela aide à comprendre l'apparition quasi-automatique du diagnostic de l'encombrement de l'espace comme problème à résoudre.

Le lien de causalité pour cet encombrement n'est pas totalement exploré au début. Il est initialement pris comme un dysfonctionnement de l'espace, qu'il faudrait dégager et rendre plus convivial, pour que les piétons circulent librement et que l'espace retrouve son caractère de place publique, associé surtout à des usages stationnaires. Ce n'est que devant la proposition des modules de convivialité de la part de la maîtrise d'œuvre que les décideurs explicitent davantage une dimension du problème jusque-là absente de la demande : au diagnostic d'un espace encombré par plusieurs émergences, l'on ajoute les usages stationnaires comme des objets encombrants qu'il faudrait décourager. Le champ lexical de la mobilité devient prédominant dans les discours de la part de la maîtrise d'ouvrage à partir de ce moment.

L'association au tramway a pu aussi jouer un rôle dans la définition du périmètre de l'opération qui ne prend pas en compte la placette Ballanche, l'espace de transition vers le quartier Moncey, que l'enquête d'usage avait explicitement décrit comme l'endroit où les conflits d'usage étaient présents, mais que ne constituait pas une voie majeure. Il serait ainsi vraisemblable qu'un projet visant la régulation de la globalité des usages sur la place l'aurait inclut et c'est bien le cas lorsque la démarche sécurité va demander son inclusion dans l'opération. La réduction discursive des usages aux seuls déplacements et usages des transports légitime la définition de ce périmètre et ce dernier renforce cette lecture des usages qui ne prend pas en compte les usages stationnaires sur la place.

Enfin, ce périmètre et cet ancrage discursif rendent possible et renforcent la lecture de l'échelle de la place en tant qu'entrée de ville, charnière entre plusieurs quartiers et lieu de l'agglomération. Cela permet en quelque sorte une mise en parenthèses des enjeux solidifiés dans la construction du projet de requalification de Moncey : si la place n'est pas une place de quartier, sa résolution ne serait pas à chercher dans l'éventail d'opérations prescrit pour celui-ci.

Cet état d'affaires lors de l'arrivée de la nouvelle équipe municipale en 2001 n'a pas posé de résistance à l'affirmation de l'approche sécuritaire, puisque les

préconisations d'aménagement des deux logiques ne sont pas incompatibles.

C'est aussi cette pensée sécuritaire qui va s'engager dans une discussion détaillée des usages dans la place, au-delà de ceux de la mobilité. Mais là où dans le quartier Moncey la reconnaissance de la différence entre l'identité méditerranéenne et les incivilités avait mené à la construction de prises pour accueillir ces usages, à Gabriel Péri la reconnaissance de cette différence sert à justifier la suppression de tout usage, pour libérer une population otage d'un lieu sous influence. J'avais déjà suggéré que la localisation de la place Gabriel Péri ouvre davantage le jeu d'acteurs engagé dans l'aménagement et que cela s'est notamment traduit dans une présence plus forte des voix contre les rassemblements devant le CLiP, rejoignant les souhaits des élus, contrairement au consensus apparent existant au sein du quartier Moncey. Mais la temporalité des aménagements peut aussi aider à comprendre cette différence. Ainsi, lorsque l'équipe de Gérard Collomb va pousser de manière déterminée l'agenda sécuritaire sur le quartier, les travaux de Bahadourian étaient déjà en cours, tandis qu'à Gabriel Péri ils n'avaient pas encore démarré côté 3^e arrondissement. Le coût d'une reprise de l'aménagement était donc moindre à Péri qu'à Bahadourian.

Cette liaison à une demande des riverains pour la suppression des rassemblements constitue aussi un réengagement avec l'échelle locale, dans le sens où la parole habitante vient légitimer l'intervention politique et parce qu'elle reconnaît la différence entre les pratiques habitantes et celles illicites. Ainsi, la répression de ce rassemblement se fait au nom de la qualité de vie des riverains. Dans la mesure où ce renouement avec l'échelle locale ne contredit pas la solution d'aménagement préconisé pour cet espace d'agglomération, elle se fait sans demander une refonte du projet. Enfin, l'échelle locale est ramenée encore par les affirmations de la complémentarité entre les aménagements de Bahadourian et de Gabriel Péri. Les usages stationnaires pourraient ainsi y retrouver une nouvelle place ; l'on ne discute pas, pourtant, que ces usages sont le fait de catégories d'usagers très distinctes et que l'accès des « hommes debout » était très

contraint par un fort contrôle social, comme l'enquête d'usage avait démontré.

Cet article a montré l'exemple d'un quartier populaire central de Lyon et les fluctuations des projets d'aménagement vis-à-vis ses espaces publics. La définition de l'échelle des espaces, et donc des aménagements, est apparue comme l'outil discursif principal pour légitimer le mode d'engagement avec le caractère populaire et central du quartier. Ainsi, quand on prône le quartier comme l'échelle de l'espace, l'on retrouve un esprit qui vise à valoriser l'identité populaire – et méditerranéenne, dans le cas de Moncey – et les pratiques qui vont avec. Inversement, l'affirmation de l'échelle de l'agglomération semble plutôt valoriser le caractère central de ces quartiers. Une centralité géographique à laquelle doit correspondre la création d'une centralité urbaine que ne permettrait pas, dans le cas de Gabriel Péri, le maintien des usages traditionnels de cet espace, y compris dans ce qu'ils avaient de populaire et méditerranéen. En outre, l'on a vu comment ces constructions politiques de l'échelle des différents espaces peuvent être utilisées d'une manière articulée pour essayer de codifier les usages de l'espace : la suppression des usages « populaires et méditerranéens » de la place Gabriel Péri, qui devait retrouver sa vocation d'espace d'agglomération, devenait acceptable et justifiable par l'affirmation de l'échelle de quartier et du caractère populaire et méditerranéen que l'on venait de créer à Bahadourian. Enfin, il émerge aussi une certaine incompatibilité entre certains usages, catégories et échelles. Ainsi, à Bahadourian on associait le quartier au méditerranéen et au populaire et à des usages stationnaires et de circulation, tandis qu'à Gabriel Péri on a associé une même solution de désencombrement et occupation de l'espace aux intérêts des deux échelles – celles du quartier et de l'agglomération – autour de l'importance du déplacement. L'on n'a jamais reconnu la légitimité d'un usage populaire, méditerranéen, stationnaire et d'agglomération.

Références

- Agence d'urbanisme du Grand Lyon, 1997, *Densité, composition. Approche patrimoniale du quartier Moncey*, Agence d'urbanisme du Grand Lyon, Lyon.
- Algoé et Mission Tramway, 1999, *Compte rendu de réunion de coordination du 15/4/1999*.
- Antona Marie-France, 2012, « 2012, Moncey, un quartier au milieu du gué ? Retour sur 14 ans de "réhabilitation et de requalification sociale" du quartier Moncey », *Sauvegarde et Embellissement de Lyon - Bulletin de Liaison*, 101, p. 3–5.
- Azéma Jean-Louis, 2001, « L'expérience lyonnaise, la naissance d'une organisation », in Toussaint J.-Y. et M. Zimmermann M (Eds.), *User, observer, programmer et fabriquer l'espace public*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, p. 185–198.
- Berthet Jean-Marc, 1997, *La Place du Pont à Lyon. Archéologie d'un Espace Public et Histoire Sociale*, Université de Perpignan, Perpignan.
- Betin Christophe, 2001, « La construction de l'espace public. Le cas de Lyon », *Géocarrefour*, 76(1), p. 47–54.
- Bruno Tanant architectes, 2004, *Lettre d'Hervé Houy à Bernard Altere du 9/6/2004*.
- Calderon Camillo et Chelleri Lorenzo, 2013, « Social Processes in the Production of Public Spaces: Structuring Forces and Actors in the Renewal of a Deprived Neighbourhood in Barcelona », *Journal of Urban Design*, 18(3), p. 409–428.
- Conseil de la Communauté urbaine de Lyon, 2001, *Rapport au conseil n.°2001-1-7890-V01, Place Gabriel Péri - Bilan de la concertation*.
- Conseil de la Communauté urbaine de Lyon, 2002, *Délibération n° 2002-0545*.
- Dubief Jessie et Antona Marie-France, 2012, *Le quartier Moncey, 250 ans d'urbanisme*. Exposition du 30 mars au 30 juin 2012 au Centre Social Bonnefoi - 5 rue Bonnefoi.
- Eva Samuel architecte et associés, Karin Helms paysagiste, Pierre Bouillon et Sophie Gramatica assistants, Giordano Tironi architecte, & SEFCO ingénierie,

- consultants, 1998, *Un séjour dans le quartier. La place Moncey Saint-Jacques, Lyon 3^e. Marché de définition.*
- Foret Catherine, 2008, *L'invention d'un vocabulaire des espaces publics (1990-94) ou comment renforcer l'unité de l'agglomération par "l'harmonisation des signes du territoire."* Millénaire 3, le Centre Ressources Prospectives du Grand Lyon, Lyon.
- Grand Lyon, 1999, « Moncey, pour un aménagement adapté. Texte de l'exposition présentant les grandes orientations du projet de requalification du quartier en 1998 », *Cahiers Du millénaire3*, (14), 15–17.
- Grand Lyon, 2000, *Gabriel Péri, réunion publique de concertation.*
- Grand Lyon, DGDU, DO, EP, 1999, Compte-rendu de la réunion du groupe de pilotage des espaces urbains du 31/5/1999.
- Grand Lyon, DGDU, DO, SEP, 2000a, Compte rendu de réunion du groupe technique de suivi du 06/06/2000.
- Grand Lyon, DGDU, DO, SEP, 2000b, Compte-rendu de réunion du groupe de technique de suivi du 18/09/2000.
- Grand Lyon, DGDU, DO, SEP, 2000c, Compte-rendu de réunion du groupe de pilotage des espaces urbains du 16/10/2000.
- Grand Lyon, DGDU, DO, SEP, 1999, Espace Moncey - Saint-Jacques. Synthèse de la concertation préalable.
- Grand Lyon, DGDU, DO, SEP, 1998a, Création d'une place publique quartier Moncey St. Jacques. Dossier consultation des concepteurs. Cahier des charges.
- Grand Lyon, DGDU, DO, SEP, 1998b, Création d'une place publique quartier Moncey St. Jacques. Marché de définition. Cahier des charges.
- Grand Lyon, DGDU, DOT, UTC, 2000, Note de Jean-Marc Valentin à Belgacem M'Barki.
- Grand Lyon, DGDU, DPA, «Mission Tramway», 1999, Note au service des marchés publics.
- Grand Lyon, DGDU, DPO, «Mission Tramway», 2001, Note de Belgacem M'Barki à Benoît Quignon du 18/12/2001.
- Grand Lyon, DGDU, DPO, «Mission Tramway», 2001, Compte-rendu de réunion du 19/12/2001.
- Grand Lyon, DDU, DPU, UTC, 1998, Note de cadrage Tramway - Espaces Publics, Mission assistance à maîtrise d'ouvrage, Aménagement place Gabriel Péri, rédaction du programme.
- Grand Lyon, DGDU, DPA, «Mission Tramway», 2000a, Compte rendu de réunion Place Gabriel Péri du 21/07/2000.
- Grand Lyon, DGDU, DPA, «Mission Tramway», 2000b, *Compte rendu de la réunion publique, Place Gabriel Péri, Lyon 3^e et 7^{ème}.*
- Gras Pierre, Jaubert Albert et Guy François, 1995, *Révélateurs de ville. Lyon, travaux récents de l'Agence d'urbanisme, Mardaga, Liège.*
- Haag Alain, 2002, Lettre d'Alain Haag à Fabienne Cresci du 11/01/2002.
- Idt Joël, 2008, « La construction des problèmes politiques de l'action publique à partir de questions techniques: analyse de projets d'aménagement urbain à Paris », *Politique et Sociétés*, 27(2), p. 191–218.
- Les commerçants et habitant de la place Gabriel Péri (Place du pont), 2000, Pétition à la Communauté urbaine.
- Magalon Nicolas, 2000, *Démarches de projets d'aménagement urbains. Mise en œuvre de la politique d'espace public du Grand Lyon*, CERTU, Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques, Lyon.
- Mairie du 3^e arrondissement de Lyon, 2000a, Lettre de Pierre Berat adjoint au maire du 3^{ème}, délégué aux déplacements urbains, à la Mission Tramway, du 09/03/2000.
- Mairie du 3^e arrondissement de Lyon, 2000b, Lettre de Christian Phillip à la Directrice générale des services du Grand Lyon du 31/10/2000.
- Menvielle Dominique, 2001a, « Parvenir à la fluidité place Gabriel-Péri », in *Le Progrès* du 7/10/2001.
- Menvielle Dominique, 2001b, « Plan de mandat: les riverains se polarisent sur la sécurité », in *Le Progrès* du 07/10/2001

- Olivier Laure, 2005, *Un espace public en tension entre enjeux de quartier et d'agglomération: Jeux d'acteurs et enjeux autour de la place D. Bahadourian à Lyon*, ENTPE, Lyon.
- Rittel Horst W. J. et Webber Melvin M., 1973, « Dilemmas in a General Theory of Planning », *Policy Sciences*, 4, p. 155–169.
- Urbanis Partenaires, 1998, *Démarche sociologique intégrée à la programmation de l'aménagement de la future place Moncey - Saint-Jacques*.
- Vareilles Sophie, 2006, *Les dispositifs de concertation des espaces publics lyonnais - Eléments pour une analyse du rôle de la concertation des publics urbains dans la fabrication de la ville*, INSA Lyon, Lyon.
- Ville de Lyon, Cabinet du Maire, Le Conseiller Technique pour la Sécurité, 2001, Note à l'attention de Monsieur Le Maire: Sécurisation du quartier dit de la Place Péri et Amélioration du Cadre de Vie du 23/09/2001.
- Ville de Lyon, Cabinet du Président, 1999, *Quartier MONCEY - Aménagement de la place centrale. Note de Marc Chappuis, Chargé de Mission au Cabinet du Président à Raymond Barre*.
- Ville de Lyon, Groupe de travail sécurité, 2001, Compte-rendu de réunion pour le secteur Moncey-Gabriel Péri du 08/06/2001.
- Ville de Lyon, DSP, 2000, Compte rendu de réunion sécurité.

Photos de la page 119

Photo de gauche : La place Gabriel Péri et, derrière le CLiP, le quartier Moncey ; juillet 2013. ©Pedro Gomes

Photo de droite : Le coin à palabres, Place Bahadourian, juillet 2013. ©Pedro Gomes

Remerciements

Cette recherche est financée par la Fondation pour la Science Technologie du Portugal (référence SFRH/BD/78852/2011) avec des fonds nationaux et du FSE. Je remercie mes deux directeurs de thèse, Alain Bourdin et Jorge Carvalho, ainsi que les enquêtés et les documentalistes aux archives de la Ville et de la Communauté Urbaine de Lyon et au Service de documentation de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération lyonnaise. Ma recherche a aussi reçu le généreux soutien d'Yves Hanin et du CREAT-LOCI à l'Université Catholique de Louvain, et de The Barber Shop/Margarida Mendes à Lisbonne. Je tiens encore à remercier le comité d'organisation de ce séminaire de recherche, notamment à Jacques Galhardo, et à tous les participants pour leurs remarques et contributions à une version initiale de cet article. Enfin, je dois remercier les aimables critiques et commentaires de mes collègues de l'équipe « urbanisme : idées, méthodes, acteurs » du Lab'Urba et, surtout, des deux réviseurs anonymes. Toute faute reste néanmoins de ma seule responsabilité.



Mouraria: onde mora o quotidiano na invenção do património urbano?

Marluci MENEZES

Investigadora do Laboratório Nacional de Engenharia Civil – LNEC, Geógrafa, Doutora em Antropologia

Resumo : *Discute-se, em linhas gerais, o proveito da análise das práticas quotidianas para melhor compreender as dinâmicas socio-espaciais de invenção continuada do património numa cidade em acelerado processo de transformação. Este objetivo de cunho mais abrangente é aqui introduzido a partir de comentários específicos e relacionados com o Bairro da Mouraria, em Lisboa. Isto porque, ao considerar este bairro como caso de discussão, chama-me particular atenção uma certa centração naquilo que o bairro foi (ou teria sido) – o passado – e naquilo que se pretende como horizonte futuro para o bairro – o projeto. Essa espécie de lógica de ocultação do quotidiano – algures perdido entre um passado idealizado (mas que pode também ser rejeitado) e um sedutor horizonte futuro que, em grande medida, se delinea por contraposição ao que é indesejável (e relacionado com um tempo-espaço passado, mesmo que próximo) – conduz-me a pensar sobre o interesse em investir num conhecimento que contribua para melhor compreender-se os sentidos e significados quotidianos do viver o bairro, a cidade, como se de uma reivindicação ao direito à visibilidade do quotidiano também tratar-se.*

Résumé : Nous discutons, de manière générale, l'intérêt de l'analyse des pratiques quotidiennes, pour mieux comprendre les dynamiques sociospatiales de l'invention continuée du patrimoine d'une ville qui connaît une accélération du processus de transformation. Cet objectif, d'une plus large ampleur, est introduit ici à partir de commentaires spécifiques et en relation avec le quartier le la Mouraria, à Lisbonne. En faisant du quartier de la Mouraria un objet d'étude, celui-ci m'interpelle particulièrement de par une certaine centration sur ce que fut le quartier (ou a dû être) – le passé – ; et dans ce qui prétend devoir être l'horizon futur du quartier – le projet. Cette sorte de logique de l'occultation du quotidien – quelque part perdue entre un passé idéalisé (mais qui peut également être rejeté) ; et un séduisant horizon-futur qui, dans une large mesure, est décrit en contrepoint avec ce qui est indésirable (et en relation avec le temps-espace passé, bien que proche) – me conduit à réfléchir sur l'intérêt à investir dans une connaissance qui contribue à une meilleure compréhension des raisons et significations quotidiennes de vivre le quartier, la ville, comme s'il s'agissait aussi d'une revendication au droit à la visibilité du quotidien.

[Retour sommaire](#)

A inventiva arte de viver o dia-a-dia: o quotidiano como argumento de estudo

“O quotidiano não é apenas o espaço de realização de atividades repetitivas: é também um lugar de inovação. (...) A própria recusa do quotidiano (a festa, as viagens, as férias...) é a sua reorganização e transformação. O quotidiano banal, trivial, repetitivo, faz parte de um outro quotidiano. Compete à sociologia da vida quotidiana revelar a riqueza oculta dessoutro quotidiano sob a aparente pobreza e trivialidade da rotina, ou, como muito bem referiu Lefebvre, «alcançar o extraordinário do ordinário»”

(Machado Pais, 1986, 14)

O objetivo geral desta reflexão é sensibilizar para o interesse em observar o quotidiano para compreender o processo de invenção continuada do património, nomeadamente numa cidade em acelerado processo de transformação, como é o caso de Lisboa. Este objetivo de cunho mais abrangente (e mais ambicioso) é aqui introduzido a partir de comentários específicos relacionados com o Bairro da Mouraria. Isto porque, na qualidade de uma já prolongada observadora e estudiosa das transformações urbanas e imaginárias associadas à Mouraria, tenho vindo a notar, sobretudo nos últimos três anos, o ampliar de um discurso que, operando a partir de *sentidos de desejabilidade*¹, dissimula o “lufa-lufa quotidiano” local (Machado Pais, 2010) através de uma vitrina de visibilidades possíveis e sobretudo identificadas com as práticas desejadas.

O discurso que opera a partir de *sentidos de desejabilidade* é sobretudo proferido, divulgado e veiculado por representantes associativos, institucionais e organizacionais, tais como: autoridades públicas, comerciantes, meios de comunicação social, associações culturais e recreativas, e mesmo alguns pesquisadores. A aceção dominante com que os sentidos de desejabilidade se

1 Por *sentidos de desejabilidade* entende-se as idealizações sobre o que o bairro poder vir a ser enquanto horizonte futuro.

manifestam, não só induz a uma interrupção na relação entre o que é herdado, o que é vivido na atualidade e o que é projetado como perspectiva futura, como também expressa-se através de um propósito de articulação entre local e global na generalização de certas imagens do bairro, entretanto espelhadas na tematização de práticas que almejam corresponder a determinadas tendências, modas e estilos. À tematização dos sentidos de desejabilidade associa-se ainda imagens que procuram fazer com que o bairro seja vinculado à ideia de tradicional, mas também de cosmopolita e cultural, associando-se ainda à ideia de multicultural. A promoção do bairro a partir desses sentidos de desejabilidade é, por exemplo, manifesta nos propósitos de requalificação do espaço público urbano, onde o intuito de induzir “novos comportamentos” (cf. <http://www.aimouraria.cm-lisboa.pt/>) é particularmente marcante na tentativa de criação de novas imagens do local, novos patrimónios. Esta observação permite ainda salientar dois outros aspectos, aparentemente contraditórios. Isto é, por um lado, a vitalidade sociocultural, conforme expressa nos espaços públicos locais, serve como recurso para a criação de uma determinada imagem de marca do local. Esta mesma vitalidade sociocultural é, por outro lado, paradoxalmente considerada como desvitalizada e depreciativa, assim justificando a sua regeneração através da indução de novos – e mais desejáveis – comportamentos (Menezes, 2012a).

Portanto, esta espécie de lógica de ocultação do quotidiano – algures perdido entre um passado idealizado (mas que pode também ser rejeitado) e um sedutor horizonte futuro que, em grande medida, se delinea por contraposição ao que é indesejável (e relacionado com um tempo-espaço passado, mesmo que próximo) – faz-me questionar sobre: Onde mora o quotidiano na compreensão dos processos de transformação urbana que se aliam a uma invenção continuada do património?

Por quotidiano entende-se o que sucede no dia-a-dia das pessoas comuns, diz respeito a rotina, a repetição e a regularidade, mas também ao imprevisto, ao aleatório e ao inesperado, ao sonho e à aventura (Machado Pais, 1986). Considerando-se que as pessoas

comuns são produtoras ativas e não simples receptoras das ideologias, crenças, tradições e linguagens, o quotidiano é aqui entendido como uma invenção continuada do fazer acontecer: respeita as artes de viver, representar e apropriar o dia-a-dia através de táticas e estratégias que subvertem as imposições (Certau, [1980] 1990). Daí que, como refere Machado Pais (2003), uma sociologia da vida quotidiana estaria mais próxima de uma “lógica de descoberta” do que de uma “lógica do preestabelecido”. Uma perspectiva que, a meu ver, permite melhor explorar, conhecer, analisar e compreender as transformações nas dinâmicas socio-espaciais a partir das suas especificidades locais, permitindo ainda contrariar, ou melhor dizendo, complexificar, um sentido único e impositivo de entendimento da questão urbana somente a partir de lógicas globais e de cunho generalista.

Captar e compreender a cidade como um processo em contínua transformação exige ao observador e, em especial, ao investigador, uma atenção redobrada sobre o que passa, o que fica e o que a cidade poderá ser. Neste sentido, Alessia de Biase (2012, 199) refere o quão fundamental é compreender a cidade em transformação a partir da articulação entre três tempos e três escalas: “a cidade herdada, a cidade habitada, ou a cidade do presente que se faz e desfaz continuamente; e por fim a cidade projetada, que se confronta constantemente com seu horizonte futuro”. Considerando esta perspectiva um princípio para a compreensão da dinâmica de transformação urbana que sucede no Bairro da Mouraria, chama-me particular atenção uma certa centração naquilo que o bairro foi (ou teria sido) – a herança – e naquilo que se pretende como horizonte futuro para o bairro – o projeto. Melhor explicando, chama-me particular atenção a ocultação do dia-a-dia das pessoas em prol de simulacros deste mesmo quotidiano.

Portanto, reivindico o *direito à visibilidade do quotidiano* para melhor compreender as transformações pelas quais, em específico, o Bairro da Mouraria passa e, em geral, a cidade passa. Julgo ainda que esta mesma visibilidade pode nos fornecer pistas mais consistentes para pensar os processos de intervenção urbana a partir das reais necessidades locais e, neste sentido, melhor

se trabalhar a ideia de *direito à cidade* (Lefebvre, [1968] 2008).

Compreender a invenção do património num quotidiano em contínua intervenção

Visado, sobretudo desde de meados do século XX, pelas lógicas públicas de intervenção urbana, o Bairro da Mouraria tem-se mantido, ao longo do tempo, como “objeto de reabilitação urbana” (Firmino da Costa & Ribeiro, 1989). Efetivamente, o que tem justificado as lógicas de intervenção remetem para o que aqui se chamaria de uma cíclica cotidianeidade repleta de contradições e heterogeneidades cuja visibilidade relaciona-se, em particular, com o espaço público local (Menezes, 2002, 2004). Estas contradições e heterogeneidades vão desde à pobreza, às precárias condições de habitabilidade, prostituição, marginalidades várias, carências socio-económicas educacionais e de emprego, aos mais recentes problemas relacionados com os sem-abrigo, o envelhecimento da população, o tráfico e consumo de drogas, à imigração e às desigualdades associadas. Todavia, as lógicas de intervenção urbana se alteraram com o passar do tempo. Em síntese, estas lógicas passaram dos ideais de completa renovação – e que justificaram a destruição de grande parte do bairro entre os anos 30-60 – aos ideais de reabilitação e salvaguarda do património urbano, conforme se verifica a partir de meados dos anos 80 do século XX.

Mas, a semelhança do sucedido em outras cidades históricas europeias – e não só –, o processo de reabilitação urbana prosseguido em Lisboa, também repercutido no Bairro da Mouraria, desenvolve-se a partir de diferentes fases ou gerações. Seguindo os passos de João Queirós (2007) conforme discussão que desenvolve sobre o processo de reabilitação urbana na cidade do Porto, de forma muito sintética e adaptando a mesma para a situação de Lisboa, estas fases ou gerações podem ser consideradas como as seguintes:

- (1ª geração) Década de 1980 – princípios dos anos de 1990 – a pressão social nos

bairros históricos, em especial Alfama e Mouraria, contra a expulsão das famílias residentes em decorrência do “saneamento das condições ambientais” (Portas, 1985), paralelamente à reivindicação da melhoria das condições de habitabilidade locais, e a consequente influência da experiência de Bolonha junto de técnicos ligados à intervenção, contribuíram para a criação dos primeiros gabinetes técnicos locais de reabilitação urbana. Inicialmente, as ações destes gabinetes sobretudo orientaram-se pelos ideais de manutenção da população, melhoria das condições de habitabilidade e valorização dos contextos (Menezes, 2005);

- (2ª geração) Finais da Década de 1990 – meados dos anos de 2000 – pouco a pouco as estratégias adotadas viraram-se para o aumento da visibilidade dos núcleos históricos, inicialmente através de um maior investimento na estetização dos edifícios – onde é recorrente a prática do “fachadismo” –, paralelamente verifica-se a diminuição das ações no interior das casas e edifícios. Investe-se, assim, na reconfiguração da imagem da cidade, seguindo-se as estratégias de patrimonialização e reconversão urbanística, iniciativas orientadas para o turismo e a promoção da cultura, com o crescente aumento da realização de festas e eventos;
- (3ª geração) Desde 2007-2008 até a atualidade – “urbanismo competitivo; institucionalização das intervenções; grandes projetos de reconversão urbanística; gentrificação; turismo, cultura e atividades de elevado valor acrescentado (...)” (Queirós, 2007, 105), ao que acrescenta-se a tendência para a ação ser sobretudo orientada para o espaço público urbano e a promoção de atividades por parte de privados e agentes culturais².

² A par das evoluções que se verificaram, as estratégias salientadas demarcam com particular incidência a prática de intervenção urbana e de urbanismo que, a partir de finais do século XX, seria adotada em muitas cidades do mundo. Um dos autores que desmonta a crítica a este modelo de intervenção e de urbanismo é Horacio Capel, nomeadamente em seu livro “El modelo de Barcelona” (2005). De entre os vários aspectos críticos salientados pelo autor, se destaca a inclinação para a cidade ser pensada para o exterior em detrimento da realidade socio-local dos seus habitantes, necessidades e quotidianos. Um “modelo” que se alastrou muito para além das fronteiras da cidade analisada pelo autor.

Independentemente dos ideais que sustentaram a estratégias prosseguidas na intervenção urbana observa-se que, até a entrada do século XXI, muitas das imagens e imaginários que sustentaram o ideal de renovação (e destruição) do bairro e seguidamente a sua reabilitação (Menezes, 2004), de algum modo tiveram o *quotidiano* por base de reivindicação da intervenção e definição do projeto de intervenção, nomeadamente através de discursos que assinalavam práticas e situações cíclicas de uma rotina de precariedade física e social. É a partir da 2ª geração, e sobretudo com a 3ª geração da reabilitação urbana que, ainda que a necessidade de intervenção seja inicialmente sustentada pelas misérias quotidianas, pouco-a-pouco, a visibilidade do bairro tende a ser sustentada por um discurso do *visivelmente desejável*.

As transformações mais recentemente ocorridas no bairro são, em muito, influenciadas pelo processo de intervenção urbana que, entre outros aspectos, para além de repercutir-se em toda a cidade, realiza-se a partir de uma (re)invenção do património de cunho local, ainda que a partir de um processo de “redobramento simbólico” conduzido do exterior (Firmino da Costa, 1999). O espaço público urbano e a cultura assumem um expressivo papel como motor de mudança e de criação de uma nova centralidade em Lisboa, o que parece ser uma tentativa de inversão da recorrente tendência do Bairro da Mouraria para manter-se à margem, ainda que com tantos anos de intervenção. Estas dinâmicas associam-se a um conjunto de lógicas sociais e culturais que tanto se repercutem na criação de novas espacialidades urbanas que, focando o espaço público, visam sobretudo induzir “novos comportamentos”³, bem como em criar imagens desejáveis do bairro. Pelo que, a intervenção prossegue em dois patamares de ação: uma dimensão física da intervenção (espaço público e edifícios) e outra de cunho imaterial (pessoas). Enfim, a Mouraria tornou-se um “caso de sucesso” cujo sentido “exótico” parece ter realçado o intuito de cruzar plano e intervenção com cultura e património imaterial, ficando estas relações ainda mais evidenciadas através dos recursos às expressões “soft”

³ Ver: <http://www.aimouraria.cm-lisboa.pt/>

(suave) e “hard” (duro) conforme assinalado pelo coordenador da intervenção local em recente entrevista (Sevilha, 2014). É certo, todavia, que a atual geração de intervenção/reabilitação urbana tem contribuído para inverter uma situação de (in)visibilidade indesejável, aumentando a atratividade local em termos da sua frequência, de investimentos imobiliários e comerciais, de algumas dinâmicas económicas – sobretudo associadas ao comércio e a prestação de serviços –, com especial enfoque nas dinâmicas de lazer, diversão, turismo e cultura.

Encenações de uma Mouraria desejada (simulada?)

Fado, músicas e danças várias, passeios guiados através de roteiros (históricos, gastronómicos, artísticos), exposições de fotografias em espaço público, festas criativo-temáticas, performances, esculturas e vitrinas criativas, entre outros aspectos, compõem uma cenografia urbana que se repercute em imagens de um bairro que, parecendo estar sempre em festa, reinventa o seu património numa curiosa articulação entre passado e futuro. Faço, assim, notar, que no caso das atuais dinâmicas que sucedem na Mouraria, o tempo passado é particularmente expresso numa espécie de revivalismo de momentos e espaços muito específicos: (1) o tempo em que os mouros foram para ali viver (século XII) – em parte justificando um discurso atual de que o bairro seria, desde sempre, multicultural; (2) o tempo da Severa – curiosamente um mito – e de local de invenção do fado – ainda que uma análise cuidada deste mito permita compreender o fado como uma expressão transversal aos outros bairros de Lisboa, bem como insinuar que não é evidente a existência de uma data explícita para a sua invenção (possivelmente século XIX), nem tão pouco que a Mouraria seja o local *primordial* de origem do fado (Menezes, 2004); (3) o tempo do património arquitetónico e da história dos edifícios, mas também da cidade (conforme demarcado por edifícios mais emblemáticos). O tempo futuro, por outro lado, é expresso num projeto de bairro que tem como horizonte temporal uma data particularmente em voga

numa Europa do século XXI: o Horizonte 2020. Como se do “lufa-lufa quotidiano” (Pais, 2010) das crónicas que protagonizaram a Mouraria – segregando, mas também emblematizando (Menezes, 2004, 2012) –, o bairro fosse presentemente relacionado com uma contínua comemoração (*viva-viva!*), já que agora *há vida* na Mouraria!

Mas, a que património se pretende referir quando, a princípio, o património é uma construção social que se realiza no tempo presente a partir da articulação entre tempo passado e tempo futuro, entre bairro herdado, bairro presente e bairro projetado? As imagens de uma Mouraria que continuamente comemora o seu património – de uma Mouraria sempre em festa – são veiculadas através de discursos de diversos tipos, documentários, crónicas, artigos, sobretudo difundidos pelos meios de comunicação social e virtual, bem como articulam-se com o atual processo de intervenção urbana que decorre no bairro. Estará a Mouraria a viver um tempo suspenso?

Aqui é interessante retomar a noção de simulacro conforme sentido atribuído por Jean Baudrillard na sua compreensão da sociedade de princípios dos anos de 1980 (Baudrillard, [1981] 1991)⁴. Este interesse essencialmente decorre da publicação *on line* de uma banda desenhada intitulada “*Boudrilhar na Mouraria – Excertos de uma primeira leitura de ‘Simulacros e Simulação’ de Jean Baudrillard*” da autoria de José Smith Vargas⁵. Portanto, nesta banda desenhada, José Smith Vargas⁶ representa Jean Baudrillard num passeio pelo Bairro da Mouraria da atualidade, traçando uma crítica social as dinâmicas locais. Ao longo do

4 Baudrillard (1991) associa a noção de simulacro ao surgimento da hiper-realidade e, como consequência, de um crescente aumento da necessidade de simulação – já que não se dissimula mais, mas sim simula-se –, onde signo e sentido se confundem, ainda que o primeiro tende a predominar sobre o outro. Para o autor, a ciência perderia o seu objeto de estudo, a iconografia se sobreporia sobre outras formas simbólicas, a ilusão perderia o seu poder de possibilidade, os *reality shows* dos anos de 1970 se convertem em espetáculos hiper-reais através de uma “televisão que nos vê” (Uribe & Néida, 2011).

5 Ver: [José Smith Vargas: https://www.behance.net/gallery/4749735/Boudrilhar-na-Mouraria](https://www.behance.net/gallery/4749735/Boudrilhar-na-Mouraria)

6 *Idem* nota 8.

passeio, o personagem da banda desenhada que se identifica com Jean Baudrillard faz uma série de comentários sobre o que vai vendo, de entre os quais reproduz-se alguns:

“Hoje a abstração já não é a do mapa, do duplo, do espelho ou do conceito. A simulação já não é a simulação de um território, de um ser referencial, de uma substância. O território já não precede o mapa, nem lhe sobrevive. É agora o mapa que precede o território (...)”.

“Não é irreal, mas simulacro, isto é, nunca mais passível de ser trocado por real (...)”.

“Quando o real já não existe a nostalgia assume todo o seu sentido”.

“Escalada do verdadeiro, do vivido, ressurreição do figurativo, onde o objeto e a substância desapareceram”.

“O museu em vez de estar circunscrito como lugar geométrico, está agora em toda a parte, como uma dimensão de vida”.

“A etnologia em vez de se circunscrever a uma ciência objetiva, vai doravante generalizar-se a todas as coisas vivas e tornar-se invisível”.

“Assim vivemos por toda a parte num universo estranhamente semelhante ao original – as coisas são aí dobradas pelo seu próprio cenário. Mas, este duplo não significa como na tradição, a iminência da sua morte. Elas estão já expurgadas da sua morte, e melhor ainda, da sua vida: mais sorridentes, mais autênticas na luz do seu modelo, como os rostos das casas funerárias” (conforme extratos citados por José Smith Vargas)⁷.

A arte social de viver e inventar património: notas finais

Há alguns anos, quando estudei mais aprofundadamente alguns aspectos do bairro, observei como na compreensão do processo de inscrição da Mouraria no mapa social da cidade, era fundamental estar-se atento ao quotidiano da vida de rua, do espaço público. O que, por outro lado, permitiu-me constatar que, a partir de uma articulada relação entre dinâmicas exógenas e endógenas, quotidianamente se realizava uma elaborada construção social de imagens e visões do bairro através de uma continuada – e cumulativa – lógica inventiva. Este elaborado processo de invenção de imagens

⁷ *Ibidem* nota 8 e 9.

do bairro se dava a partir de uma interessante relação entre passado, presente e futuro, bem como a partir de um conjunto de relações socio-espaciais que se estabeleciam numa dinâmica articulação entre: dentro e fora, acima e em baixo, traseiras e frente, longe e perto, Mouraria grande e pequena. Todavia, as cadências quotidianas eram temporariamente alteradas nas situações extraordinárias (ex.: momentos de festa e procissão, em muito identificados com um tempo cíclico). Pelo que, observei que nas situações extraordinárias o bairro parecia englobar a cidade – como se ao mesmo tempo a cidade fosse o bairro e o bairro fosse a cidade – e, assim, simbolicamente a Mouraria e as suas gentes reencontravam forças para, no quotidiano, continuar a sua tão ambígua e ambivalente participação no mapa social de Lisboa, reinventando-se como património cultural e urbano (Menezes, 2002). *Ambiguidade* e *ambivalência* foram, então, dois termos tomados como centrais para perceber a Mouraria. Isto porquê “no processo de consolidação e reconfiguração das imagens identitárias, verifica-se que, a par da continuidade de determinados traços que são utilizados para caracterizar a Mouraria, outros vão sendo indexados ao campo das significações imaginárias do bairro” (Menezes, 2012, 89), o que complexifica – e muito – captar e compreender as dinâmicas socio-espaciais locais, nomeadamente porque não estão cristalizadas em pólos que se opõem, mas sim se articulam de modo ambíguo e ambivalente (ver Quadro 1).

Mas, numa Mouraria que parece viver uma festa continuada no tempo e no espaço, como que se define o património local, a sua memória? Terá a cidade englobado a Mouraria, assim transformada em apenas mais um dos pontos de uma cidade que funciona em rede, sem especificidade socio-territorial? Como as situações extraordinárias se articulam com o quotidiano local? Como se dá a relação social entre tempo passado, tempo presente e tempo futuro? Na constante invenção do património cultural local, qual o lugar do quotidiano?

Ainda que presentemente tenha um olhar mais distante do dia-a-dia local, tenho, contudo, recolhido um conjunto de impressões que conduzem-me a pensar sobre um quotidiano que parece querer esconder-

Quadro 1 : Ambiguidade e ambivalência na continua invenção de imagens identitárias do Bairro da Mouraria

MÁ FAMA, TIPICIDADE E TRADIÇÃO	COMPLICADO E CONTRADITÓRIO	MULTICULTURALIDADE E MULTIETNICIDADE	CULTURAL E COSMOPOLITA
Vício Miséria Tempestuoso Prostituição Descaracterizado Fado Fadista Bairrismo Tradição Antigo Festas populares Marcha Procissão Pitoresco (ruas e edifícios)	Insalubridade Falta de civilização Crime Desordem pública Marginal Ilegalidades Gueto Vale dos vencidos Texas Chaga Social Insegurança Prostituição Sem-abrigo Sem papeis Imigrantes Toxicodependentes/ Traficantes Degradação do parque edificado Precariedade social Sujidade	Lenda de Martim Moniz Centro Comercial (Mouraria e do Martim Moniz) Mistura social Convívio multiétnico Mundos Mundo português Little Índia China Town Espaço plural Outros Cosmopolita Outra geografia Fragrâncias e Odores Cores Paladares Exótico Migrantscape	Culturas Todos Práticas antigas Património material Património imaterial Gastronomia árabe Gastronomia galega Internacional Babilónia Babel Atípico

Quadro elaborado a partir de: Menezes, 2002, 2004, 2012

se, mas que insistentemente continua, transforma-se e reinventa-se, projetando o património local. Mas que quotidiano é esse? As impressões que mais recentemente tenho vindo a acumular continuam por revelar um dia-a-dia de trabalho, de brincadeira, de pobreza, de risos, tristezas e discussões, de festas e comemorações, enfim, de diversidades e diferenças, mas também de muitas desigualdades e desencontros. Um quotidiano visível mas tornado invisível na representação de fadistas de tempos outros em prédios em ruínas, nos relvados artificiais colocados num espaço público sempre em festa, mas que não consegue esconder a brincadeira de quem joga críquete na Praça do Martim Moniz, nem tão pouco a piscina insuflável em pleno núcleo do bairro para alegrar as crianças num domingo ensolarado de verão, enquanto por detrás ainda se continua a vender drogas ...

Julgo que captar o lugar do bairro como um espaço praticado (Certau, 1980) e abordar as “dolências e indolências da quotidianidade numa perspectiva metodológica que vá sondando as profundidades ocultas das estruturas sociais à superfície da vida quotidiana (...)” (Machado Pais, 2010a), insinua-se como um caminho para compreender a continua invenção do património numa cidade em transformação, mas também com muitas perturbações⁸. E, como referido por Vera Telles (2010), interessará igualmente estar-se atento às dinâmicas urbanas que explicam sobre as condições de acesso à cidade e aos seus diversificados, diferentes e desiguais espaços, às lógicas e modos de uso e apropriação dos espaços e seus

⁸ Não menos interessante é lembrar Machado Pais (2007, 84) quando refere que “(...) do ponto de vista de uma sociologia do quotidiano, não é apenas importante aquilo que fixa regularidades da vida social; é também importante aquilo que a perturba”.

recursos, para, enfim, compreender como a trama de atores usa, apropria e representa estes mesmos espaços e recursos. Aqui, descrever através de parâmetros críticos e a partir de uma perspectiva de crítica social é fundamental para analisar, compreender e “colocar em perspectiva realidades urbanas em mutação” (Telles, 2010, 18). Isto é, do “lufa-lufa quotidiano” à compreensão dos conteúdos sociais que inventam “modos de a cidade se fazer e dizer” (Machado Pais, 2010), interessa sobretudo compreender o que mudou e o que se mantém no quotidiano de uma Mouraria do século XXI.

Mais do que somente olhar as vitrinas urbanas de uma realidade em mutação e que, no caso da Mouraria, mais recentemente tem dado lugar a definições de imagens identitárias particularmente impactantes, já que de uma potencial “Little Índia” dos anos de 1980-1990 à deslumbrante “China Town” lisboeta de finais dos anos de 1990 e princípios de 2000, passou a ser referida através de uma interessante associação entre um sentido “*migrantscape*” do viver numa “Babilónia” lisboeta que, entretanto, se transformaria numa “Babel” que se situa entre uma lógica bairrista, multicultural e cosmopolita, como assinalado por uma variedade de inovadores discursos que se vão fazendo sobre o bairro para explicar as transformações daquela realidade. Mas, pergunto-me: e explicam? Não serão estas mesmas metáforas contemporâneas da identidade local manifestações discursivas que, de algum modo, expressam *sentidos de deseabilidade* por parte dos seus inventores? Notar ainda que boa parte destas metáforas, simulacros e simulações da realidade quotidiana, muito embora reflitam-se localmente, são sobretudo criados por inventores extrínsecos ao bairro, fazendo recordar-nos António Firmino da Costa (1999) quando nos fala de um “redobramento simbólico” conduzido do exterior. Pelo que, ainda que as metáforas, os simulacros e as simulações do real expliquem algo da dinâmica socio-espacial, na compreensão das continuidades e transformações urbanas, não menos importante será estar-se atento aos perigos que a profusão dos mesmos podem transportar, “duplicando, com efeito caleidoscópico, a heterogeneidade de seu objeto” (Magnani, 2001, 170). Ao que,

interessa evitar “o risco de se reproduzir, no plano de um discurso interpretativo, a fragmentação pela qual as grandes metrópoles são muitas vezes representadas nos meios de comunicação social, nas artes plásticas, na fotografia e em intervenções artísticas no espaço público” (Magnani, 2001, 170).

Quando do confronto entre a “reflexividade impositiva (orientada pelo passado)” e a “reflexividade transformadora (orientada para o futuro)”, o quotidiano se coloca como um “terreno de negociações, resistências e inovações e, conseqüentemente de dilemas” (Machado Pais, 2007, 25). Assim, na medida que nutro um interesse particular pelos processos de transformação urbana e de invenção continuada do património, ao recorrer ao caso da Mouraria como filtro para compreender e discutir estes processos, em jeito de notas finais, reivindico o *direito à visibilidade do quotidiano* como um caminho possível para problematizar o lugar de um espaço, bem como uma possível forma de compreender, *a partir de e sob* uma perspectiva crítica, as invisibilidades que se fazem por conhecer para melhor definirem-se as condições de acesso à cidade, ao seu património e imaginários.

BIBLIOGRAFIA

- Baudrillard Jean, [1981] 1991, *Simulacros e Simulação*. Lisboa: Relógio d'Água.
- Biase Alessia de, 2012, “Por uma postura antropológica de apreensão da cidade contemporânea. De uma antropologia do espaço à uma antropologia da transformação da cidade”. *Redobra [on line]*, 11, 4, pp. 190-206 Disponível à: http://www.redobra.ufba.br/wp-content/uploads/2013/06/revista_redobra11_virtual.pdf [Consultation 10/11/2014].
- Capel Horacio, 2005, *El Modelo de Barcelona*, Barcelona, Ediciones del Serbal.
- Certau Michel de [1980] 1990, *L'Invention du Quotidien*. Vol. 1: Arts de Faires. Paris: Gallimard.

- Firmino da Costa António, 1999, *Sociedade de Bairro*. Oeiras: Celta Editora.
- Firmino da Costa António, Ribeiro, Manuel J., 1989, "A construção social de um objecto de reabilitação", *Sociedade e Território*, n.º 10-11, pp. 85-95.
- Lefèvre Henri, [1968] 2008, *O Direito à Cidade*. São Paulo: Centauro Editora.
- Machado Pais José, 1986, "Paradigmas sociológicos na análise da vida quotidiana". *Análise Social*, Vol. XXII (90), 1986-1.º, p. 7-57.
- Machado Pais José, 2007, "Cotidiano e Reflexividade". *Educação e Sociedade*, Vol. 28, n.º 98, pp. 23-46. Disponível à: <http://www.cedes.unicamp.br> [Consultation 15/12/2014].
- Machado Pais José, 2007a, *Sociologia da Vida Quotidiana: Teoria, Métodos e Estudos de Caso*. Lisboa, Imprensa de Ciências Sociais.
- Machado Pais José, 2010, *Lufa-lufa Quotidiano. Ensaios sobre Cidade, Cultura e Vida Urbana*. Lisboa: Imprensa de Ciências Sociais.
- Machado Pais José, 2010a, "O 'corre-corre' cotidiano no modo de vida urbano". TOMO - Revista do Núcleo de Pós-Graduação e Pesquisa em Ciências Sociais da Universidade Federal de Sergipe. Sergipe: UFSE, p. 131-156.
- Magnani José, G. Cantor, 2001, "Espaço e cultura na cidade contemporânea". *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, Vol. 16, n.º 45, São Paulo, pp. 168-170. Disponível à: <http://www.scielo.br/pdf/rbcsoc/v16n45/4337.pdf> [Consultation 10/04/2015].
- Menezes Marluci, 2002, Mouraria: entre o Mito da Severa e o Martim Moniz – Estudo antropológico sobre o campo de significações imaginárias de um bairro típico de Lisboa. Tese de Doutoramento. Lisboa: Faculdade de Ciências sociais e Humanas, Universidade Nova de Lisboa (FCSH/UNL.)
- Menezes Marluci, 2004, *Mouraria, retalhos de um Imaginário: significados urbanos de um bairro de Lisboa*. Oeiras: Celta Editora.
- Menezes Marluci, 2005, "Património urbano: por onde passa a sua salvaguarda e reabilitação? Uma breve visita à Mouraria". *Cidades Comunidades e Territórios*, n.º 11, Lisboa: CET / ISCTE, pp. 65-82. Disponível à: https://repositorio.iscte-iul.pt/bitstream/10071/3419/1/Cidades2005-11_Menezes.pdf [Consultation 15/12/2014].
- Menezes Marluci, 2012, "Debatendo mitos, representações e Convicções acerca da invenção de um bairro lisboeta". In *Sociologia*, Revista da Faculdade de Letras da Universidade do Porto (FLUP), Número temático: Imigração, Diversidade e Convivência Cultural. Porto: FLUP – UP, pp. 69-95. Disponível à: [file:///C:/Documents%20and%20Settings/marluci/My%20Documents/Downloads/Marluci%20Menezes_Sociologia_Rev_UP%20\(1\).pdf](file:///C:/Documents%20and%20Settings/marluci/My%20Documents/Downloads/Marluci%20Menezes_Sociologia_Rev_UP%20(1).pdf) [Consultation 10/10/2014].
- Menezes Marluci, 2012a, "Cultural diversity scenarios at the urban public space. The case of Mouraria neighbourhood (Lisbon)". In Pinto da Silva Madalena (coord.), 'EURAU12 Porto | Espaço Público e Cidade Contemporânea: Atas do 6º European Symposium on Research in Architecture and Urban Design'. Porto, FAUP. ISBN 978-989-8527-01-1v. Disponível à: <http://www.eurau12.arq.up.pt/sites/default/files/581.pdf> [Consultation 20/03/2015].
- Portas Nuno, 1985, "Notas sobre a Intervenção na Cidade Existente". *Sociedade e Território*, Ano 1, n.º 2, Lisboa, pp. 8-13.
- Queirós João, 2007, "Estratégias e discursos políticos em torno da reabilitação de centros urbanos. Considerações exploratórias a partir do caso do Porto". *Sociologia, Problemas e Práticas*, n.º 55, pp. 91-116.
- Sevilha Ana R., 2014, "Entrevista com João Meneses, coordenador do GABIP da Mouraria". In *Olá Mouraria Traço – Caderno Especial do Jornal Quinzenário Construir*, Ano XI, n.º 265, 21.03.2014, pp. 32-37. Disponível à: <https://flipflashpages.uniflip.com/2/7856/326484/pub/html/33.html> [Consultation 15/10/2014].
- Telles Vera, 2010, *A Cidade nas Fronteiras do Legal e Illegal*. Belo Horizonte: Argumentum.
- Uribe Ruiz, Nélica, Martha, 2011, "Reseña de 'Cultura y Simulacro' de Jean Baudrillard". *Razón y Palabra*, vol. 16, núm. 75, febrero-abril, Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey. Estado de México, México. Disponível à: <http://www.redalyc.org/articulo>.

[oa?id=199518706032](https://www.iaa.pt/iaa/consultation/consultation?id=199518706032) [Consultation
20/11/2014].

SITES CONSULTADOS

Câmara Municipal de Lisboa, Programa “Ai Mouraria”. Disponible à: <http://www.aimouraria.cm-lisboa.pt/>

“Boudrilhar na Mouraria – Excertos de uma primeira leitura de ‘Simulacros e Simulação’ de Jean Baudrillard”, Vargas, José S. Disponible à: José Smith Vargas: <https://www.behance.net/gallery/4749735/Boudrilhar-na-Mouraria>